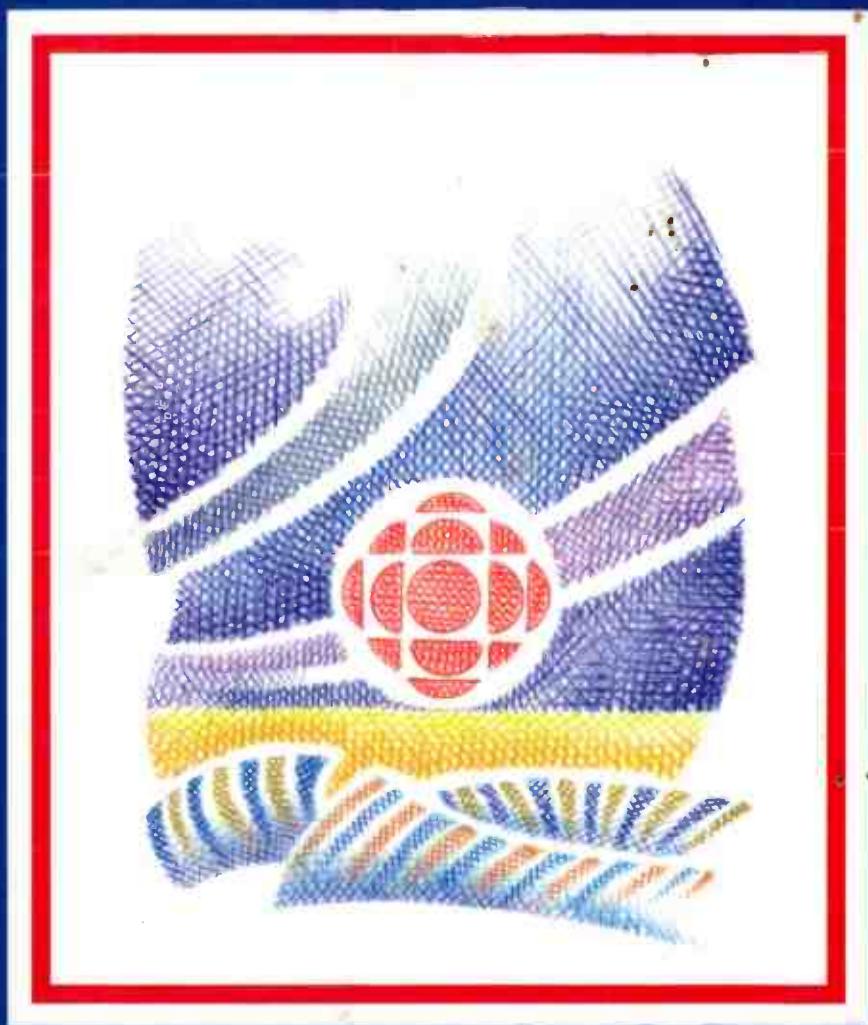


**BERNARD BOCQUEL**

**CKSB**  
**LA RADIO**  
**DU PETIT-CANADA**

**ÉMISSION RADIOGRAPHIQUE**



**LES ÉDITIONS DU BLÉ**

BERNARD BOCQUEL

**CKSB,  
LA RADIO DU PETIT-CANADA**

UNE ÉMISSION RADIOGRAPHIQUE



LES ÉDITIONS DU BLÉ  
Saint-Boniface (Manitoba)

Nous remercions le Conseil des Arts du Canada et le Conseil des arts du Manitoba de l'aide accordée à notre programme de publication.

Œuvre de la couverture: Réal Bérard

Mise en pages: Lucien Chaput

Les Éditions du Blé  
Saint-Boniface (Manitoba)  
<http://ble.recf.ca>

Distribution en librairie:  
Diffusion Prologue inc., Boisbriand (Québec)

### Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Bocquel, Bernard, 1955 -

CKSB, la radio du Petit-Canada : une émission radiographique / Bernard Bocquel.

ISBN 2-921347-90-X

1. Canadien français--Manitoba
2. Métis--Manitoba
3. CKSB (Station de radio: Winnipeg, Man.)--Histoire. I. Titre.

FC3400.5 B63 2006

813/.6 22

C2006-905020-1

© Bernard Bocquel et Les Éditions du Blé, 2006.

© Illustrations, Réal Bérard, 2006.

*Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous les pays. La reproduction d'un extrait quelconque de ce livre, par quelque procédé que ce soit, tant électronique que mécanique, en particulier par photocopie et par microfilm est interdite sans l'autorisation de l'éditeur. En cas de photocopie ou autre genre de reprographie, Access Copyright doit émettre un permis.*

**CKSB,**  
**LA RADIO DU PETIT-CANADA**

DU MÊME AUTEUR  
CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

*Les Caricatures de Cayouche*  
EN COLLABORATION AVEC RÉAL BÉRARD, 1990

*Au pays de CKSB*  
*50 ans de radio française au Manitoba*  
ESSAI, 1996, PRIX CHAMPLAIN 1997

*Aux pionniers du Pays de CKSB*

## AU SOMMAIRE

Au Pays de CKSB  
CARTOGRAPHIE ET FICHES TECHNIQUES – 9

Présentation de Daniel Tougas  
UNE INVITATION AU VOYAGE – 19

Introduction à la radiographie  
BIENVENUE À CETTE ÉMISSION – 25

Ouverture  
LE PLUS VIEUX JEU DU MONDE – 27

Premier interlude  
DRÔLES D'ACCENTS ET PERLES D'OUTRE-MER – 41

Premier mouvement  
L'ÉPOPÉE DES CANAYENS – 45

Second interlude  
L'ESPRIT DE LA FOURCHE NOUS APPELLE – 123

Deuxième mouvement  
LE PHÉNOMÈNE PETIT-CANADIEN – 129

Troisième interlude  
TOUS LES CANOTS MÈNENT À SAINT-PIERRE – 175

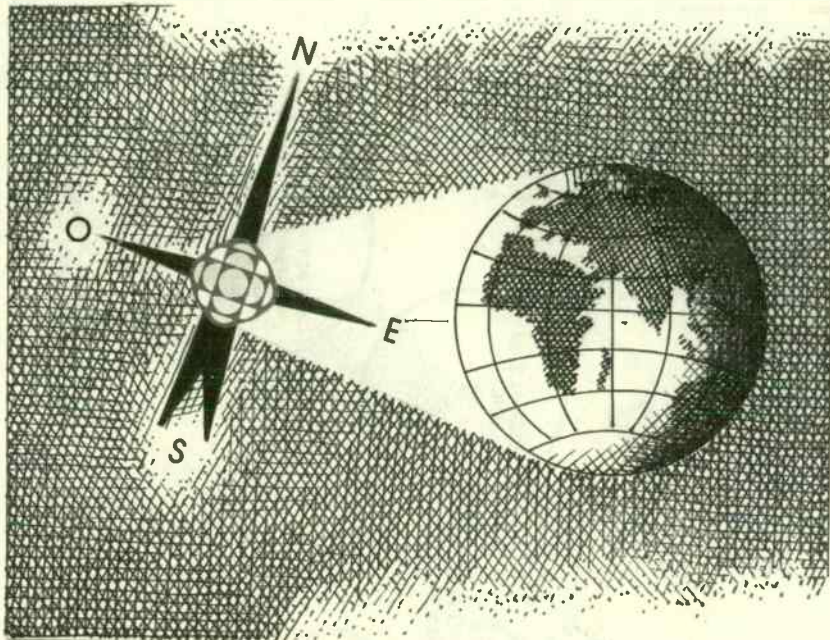
Troisième mouvement  
QUELQUES PORTEURS D'AVENIRS – 179

Quatrième interlude  
À QUOI SERT L'HUMANITÉ? – 233

Coda  
ÉCOUTER POUR Y VOIR – 237

Index  
RADIOGRAPHIQUEMENT VÔTRE, DE A À Z – 251

Table des matières – 269



*En 2000, dans la semaine du 18 décembre, CKSB entre dans le monde des radios en ligne sur Internet.*

#### FICHE TECHNIQUE I

## La progression du Pays de CKSB

CKSB 1250 AM

Saint-Boniface (MB)

En ondes le 27 mai 1946

CKSB 1050 AM

Émetteur de 1000 watts est remplacé par un émetteur de 10 000 watts en mars 1959 et change de fréquence, passant de 1250 AM à 1050 AM

CKSB-1-FM Se-Rose-du-Lac (MB)

AM – en ondes le 1<sup>er</sup> février 1968;

devient un service FM

le 29 septembre 2004

CKSB-2 Saint-Lazare (MB)

En ondes le 12 mars 1969

CKSB-3-FM —Le Pas (MB)

En ondes le 22 octobre 1976

CKSB-4-FM – Flin Flon (MB)

En ondes le 22 octobre 1976

CKSB-5-FM – Thompson (MB)

En ondes le 10 juin 1974

CKSB-6-FM – Dryden (ON)

En ondes le 30 avril 1975

CKSB-7-FM – Kenora (ON)

En ondes le 18 décembre 1973

CKSB-8-FM – Brandon (MB)

En ondes le 4 décembre 1978

CKSB-9-FM – Fort Frances (ON)

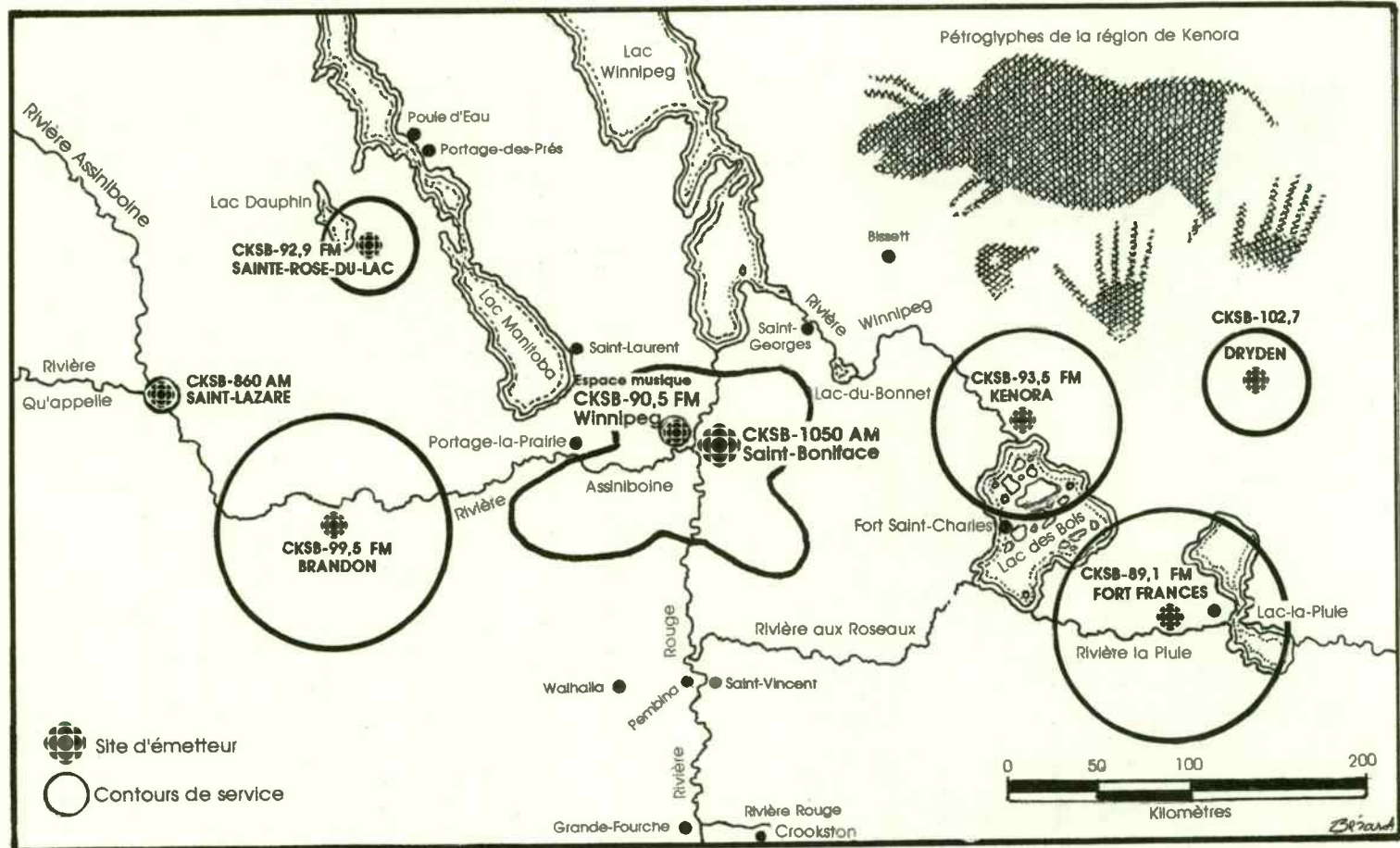
En ondes le 31 juillet 1979

CKSB en ligne sur Internet

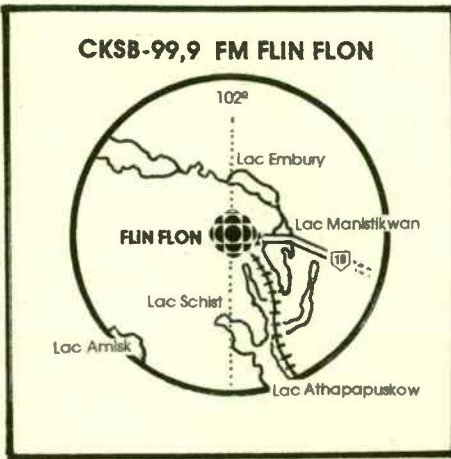
la semaine du 18 décembre 2000

Le 12 février 2007: CKSB est également accessible sur la bande FM 90,5





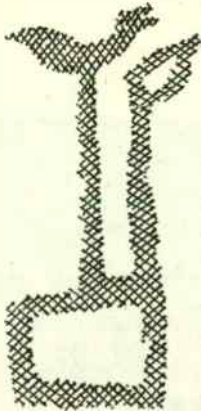
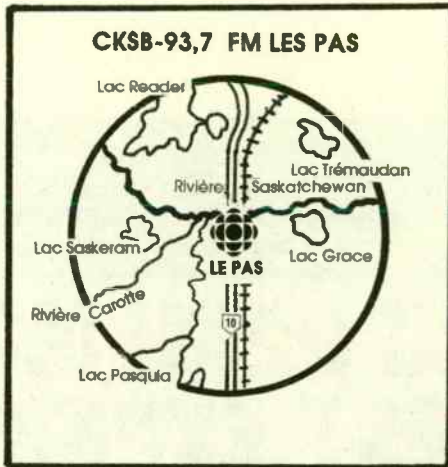
**CKSB-99,9 FM FLIN FLON**



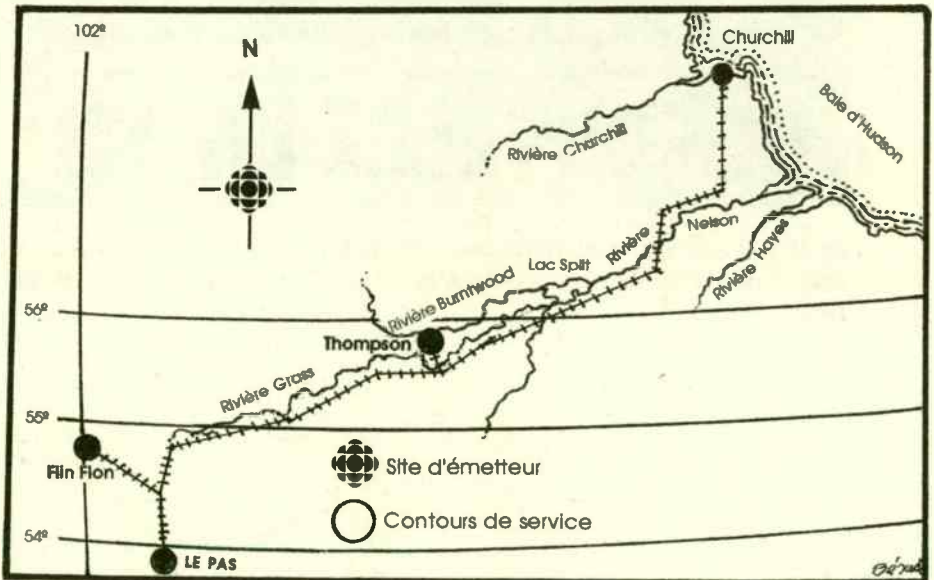
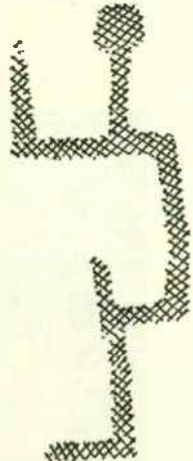
**CKSB-99,9 FM THOMPSON**



**CKSB-93,7 FM LES PAS**



Quelques pétroglyphes de la rivière Grass





CANADA

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS  
DIVISION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

# **VOTRE LICENCE DE RADIO EST EXPIRÉE**

si elle porte une date antérieure à celle du 1er avril 1951

## **RENOUVELEZ-LA ICI**

CKSB MANTOBA

*En 1953, le gouvernement fédéral abandonne la taxe sur les récepteurs et verse à Radio-Canada l'équivalent des recettes de cette taxe sous forme de crédits annuels du Parlement.*

## Métamorphose au 607 rue Langevin

**L**A TECHNIQUE, c'est l'élément vital de la radio. Pour l'auditeur, c'est la partie silencieuse, invisible. La technique fait parler d'elle seulement quand arrive la panne, l'incident technique.

Depuis l'ouverture de CKSB en 1946, il va sans dire que la technologie a formidablement évolué, surtout dans le domaine de l'enregistrement.

En 1948, le poste avait fait l'acquisition d'une *Brush Sound Mirror*, une enregistreuse dont le ruban était... en papier.

En 1950 arrive à la station un premier *Magnecorder*, une technologie d'enregistrement disponible seulement depuis 1949. L'utilisation principale du *Magnecorder* dans les premières années est d'enregistrer les annonces commerciales et les autopromotions de CKSB.

En octobre 1952, la salle de contrôle du poste est réorganisée et de nouvelles machines à enregistrer sont nécessaires, car CKSB est maintenant raccordé au réseau de Radio-Canada. La ligne directe avec la SRC marque la fin des transcriptions, ces disques sur lesquels sont gravées, par exemple, les belles histoires de Séraphin envoyées par Radio-Canada.

En mars 1959, l'émetteur de 1000 watts est remplacé par un émetteur de 10 000 watts. En plus, CKSB passe du 1250 AM au 1050 AM. Soulignons que plus le chiffre est bas, meilleure est la fréquence. Car plus l'onde est longue sur la bande AM, plus le son est sans interférences, et plus il peut être capté à une grande distance.

À l'arrivée de Radio-Canada en 1973, Ovila Ernest Drouin, technicien de la première heure à CKSB, employé de la Société d'État depuis 1954, se voit confier la technique à CKSB. Ernest Drouin avait trouvé « tout en très bon ordre. Pour un poste privé,

c'était largement dans la bonne moyenne.» Toutefois, il n'affectionna guère les changements qu'il dut effectuer : « Je voulais continuer le système des annonceurs-opérateurs. C'était efficace. À mon avis, le produit était meilleur, parce que les *disc-jockeys* se font compétition, et comme ils savent utiliser la technique, ça leur permet d'être créatifs. Parce qu'elle est importante, la part de la créativité qui vient de la technique. Mais le syndicat des techniciens à Radio-Canada avait dit : non. »

Dès le tout début des années 1990, une nouvelle vague de changements technologiques se manifeste progressivement. En l'espace de quelques années, le Pays de CKSB passe de l'ère mécanique à l'ère informatique. L'ordinateur, dorénavant omniprésent, a considérablement transformé la vie au 607 rue Langevin.

Avec l'aide de Paul Barnabé, le spécialiste de la technologie à CKSB, arrivé au poste en 1989, examinons les étapes principales de la récente évolution technologique.

En 1990 arrive la première pièce d'équipement numérique : un lecteur de disques compact, suivi la même année d'une enregistreuse DAT (*Digital Audio Tape*).

En 1992 sont introduites les premières enregistreuses numériques pour remplacer les « cartouches », c'est-à-dire les grosses cassettes à ruban. Ces « cartouches », ressemblant aux cassettes à huit pistes des années 1970, servaient à enregistrer les reportages des journalistes, à conserver les thèmes des émissions ou les publicités. Les nouvelles enregistreuses numériques permettent aussi d'effectuer un montage numérique rudimentaire.

En 1994, une avancée technologique clé se produit : l'installation de la première version du logiciel radiotique Dalet, qui permet l'enregistrement sur ordinateur et par ordinateur. Le Dalet a son propre système d'automatisation, et rend ainsi inutiles les quatre machines à bobines automatisées, dont deux étaient consacrées exclusivement « au décalage ». Du fait de l'heure de décalage entre la tête du réseau, Montréal, et Saint-Boniface, la programmation en direct était enregistrée sur ruban pour être rediffusée avec un décalage d'une heure. Commentaire de Paul Barnabé : « Il fallait guetter les machines, puisqu'à chaque heure, il s'agissait de les rembobiner pour les diffuser. »

Entre 1995 et 1996 a lieu le tournant technologique majeur à CKSB avec l'installation du réseau numérique dans tout l'édifice. L'implantation du Dalet à tous les postes de travail amène une nouvelle manière de fonctionner pour tous les employés. Dorénavant, les fichiers sonores sont d'office accessibles à tous les employés de la production, ce qui entraîne une quasi-révolution dans le mode de fonctionnement. En effet, tout le monde peut maintenant utiliser le même fichier sonore pour les besoins spécifiques d'une émission. Aussi, les journalistes n'ont-ils plus besoin de techniciens pour le montage de leurs reportages (les « topos », dans le jargon du métier) et leurs enregistrements en studio.

Entre 1997 et 1998, explique Paul Barnabé, « un énorme projet est entrepris pour refaire la régie centrale de CKSB. La nouvelle régie centrale introduit un nouveau système d'automatisation. La régie, c'est le lieu central de contrôle, le point où aboutissent toutes les lignes audio de la station. À partir de ce moment-là, CKSB est devenu autonome dans son fonctionnement. Auparavant, l'automatisation était gérée à CBWT, c'est-à-dire que CKSB était contrôlé par un système qui recevait ses commandes à distance, depuis la régie anglaise de CBC. »

Entre 1998 et 1999, l'ancienne régie installée dans le studio B est démontée, ce qui permet de refaire presque tous les studios du poste. Le studio C, qui était situé entre les studios A et B, est déménagé à l'étage et un studio D est mis en place. Les studios C et D sont à la disposition des journalistes, dont la salle de nouvelles est réorganisée grâce à l'ajout, en 1997, de la nouvelle aile sud au 607 rue Langevin. Chaque poste de travail dispose d'un ordinateur relié à une imprimante laser, ce qui permet de créer une atmosphère beaucoup moins bruyante dans la salle des nouvelles, puisqu'il n'y a plus, entre autres, le crépitement des imprimantes à ruban.

En 1999 intervient l'ultime phase de l'autonomie technique du poste. Le studio B est dorénavant entièrement polyvalent. Il est équipé d'un système multipiste sur ruban numérique. Le studio B permet des enregistrements musicaux qui devaient auparavant être produits au studio 11 à Radio-Canada/CBC avenue Portage. Ainsi, par exemple, CKSB peut procéder à l'enregistrement des chansons primées (les Phonogrammes) à Saint-Boniface plutôt

qu'en ville. En plus – petite pensée en direction d'Ernest Drouin – le nouveau studio B peut être utilisé par un annonceur-opérateur, comme le studio A d'avant 1973, date à laquelle Radio-Canada a acheté CKSB.

La révolution informatique entraîne une redéfinition des tâches du personnel et des réajustements au niveau des syndicats, auparavant organisés pour représenter des clientèles spécialisées, comme les techniciens ou les journalistes. La polyvalence est désormais la norme chez les employés au 607 rue Langevin. L'opérateur peut devenir annonceur-opérateur et le reporter journaliste-lecteur de nouvelles. Selon l'évaluation de Paul Barnabé : « La technologie a fait dissoudre l'ancienne forme de spécialisation pointue pour un nouveau type de spécialisation. Par exemple, un journaliste est maintenant son propre technicien, responsable de son montage. »

En 2000, dans la semaine du 18 décembre, CKSB entre dans le monde des radios en ligne sur Internet.

En 2002, CKSB fait l'acquisition d'un *Vector*, un « codeur/décodeur », c'est-à-dire un appareil qui donne une meilleure qualité de son lorsqu'une émission est produite à l'extérieur des studios. Grâce à cet appareil, il suffit de se brancher sur une ligne téléphonique normale pour obtenir une grande qualité audio. Aussi, il n'est plus nécessaire de réserver à l'avance de coûteuses lignes téléphoniques. Commentaire du spécialiste Paul Barnabé : « Avant, ça sonnait comme un appel interurbain, alors que maintenant, c'est presque comme si nous étions en studio. »

Toujours dans le domaine des « sorties », CKSB a maintenant acquis les pièces d'équipement nécessaires (micros de qualité, console) afin de ne plus uniquement dépendre du studio mobile de CBC pour procéder à des enregistrements musicaux comme les séries *En éclosion*, *Chant' Ouest* ou le *Gala manitobain de la chanson*.

En 2005, le système multipiste sur ruban numérique du studio B est abandonné au profit du système *Protools* de *Digit Design*, qui autorise l'enregistrement multipiste directement sur disque dur.

Au début de 2006, le CRTC autorise Radio-Canada à émettre le contenu de CKSB (1050 AM) et de CBW (990 AM) sur 90,5 FM pour CKSB et 89,3 FM pour Radio One. Les tests techniques se font dès l'hiver 2006, car le CRTC a demandé une mise en place

accélérée de la bande FM, qui permet à nouveau à CKSB d'être parfaitement audible dans la capitale manitobaine et ses environs immédiats. CKSB diffuse aussi sur la bande FM à partir du 12 février 2007.

En avril 2006, les appareils d'enregistrement mini-disc, qui permettent l'enregistrement numérique mais exigent un transfert analogue, sont remplacés par des unités *Marantz*, qui se branchent directement sur l'ordinateur. Ces enregistrements numériques se transmettent comme des fichiers numériques ou analogiques. Mise en perspective de Paul Barnabé: « L'introduction des unités *Marantz* est l'équivalent de l'abandon du ruban magnétique en faveur du Dalet. »

Il est à noter que si la nouvelle technologie a permis l'autonomie entière de CKSB, elle donne aussi la flexibilité à Montréal de contrôler à distances les régies des stations du réseau. De fait, Montréal, la tête du réseau, peut prendre le contrôle de l'antenne en tout temps pour des informations urgentes.



PRÉSENTATION DE DANIEL TOUGAS

## Petite histoire et gros bon sens: une invitation au voyage

---

**L**E MINORITAIRE SE TROUVE EN POSITION DE FORCE. Voici l'une des conclusions étonnantes que l'on peut tirer de ce livre de Bernard Bocquel qui, à travers la radio CKSB, retrace l'histoire du Manitoba français et ouvre des portes inédites sur l'avenir.

Le monde que vous allez découvrir dans ces pages tient ses origines d'une série de chroniques diffusées sur la Première chaîne de Radio-Canada au Manitoba : *Au Pays de CKSB*.

Cette série radiophonique, que j'ai eu le plaisir de réaliser, provient d'une commande placée à l'été 2004 par le chef des émissions de CKSB, Gilles Fréchette. Suite à leur heureuse collaboration sur le livre consacré aux 50 ans de la radio française au Manitoba, Gilles Fréchette avait demandé à Bernard Bocquel, devenu en quelque sorte l'historien officiel de CKSB, de « créer un lieu de réflexion, un rendez-vous qui offrirait un nouveau regard sur le Manitoba français et sur la communauté que nous formons. »

Le résultat : soixante-sept chroniques sur deux ans que vous retrouvez ici adaptées pour la forme écrite. D'une façon, ce livre représente un nouveau genre littéraire, une forme qui marie toutes les facettes de Bernard Bocquel : l'élan du poète, la rigueur du journaliste, la logique et la percée intellectuelle du philosophe. Cette émission radiographique puise à la fois dans la petite histoire et dans le gros bon sens pour atteindre la scène internationale, sans quitter la province du Manitoba.

Mais de quelle manière, me demandez-vous, le minoritaire se trouve-t-il en position de force ?

Il s'agit-là d'une réalité qui est dure à saisir si vous n'avez jamais vécu en minorité linguistique au Canada. De l'extérieur, vu de Montréal ou de Paris, le minoritaire francophone canadien a l'air impuissant, insignifiant, invisible, même pitoyable. Cependant, lorsque vous pénétrez dans son espace, vous découvrez un monde où les opportunités de s'épanouir foisonnent. Voici le paradoxe du minoritaire : ce que nous perdons en pouvoir social et en poids politique, nous le gagnons en possibilités personnelles, en valeur, en appartenance et en ouverture sur le monde.

Au Manitoba français, par exemple, chaque personne qui choisit de vivre en français, à quelque niveau que ce soit, est précieuse. Chaque famille, chaque individu qui décide d'inclure le français dans sa vie s'élève tout de suite au niveau de la ressource, de la denrée rare, du plus pur potentiel.

Vous êtes consultante ou homme d'affaires ? On a besoin de votre expertise. Vous êtes écrivain ou poète ? Votre voix nous est essentielle. Vous êtes musicienne ? Êtes-vous libre la semaine prochaine ? Le besoin est immédiat, et chaque contribution est indispensable.

On sait bien que les grandes villes, New York, Paris, Montréal, Toronto, Tokyo et Mexico, entre autres, ne sont très souvent que des agglomérats de petits quartiers. La raison en est simple : c'est au niveau du village que la vie se vit. L'amour, l'échange humain, l'appui, la famille, et le bien-être ne sont pas généralement des sentiments que l'on éprouve à l'échelle métropolitaine.

C'est dans ce même sens que l'espace minoritaire recèle tout un monde. Dans un milieu minoritaire, on a souvent accès à des possibilités en création artistique, en choix de profession, et à d'autres domaines d'épanouissement personnel qui seraient impensables dans des grands centres à mentalité de majoritaires. Toutes les portes nous sont ouvertes, bien qu'à plus petite échelle. Ce tremplin permet à certains de percer par la suite dans les grandes villes.

L'expérience de monter sur les planches dans un théâtre régional de qualité comme le Cercle Molière à Saint-Boniface, ne serait pas très différente, toutes proportions gardées, que de jouer à la Place des arts à Montréal. Le public sera beaucoup plus petit,

le budget moins grand, la pression moins intense, mais à bien des niveaux essentiels, l'expérience sera la même. Plusieurs grands noms du théâtre québécois – des dizaines d'entre eux sont venus jouer au Cercle Molière au fil des ans – vous le confirmeront. La grande différence est celle-ci : si vous avez du talent et de l'ambition, le Cercle Molière est prêt à vous accueillir immédiatement. La Place des arts, moins.

Peu importe dans quelle ville ou village vous habitez dans le monde, vous faites partie d'une variété de communautés, de collectivités « minoritaires », qu'elles soient linguistiques, religieuses, culturelles, familiales. Ou bien vous faites partie de communautés d'intérêt, comme votre milieu de travail, votre club de jeux en ligne, votre ligue de badminton.

C'est souvent à l'intérieur de ces communautés que vous tirez la plus grande partie de votre satisfaction personnelle et de votre bien-être. L'obtention de cette satisfaction vous demandera un petit effort supplémentaire. L'effort, par exemple, de sortir pratiquer votre sport, de jouer du piano ou d'apprendre l'espagnol.

Au Manitoba français, cet effort additionnel sera de choisir de vivre une partie de sa vie en français. On le sait, l'anglais, au centre du Canada, est absorbé en respirant l'air ambiant. Et c'est tant mieux comme ça : il y a au moins une langue ici que l'on apprend sans le moindre effort, comme le français à Paris, le mandarin à Pékin out l'arabe au Caire. Mais c'est ce que nous choisirons d'y ajouter, la deuxième ou la troisième langue, ce petit effort supplémentaire, qui nous apportera la plus grande satisfaction et le plus grand plaisir.

J'aime bien l'expression de Bernard Bocquel « au moins deux » : au moins deux langues, au moins deux perspectives, au moins deux gagnants. Il y a de la magie dans le pluriel, et du mouvement. La personne qui possède au moins deux langues, mieux encore trois ou quatre, accède tout de suite à d'autres perspectives ; d'autres neurones et synapses s'activent dans son cerveau ; une compréhension plus complète de l'autre s'installe.

Être bilingue au Manitoba, ce n'est pas une petite chose. Le bilinguisme est à lui tout seul une indication que l'individu a décidé, au moins un peu, de prendre sa vie en main plutôt que de l'abandonner complètement au courant qui passe. Plusieurs

Manitobains concluent que les exigences de la vie quotidienne ne leur laissent pas l'énergie de faire vivre cette langue qui leur paraît si petite dans l'océan nord-américain. Je les comprends parfaitement. Et pourtant, c'est si souvent à contre-courant que l'on retrouve tous les plaisirs de la vie.

Ces choix de vie sont universellement vrais, que votre bilinguisme soit anglais-français, allemand-espagnol, arabe-wolof, japonais-vietnamien, hébreu-français ou cri-anglais. La pluralité de langues et de cultures fait aussi que le minoritaire peut choisir, quand il le souhaite, de se fondre dans la majorité. Il peut participer pleinement au monde étendu du majoritaire, puisque le champ d'action du bilingue canadien est très large. Son monde englobe tous les avantages de la mère française et de la mer anglaise.

Le Manitobain, ou tout autre minoritaire dans le monde, qui choisit de conserver ou d'acquérir une langue, vit constamment avec au moins deux perspectives. La vie en minorité nourrit un sens naturel, obligé, du respect de l'autre. Quand on ne tient pas le gros bâton, toute entente repose sur la négociation et sur l'écoute.

En ce sens, le minoritaire canadien ressemble au Canada tout entier. À côté de l'éléphant américain, le Canadien moyen n'a pas le luxe d'imposer son point de vue. Par la force des choses, et avec le tempérament qui en découle, le Canadien favorise l'entente, le respect et la négociation ouverte. On s'entend d'emblée sur cette image du Canada qui est souvent exagérée et parfois injustifiée, mais il n'est pas faux de soutenir que cet idéal de paix fait partie de la vision des Canadiens d'eux-mêmes et de ce qui motive une bonne partie des actions des Canadiens dans le monde.

Le minoritaire Canadien, au Manitoba et ailleurs, forcé de chercher le compromis et l'entente est, de cette manière, l'Archi-Canadien ! Il est, dans les mots bien trouvés de Bernard Bocquel, le « Petit-Canadien », le modèle condensé et augmenté du plus grand.

En retraçant le cheminement historique du Manitoba français, Bernard Bocquel propose des sujets de réflexion pour nous tous, comme Canadiens, comme francophones, comme citoyens du monde.

Je souhaite, peu importe où vous viviez, que vous vous reconnaissiez dans les personnalités et dans les perspectives contenues dans ce livre.

Nous sommes tous minoritaires de quelqu'un ou de quelque chose. Mieux encore : il se pourrait bien que cet aspect de vous-même soit votre plus belle qualité et votre plus grande force. Ce livre lèvera vos doutes si vous en entreteniez.

— Je vous invite donc à entrer dans ce Petit-Canada, qui vibre au Pays de CKSB.

Daniel TOUGAS

## Bienvenue à cette première émission radiographique du Pays de CKSB

**À** TRAVERS NOS RACINES RADIOPHONIQUES, je vous propose d'explorer les fonds métis et canadien-français pour réfléchir à leur potentiel d'avenir.

Sur des chemins connus et inconnus, laissez-vous porter par le courant d'ouverture qui traverse toutes ces pages.

Partez à la découverte du Petit-Canada, dont CKSB est la place publique.

Nous savons que la radio possède une chaleur, une authenticité, une énergie capables de changer le monde.

C'est pourquoi vous êtes, d'entrée de jeu, conviés à participer à la transformation du monde en devenant citoyens du Petit-Canada, c'est-à-dire Petits-Canadiens et Petites-Canadiennes.

OUVERTURE

**LE PLUS VIEUX JEU  
DU MONDE**

## Une confiance de l'annonceur Marcel Gauthier

**D**ANS MA VIE, j'ai eu le plaisir de quelques bonnes conversations avec Marcel Gauthier, le regretté Marcel Gauthier au sourire large et à la voix profonde.

Sa voix doit bien encore résonner à l'intérieur de plus d'un fidèle auditeur du Pays de CKSB. Car au poste, Marcel s'est longtemps occupé des sports et il a piloté l'émission du matin durant plusieurs saisons dans les années 1980.

C'est par ce populaire annonceur que j'ai entendu pour la première fois l'expression « parfait bilingue ». Nous assistions à la gigantesque assemblée annuelle de la Société franco-manitobaine, celle de 1978, tenue dans la foulée de l'élection du conservateur Sterling Lyon.

À la tribune parlait un monsieur bien connu dans la communauté, que je ne nommerai pas pour ne pas le faire rougir. Le grand Marcel se pencha vers moi, le nouveau venu au pays, et me souffla à l'oreille, sur le ton de la confiance : « Tu vois, lui, c'est un parfait bilingue. »

Sa remarque me remit en tête un incident alors encore frais dans ma mémoire. Je venais de débiter à l'hebdomadaire *La Liberté* un travail de journaliste coopérant, payé par le gouvernement français. Un homme m'avait appelé au sujet d'un article. J'avais commis une erreur de débutant en ne lui demandant pas de décliner son identité.

La discussion s'anima rapidement. J'avais l'assurance de la jeunesse de mon côté et l'inconnu commençait à s'énerver. Soudain, il passa à l'anglais. Sa manœuvre me décontenança. Je fus obligé de lui demander poliment de revenir au français, vu que je n'avais pas saisi tout son propos.



Fatale faiblesse. Le monsieur anonyme et couramment bilingue fonça dans la brèche ouverte et me lança sans hésiter :

— *What? What? You don't speak English? Well, then, go back to France!*

Puis le type me raccrocha au nez. Peut-être avait-il dû un jour entendre : « *Go back to Quebec, you frog!* » Chose certaine, il n'avait pas su me dominer par ses arguments. Mais il m'avait vaincu par son bilinguisme. Je me souviens très bien avoir regretté que le bilinguisme local soit anglais-français, puisque mon bilinguisme de naissance est allemand-français.

J'estimais me débrouiller honnêtement dans mes deux langues. Toutefois, je n'aurais pas osé m'afficher « parfait bilingue ». D'abord parce que rien n'est parfait dans ce monde. Ensuite, parce que dans ma manière de voir, le parfait bilingue serait capable de dissenter en français sur l'existentialisme avec la même aisance qu'il discuterait mécanique avec son garagiste en utilisant toutes les subtilités du vocabulaire technique anglais.

Ainsi, suite à sa confiance, Marcel Gauthier nota mon air interrogateur. Après un bref échange, nous nous sommes rapprochés pour dire que l'on peut parler deux langues sans être une vraie machine.

D'ailleurs, au fil des années, j'ai fini par admettre que le parfait bilingue est la personne capable de se fondre parmi les francophones, tout en passant pour un anglophone authentique au beau milieu des Canadiens anglais.

L'exemple classique du parfait bilingue au Canada reste Pierre Elliott Trudeau, qui savait avec finesse et naturel aller de l'une à l'autre langue officielle. Vous avez sans doute déjà observé avec plaisir un humain en mesure d'être spontanément spirituel en français ou mordant en anglais, et vice-versa.

Marcel et moi sommes alors tombés d'accord : le parfait bilingue est la personne qui possède le pouvoir d'être invisible chez les uns comme chez les autres.

Un pouvoir fantastique qui transforme le parfait bilingue en espion tout désigné en temps de guerre. Grâce à son talent, il peut passer inaperçu et connaître la vérité de l'ennemi. En temps de paix, son rôle s'avère encore plus constructif. Il devient alors le pont nécessaire entre des groupes qui trouvent parfois plus facile de vivre en baignant dans leurs propres préjugés.

Le parfait bilingue dispose du privilège de montrer aux moins bien lotis que les langues doivent être des outils développés pour se parler de cœur à cœur. Et non pas être utilisées comme des armes au service des pouvoirs.

Nous devons malheureusement encore constater chez nous qu'après bientôt quarante ans de bilinguisme officiel, nos langues sont encore trop souvent à la merci d'un rapport de force. Le parfait bilingue a donc aussi la tâche de rappeler que les langues n'ont pas à être prisonnières de la loi du plus fort.

Beauté suprême: le parfait bilingue n'est pas condamné à porter l'étiquette de majoritaire ou de minoritaire, de dominateur ou de dominé. Par son existence nous pouvons poser un regard différent sur ce que nous sommes. Nous pouvons ouvrir d'autres pistes, souligner haut et fort que le port d'une étiquette soumet à une caricature de relations humaines.

Au fond, nous savons bien que notre premier droit devrait tout simplement être le droit de pouvoir évoluer, c'est-à-dire de devenir plus humain.

Somme toute, le rôle du parfait bilingue est formidablement constructif.

Et voilà que, sur ma lancée, il me prend l'envie de reprendre la question du parfait bilingue avec le chaleureux Marcel Gauthier, qui connaissait bien mon coin de pays natal, ayant été responsable de la radio des Forces armées canadiennes à Baden Baden, dans le sud de l'Allemagne, à la fin des années 1980. C'était avant la chute du mur de Berlin.

Notre discussion mériterait une mise à jour. Car le contexte à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle est tellement différent de la situation en 1978. Aujourd'hui, à l'heure où les Métis entament leur grand retour, à l'heure où le français aux accents du monde entier s'affiche au Manitoba, à l'heure où les gens issus de l'immersion prennent leur place, j'imagine que nous nous entendrions assez facilement sur une nouvelle définition du parfait bilingue.

Dans nos vies, les parfaits bilingues dont nous avons besoin sont des personnes qui possèdent le génie de la langue française au point de pouvoir communiquer sans aucune espèce de complexe avec les francophones de tous les continents.

## La dame au chien, ou la fin de l'Histoire

**L**E CHIEN DE LA DAME VOULAIT JOUER avec moi. J'en ai profité pour m'arrêter et parler avec la propriétaire du sympathique animal. C'était au coin d'une rue, à Saint-Boniface.

Elle en avait gros sur le cœur. Elle pensait à ses petits-enfants. La situation dans le monde la désolait terriblement. Elle avait beau examiner la Terre entière sous toutes ses coutures, aucune porte de sortie ne se présentait. Partout régnait le même cycle de vengeances et de violences.

Sa conclusion m'a fait réfléchir.

— Il faudrait éliminer l'Histoire!

— Comment dites-vous? Éliminer l'Histoire?

Sans la moindre hésitation, elle précisa sa pensée:

— Oui, effacer tout et recommencer.

J'étais soufflé. La bonne dame qui demandait à son chien de patienter voulait faire table rase. Elle ne voyait donc plus comment envisager l'avenir de l'humanité.

De fait, une fois que vous prenez conscience de vivre dans un monde globalisé régi par la loi du plus fort, la planète paraît se refermer sur elle-même. Devant pareille vision du monde, martelée sans cesse dans les médias de tous poils, la fatalité peut vite s'insinuer dans les cœurs.

Chez la dame au chien obéissant, la fatalité s'était installée jusqu'à vouloir supprimer le passé.

Pourtant, juste à regarder à grands traits l'histoire du Canada, les raisons d'espérer ne manquent pas. Car dans le deuxième plus vaste pays au monde, la loi du plus puissant a été forcée d'évoluer.

Notre pays a d'abord été longtemps un territoire convoité par deux royaumes en concurrence pour la première place mondiale.

Deux royaumes forcés de se battre pour imposer leur suprématie. Deux grandes puissances politiques et économiques soumises au plus vieux jeu du monde.

Rien n'a changé quand le roi de France a abandonné sa possession enneigée à son sort. Le jeu est resté le même. Dorénavant, c'était au roi d'Angleterre d'assumer la tâche de soumettre les habitants de sa nouvelle froide colonie.

Deux cents années ont été nécessaires pour que la partie de *Monopoly* entre les Canayens, les Acadiens et les British se modifie. L'événement a eu lieu en 1969 lors de l'adoption de la loi fédérale sur les langues officielles.

Au moins sur papier, les maîtres du Canada ont dû admettre que l'unité du pays exigeait qu'une langue n'écrasât pas l'autre. Tenir ensemble les Canadiens nécessitait que deux langues soient reconnues gagnantes. Enfin une partie de l'élite voyait que le culte de la langue officielle unique n'était pas le plus sûr moyen de préserver la cohésion nationale.

Une nouvelle voie s'ouvrait enfin au développement de la société canadienne.

Évidemment, l'idéal aurait été que cette ouverture politique se fit de bon cœur, qu'il n'y ait pas de résistance à cette nouvelle façon de concevoir le Canada.

Mais la mentalité du monopole est indécrottablement collée à l'esprit de bien des gens. Forcément. À preuve : quand vous jouez au *Monopoly*, vous ne pouvez même pas envisager que la partie finisse avec deux gagnants. Que voulez-vous, c'est comme ça que le monopole nous a appris à penser.

Sur le coup, je ne m'étais pas étendu sur l'histoire du Canada avec la brave dame au chien joueur. Mais je lui ai quand même donné sans hésiter ma façon de penser :

— Rien ne sert d'éliminer l'Histoire, la prochaine ne sera pas meilleure. Les affaires de l'humanité iront mal tant que nos dirigeants ne travailleront pas vraiment ensemble. Il faut se sortir de cette mentalité étroite qui fait qu'en bout de ligne, seul l'intérêt national compte.

Nous nous sommes regardés dans les yeux. Assez longtemps pour reconnaître que cet effort commençait par nous-mêmes.

## Du triomphe certain de l'amour

LES FRANCO-ONTARIENS ont bénéficié d'une ouverture politique à la fin des années 1980, lorsqu'une loi provinciale sur les services en français est entrée en vigueur.

À l'époque, j'étais le directeur de l'hebdomadaire *La Liberté*. Les circonstances ont voulu que je me trouve à Ottawa, participant à un banquet qui réunissait le gratin de la francophonie ontarienne, bien décidé à marquer l'événement. L'orateur invité était la nouvelle vedette du gouvernement fédéral conservateur : Lucien Bouchard, alors encore fédéraliste et bon ami du premier ministre Brian Mulroney.

Le hasard bienveillant m'avait placé à la même table qu'une dame qui venait d'être embauchée par les commissaires d'écoles franco-ontariens. En attendant le discours de Lucien Bouchard, j'ai entamé la conversation. Comme elle venait de débiter son emploi, il lui était impossible de satisfaire ma curiosité de journaliste.

Par contre, ma voisine affirmait posséder une idée claire du défi principal qu'il lui incombait de relever. À son avis, les mariages mixtes constituaient le danger qui menaçait l'avenir des écoles françaises en Ontario, comme ailleurs au pays.

Encore une fois, je me trouvais confronté à l'unique scénario en vigueur dans les sphères politiques : le combat du minoritaire contre le majoritaire. Avec une variante : cette fois, le dominant se mêlait de séduire le dominé.

Vous voyez la scène : le majoritaire enlace le minoritaire et l'épouse afin de mieux l'étouffer par l'entremise de mariages mixtes, appelés aussi mariages exogames ou mariages interlinguistiques.

Je ne suis pas vraiment du genre à vouloir contrarier des personnes convaincues de leur mission dans la vie. Toutefois, en conscience, j'ai dû indiquer à l'employée des commissaires

d'écoles franco-ontariens que j'approuvais les unions entre francophones et anglophones. Moi qui suis né d'un amour entre une Allemande et un Français, je ne saurais en aucun cas renier le choix de ma mère et de mon père.

Force m'a donc été de souligner à mon interlocutrice que si elle tenait à s'acharner contre l'amour, sa bataille était perdue d'avance. Mon commentaire l'a contrariée. Comment ? Le responsable d'un journal au service des minoritaires s'affichait ouvertement en faveur de mariages mixtes ? Elle me fusilla du regard et choisit de m'ignorer.

Heureusement, Lucien Bouchard entama son discours, que j'écoutais distraitement, n'ayant pas d'article à rédiger. À un moment, le ministre en charge des subventions aux francophones mentionna la question des problématiques mariages mixtes. C'était pain béni pour ma voisine de table, qui se tourna vers moi. Son air disait à peu près ceci :

— T'as entendu, vendu, Lucien Bouchard pense comme moi, les mariages mixtes, c'est pas bon pour l'avenir des écoles françaises.

Le jour où j'ai entendu que l'homme de parole Lucien Bouchard avait viré son capot de bord, comme on dit en canayen, pour se découvrir séparatiste, j'ai eu une pensée pour la dame outrée.

Mais j'admets bien volontiers que j'aurais carrément payé pour voir sa tête quand elle a appris que Lucien Bouchard, saisi par l'amour, avait épousé une Américaine. La nouvelle de ces épousailles m'avait autant amusé que fait plaisir.

Car ce mariage mixte-là ne pouvait être qu'une bonne affaire. Des gens en moyens comme les Bouchard n'ont pas besoin d'explications sur l'intérêt humain d'éduquer des enfants dans au moins deux langues. Enfants qui pourraient devenir, de surcroît, des bilingues parfaits.

Et c'est ainsi que l'amour, énergie vitale mystérieuse et statistiquement incontrôlable, continue de jouer des tours aux responsables des francophonies provinciales chargés de freiner les « ravages de l'assimilation », selon la formulation classique sensée générer un sentiment d'urgence.

Face à la situation, le leadership des francophones au

Manitoba a été le premier, au tournant du siècle, à évoquer la nécessité « d'élargir l'espace francophone ».

À Saint-Norbert, en septembre 2001, à l'École Noël-Ritchot, des représentants de tous les secteurs d'activités de la francophonie manitobaine se sont réunis pour discuter d'une vision à très long terme.

Ces personnes dévouées à leur cause ont obtenu des précisions d'un consultant originaire du Manitoba, Ronald Bisson, qui détailla l'ampleur des défis à relever afin de maintenir le groupe de parlants français. L'expert souligna les faits incontournables : vieillissement de la population et faible taux de natalité. Puis il insista lourdement sur l'augmentation des mariages interlinguistiques, qui n'assurent qu'une transmission très réduite de la langue française.

En écoutant ces tendances démographiques peu favorables, il m'est passé par la tête une chanson des années 1970 de Gerry et Ziz, les vieux amis du chanteur vedette Daniel Lavoie. J'entendais la chaude voix de Gérald Paquin chanter : « Je ne veux pas être qu'une projection de statistique. » Au point où je me sentis poussé à donner le fond de ma pensée à l'une des personnes qui avaient organisé la rencontre de réflexion.

— Tu sais, il y a une faille énorme dans le plan que présente Ronald Bisson.

— Laquelle ?

— Je n'ai pas entendu une fois le mot amour. On parle d'une vision à long terme qui doit mobiliser des êtres humains jusqu'en 2050 et il n'est même pas question d'amour.

La personne, étonnée de ma remarque, finit par émettre un petit rire gêné. Vous mesurez aisément son embarras. Le mot amour ne fait pas partie du vocabulaire de la cause. Seulement voilà, les données sont formelles : les fidèles de la francophonie sont des humains à part entière.

D'ailleurs, une belle preuve de cette humanité n'a pas tardé à venir. Sitôt la présentation du consultant terminée, une mère de Saint-Jean-Baptiste s'est levée pour évoquer le cas de sa fille, qui fréquentait un anglophone.

— Ma fille m'a dit : *Mom, love knows no language!*

Pas une âme dans l'assemblée ne voulait raisonnablement en douter.

— Qu'est-ce que je répons à ma fille ?

L'assemblée resta silencieuse. J'ai alors discrètement jeté un coup d'œil vers la personne qui s'était fendue, quelques instants auparavant, d'un petit rire embêté. Nos regards se croisèrent. Il n'y avait rien à ajouter. Tout le dilemme des gens de bonne volonté travaillant à un plan de développement global de la communauté était étalé au grand jour.

Dans un système institutionnel alimenté par des subventions gouvernementales, il n'y a pas vraiment de place pour l'essentiel d'une vie : l'amour. Car ce moteur humain fondamental se marie très mal avec des règles de gestion, qui sont pourtant nécessaires, puisqu'une organisation responsable doit rendre des comptes.

Depuis l'instauration du système des ententes Canada-Communauté, il est devenu clair que des principes de gestion sont appliqués à la communauté franco-manitobaine qui, du coup, est ramenée à une espèce de super-organisme.

Résultat : la communauté n'est plus une idée généreuse rassemblant des énergies volontaires. La communauté est devenue une sorte d'entreprise, à laquelle s'appliquent des critères de performance. Ainsi, des « indicateurs de rendements globaux » sont inventés afin de « nous aider à déterminer notre degré de réussite dans les cinq prochaines années ».

Comment, dans ces conditions, nourrir le sentiment de participer à un mouvement populaire, communautaire, où l'esprit humain tient une place centrale ?

Connaissez-vous un cas où un jargon de gestionnaire a su inspirer des foules désireuses d'avenir ? Personnellement, je continue de parier sur les énergies des artistes de talent afin de remuer les cœurs des bénévoles fatigués.

Et à tout seigneur, tout honneur. Le fragment de texte de la chanson *Manifesto* de Gérald Paquin et Gérard Jean (Ziz) ne s'était pas présenté correctement à mon esprit. Les paroles exactes de Ziz sont :

*Je ne me contenterai plus d'être simplement  
une projection de probabilité  
dans quelque département de statistiques.*



## L'abominable rongeur mécanique, ou la dure loi du monopole

**U**N JOUR, j'ai pu observer un écureuil prendre entre ses petites pattes une pommette. J'en ai eu un pincement de joie. L'animal faisait si délicatement tourner le fruit sur lui-même.

Mais un mauvais jour, l'écureuil s'est installé dans ma maisonnette. Soudain, il n'était plus qu'un abominable rongeur s'attaquant à mon existence. Maintenant, quand je regarde un écureuil grignoter une pommette, j'imagine sans peine ce Grand Monopole qui tient notre Terre dans ses pattes tout en la rongéant de son incontrôlable appétit.

Pendant que ce Grand Monopole sans âme engloutit à son profit les ressources limitées de notre maison collective, les gens bien intentionnés s'interrogent doctement sur notre avenir.

Mais quand donc poseront-ils franchement la seule question qui vaille en bout de ligne : à quoi sert l'humanité ?

En effet, si nous n'arrivons pas à nous entendre sur notre raison d'être, à quoi peuvent bien rimer les beaux discours sur l'avenir de notre petite boule bleue ?

En 2005, au 35<sup>e</sup> anniversaire de la *Journée de la Terre*, le *Earth Day Network* salua le 22 avril par ce mot d'ordre : « Protégeons la santé de nos enfants et notre avenir. »

Comme si l'humanité ne saurait avoir d'autres ambitions que de ménager un peu d'avenir à la grosse machine économique qui pousse à la superproduction, à la surconsommation et au surendettement. Comme si l'invention par les experts de « crédits de pollution » et de « permis de pollution » fournissait une solution durable pour s'attaquer aux gaz à effet de serre.

Nous baignons dans un monde où les chiffres, plutôt que la morale, encadrent les actions des humains. Nous vivons clôturés par toutes sortes de statistiques, d'indicateurs de rendement, de courbes, d'échelles de salaires. Nous acceptons toutes sortes de

concepts destinés à régler nos existences dans les moindres détails.

C'est bien simple : tout doit être prévisible pour être rentable. Or, la nature n'opère pas sur un schéma de rentabilité.

Entre nous et la Nature s'est mis en place un énorme grillage qui nous force à tout voir à travers les yeux des scientifiques. À eux revient la charge d'évaluer, de quantifier, de donner aux décideurs les outils afin qu'ils puissent prévoir et contrôler. Et pour contrôler, il faut mesurer. Plus nous mesurons, plus nous apprenons à faire semblant de savoir ce qui se passe.

Exemples. La Terre tremble-t-elle ? L'échelle de Richter nous informe de la gravité de l'événement. Fait-il chaud, fait-il froid ? Longtemps le thermomètre avait suffi. L'expérience humaine faisait le reste. Dorénavant, il n'est plus possible de traverser l'hiver sain et sauf sans l'indice de refroidissement.

L'invention la plus technocratique des météorologues est sans aucun doute possible la « normale saisonnière ». Au mépris de la nature, des scientifiques ont osé introduire l'idée de normalité dans le temps. Les Manitobains, qui savent pourtant que tout est envisageable dans leur coin de planète, ont accepté sans discuter cette absurdité. Connaissez-vous la température normale du jour de votre anniversaire ? En sachant que la normale pour un jour donné est basée sur la moyenne des températures sur une période de 30 ans. Au moins ce calcul est plus commode à faire que de chercher à définir si vous êtes normal. Aux yeux des scientifiques, sans doute êtes-vous normal si vous admettez leur manière de grillager les cerveaux.

Pourtant, il y a de fortes chances que ces systèmes de grilles nuisent profondément à la bonne respiration de nos esprits. Car nos esprits semblent avoir bien du mal à trouver la raison d'être de l'humanité dans ces brouillards de chiffres.

Lors d'une prochaine *Journée de la Terre*, nous pourrions nous inspirer de l'énoncé de mission des Sœurs grises, arrivées à Saint-Boniface en 1844 avec une certaine idée de l'utilité de l'humanité sur Terre. Leur texte a été durant plusieurs années bien en vue au coin de la rue Despins et de l'avenue Taché. C'était avant que la maison provinciale des Sœurs grises ne soit transformée en 2005 en résidence pour personnes âgées.

Un passant curieux pouvait lire sur le panneau : « Ensemble, nous voulons être des témoins d'espérance et de compassion dans notre monde éclaté. » La version anglaise parlait de « *our broken world* ». En fait, notre monde apparaît surtout bloqué. Bloqué par trop de chiffres.

Si vous voyez notre Terre bloquée entre les pattes d'un Grand Monopole en train de ronger mécaniquement l'esprit humain, vous pourriez être sensible à cet appel : « Ensemble, nous voulons débloquent notre monde. » Ce qui devrait, au moins, nous donner le sentiment de servir à quelque chose.

## Drôles d'accents et perles d'outre-mer

**D**ANS NOTRE MANITOBA, terre d'immigration par excellence, personne n'échappe à la question de l'accent. Il s'agit d'une question universelle, puisqu'elle met en évidence la sensibilité de chaque personne.

Comme nous naviguons sur les flots du Pays de CKSB, nous allons nous attarder plus spécifiquement à la question des accents français, en sachant bien entendu que le problème touche aussi les autres langues.

L'avantage pratique de l'accent chez l'autre, c'est qu'il fournit une excellente entrée en matière pour s'intéresser à lui, sans paraître trop curieux ou méfiant. Exemple :

— Tiens, vous avez un accent... Il vient d'où, votre accent ?

Quand l'accent est vraiment net, l'interrogation peut laisser la place à une affirmation :

— Vous êtes Français, vous !

Parfois même, l'accent suscite une franche admiration :

— Vous avez donc un beau français !

Mais en d'autres occasions, l'accent entraîne une constatation plus nuancée :

— Vous parlez donc bien, vous.

À ce stade de l'évaluation linguistique par l'autre, vous savez que vous êtes devant un gros problème si votre intention était de piquer une jasette sympa. Du coup, l'accent n'est plus juste le petit parfum bien à vous qui fleure bon son coin de pays, mais une barrière à la communication. Il peut même se transformer en une source de complexe d'infériorité, si l'autre décide de faire de l'accent une question d'éducation ou de classe sociale.

Exemple personnel. Ma langue maternelle est un patois de la Forêt-Noire. Un genre de parlure canayenne, si vous voulez. Encore aujourd'hui, dans l'Achertal, un petit gars qui va étudier dans la grande ville et qui revient en parlant la langue scolaire, le haut-allemand, risque la moquerie. Du style :

— Pour qui est-ce qu'il se prend, celui-là ?

D'ailleurs, je n'ai même pas besoin d'évoquer la Forêt-Noire pour souligner jusqu'où l'accent peut s'avérer un motif de complexe. Et donc s'élever comme un mur entre deux humains partageant une langue commune. Il suffit de nous rendre à Niverville, au magasin qui vend des vêtements usagés, un bric-à-brac d'objets et quelques livres en allemand. À chaque fois que j'en achète, une des dames au comptoir ne peut s'empêcher de me poser la question :

— *Can you read it?*

Vous devinez déjà la suite. Une réponse de ma part en haut allemand va gêner les bonnes dames. Une réplique dans mon dialecte, bien qu'ayant des sonorités différentes du leur, va nous placer sur un pied d'égalité. La conversation va s'engager. La curiosité humaine va pouvoir prendre le dessus.

J'aime alors raconter que mon premier contact avec les Canadiens avait été désagréable. Enfin, si je peux parler de contact. C'était à la fin des années 1960. Je ramassais des gerbes de blé dans un champ à Furschenbach quand, soudain, un avion à réaction, surgissant à basse altitude entre deux collines, effraya tout le monde par son sifflement infernal. Nous vivions le temps de la guerre froide et les aviateurs canadiens avaient le droit d'importuner les civils allemands. L'avion en question venait de Baden Baden ou de Lahr, deux villes situées pas très loin du hameau de Furschenbach, et dont vous avez sûrement entendu parler si vous connaissez un Joyal, un Bisson, un Dorge, un Fréchette, un Gautron ou un Gagnon qui a enseigné en Allemagne dans les années 1970 ou 1980.

À l'époque où je maudissais ces avions à réaction qui brisaient la paix de la campagne, j'étais à mille lieues de m'imaginer qu'un beau jour, je rencontrerais à Saint-Boniface des gens qui avaient aussi respiré l'air de mon pays natal. Le premier d'entre eux a été Michel McDonald, qui avait enseigné entre 1974 et 1977 aux

enfants des militaires canadiens basés à Lahr. Lorsque Michel a pris conscience d'où mon cœur venait, il a commencé à me parler en utilisant les bouts d'allemand qu'il s'était fait un point d'honneur d'apprendre. Depuis, lorsque nous nous croisons, j'ai droit à un *Guten Tag*, Herr Bocquel, qui se prolonge invariablement par un large sourire.

C'est que l'ancien directeur de l'École Précieux-Sang a gardé d'excellents souvenirs de son passage dans le sud de l'Allemagne. Les postes d'enseignants outre-mer étaient très convoités à travers tout le Canada. Heureusement, dans un contexte fédéral de promotion du bilinguisme, les minoritaires de l'Ouest disposaient d'un avantage évident pour gagner cette petite loterie. Une fois en Europe, ils maintenaient cet avantage. Car dans le Canada en miniature formé par les familles des profs, les bilingues pouvaient aussi bien se mêler au groupe des Québécois qu'au groupe des anglophones. S'il est vrai que le milieu de vie des profs exilés avait un côté artificiel, en revanche le séjour allemand offrait la possibilité de relativiser les problèmes manitobains et d'exprimer ses opinions beaucoup plus librement. Dixit Michel McDonald : « Ça m'a permis de me situer dans l'Univers. C'est vrai que l'éducation en français est importante, mais en voyant les difficultés des gens ailleurs, on comprend qu'il y a d'autres choses qui comptent dans l'existence. »

Ces bonnes paroles m'incitent à vous proposer un petit échantillon de cette sagesse populaire des gens de la Forêt-Noire, qui a échappé aux enseignants canadiens pour cause de barrière linguistique. Je dédie ces pensées qui ont nourri ma jeunesse aux familles de celles et ceux en mesure de prononcer la phrase magique « J'ai enseigné en Allemagne ». Et je les dédie tout spécialement à Gérard Gagnon, Cécile Gagnon et leurs filles Mireille et Nathalie, eux qui ont connu les arbres fruitiers en fleur à la mi-avril. Gérard Gagnon, après 22 ans passés au service du Commissariat aux langues officielles, a pris sa retraite en avril 2005.

Histoire de mettre tout le monde à l'aise, commençons par une vérité dont tous les professeurs ont fait l'expérience : *Sech no kii Glärter vum Hemmel gfalle*. (Il n'y a pas encore de savant qui soit tombé du ciel.)

Sachez aussi que les petits paysans de la Forêt-Noire n'entretiennent guère d'illusions sur la marche du monde. Ainsi les anciens me rappelaient souvent: *Geld regiert die Welt, un de Deifel d'Litt.* (L'argent mène le monde et le diable mène les gens.)

Ce qui fait que je n'ai jamais été étonné d'apprendre une vérité qu'aucun journaliste ne doit oublier: *Noch ere Jagd un noch e me Krieg wort om maischte gloge.* (On ment le plus après une chasse et après une guerre.)

Toute élection municipale qui consacrait un nouvel élu provoquait le rappel suivant: *Neji Bäse füge guet.* (Les nouveaux balais balayent bien.) Et au moins une autre personne ajoutait: *Jo, un d'aldi kenne d'Winkel!* (Ouais, et les vieux balais connaissent les coins!)

Enfin, cette imparable exigence de sagesse, à laquelle ma mère, Klara Decker, faisait appel lorsque ses enfants se chicanaient: *De gschiedcht lost noch.* (Le plus intelligent cède.) C'est sans doute pourquoi je répugne à une prise de bec avec autrui, qu'il ait un accent ou non.

PREMIER MOUVEMENT

**L'ÉPOPÉE  
DES CANAYENS**





## Votre radio impossible : CKSB

**L**E 19 MAI 1946 a lieu un événement unique dans l'histoire tumultueuse des Canayens du Manitoba.

Après trente années sur la défensive à cause de l'interdiction d'enseigner en français, une page est en train de se tourner. Le poste CKSB organise une journée portes ouvertes huit jours avant d'entrer officiellement en ondes. La première radio française à l'extérieur du Québec teste sa force d'attraction. La réussite est totale. Plus de 5 000 personnes franchissent les portes du 607 rue du Collège, rebaptisée quelques années plus tard 607 rue Langevin.

La radio est une affaire d'énergie. Avec 5 000 curieux défilant dans les studios, il devait y avoir de l'électricité dans l'air. Surtout que le mois de mai est le mois de la pleine renaissance. Pensez donc : le mois des lilas, le mois de Marie, de la ferveur populaire, des cérémonies aux croix de chemins. Dorénavant, mai devenait aussi le mois du premier pèlerinage à CKSB. Dire qu'au 60<sup>e</sup> anniversaire du poste, le Pays de CKSB rayonnait toujours depuis le même endroit.

La beauté en ce jour mémorable de mai 1946, c'est que la plupart des 5 000 visiteurs, qui examinent de leurs propres yeux le miracle de la radio, sont conscients que leur CKSB a été installé dans la seule partie du Collège de Saint-Boniface qui a échappé aux flammes le 25 novembre 1922. En effet, la cuisine de l'institution des jésuites n'avait pas brûlé dans cet incendie, qui avait coûté la vie à neuf élèves et à un frère jésuite. À la mémoire des victimes, la cuisine inutile avait été transformée en chapelle. Durant la grande dépression des années 1930, le bâtiment a servi de local scout. Le sens pratique l'a emporté une nouvelle fois lorsque, à cause des restrictions dans l'immédiat après-guerre, le local scout est reconverti en station radiophonique.

Évidemment, le palpable bonheur radiophonique des uns a fait le malheur des autres, c'est-à-dire des cercles anti-catholiques et anti-français. Malgré leurs efforts, ces gens n'ont pas réussi à empêcher la venue au monde du Pays de CKSB. À partir du 19 mai 1946, il ne leur restait plus qu'à espérer que l'aventure de la radio française dans l'Ouest échouerait. Attitude tout à fait raisonnable de leur part.

Car les Canayens du Manitoba (et les Métis fondus dans la masse) ont bénéficié de concours de circonstances extraordinaires pour tordre le bras d'Ottawa. Tout s'était joué en plein cœur de la Deuxième Guerre mondiale, durant l'été 1944. Les hostilités duraient déjà depuis presque cinq ans et le premier ministre libéral Mackenzie King avait besoin de tous les appuis possibles au Québec pour faire avaler l'amère pilule de la conscription. Le cardinal Rodrigue Villeneuve était donc en bonne position pour exercer de convaincantes pressions.

Le permis accordé pour un poste de radio privé situé à Saint-Boniface a été obtenu en juin 1944, au plus fort du conflit mondial, à la veille d'élections québécoises cruciales. Le puissant était en position de faiblesse et il avait, à son corps défendant, lâché un peu de lest. Encore qu'il faille souligner que Mackenzie King ne s'est pas mis à genoux devant Saint-Boniface. Loin de là. Car le permis avait été octroyé à la condition que les Canayens du Manitoba ne reçoivent aucune aide de Radio-Canada. C'était aux petites gens de prouver qu'elles tenaient à la radio en français.

Les prélèvements de fonds nécessaires ont fourni une bonne occasion de prendre le pouls de la population. Il faut bien dire que l'enthousiasme constaté le 19 mai 1946 ne reflète pas du tout le réel pessimisme qui flottait alors dans bien des âmes canayennes au sujet de l'avenir. Les témoins de ces collectes en faveur de CKSB commencent à se faire rares. Toutefois, l'abbé Léo Couture, qui a célébré ses 50 années de sacerdoce en juin 2006, se souvient de remarques entendues lorsqu'il passait de porte en porte à Saint-Boniface. Du style : « C'est en français, ça ne marchera pas. » Ou encore : « C'est en français, ça pourra pas durer. » Léo Rémillard, l'un des trois premiers annonceurs, n'hésite pas à rappeler, 60 ans après le grand jour, qu'il régnait tout un courant de pensée qui ne voyait que folie dans une entreprise dont les

chances de survie étaient jugées inexistantes. Léo Rémillard ajoute dans le même souffle qu'il a fallu des chefs forts, de la trempe de Mgr Maurice Baudoux et de l'abbé Antoine d'Eschambault, pour contrer le pessimisme ambiant.

Somme toute, vu froidement, les anti-Canadiens français rejoignaient un grand nombre de Canadiens français sur les chances de succès qu'ils accordaient au petit poste privé aux maigres moyens financiers. Mais, à compter du 19 mai 1946, la curiosité populaire en faveur de CKSB montra nettement que, dans le fin fond de nombreux cœurs, une flamme pouvait être rallumée. Une auditrice de la première heure, originaire de La Montagne, m'avait confié un jour : « L'arrivée de CKSB, ça a été une joie incroyable. C'était quasiment comme si Notre Seigneur Jésus-Christ était descendu du ciel. »

Ne l'oublions jamais. En 1946, la survie du projet canadien-français au Manitoba, comme d'ailleurs dans tout l'Ouest, passait impérativement par la réussite de CKSB.

Il faut aussi reconnaître que les Canayens qui s'opposaient fortement à la mise sur pied de CKSB n'avaient pas tort sur le long terme. La situation financière du poste n'a jamais été mirobolante. En fait, son existence n'a été assurée qu'à l'achat de CKSB par Radio-Canada. C'est pourquoi il existe une deuxième date capitale dans l'histoire de la station. Il s'agit du 1<sup>er</sup> avril 1973, lorsque le radiodiffuseur public acheta CKSB. À partir de ce moment-là, les Canayens du Manitoba devenaient des citoyens radiophoniques de première classe.

Dans cette perspective, il est essentiel de souligner la contribution déterminante de Graham Spry, le père du service public radiophonique au Canada. Sans son action, le visage du Canada serait bien différent en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Et le Pays de CKSB serait tout bonnement resté du domaine de l'impossible.

Graham Spry est un passionné de la radio d'avant l'époque où il suffit d'appuyer sur un bouton pour capter une station. À son retour de la guerre 14-18, il fonde en 1919 le *Winnipeg Radio Club*. Mais surtout, cet homme engagé est un humaniste. Il croit qu'une invention aussi magique que la radio ne doit pas juste servir des intérêts commerciaux, comme c'est déjà le cas aux États-Unis et au Canada dès les années 1920. Aux yeux de cet idéaliste, la radiophonie doit aussi exister sous forme de service public. Dans cette

conception, c'est l'éducation qui est la raison d'être, non le profit. En 1930, Graham Spry utilise son emploi de secrétaire des *Canadian Clubs* pour former la *Canadian Radio League*. Cette organisation qui tient à la souveraineté culturelle du Canada, va assurer, après d'innombrables rebondissements, la venue au monde de la *Canadian Broadcasting Corporation*, fondée en 1936 sur le modèle de la BBC.

Que vaudrait un service public s'il n'était pas destiné à l'ensemble de la population? D'autant que les anglophones, comme les francophones, payent la redevance sur leur récepteur. Il allait donc de soi que la CBC offrît une programmation en français. Mais la Société Radio-Canada aurait tout aussi bien pu s'appeler Radio-Québec. Car les responsables de la CBC ont limité leur diffusion en français à la seule province de Québec. Une véritable injustice quand on est un habitant de Saint-Boniface au Manitoba. Et nous ne dirons rien de la situation des paroissiens de Prud'homme en Saskatchewan.

C'est donc très clair: sans les efforts nationalistes de la *Canadian Radio League* de Graham Spry, jamais les chefs de file canayens dans l'Ouest n'auraient pu crier à l'injustice et réclamer, à cor et à cri, les mêmes droits au service public en français que leurs compatriotes de la Belle Province. Bien entendu, le gouvernement fédéral n'a rien voulu entendre. Car accorder le service public aux Canayens de l'Ouest serait revenu à légitimer leur volonté à l'existence. Ce qui était politiquement impensable en 1936. Mais tactiquement judicieux en juin 1944. D'autant que la minuscule brèche dans l'armure fédérale aurait dû se refermer vite.

Mais c'était sans compter sur l'inimaginable ténacité d'une poignée de convaincus bien placés. Deux années remplies de péripéties leur ont été nécessaires afin que le 19 mai 1946, les Canayens incrédules puissent commencer à croire que l'impossible était possible.

## Deux patriotes entêtés : Maurice Baudoux et Adrien Pouliot

**À** CHAQUE FOIS qu'un anniversaire d'entrée en ondes de CKSB approche, je pense à la contribution monumentale du poste à l'unité canadienne. Car le rôle joué par la radio française dans l'Ouest a été déterminant. Pourtant, il reste largement méconnu.

Ce manque de reconnaissance nationale pour les pionniers de CKSB montre bien à quel point la politique de bilinguisme officiel mise en place par Pierre Elliott Trudeau à partir de 1969 est encore très loin d'avoir conquis tous les cœurs à Ottawa.

Souhaitons qu'un jour, la plupart des gens comprennent que l'unité d'un pays ne s'obtient pas par la force. Alors ils verront que l'unité authentique d'un pays s'obtient en invitant chaque personne à se dépasser elle-même. Or, pour se dépasser soi-même, il faut aller vers l'autre, il faut faire l'effort de s'ouvrir à lui. Le secret d'un bilinguisme épanoui n'est pas à chercher ailleurs. La carotte d'un emploi qui paye ne sera jamais suffisante pour que fleurisse le bilinguisme.

Si, un jour, la puissance d'ouverture personnelle contenue dans la politique de bilinguisme officiel amène une unité canadienne voulue par les gens et non pas imposée par le système, il faudra alors évoquer la mémoire d'au moins deux personnes. Deux hommes qui ne pouvaient pas se contenter de subir l'enchaînement fatidique des événements dictés par la loi du plus fort.

Mais avant de vous présenter Adrien Pouliot et Maurice Baudoux, une petite mise en situation est nécessaire afin de mieux mesurer l'énormité de leurs accomplissements.

Terre canadienne par excellence, le Pays de CKSB est en fait le prolongement technologique de l'idéal canadien-français conçu pour affirmer la présence canayenne d'un océan à l'autre.

Contempler un but aussi ambitieux exigeait, évidemment, de pouvoir compter sur une puissante organisation. Cette organisation, fondée pour durer, était l'Église catholique romaine, qui ne voulait nullement limiter son action à la province de Québec, puisque des Canayens se trouvaient disséminés partout sur le continent. Il importe d'en avoir clairement conscience : le français se parle encore aujourd'hui au Canada parce que le clergé canayen avait l'esprit de famille et que cette famille s'exprimait en français.

En 1910, ce clergé doit s'acquitter d'un honneur prestigieux. Il est l'hôte, à Montréal, du premier Congrès eucharistique mondial tenu en Amérique du Nord. Les fastueuses cérémonies se déroulent magnifiquement, jusqu'au moment où l'archevêque de Westminster enjoint le clergé canadien-français de laisser tomber le français des ancêtres en faveur de l'anglais. Pourquoi ? Aux fins d'évangéliser plus efficacement l'Amérique du Nord. L'incroyable suggestion reste en travers de toutes les gorges. Et tout spécialement de celle de Mgr Adélard Langevin, le bouillant archevêque



PHOTO : ASHSB-17783

*Adrien Pouliot et Mgr Maurice Baudoux, lors du banquet du 10<sup>e</sup> anniversaire de CKSB en 1956.*

de Saint-Boniface, localement déjà aux prises avec les Irlandais. Au point où Mgr Langevin, qui souffrait du diabète, affirmait qu'au vrai, il avait les Irlandais.

Toutefois, c'est un laïc, assis à ses côtés, le journaliste Henri Bourassa, qui monte à la tribune répondre à la suggestion-provocation. L'homme de presse déclare en substance que la langue française et la foi catholique se protègent mutuellement et qu'il est donc impensable de sacrifier ses racines sur l'autel de l'évangélisation. Une formule choc résume la position du fondateur du journal *Le Devoir* : la langue est gardienne de la foi. La réplique de Henri Bourassa à l'archevêque de Westminster est saluée par une frénésie d'applaudissements.

Mais la nouvelle menace qui plane sur le français est entendue. Dès 1912, un grand congrès est mis sur pied pour promouvoir la langue française. L'année suivante, en 1913, l'archevêque de Saint-Boniface charge sa congrégation religieuse, les Oblats de Marie-Immaculée, de fonder le journal *La Liberté*. Vingt-cinq ans après le grand congrès sur la langue, une gigantesque suite est donnée à Québec. En 1937, les temps ont bien changé. Avec l'invention de la radiodiffusion, le français a maintenant sa place sur les ondes au Québec. Un nouveau sentiment d'urgence transparait face à cette modernité galopante. La nécessité d'une structure formelle s'impose. Les congressistes annoncent la création d'un Comité permanent de la survivance en Amérique du Nord.

Cette nouvelle organisation a pour mission de coordonner les efforts des Canayens, où qu'ils soient sur le continent. C'est cette structure établie de façon permanente qui joue un rôle déterminant dans l'avènement de CKSB. Car celui qui est président au bon moment du Comité permanent de la survivance n'est nul autre que le grand scientifique Adrien Pouliot.

Inexorablement, les roues de l'Histoire tournaient vers la grande rencontre entre le savant canadien-français du Québec et le fils d'immigrants belges, devenu canadien-français de cœur durant son adolescence à Saint-Boniface, Maurice Baudoux.

Maurice Baudoux et Adrien Pouliot étaient nés pour prendre l'histoire à bras-le-corps. Ces deux-là ont agi, leur vie durant, avec l'intime conviction d'être en avance sur leur temps. Quand ils se



sont rencontrés en août 1943, Maurice Baudoux était curé de Prud'homme, en Saskatchewan. Adrien Pouliot enseignait les sciences à l'Université Laval à Québec et présidait le Comité permanent de la survivance française en Amérique du Nord. Au Québec, cet universitaire bénéficiait d'une réputation frisant la légende. Et, précision essentielle, ce fédéraliste convaincu occupait un siège au bureau des gouverneurs de la Société Radio-Canada à un temps où les permis de radiodiffusion dépendaient de Radio-Canada.

À l'époque, un patriote est une personnes qui remplit au moins deux critères. Un patriote est catholique et un patriote est persuadé que le Canadien français doit pouvoir s'installer et prospérer d'un océan à l'autre. Avant que ces deux patriotes ne se rencontrent, l'abbé Baudoux avait déjà derrière lui des années de lobby intense auprès des autorités politiques, qui se contentaient d'ignorer superbement ses demandes radiophoniques. Adrien Pouliot avait pris la route de l'Ouest à la requête insistante d'un petit noyau pro-radio française. Son intention, plus tard avouée, était tout simplement de calmer les rêveurs. Bien qu'il sût fort bien qu'il représentait leur ultime espoir de succès.

Adrien Pouliot, qui passait pour un habile négociateur, fut reçu en grandes pompes à Saint-Boniface. Mais rien ne l'impressionna vraiment. Sa superbe s'effrita quand il tomba sur Maurice Baudoux. Ou bien plutôt, quand le ciel des Prairies lui tomba sur la tête. Le visiteur de l'Est n'était pas grand par la taille. Un trait physique qui n'avait aucune conséquence fâcheuse sur son indéniable talent de raconteur. En voici d'ailleurs un échantillon probant.

« Me dominant autant de sa taille que de ses arguments, le curé entreprit de dissiper mon ignorance et m'initia aux problèmes de la radio dans l'Ouest. Alors, durant environ trois jours et trois nuits, dans une auto qui vibrait autant que son propriétaire, quoique dans un ordre différent, nous avons parcouru tout le nord de la Saskatchewan. Au fur et à mesure que l'abbé Baudoux parlait, je réalisais l'ampleur du problème. Lorsque nous nous sommes laissés, il parlait toujours. Mais cette fois, j'étais absolument convaincu. »

Si Maurice Baudoux n'avait pas pu rallier Adrien Pouliot à sa

cause, CKSB serait resté à l'état de chimère. La preuve : c'est seulement après la rencontre entre ces deux passionnés que la dynamique devient rapidement favorable aux grands oubliés de l'Ouest. Au 10<sup>e</sup> anniversaire de CKSB en 1956, Adrien Pouliot, conscient que les gens ont la mémoire courte, rappela d'où vient le Pays de CKSB. Avec emphase, il déclara : « Son Excellence Mgr Baudoux, alors l'abbé Baudoux, curé de Prud'homme, a vraiment conçu l'œuvre de la radio française dans l'Ouest et l'a réalisée, en dépit de tous les obstacles. Je l'ai vu au travail, luttant contre toutes les puissances adverses, convaincant par sa logique, éblouissant par son éloquence. »

Nul doute qu'en prononçant cet hommage, le vieux professeur pensait au moment décisif d'août 1943, lorsque les deux lutteurs avaient scellé une alliance personnelle pour le plus grand bien de l'unité canadienne. C'est pourquoi en 1964, lorsque cette unité canadienne est ébranlée par le séparatisme québécois que rejetait Adrien Pouliot, Mgr Maurice Baudoux pouvait se permettre d'affirmer ceci aux membres de la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme, lors de leur halte à Winnipeg :

« CKSB a rendu service au Canada français tout entier. Et je me rends parfaitement compte que si nous n'avions pas réussi notre aventure fantastique, impossible et folle d'alors, eh bien il n'y aurait pas d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, il n'y aurait pas d'engouement de beaucoup de nos compatriotes d'expression anglaise pour le français. »

Voilà ce que pouvait affirmer, en conscience et en connaissance de cause, l'archevêque de Saint-Boniface à l'époque où il était engagé à fond dans les travaux du concile œcuménique Vatican II.

Et maintenant posons ensemble la grande question : combien de temps faudra-t-il encore pour que la contribution de tous les pionniers de la radio française dans l'Ouest soit pleinement reconnue par l'ensemble de la société canadienne ? Combien de temps avant que nos concitoyens prennent conscience que la politique de bilinguisme officiel est une merveilleuse aventure humaine, qui a vocation d'ouvrir les esprits afin de les unir plus harmonieusement ?

## TROISIÈME TABLEAU

# Le Pays de CKSB, notre pays indispensable

**I**L Y A DES INVENTIONS qui viennent et disparaissent. Et il y a les inventions sans fin, parce qu'elles vivent avec nous, vivent en nous, nous aident à former notre regard sur nous-mêmes et sur le monde. La radio constitue l'exemple par excellence d'une invention qui ne peut disparaître, sous peine de nous handicaper.

Le phénomène de la radiodiffusion débute dans les années 1920. Un considérable effort d'imagination est nécessaire afin de mesurer l'énormité de la nouveauté sur les esprits. Au départ, la radio introduit carrément un élément de surnaturel dans les vies. Soudainement, les distances sont effacées et la communication devient instantanée. Dans les Prairies canadiennes, si vastes et à peine peuplées, la radio représente la victoire sur l'isolement. Les radiophiles des coins les plus reculés ont à leur disposition tous ces nouveaux mondes qui émettent de partout et voyagent si bien dans ces immenses plaines ouvertes aux ondes électromagnétiques.

La bonne radio, c'est le plaisir de l'éducation permanente dans le divertissement. À partir des années 1930, quand la technologie s'améliore, un constat s'impose : une langue qui ne peut pas être entendue à la radio devient une langue en péril. En péril faute de pouvoir se brancher sur un vocabulaire en constante évolution. Dans un monde canayen axé sur la survivance, l'arrivée de CKSB permet de revigorer l'usage du français. Grâce aux radioromans comme *Un homme et son péché* ou la chansonnette française, les auditeurs sont pleinement raccordés à la modernité et à l'esprit de découverte qui souffle si fort dans l'après-guerre.

Les Canayens du Manitoba trouvent en CKSB un foyer collectif, un chez nous, une place publique où l'on peut se rencontrer, virtuellement, tous ensemble. Au Pays de CKSB, les annonceurs répètent souvent : « CKSB, c'est votre poste, CKSB est là pour

vous. » De nos jours, au Pays de CKSB, les annonceurs continuent de renforcer, à chaque bonne occasion, le même message. La dimension communautaire du poste est sans aucun doute le fil conducteur qui traverse la vie de la station depuis ses tous premiers moments.

Parmi les occasions destinées à développer la dimension de service à la communauté figure, en bonne place, le *Radiothon de l'Espoir CKSB 1050* en faveur du Centre de recherche et de l'Hôpital général Saint-Boniface. Par cette collaboration avec CKSB, la direction de l'hôpital cherche à tisser des liens plus étroits avec sa communauté de base. Le grand appel à la générosité, piloté en 2004 par Vincent Dureault et en 2005 par Jean Fontaine, est l'écho moderne de la *Campagne du Bonheur* des débuts du poste. À cette époque, c'est Henri Bergeron qui sollicitait des dons destinés à embellir le Noël des enfants du Sanatorium. La manière de procéder est toujours la même. Un annonceur, dédié au service des auditeurs, demande, exceptionnellement, l'aide des auditeurs. Dans le cas du *Radiothon de l'Espoir*, l'annonceur s'y prend avec une sympathique insistance, renforcée par un défilé d'artistes au micro. Année après année, la magie opère. À la fin d'une journée consacrée au *Radiothon*, l'hôpital finit par devenir un véritable personnage.

Cette capacité à rendre service est la véritable marque de commerce d'une radio bien implantée dans les cœurs des auditeurs. Il n'est pas accidentel que les trois rendez-vous quotidiens à CKSB depuis les débuts du poste sont de nature pratique : le *Marché aux puces*, les annonces communautaires et les avis de décès. Trois éléments de la programmation du lundi au vendredi que Radio-Canada n'aurait pas songé à éliminer lorsque la Société d'État est devenue propriétaire du poste. Des trois éléments, le *Marché aux puces* tient un rôle spécial. Il a connu bien des variantes au fil des générations, et a toujours transmis un même message clair : CKSB appartient à tout le monde. Le *Marché aux puces*, c'est une fenêtre ouverte sur la communauté. C'est aussi le poste d'observation idéal pour une personne qui arrive au Manitoba et qui cherche à se faire une idée sur son lieu d'adoption.

Mon témoignage à cet égard devrait sonner juste. Entre la ville de Strasbourg, dont je suis venu en novembre 1977, et Winnipeg,

les différences ne manquent pas. Les exigences d'ajustement sont nombreuses. Pensez à n'importe quel immigrant que vous connaissez. Ma première nécessité avant de commencer à travailler à l'hebdomadaire *La Liberté* avait été de me trouver un lit, une table, des chaises. La secrétaire du journal, Odette Guyot, m'avait dit alors :

— Pas de problème, appelle le *Marché aux puces* à CKSB, demande ce que tu veux, donne le numéro de *La Liberté*, ça va être plus simple.

J'ai été accueilli par la voix de Monique Hébert, qui animait l'émission d'une heure à l'époque. Sans m'en douter encore, je venais de pénétrer dans l'étonnante toile canayenne, tissée de longue date au fil des alliances familiales. Quelques minutes après mon appel à CKSB, le téléphone s'est mis à sonner. J'ai dû décliner plusieurs offres. À peine arrivé à Saint-Boniface, je venais de découvrir la force d'une radio désireuse d'être utile, capable de servir d'intermédiaire efficace entre des particuliers.

Je l'avais bien senti dans la voix de Monique Hébert, qui avait encouragé ses auditeurs à aider le nouvel arrivant au Pays de CKSB. Il faut le dire : un peu de chaleur radiophonique, cela fait toujours du bien. À ce moment-là, je m'étais dit que plus d'une inquiétude à ma descente d'avion aurait été inutile si j'avais eu connaissance des pouvoirs de CKSB. CKSB, la radio si proche des gens qu'ils n'hésitaient pas à transformer leur téléphone en micro !

En ce qui concerne les nouveaux immigrants, le *Marché aux puces* devrait faire partie de la panoplie d'accueil. Ceci souligné sans oublier, bien sûr, l'accompagnement rassurant que le poste offre au quotidien. Plus que jamais, le Pays de CKSB peut servir de porte d'entrée pour faciliter l'intégration des nouveaux arrivants francophones. Ces immigrants, dont la présence est désirée, peuvent se faire une idée du milieu dans lequel ils ont opté de vivre en écoutant la radio du service public. Ils comprendront vite les intérêts de la communauté franco-manitobaine et les défis qu'elle doit relever. Ils pourront mesurer à quel point les mentalités sont coincées entre des réflexes défensifs et l'exigence d'ouverture. Il suffit d'apprendre, dans un bulletin de nouvelles provinciales, que plus de la moitié des familles avec des enfants dans les écoles de la Division scolaire franco-manitobaine sont composées d'un parent anglophone.

Le clou de la programmation à volonté communautaire reste sans conteste possible le *Réveillon de Noël*. Cette émission fait partie des grandes traditions du poste. Comme me le confiait un jour un ami : « C'est un programme avec de la bonne musique et des bons vœux. Tu peux pas te tromper. C'est de la joie de vivre qui se répand par la radio. »

Cette réflexion sonne tellement vrai. Quelque chose de merveilleux finit toujours par se produire quand la chaleur humaine, attisée par l'esprit d'amour, rencontre la chaleur propre à la radiophonie. Des Manitobains en exil ne s'y trompent pas. Ces dernières années, grâce à la super-magie de l'Internet, ils font dorénavant leur plein de nostalgie en appelant Saint-Boniface d'une autre province ou d'un autre continent.

Cela vaut la peine de passer le mot aux immigrants de fraîche date qu'ils ont quelque chose à gagner en choisissant d'être à l'écoute de CKSB le 24 décembre à compter de minuit. Quelle que soit leur religion, le *Réveillon* leur fournit l'occasion rêvée de découvrir la densité du réseau humain et la force du tissu radiophonique qui assure le charme du Pays de CKSB.

D'ailleurs, le long *lock-out* de 2005 à Radio-Canada a montré, involontairement mais clairement, que le Pays de CKSB est indispensable à la bonne respiration de la francophonie manitobaine.

Traditionnellement, la saison radiophonique débute en septembre, lorsque la vie économique et scolaire reprend de plus belle. La petite histoire du Pays de CKSB retiendra cependant que la 60<sup>e</sup> saison a débuté à la mi-octobre à cause d'un *lock-out* imposé aux employés par la haute direction de Radio-Canada. Bien entendu, le professionnalisme des employés de CKSB, couplé à l'esprit de famille particulier de ce poste, situé au cœur du Vieux Saint-Boniface, ont fait en sorte que les choses sont vite revenues à la normale. L'interruption avait tout de même duré deux mois, pendant lesquels les Radio-Canadiens ont arpenté de long en large la rue Langevin entre le boulevard Provencher et l'avenue de la Cathédrale.

Ainsi, du point de vue des auditeurs de CKSB, les échanges parfois aigres entre certains des 5 500 employés mis en *lock-out* et le président de la CBC ont vite fondu dans un passé lointain. La chronique du Pays de CKSB ne peut toutefois pas oublier que,

pour la première fois, rien n'a été diffusé localement. Il s'agissait en effet du premier conflit de travail depuis que la quasi-totalité des employés est membres du même syndicat, la Guilde canadienne des médias. Durant deux mois, le 607 rue Langevin est resté muet. Un clin d'œil du hasard a voulu que pendant cette période morte, le terrain vacant à côté de la station s'est métamorphosé en une spacieuse demeure. Pour les employés qui campaient de l'autre côté de la rue, c'était là un rappel constant que la vie courante suivait son cours, même si la place publique de la francophonie manitobaine vivait son premier silence radio.

Il faut dire que durant les premières semaines du conflit, le personnel de CKSB (comme d'ailleurs celui de CBWFT) s'est demandé si vraiment les auditeurs remarquaient leur absence des ondes. La haute direction avait bien choisi son heure en interdisant l'accès au lieu de travail à la mi-août, au moment où l'existence rime avec plage, chalet, chasse-moustiques et vacances. Toutefois, vers la mi-septembre, des voix ont commencé à s'élever sérieusement parmi les responsables d'organisations communautaires. Leurs activités reprenaient, mais ils ne pouvaient pas bénéficier du service public pour les faire connaître. Cette situation sans précédent leur a fait prendre conscience du lien de dépendance qui existe vis-à-vis du service public.

Les protestations sincères des auditeurs fidèles, fatigués d'entendre parler des problèmes de circulation sur les ponts de Montréal détaillés par Yves Desaultels, un ancien journaliste à CKSB et CBWFT, ont mis un peu de baume sur la plaie ouverte des employés. D'ailleurs, les employés étaient logés à la même enseigne que les auditeurs, puisqu'ils n'avaient aucune influence sur l'issue du conflit.

Pour entretenir la flamme et se remonter le moral, les artisans de CKSB se sont progressivement transformés en groupe de pression pour défendre leur cause, qui concernait surtout la télévision. Le litige se résumait en gros à une question de permanence pour les employés. La haute direction voulait obtenir plus de flexibilité dans l'embauche de contractuels, à la manière des concurrents privés. De son côté, la Guilde ne voulait pas céder de terrain au nom de la fidélité qu'un employé permanent est censé développer pour la société qui l'emploie. Chaque camp affirmait évidemment

qu'il veillait aux intérêts du service public. Il n'empêche que durant le *lock-out*, l'intérêt général a été mal servi, puisque la radio et la télé publiques se trouvaient simultanément presque paralysées.

Il existe un proverbe qui prétend que « À quelque chose, malheur est bon ». Si ce proverbe est vrai, alors affirmons que le long silence forcé a fourni la démonstration, au-delà de tout doute, que le Pays de CKSB est indispensable au quotidien à la bonne circulation des informations dans la francophonie manitobaine. Dans un milieu où il n'existera jamais de radio privée française, et où la radio communautaire Envol 91 FM a forcément ses limites, le service public radiophonique doit maintenir la volonté d'enracinement local afin de s'assurer des défenseurs convaincus.

En fait, il est bon de garder en tête qu'il existe un lien direct entre la capacité d'attraction exercée par CKSB et l'intérêt que les « bilingues officiels » au Manitoba portent à la dimension francophone de leur vie. Bien sûr, cet intérêt pour CKSB ne dépend pas que de CKSB. La radio est une route à deux voies. L'exemple de mon ami métis Claude Boivin en offre une bonne illustration. Il a décidé de partir à la reconquête de son français à la naissance de son fils Brett Boivin en 1993. Pour y parvenir, CKSB est devenu une présence réelle dans la vie de ce musicien amateur. CKSB, c'est la présence de chaque instant, nécessaire pour les auditeurs engagés.

Le service public est à son meilleur, donc à son plus indispensable, quand il est vécu comme un contrat de confiance entre les gens des deux côtés du micro. Un contrat de confiance où il est entendu que chacun cherche à s'améliorer et que le seul divertissement est insatisfaisant.

Dans cet esprit de réciprocité, il est juste de souligner qu'au Pays de CKSB, tous ses habitants sont des faiseurs de radio.



## Pour l'amour de toute la parenté

**F**ACE À UN MYSTÈRE, il faut une explication. L'étonnante longévité du Canada français s'éclaire par un mot : la parenté. Étrangers à l'âme canayenne, cultivez cette vérité : le cœur de l'identité canayenne, c'est la parenté. Et ce cœur sut battre à travers les siècles, englober l'Amérique du Nord, résonner jusque dans les vieux pays.

J'eus mon déclic grâce à Mgr Alexandre-Antonin Taché. Le premier archevêque de Saint-Boniface ne ménagea aucun effort, durant les premières années du Manitoba, afin d'implanter un solide noyau de Canayens autour de la Rivière-Rouge. Même lorsque l'entreprise s'avéra mission impossible, le prélat persista dans son effort. Pourquoi ? Sûrement au nom de sa foi, de la langue française et de son patriotisme, car Monseigneur était pétri d'idéal et possédait une carrure d'homme d'État.

Mais ma version préférée pour expliquer sa ténacité m'a été fournie au hasard calculé de mes lectures. C'est en anglais, sous la plume du docteur Patrick Doyle, que j'appris un détail éclairant sur ce Canayen de bonne famille : Mgr Taché était parent avec Marguerite d'Youville ; et la fondatrice des Sœurs grises en 1737 était parente avec l'explorateur Pierre Gaultier de Varennes et de La Vérendrye. Pas étonnant que l'archevêque bénit en 1886 la pierre angulaire d'un monument à la gloire de La Vérendrye qui vit le jour... en 1938 à Saint-Boniface. Le comportement de Sa Grandeur est donc limpide : elle tenait à prouver que le sang des Canayens est bien plus épais que l'eau boueuse de la rivière Rouge un été de sécheresse.

J'ai voulu m'en convaincre en abordant la question avec un connaisseur de l'âme humaine en général et de celle des Canayens en particulier : l'abbé Maurice Deniset-Bernier. Sa mère, Rachel Deniset, née Bernier, étant décédée des suites de sa naissance le 22 septembre 1920, le petit Maurice fut élevé par son oncle, Joseph

Bernier, et sa femme, Rose-Marie. Ainsi monsieur l'abbé connut le privilège d'appartenir à deux familles, avant de devenir un témoin clé des alliances entre les familles canayennes par les nombreux baptêmes, mariages et enterrements qu'il a célébrés tout au long de son sacerdoce.

— Dites-moi, monsieur l'abbé, dans le fond, le secret du mystère de la survivance des Canadiens français tient quand même à plus qu'une question de religion ou de langue ? Dans le fin fond des choses, la parenté ne serait-elle pas le facteur déterminant ?

Sans la moindre hésitation, l'ancien visiteur d'écoles, à la fin des années 1940, pour le compte de l'Association d'éducation des Canadiens français du Manitoba, me répondit :

— Vous avez bien compris. C'est certain que les liens entre les familles, des frères aux sœurs en passant par les cousins et cousines, ainsi que les mariages entre gens des différentes paroisses, ont contribué à nous tenir ensemble.

En fait, c'est probablement à cause des multiples et complexes liens familiaux que l'idée de « communauté franco-manitobaine » entra si rapidement dans les mœurs au début des années 1970. Au point où, parfois, je me demande si la notion de communauté n'est pas synonyme de parentèle.

Dire que j'aurais pu résoudre l'énigme du Canada français dès mes débuts manitobains. Car j'eus la chance de tisser des liens amicaux avec un gars de mon âge, Maurice Sabourin, né en 1953 à Saint-Jean-Baptiste. À la fin des années 1970, Maurice, avec ses frères Réal et Jacques, était copropriétaire de l'Épicerie Saint-Boniface, au coin de la rue Langevin et de l'avenue de la Cathédrale, à deux pas de CKSB. De mon côté, j'exerçais le métier de journaliste à l'hebdomadaire *La Liberté*.

Maurice Sabourin veilla à mon apprentissage accéléré des us et coutumes de la canayennerie. Combien de fois ne m'a-t-il pas amicalement prévenu :

— Attention, celui-là, n'oublie pas qu'il est parent avec un tel, qui est aussi parent avec l'autre, mais là c'est seulement de la fesse gauche, donc c'est moins grave, sauf évidemment s'il est ami avec lui. Faudra vérifier.

Ah ! La fameuse appréciation, si personnelle au fond, de la « fesse gauche », concept qui permet d'asseoir le besoin de se

sentir parent avec tout le monde, à un degré ou à un autre. Pas étonnant que la généalogie se porte si bien au sein des Canayens. Une passion particulièrement utile en période de guerres scolaires, par exemple. De fait, vu sous l'angle des batailles, j'affirme que la généalogie relève des études stratégiques, plutôt que d'un sympathique passe-temps, d'un jeu destiné à savoir qui est arrivé premier au pays.

C'est donc à dessein que, en qualité de directeur de *La Liberté*, j'ai tenu à la création de la rubrique *T'es parent avec qui, toi?*, gratuite pour les abonnés. Cette rubrique, toujours présente dans les colonnes du journal, souligne bien sa dimension communautaire. Un peu comme le *Marché aux puces* affiche ouvertement la vocation de service au public de CKSB.

Au cas où vous songeriez à un possible lien de parenté avec Maurice Sabourin, laissez-moi vous guider au travers des branches principales de son arbre généalogique. Ses grands-parents paternels, Ildège Sabourin et Exilda Beaudette, s'installèrent à Saint-Jean-Baptiste en 1891. C'était justement à l'époque où Mgr Taché s'efforçait de canayenniser une petite parcelle de l'Ouest. Les grands-parents maternels de Maurice Sabourin sont Philias Fontaine et Délia Laplante, de la rue Ritchot à Saint-Boniface.

Le père de Maurice, Cyrille Sabourin, dit Ti-Bob, avait 12 frères et sœurs, dont le doc Georges Sabourin et une missionnaire Oblate, Sœur Hélène Sabourin. La mère de Maurice, Marie-Claire Fontaine, avait 10 frères et sœurs, dont Édouard Fontaine, surnommé l'aumônier du 75, du temps où il était curé de Letellier. Maurice Sabourin a une sœur, Lise, et cinq frères : Réal, ancien président de la Société franco-manitobaine, Émile, Arthur, Léopold et Jacques. Réal Sabourin est marié à Lise Sabourin, née Lise Brunette; Émile Sabourin est marié à Laurette Sabourin, née Laurette Kaskiw; Arthur Sabourin est marié à Hélène Sabourin, née Hélène DesRosiers; Léopold Sabourin est marié à Marcelline Sabourin, née Marcelline Desrosiers; Jacques Sabourin est marié à Marylin Sabourin, née Marylin Maxwell; Lise Sokal, née Lise Sabourin, est mariée à Lyle Sokal. Parmi les douzaines et les douzaines de cousins et cousines, mentionnons Richard Sabourin, Gilbert Sabourin, Philippe Sabourin, Marie-Claire Sabourin, Dennis Connelly et Francis Fontaine.

Ce petit échantillon sert à souligner que Maurice Sabourin ne saurait toujours exprimer haut et fort ce qu'il murmure parfois tout bas. Surtout que mon ami reconnaît bien volontiers sa parenté par alliance. Comme, par exemple, la directrice de l'école Taché, Maryvonne Alarie, qui est la femme de son cousin germain Robert Alarie, dont la mère était Léona Sabourin, la sœur de Ti-Bob, qui avait marié Célestin Alarie. Évoquons encore le chanteur et ancien de CBWFT, Gérald Paquin, un cousin par alliance, puisque Gerry Paquin a épousé Andrée Sabourin, la fille de Georges, le doc et frère de Ti-Bob, au cas où vous l'auriez oublié.

Parmi tous les cousins et cousines que Maurice n'a pas encore eu le plaisir de rencontrer, malgré le grand rassemblement des Sabourin à Baptiste en 1991, figure Raymond Connelly, actif dans l'armée canadienne. Comme le souligne Maurice :

— La grande beauté avec une grande parenté, c'est qu'il reste toujours quelqu'un à découvrir. Alors, tu ne t'ennuies jamais. Et puis les Sabourin, c'est du bon monde. Je peux aller voir un de mes cousins à Baptiste et être chaleureusement accueilli, sans question.

Maurice Sabourin a épousé, en 1986, Janet Podjan, une Manitobaine anglophone devenue bonne bilingue. Chez leurs deux enfants : Stéphane Sabourin, né en 1987, et Natalie Sabourin, née en 1989, le plaisir des rencontres familiales sera plus limité. En tout et pour tout, ils n'ont que 18 cousins et cousines.

En juillet 2006, les célébrations entourant le bicentenaire de l'arrivée du premier couple de Canayens dans les Pays d'en haut, Jean-Baptiste Lagimodière et Marie-Anne Gaboury, mirent aussi en valeur la puissance des liens de parenté.

Les spécialistes estiment à environ 20 000 le nombre de leurs descendants. Parmi eux se trouve Yvonne Larivière, que j'avais eu l'honneur d'embaucher à *La Liberté*, après qu'elle eut pris sa retraite de la Banque nationale à la fin des années 1980. C'est à la faveur d'une petite jasette que j'appris un détail intéressant : Yvonne Larivière était parente avec Louis Riel, dont les grands-parents maternels étaient, justement, le fameux couple Lagimodière-Gaboury. En passant, notez que l'air de l'Ouest a plutôt bien réussi à Marie-Anne : née en 1780, elle est décédée en 1875, cinq ans après la fondation du Manitoba, 69 ans après avoir foulé le sol des Prairies.

Jean-Baptiste Lagimodière, né en 1778, n'a pas goûté si longuement à la vie, étant décédé en 1855. Toutefois, dans la longue lignée de voyageurs, de chasseurs, de commerçants ou de simples aventuriers qui laissèrent leur Bas-Canada pour les Pays d'en haut, il occupe sans conteste une place remarquable. Deux bonnes raisons y contribuent. La première est presque anecdotique : il put se vanter d'avoir amené au pays de la rivière Rouge la première femme d'origine européenne. La deuxième raison a son importance historique. En 1816, Jean-Baptiste Lagimodière transmet, en plein hiver, un message très important à Lord Selkirk. Le comte se trouvait à Montréal, le quartier général de la traite des fourrures au Canada, sans se douter du triste sort que la Compagnie du Nord-Ouest faisait subir à sa fragile colonie agricole.

Remarquez bien que sans l'obsession du fortuné jeune noble écossais, décidé de soulager la misère de pauvres paysans sans terre, le couple Lagimodière-Gaboury aurait connu une vie assurément différente. Car sans ces actions décisives de Lord Selkirk, le comte n'aurait eu aucun motif de leur concéder des terres en 1817, alors qu'il était sur place afin d'organiser sa colonie. Thomas Douglas se montra grand seigneur envers le couple. Sa générosité est aisément explicable par les faits. Mais j'aime voir un peu plus dans son geste. Sans doute, les deux hommes eurent-ils quelques conversations. J'imagine volontiers qu'à un moment donné, ces deux humains se rendirent compte qu'ils avaient été saisis au même moment par le besoin de s'aventurer jusqu'à la Fourche, la confluence de la Rouge et de l'Assiniboine.

En fait, Selkirk devint obsédé par la rivière Rouge en 1801. Lagimodière, lui, quitta son coin de pays vers 1800, poussé par l'appel de la liberté, afin de chasser et de commercer dans les mythiques Pays d'en haut. Les voilà qui se retrouvaient ensemble à la Fourche, en cet été de 1817. Je les vois s'émerveillant sur cette force étrange qui permit leur rencontre. Je les entends se pensant, à haute voix, instruments d'un esprit, puisqu'ils se savaient poussés par plus grand que eux-mêmes. Et j'admets que cet esprit était l'esprit d'unité, celui qui fait prendre conscience qu'il faut être au moins deux pour réussir un grand rêve.

En homme de cœur autant qu'en visionnaire, Lord Selkirk ne

manqua pas de jouer de son influence auprès des autorités religieuses de l'Est en faveur des habitants du lieu. Des missionnaires arrivèrent dès 1818. Avec la fondation de la paroisse Saint-Boniface, Marie-Anne Gaboury reprit une vie plus conforme à ses valeurs. Ainsi, la Canayenne du Bas-Canada fit baptiser ses enfants. Son petit-fils Louis Riel, qui semblait devoir s'orienter vers la prêtrise, bénéficia particulièrement de l'aide cléricale.

Ainsi, Yvonne Larivière, par la conscience aiguë de ses liens de parenté, sut me rapprocher de cette figure légendaire de l'histoire canadienne. En fait, elle m'humanisa le Père du Manitoba avec des propos du genre : « Louis Riel est même venu se cacher chez nous, à la Rivière-aux-Rats. » Il se trouve qu'Yvonne grandit, avec 12 frères et sœurs, à Saint-Pierre-Sud, où elle eut souvent l'occasion d'écouter sa grand-mère paternelle, Mélanie Nault, évoquer la mémoire de son célèbre cousin germain, Louis Riel. Enfant, Yvonne Larivière fut sensibilisée à la grave injustice dont leur illustre parent fut la victime, ce parent pourchassé qui avait, un jour d'ennui peut-être, gravé ses initiales sur un arbre, tout près de leur maison, où ils vivaient, le long de la Rivière-aux-Rats.

Mon amie Yvonne a son franc parler et ne mâche pas ses mots :

— La pendaison de Riel, c'était un coup de cochon. Ils l'ont pendu comme un bandit. C'est une abomination. Toutes ces discussions autour d'un pardon pour Louis Riel sont inutiles. Ce qu'il faut, c'est rectifier l'histoire.

Tout cela, elle le croit fermement, sans pour autant se sentir métisse. Yvonne considère que le Métis se reconnaît à sa façon de s'exprimer. Or, sa mère, Émilie Carrière, qui était maîtresse d'école, lui apprit à parler le français sans l'accent métis.

En fait, Yvonne ne considère pas que Louis Riel soit vraiment un Métis. À ses yeux, le cousin germain de sa grand-mère a mis son talent au service de la cause métisse. Elle précise que le côté métis de la famille vient du grand-père paternel Louison Larivière, qui était venu des États-Unis avant de se joindre aux soldats de Riel. Louison Larivière épousa Mélanie Nault à Saint-Boniface le lundi 12 septembre 1870, alors que la colonie de la Rivière-Rouge était aux mains des troupes de l'expédition dirigée par Wolseley.

Parmi les souvenirs d'enfance que Yvonne Larivière, née en

1931, tenait de sa grand-mère Mélanie, il était question d'une noyade tragique pendant ses noces. Yvonne, ayant oublié les détails concernant le noyé, me recommanda à sa sœur Thérèse Sabourin de Saint-Jean-Baptiste, née en 1926. Évidemment, je me suis demandé si la grande sœur de mon amie Yvonne avait épousé un Sabourin parent avec mon ami Maurice Sabourin.

Effectivement, le mari de Thérèse, Amédée Sabourin, est le cousin germain du père de Maurice, Ti-Bob. Amédée est de la descendance d'Ulric, le dernier de la famille, tandis que Ti-Bob est de la descendance d'Ildège. Les parents d'Ulric et d'Ildège étaient Hyacinthe Sabourin et Éloïse Charbonneau, qui eurent beaucoup d'enfants. Je savais déjà par Maurice Sabourin que Ildège avait marié Exilda Beaudette. J'appris par Thérèse Sabourin que Ulric convola avec la sœur d'Exilda, Élisabeth Beaudette. Le détail sympathique, c'est que Thérèse Sabourin était « bien amie avec Marie-Claire Sabourin », née Fontaine, la maman de Maurice. Ainsi, non seulement Thérèse Sabourin est la sœur de mon ami Yvonne Larivière, mais en plus elle visitait souvent la mère de mon ami Maurice Sabourin, car « mes enfants et les siens sont du même âge ». Les sept enfants d'Amédée et de Thérèse sont : Diane Sabourin, mariée à René Perreault ; Ulric Sabourin, décédé en 1983, marié à Jacqueline Barnabé ; Réjane Fillion, mariée à Denis Fillion ; Hubert Sabourin, marié à Edmée Bilodeau ; Daniel Sabourin, marié à Terry Landry, Gaétane Dupuis, mariée à Raynald Dupuis et Marie-Paule Sabourin-Brémault, mariée à Luc Brémault.

Thérèse Sabourin a bonne mémoire. Avec son aide, nous arrivâmes à mettre un nom sur le noyé que Mélanie Nault ne voulut pas oublier. Il s'agit de Elzéar Goulet. Au lendemain du mariage, le mardi 13 septembre 1870, alors que tous les invités étaient encore dans l'esprit des noces, Elzéar Goulet, en tentant de fuir la vindicte des militaires de Wolseley, se noya dans la rivière Rouge, après avoir été frappé par une pierre, tandis qu'il nageait en direction de Saint-Boniface. Sa petite-fille, la poète Thérèse Courchaine, née Goulet, mieux connue sous le nom de Manie-Tobie, mourut le 15 juillet 1970, cent ans jour pour jour après la proclamation de l'*Acte du Manitoba* par la reine Victoria.

Jamais Mélanie Nault ne put dissocier la joie de ses noces de

la peine occasionnée par la mort tragique de ce père de famille de 34 ans. Elle possédait en vérité un sens profond de la vie, sans cesse ranimé par son métier de sage-femme, qu'elle a bien des fois exercé bénévolement. D'après sa petite-fille Yvonne : « Je crois bien qu'elle a vu naître tout Saint-Pierre et tout Saint-Malo. C'est simple, ils l'appelaient pour chaque naissance. » Mélanie Nault est décédée en 1944, à l'âge vénérable de 96 ans, avec encore toute sa mémoire.

Sans doute que son fils, Joseph Larivière, qui par tempérament était sensible à l'injustice, fut marqué par les histoires racontées par sa mère. Car lui s'est ouvertement identifié aux Métis. Ainsi, lors de la procession de la Fête Dieu à Saint-Pierre-Jolys, Joseph Larivière portait ostensiblement le drapeau de l'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba. Sa fille Thérèse Sabourin se souvient de l'engagement de son père. Avec le recul des années, elle éprouve même une franche admiration pour les actions paternelles :

— À l'époque de notre jeunesse, Riel était considéré comme un vrai rebelle. Mon père était courageux de se mettre en avant. Ceux qui se disaient de la race métisse étaient ridiculisés. Alors nous, on enfouissait tout ça dans le fond de nos pensées. On ne voulait rien savoir. Notre mère nous parlait en français. Je ne parle pas le métis. Et je n'ai jamais senti que j'étais Métisse.

Néanmoins, à l'insistance d'un gendre, Thérèse Sabourin a pris sa carte de Métisse, en acceptant d'y voir une façon d'honorer son père Joseph Larivière. Cependant, elle le maintient en toute franchise : « Je ne me mettrai pas dans les rangs pour faire des démonstrations. » Sa sœur Yvonne abonde dans le même sens : « J'ai des convictions très profondes à propos de l'histoire, mais je n'irais pas sur la rue avec une pancarte. »

Ceci dit, les deux sœurs participèrent de grand cœur au banquet organisé fin juillet 2006 par le comité des fêtes du bicentenaire Lagimodière-Gaboury. Pour les petites-filles de Mélanie Nault, c'était comme un appel des ancêtres. Un appel à rendre hommage au premier couple de Canayens établi dans les Prairies. Les discussions des convives furent très animées et remplies d'anecdotes intéressantes sur la vie d'antan. Bon sang ne saurait mentir. Thérèse et Yvonne eurent l'occasion de rappeler que leur



père, Joseph Larivière, n'avait rien de bon à dire au sujet de Mgr Taché, « car l'archevêque de Saint-Boniface n'avait pas du tout pris la part de Louis Riel ». Par contre, elle n'hésitèrent pas à affirmer la valeur humaine de l'allié clé de Louis Riel, le curé de Saint-Norbert : « Mgr Ritchot était un grand homme, qui a beaucoup aidé la cause métisse. Notre père en parlait tout le temps en bien. »

Joseph Larivière eut une fin tout à fait remarquable. Il mourut le 21 février 1978, le jour de son anniversaire, à l'âge de 86 ans. Sa fille Thérèse était présente, ainsi que sa fille Annette, en religion Sœur Émilie des Anges, de la congrégation des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie. À un moment de la journée, soudainement, Joseph Larivière demanda fermement à ses filles : « Donne-moi un stylo ! » Puis il se mit à griffonner un texte, apparemment illisible, sur une feuille de papier, juste avant de rendre l'âme. Thérèse, en revivant le moment, a encore de la peine à croire que son père exigea un « stylo », un mot qu'il n'utilisait jamais. En bon parler métis ou canayen, il aurait dû dire une « plume ». La vie reste pleine d'étranges beautés et de surprises mystérieuses.

Aux cérémonies du bicentenaire, Thérèse et Yvonne ne manquèrent pas d'avoir une pensée pour leurs frères et sœurs. Les vivants : Arthur Larivière, Irène Larivière, Corinne Dedieu et Yvette Shoemaker ; ainsi que les décédés : Annette Larivière, Raymond Larivière, Lionel Larivière, Louis Larivière, Hélène Champagne, Armande Larivière et Lévis Larivière.

Enfin, les deux sœurs prirent plaisir à raconter comment la légendaire cathédrale de Mgr Provencher passa au feu en 1863, dix ans après sa mort. L'événement eut lieu il y a plus de 140 ans, mais en 2006, c'était encore comme si tout le monde y était, puisque le témoignage nous vient de leur grand-mère, cette bonne Mélanie Nault qui aimait tant tricoter et reprendre ses souvenirs les plus frappants. Au temps du drame qui secoua la colonie de la Rivière-Rouge, elle était encore une jeune fille.

Voici l'histoire. Figurez-vous que des dames s'affairaient à préparer des beignes au sous-sol de la cathédrale, quand soudain une des pâtissières s'avisait de verser de l'eau dans le chaudron de graisse bouillante. Erreur fatale. Vous pouvez aisément voir la graisse gicler de manière incontrôlable dans toutes les directions.

À vous maintenant d'imaginer les terribles conséquences, les flammes dévoreuses de bois, la panique des femmes et des filles, incapables de circonscrire le feu. À vous de cerner la tristesse qui dut s'abattre sur Alexandre-Antonin Taché. L'évêque devait accepter la perte de son lieu de culte et la disparition d'irremplaçables documents.

Ce souvenir malheureux de la colonie est heureusement resté vivant grâce à la famille Larivière, à son souci de transmettre les histoires de grand-mère Mélanie. C'est à pareille attitude que l'on reconnaît l'amour pour la parenté. Un amour qui se traduit par la volonté de garder vivant le tissu serré de la grande famille métisse et canayenne, en l'irriguant de récits anciens et authentiques.

## Si j'étais la langue française

UNE FOIS ADMISE la puissance des liens de parenté chez les Canayens, il me restait à faire une découverte très intrigante. En me penchant sur l'histoire du Canada français, je suis tombé sur un mot d'ordre qui revenait comme un leitmotiv durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle: «La langue est gardienne de la foi.»

Moi qui avais dans ma jeunesse assisté à bien des messes catholiques en allemand et en français, j'avais du mal à imaginer qu'on puisse lier la langue que l'on parle avec la foi que l'on professe. Après tout, je ne me trouvais pas plus croyant en français qu'en allemand. La langue peut exprimer une foi, mais elle ne peut pas être identifiée à cette foi. Ainsi, j'en avais déduit que l'élite canadienne-française devait vraiment se sentir menacée pour affirmer: «Qui perd sa langue, perd sa foi.» L'ironie suprême étant qu'à cette époque, tout ce qui est catholique doit se faire en latin, la langue que comprenait le peuple des premiers temps de l'ère chrétienne. Le latin survécut parce qu'il fut figé en langue sacrée.

J'en étais donc vite arrivé à la conclusion que le français se parlait encore dans mon pays d'adoption pour des raisons discutables. En effet, accepter que la langue française fut gardienne de la foi catholique au Canada revenait à donner au français une importance plus grande que la foi elle-même. Une foi qui a besoin d'une langue pour se protéger doit être bien timide. Ensuite, force est de plaindre la pauvre langue à laquelle l'autorité confie la grave mission d'être protectrice de la foi. Pareille langue n'a plus le droit de s'autoriser la moindre faute, car la foi risquerait d'en souffrir. Qui veut parler une langue où commettre une erreur grammaticale peut nuire à son salut éternel ?

Le lien forcé entre la foi et la langue a donc nécessité le culte dédié à «Sa Majesté la langue française», dont les aînés du Pays de CKSB se souviennent sûrement encore. Ils ne sont pas les seuls.

J'entends encore le célèbre homme de radio Jacques Languirand, si soucieux de la qualité du français, évoquer ses souvenirs d'enfance et Sa Majesté la langue française durant une émission *Par quatre chemins* au début du III<sup>e</sup> millénaire. Cette glorification douteuse prouve qu'il est tout bonnement inconcevable de demander à un parler de protéger l'essentiel d'une vie : sa foi.

Les autorités religieuses qui contrôlaient de larges pans de la société canadienne-française avaient bien conscience de cette évidence. En stricte logique, la langue ne pouvait pas être proclamée gardienne de la foi. Mais à la guerre comme à la guerre. Afin de maintenir la cohésion du groupe, une faute de logique fut élevée au rang de vérité.

Pourtant, il suffisait d'inverser le slogan et l'erreur devenait criante. Imaginez que vos parents ou vos grands-parents aient entendu répéter souvent : « C'est la foi qui est gardienne de la langue, c'est la foi qui est gardienne de la langue. » Il n'aurait pas fallu longtemps à un Canayen rempli de gros bon sens pour laisser savoir à monsieur le curé qu'il connaissait quelqu'un s'exprimant très bien en français tout en étant athée. Le fait est avéré dans toutes les langues : n'importe qui peut parler admirablement un idiome sans croire en Dieu.

C'est la fin de la domination de l'Église catholique romaine sur la société civile au Canada qui a définitivement enterré le mauvais slogan de « la langue gardienne de la foi ». Au Québec comme au Manitoba, ce moment charnière se produisit dans les années 1960. Cette évolution fut d'ailleurs encouragée par le concile œcuménique Vatican II (1962-1965), qui invita chaque catholique à écouter sa propre conscience et à l'éclairer selon sa meilleure compréhension de l'esprit d'unité.

Par une belle ironie du sort, les politiciens québécois décidèrent d'appliquer les rigueurs de la loi pour protéger le français au moment où l'autorité ecclésiastique laissait enfin souffler un vent d'ouverture. Au moins, les choses devenaient claires : ce n'était pas la foi qu'il fallait défendre, c'était la langue ! Sa Majesté la langue française apparut dans sa véritable lumière : elle n'était qu'une pauvre petite malade, qui avait besoin d'une bonne dose de loi pour se rétablir. Les médecins de l'âme linguistique seraient les politiciens, qui prescrivirent la *Loi 101* comme

remède miracle. Grâce à cette loi, un nouveau chapitre pouvait s'ouvrir dans la saga de la survivance du français en Amérique du Nord. Depuis 1977, nous vivons au temps où la foi dans la langue est garantie par une loi. Vous devez croire à votre langue publique, puisqu'une loi la protège. Le français est une langue sacrée, c'est l'Assemblée nationale qui l'affirme.

Si j'étais la langue française sur ce continent, je serais inquiète pour celles et ceux qui me parlent. Au point que j'espérerais un retour en force de la foi. Parce que, tout compte fait, je préférerais me reposer sur la foi pour exister plutôt que sur une loi. Car la loi impose, mais la foi fait réfléchir, puisque la vérité ne s'impose pas. Vraiment, si j'étais la langue française, je voudrais être utilisée dans les échanges entre humains par choix et servir à la prière par amour plutôt que par obligation.

## L'onde de choc des années 1960

**L**E PAYS DE CKSB est à coup sûr l'ultime grande réussite du Canada français. Sans l'intervention décisive du noyau dur canayen au Québec entre 1944 et 1946, les bonnes volontés de l'Ouest n'auraient jamais suffi à concrétiser le projet radio-phonique. Quelques petites années plus tard, il aurait été trop tard. Dès le milieu des années 1950, les forces engendrées par la Deuxième Guerre mondiale secouèrent autant les mentalités au Vatican qu'à Montréal, Alger ou Abidjan. Des peuples colonisés affirmèrent leur capacité d'exister par eux-mêmes.

Ainsi, durant les années 1960, les Canayens au Québec se réveillèrent progressivement Québécois. Toute proportion gardée, les Canayens des Prairies s'agitèrent avec une vigueur comparable. Mais comme ils étaient archi-minoritaires, il n'envisagèrent pas sérieusement de devenir maîtres sur les bords de la rivière Rouge. Toutefois, le Manitoba des années 1960 possédait la chance énorme d'avoir à sa tête un véritable homme d'État : Duff Roblin, l'homme qui réinventa le parti conservateur manitobain. Une fois premier ministre, il offrit à Winnipeg son canal de dérivation, presque malgré l'opinion publique. Pareil gentleman ne pouvait demeurer insensible aux aspirations canayennes. Au vingtième anniversaire du Pays de CKSB, en 1966, il lâcha du lest sur la question scolaire, après avoir bien préparé le terrain. À l'unanimité, le parti conservateur vota en faveur d'un retour partiel à l'enseignement en français. Les orangistes qui vinrent à la pendaison de Louis Riel durent se retourner dans leurs tombes.

Pour la petite histoire, Duff Roblin était conseillé par l'avocat Maurice Arpin sur les dossiers canadiens-français. Le même Maurice Arpin avait financé ses études en se levant souvent tôt le matin pour rédiger le bulletin de nouvelles à CKSB. L'ouverture politique du gouvernement manitobain fut évidemment bienvenue pour notre Pays de CKSB, qui commençait à s'essouffler. Le gérant du poste, Roland Couture, décrivait ainsi la situation qui prévalait durant les années 1960 : « D'après nos sondages, environ

25 % des nôtres n'écoutent à peu près pas CKSB. Par contre, un nombre assez intéressant de Canadiens d'autres origines nous écoutent, soit à cause des programmes, soit qu'ils veulent se familiariser avec la langue française.»

Le vrai problème de la station se résumait à ceci : les jeunes n'écoutaient guère le poste. Les adolescents, ces chers *baby-boomers* transportés par le rock et la télévision, cherchaient à être dans le vent. Ils voulaient du divertissement, pas de l'éducation. Et surtout pas écouter la radio de papa-maman ou, pire, de mémère et pépère.

Heureusement qu'un certain Christian Leroy, animateur hors de l'ordinaire, prit en 1965 le micro avec l'émission *Tous les garçons, les filles*. Cette initiative fit de lui une vedette auprès d'un groupe d'ados bonifaciens désireux de modernité. Par chance, l'entrée en scène de Christian Leroy coïncida avec le phénomène des boîtes à chansons, une formule en vogue au Québec et reprise avec succès au Manitoba dans un souci d'animation. Voire même de réanimation. Car du point de vue de l'éducation française, le coup de pouce de Duff Roblin fut marginal, faute de matériel pédagogique approprié. Les écoles étaient devenues de véritables « foyers d'assimilation », selon une formule choc de l'époque. L'émission *Tous les garçons, les filles* disparut de la programmation en 1970, l'année du centenaire du Manitoba et d'une avancée considérable en faveur du français comme langue d'enseignement.

Le retour en grâce du français via le *Bill 113* n'avait, cette fois, rien eu de prémédité. Il s'effectua dans des conditions tellement étonnantes qu'il n'est pas ridicule de se demander si le sort ne s'en mêla point. En tout cas, l'historien Jean-Marie Taillefer, qui était un acteur engagé durant ces années de transition, constate la dimension « impensable, incroyable et parfaitement imprévisible » des événements qui s'enchaînèrent jusqu'à la naissance du Bureau de l'éducation française en octobre 1974.

Bien mesurer l'énormité de l'affaire exige de savoir qu'au moment où Duff Roblin céda le parti conservateur manitobain à Walter Weir, personne n'aurait osé prédire, à l'élection provinciale de 1969, une victoire des néo-démocrates, dirigés en plus par un tout jeune chef du nom d'Ed Schreyer. Sa victoire fut historique. Elle rendit officielle la montée en puissance des forces multiculturelles du Manitoba, qui se décolonisèrent à leur manière, en

s'appuyant sur le processus démocratique. Mais le succès électoral de ce parti qui flirtait à gauche ne fut pas total. Il manqua à Ed Schreyer un siège. Il fallait au nouveau venu une voix supplémentaire afin que le NPD pût contrôler le Palais législatif.

La voix qui allait couronner la victoire des néo-démocrates fut celle de Laurent Desjardins, le député libéral de Saint-Boniface. L'ancien directeur du salon funéraire Desjardins changea de parti en échange de concessions favorables à la survie du fait français. En quittant son camp politique, en ralliant progressivement le NPD, Laurent Desjardins, à son tour, fit l'histoire. Pour cet homme doté d'un gros bon sens, l'enjeu véritable n'était pas de goûter au pouvoir pour le pouvoir. Son motif profond était de rester fidèle à sa conscience, une conscience développée au contact des jésuites qui l'éduquèrent. Ainsi, dépassant la logique classique des partis, et respectant seulement sa conscience, Laurent Desjardins permit que l'autorité gouvernementale fût enfin à nouveau du côté des bilingues par choix.

Même si la *Loi 113* n'était au fond qu'une permission à éduquer en français, la volonté politique affichée par le gouvernement NPD, relayée par quelques hauts fonctionnaires ouverts d'esprit comme Lionel Orlikow, joua en faveur du fait français. La nouvelle atmosphère permit à une poignée de jeunes apôtres de la cause des écoles françaises, eux-mêmes appuyés par l'argent du fédéral, de tester l'âme canayenne au Manitoba. En ce début des années 1970, l'âme canayenne, en voie de se franco-manitobaniser, vibra favorablement. Certes pas à l'unisson. Mais très fortement elle se manifesta, comme en 1916 lors du bannissement du français de l'école, ou comme à l'occasion de la naissance du Pays de CKSB en 1946. Sans ce mouvement d'affirmation populaire, le Bureau de l'éducation française (BEF) ne serait resté qu'une coquille bureaucratique.

Car ce fut bien une masse de parents bataillant contre des divisions scolaires obtues; puis un groupe de parents décidés d'obtenir la gestion des écoles françaises qui ancrèrent la raison d'être du BEF. Adolescents, ces militants de la cause scolaire écoutaient à peine CKSB. Adultes, ils donnèrent un sens au travail des quelque 200 personnes qui ont œuvré au BEF durant ses 30 premières années d'existence. Un travail au demeurant vital. En effet, ces fonctionnaires ont la charge de développer des



programmes taillés sur mesure pour les écoles françaises, les écoles d'immersion et celles qui offrent du français de base.

En ce début de millénaire, le BEF est un des symboles forts du désir de poursuivre l'aventure de la langue française au Manitoba. Car au cœur du Canayen, comme du Franco-Manitobain, le mot « éducation » aura toujours revêtu, par la force des choses, une dimension presque sacrée. Tout Canayen sait de naissance que la clé de son existence tient à un effort d'éducation. Un effort personnel qu'il s'agit de maintenir tout au long d'une vie, un effort en accord avec la nécessité d'être toujours mieux humain.

Durant la première moitié du vingtième siècle, la résistance canayenne revenait surtout aux communautés de sœurs enseignantes, comme les Missionnaires Oblates du Sacré-Cœur et de Marie Immaculée, congrégation fondée en 1904 par Mgr Adélarde Langevin. Avant la Deuxième Guerre mondiale, le rôle crucial des sœurs éducatrices consistait à limiter l'impact de la politique anti-canayenne du gouvernement manitobain. Elles accomplirent cette mission d'autant mieux que le recrutement ne faisait pas défaut. L'enseignement était l'un des rares métiers ouverts aux femmes. Et n'oublions pas que les commissions scolaires aux mains des catholiques francophones n'embauchaient pas d'enseignantes mariées, puisque la place de la mère était au foyer.

Après la Deuxième Guerre mondiale, avec le développement industriel et la mise en place d'une économie basée sur la consommation à outrance, l'heure de la rationalisation avait sonné. Les innombrables petites commissions scolaires furent regroupées. Les nouvelles structures scolaires furent prises en charge par des laïcs. L'éducation des *baby-boomers* devint un emploi bien payé. Pour les Missionnaires Oblates de la rue Aulneau à Saint-Boniface, le temps était arrivé de repenser leur engagement en milieu scolaire. La réflexion s'imposait d'autant plus naturellement que la mise sur pied des grandes unités scolaires survint au moment de l'ouverture inespérée de l'Église catholique romaine, qui fit son *aggiornamento* au concile œcuménique Vatican II (1962-1965). L'effort de conscience fut reconnu à chaque personne. Les sœurs Oblates réussirent leur reconversion.

En 2004, lors du 100<sup>e</sup> anniversaire de la congrégation, Sœur Dora Tétrault confia ceci au micro de Pierre Guérin, dans le cadre

de ces longues entrevues dont l'interviewer avait le secret :

— Il fallait retrouver notre place dans cette société. Aujourd'hui, nous voyons l'éducation sous toutes ses formes. Nous avons découvert qu'il existait des besoins de *counselling*. C'est ça l'éducation : comment se prendre en main pour devenir autonome, pour gérer sa propre croissance et travailler pour les autres, pas que pour soi. Nous recevons, nous donnons, nous grandissons.

Comment mieux exprimer la part que peut jouer l'esprit d'unité dans la vie d'une personne ? Cet esprit d'unité qui veut que l'on ne fait jamais que pour soi-même, puisque par définition, l'amour est au moins deux. Les initiatives des Missionnaires Oblates furent à la hauteur des attentes suscitées par Vatican II. Sans doute n'avaient-elles pas oublié que c'est l'injustice créée par un gouvernement dominateur qui avait nécessité leur fondation. Conscientes de leur histoire, elles surent ajuster leur mission pour aider à guérir les conséquences néfastes dues à la mentalité de domination qui prévaut dans les relations entre humains.

Ainsi elles fondèrent le Centre de renouveau Aulneau, qui se spécialise dans des services de *counselling*. Parmi les clients qui ont déjà bénéficié de leur service de *counselling* se trouvent sûrement des personnes qui ont mené des luttes pour l'obtention des écoles françaises. Ces personnes ont remporté des victoires contre des commissions scolaires, contre des gouvernements de tous poils, mais n'ont pas pour autant gagné la bataille sur elles-mêmes.

De fait, les luttes pour la reconnaissance des écoles furent parfois impitoyables sur le plan personnel. On ne saurait taire l'histoire des *baby-boomers* francophones du Manitoba. Certes, ils conquirent la gloire de vaincre des dominateurs puissants. Mais le bilan humain des victoires fut parfois lourd. Au début des années 1970, l'avenir du français était entre leurs mains. Jeunes parents, motivés par la volonté de réparer les vieilles injustices, ils relevèrent le défi. De petits noyaux de passionnés réussirent à mobiliser une masse de sympathisants, parfois durant des années et des années, car le dominateur a souvent la dent dure. Ces leaders communautaires surent créer et maintenir un élan de la base, le fameux *grassroots*, avant même le temps des télécopies et des courriels.

La plupart des paroisses canayennes servirent de champ de bataille. Qui aurait pu se tenir sur la clôture ? Force était de choisir un camp. La mentalité jules-césarienne battait son plein : celui qui est avec moi reçoit une tape sur l'épaule, celui qui est contre moi subit la violence verbale. Et gare aux traîtres. Plus d'une amitié s'est brisée sur la question de l'école française. Il y avait des bons, des méchants, des 50-50, des assimilés, des vendus, des causeux. Les victoires ont un prix. Pour ne prendre qu'un seul exemple, combien d'élèves qui fréquentent l'École Précieux-Sang en 2006 ont une idée des cicatrices occasionnées par la conquête de cette école française dans Norwood ? Combien d'entre eux ont conscience que bien des blessures suppurent encore dans le fond des cœurs ? Sûrement pas beaucoup...

À l'heure où les *baby-boomers* envisagent de plus en plus la retraite, comment réfléchissent-ils sur les victoires et les échecs passés ? Avec quelle sérénité regardent-ils l'avenir, c'est-à-dire les comportements de leurs enfants et de leurs petits-enfants ? Une chose est sûre : pour que les blessures, reçues ou infligées, aient un sens ; pour qu'elles guérissent, avec ou sans *counselling*, il faut qu'aucun doute ne subsiste quant à l'utilité des batailles scolaires passées. Hélas, nous n'en sommes pas là.

À preuve la table ronde organisée durant l'été 2004, à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de la victoire de Georges Forest en Cour suprême du Canada. Les juristes francophones mirent sur pied l'événement afin de commémorer le jugement historique qui déclara inconstitutionnel le *Official Language Act* de 1890, la loi qui faisait de l'anglais la seule langue officielle au Manitoba.

Léo Robert, président de la Société franco-manitobaine aux pires moments de la crise linguistique de 1983 et ancien directeur général de la Division scolaire franco-manitobaine, évoqua carrément sa « peur » que la communauté se repose sur les écoles et se fie à la Cour suprême du Canada. Il souligna que pour obtenir ce que l'on veut, il faut pouvoir compter sur la volonté politique. Or, chacun sait bien que la volonté politique dépend du montant de pression populaire, pas juste du travail des lobbyistes, quel que soit leur dévouement à la tâche. Actuellement, tout indique qu'il n'existe plus un sens assez aigu de l'injustice pour justifier des batailles susceptibles d'entraîner de vilaines blessures personnelles.

Pourtant, à la même table ronde, visiblement en désespoir de cause, un autre *baby-boomer* exposa le fond de sa pensée: « Pour qu'on se solidarise à nouveau, il faudrait manger une claque sur la gueule! » Sa suggestion, destinée à réveiller les gens, m'a rappelé une idée défendue depuis des années par mon vieil ami Raymond Bérard. Raymond est né en 1939 « quand ils ont commencé la guerre ». Il est fermier à Saint-Pierre-Sud, nettoyeur de graines de semence et fut projectionniste quand Albert Turenne, puis Lucien Croteau étaient propriétaires du Cinéma Jolys. Raymond a donc vu beaucoup de films, ce qui a sans doute accentué son goût des situations dramatiques. Il suggère ceci: « Faudrait qu'on nous enlève nos droits. Comme ça, on saurait si le monde était sérieux quand il se battait du temps où le français était illégal. »

Chose certaine, le sérieux de la résistance au maître anglais ne faisait aucun doute aux yeux des personnes qui s'étaient convaincues de la mission providentielle des catholiques français en Amérique du Nord. Ce furent justement ces personnes influentes, prêtes à conférer un rôle d'envergure biblique au petit peuple canayen, qui voulurent CKSB. Car la venue au monde du Pays de CKSB s'avérait absolument nécessaire dans ce scénario missionnaire.

Vous pouvez rire de cette vision si vous le souhaitez. Mais au moins, la vision respectait cette vérité fondamentale: quelque chose d'utile a forcément un avenir. Voyez comment les Missionnaires Oblates ont réussi à repenser leur rôle et à assurer leur utilité dans la société. Ou plus prosaïquement, contemplez votre pelle à neige. La certitude de l'hiver manitobain fait que jamais, au grand jamais, vous ne songeriez à questionner l'avenir de votre pelle à neige. Son utilité est assurée. Le constat est incontournable: pas d'utilité, pas d'avenir. Conclusion: plutôt que de se souhaiter une tape sur la gueule, et compte tenu que nous devons notre existence à un esprit missionnaire, trouver une vocation s'impose. Sinon, nous resterons condamnés à nous demander si parler le français au XXI<sup>e</sup> siècle relève de l'exercice artificiel ou se résume, en bout de ligne, à une job qui paye bien.

Nous pouvons au moins nous consoler en sachant que la question de la vocation et de l'utilité se pose aux individus comme au pays. Ainsi, le Canada peut-il se contenter de n'être qu'un pays

où les gens vivent bien, ou doit-il proposer une vision du monde ? À quoi notre pays peut-il bien être utile à la surface du globe ? En général, nous savons que le Canada, de l'extérieur, est vu comme une oasis de paix. Mais nous, qui connaissons le pays de l'intérieur, savons que le Canada est d'abord une idée en train de devenir un pays. Il n'est d'ailleurs pas aisé de faire comprendre, à des Européens par exemple, que le Canada reste un fragile projet en voie de développement.

Venant de France et d'Allemagne, il m'a fallu un certain ajustement mental avant d'admettre que notre pays n'a pas encore abouti. Le long chemin honorable d'un groupe de colonies désireuses de se prendre en main n'est pas terminé. La décolonisation n'est pas un chemin parsemé de roses. Tout au long de son histoire, notre Canada s'est forgé au feu de luttes entre des groupes de mentalités différentes. L'épisode de l'adoption du drapeau canadien fournit un exemple éclairant. Ma surprise avait été grande d'apprendre que la Confédération créée en 1867 mit presque 100 ans avant de se doter d'un drapeau.

En fait, il avait fallu tout un concours de circonstances. D'abord, le bouillonnement des années 1960. Ensuite, l'heureux hasard du centenaire de la Confédération en 1967. Et peut-être surtout la ferme volonté du premier ministre libéral Lester B. Pearson pour qu'un drapeau bien canadien apparût. Pearson le diplomate voulait un symbole fort, capable de témoigner de l'unité canadienne en marche. Il avait annoncé son intention à Winnipeg, en mai 1964, devant des anciens combattants des guerres mondiales qui s'étaient battus sous le Red Ensign et le Union Jack. Leur réaction fut, diplomatiquement parlant, plutôt négative. En clair, Pearson fut hué copieusement. Au moins savait-il à quoi s'attendre avant d'obtenir son symbole d'unité. La guerre du drapeau eut lieu. Elle se révéla d'autant plus virulente que le chef de l'opposition conservatrice, John Diefenbaker, avocat de formation, plaida mordicus en faveur du Red Ensign. La crise dura six mois. Finalement, Sa Majesté Elizabeth II proclama que le 15 février 1965, la feuille d'érable rouge, sur fond blanc bordé de rouge, flotterait à tous les vents canadiens, de l'Atlantique au Pacifique.

Heureusement, pour les personnes qui trouvaient que le Red Ensign avait fait son temps, la feuille d'érable rouge sur fond

blanc servait déjà à distinguer les athlètes canadiens aux Jeux Olympiques depuis 1904. Mais il faut bien rappeler que ce sont les cœurs des Canayens qui étaient le plus ouverts à accueillir la feuille d'érable. Ainsi, mon vieil ami Réal Bérard, le frère de Raymond, le cribleur de grain, n'hésite pas une seconde pour affirmer que le 15 février 1965 fut l'un des plus beaux jours de sa vie. En ce temps-là, il travaillait pour le gouvernement provincial. Son patron, Walter Danyluk, un vétéran de la Deuxième Guerre mondiale, avait défendu à ses employés de participer aux cérémonies. Réal Bérard, ainsi qu'un chinois d'origine, Ed Wong, furent les seuls à braver l'interdiction du boss.

L'artiste à qui l'on doit, entre autres, le christ de la Cathédrale de Saint-Boniface et le bronze de Louis Riel devant le musée de Saint-Boniface, s'en souvient très bien: «C'était effrayant en ce temps-là. Presque aussi pire que pendant la crise sur l'article 23 en 1983. Le jour de la montée du drapeau, c'était gênant. Il n'y avait qu'une couple de douzaines de personnes. Certains étaient là le cœur gros. C'est compréhensible. Le Red Ensign faisait partie de leur tradition. Moi, j'ai toujours aimé la feuille d'érable. Dans les *Cahiers de la Bonne Chanson* de l'abbé Gadbois, il y avait les chansons sur la feuille d'érable. Dans les défilés de la Fête-Dieu à Saint-Pierre-Jolys, on faisait flotter trois drapeaux: le tricolore français, le Union Jack et le drapeau du Vatican. Il nous semblait qu'il nous manquait notre propre drapeau. J'ai rien contre les Anglais ou les Français. Simplement, il y a un temps où t'es mûr au point d'avoir une identité. En 1965, on n'était plus à l'époque coloniale. Les Canayens ont donné le drapeau au pays et son hymne national.»

L'heure du drapeau avait sonné. Elle coïncida avec le glas du Canada français. Au Canada, le chemin de la décolonisation des esprits est encombré de remarquables ironies. L'avenir dira si notre drapeau, si ardemment voulu comme symbole d'unité, deviendra un jour un symbole d'utilité mondiale.

## Chapeau bien bas à tous les bénévoles

**L**A CARACTÉRISTIQUE PRINCIPALE d'une organisation communautaire en pleine santé est sa capacité d'attirer des bénévoles motivés. Le Festival du Voyageur, né en 1970, fait partie des grandes histoires à succès des Métis et des Canayens du Manitoba parce que, durant les premières décennies de l'événement hivernal, une foule de bénévoles se sont dépensés sans compter.

Il faut dire que l'énergie fournie par les volontaires des diverses organisations impliquées dans l'aventure du Festival du Voyageur était à la mesure de l'idée merveilleuse qui germa en 1969 chez l'homme d'affaires Georges Forest. Quand nous pensons à toutes nos petites anecdotes ou à nos grands moments vécus durant le Festival, force nous est de reconnaître ceci: heureusement que Georges Forest ne pouvait pas se résoudre à regarder sa chère ville de Saint-Boniface rater le centenaire du Manitoba. La chambre de commerce parlait bien d'organiser un festival. Mais aucune proposition n'avait suscité l'enthousiasme.

Comme le raconte tendrement sa veuve, Anita Forest: «Georges est revenu un jour d'une réunion, il a fait les cent pas dans le couloir de la maison et a eu l'illumination. Il a parlé d'un festival qui mettrait en vedette un voyageur. Le lendemain, il ne s'est pas rasé.» Alors sa femme sut qu'il était sérieux. L'inspiration de Georges Forest, qui n'avait pas encore mené la bataille contre l'amalgamation de Saint-Boniface à Winnipeg, était brillante. En effet, le thème du voyageur permettait d'aller au cœur des origines de Saint-Boniface, et donc de tout le Manitoba.

Hélène Martin, qu'il n'est pas exagéré de présenter comme la spécialiste de l'histoire du Festival du Voyageur, estime que le caractère historique de la fête constitue «un vrai coup de génie».

Puiser aux racines authentiques fit de l'événement une entreprise unique, et même irremplaçable. Car elle permit de manifester ouvertement la bonne santé de la communauté francophone. Au fil des févriers, par leur engagement, les bénévoles de la première génération prouvèrent que le Festival possédait une valeur inestimable. Cette fête communautaire permettait de s'affirmer, d'afficher son identité, avec ou sans ceintures fléchées et tuques rouges. Mais il y a plus, nous assure Hélène Martin : « La contribution essentielle du Festival, c'est d'avoir permis de conserver le patrimoine folklorique, c'est-à-dire les chansons et les coutumes, pour les générations futures. » Le Festival a aussi réveillé le passé en créant des activités comme la dérrouine, qui fit converger pendant des années les paroisses canayennes vers Saint-Boniface. Sur un autre registre, saluons la sensibilisation des jeunes à l'histoire. En 2005 par exemple, environ 14 000 élèves participèrent au programme scolaire.

Quant au Pays de CKSB, il fut toujours de la fête, et l'épaula à travers une série d'initiatives, comme le fameux déjeuner aux crêpes qui proposait des artistes en vedette. Il connut sa première édition en 1978 et sa dernière édition en 2005. Les temps avaient changé. Le déjeuner aux crêpes de CKSB fut mis sur pied dans l'esprit du service public. Il s'agissait au départ d'une coopération avec l'École Précieux-Sang, qui cherchait une manière originale de prélever des fonds. L'idée fut reprise par beaucoup d'écoles, sans doute inspirées par la radio. Cette multiplication des déjeuners aux crêpes réduisit peu à peu la popularité de celui de CKSB.

Prenons un autre exemple d'une initiative qui fit des petits. Hélène Martin rappelle qu'au premier Festival, il n'y avait qu'un seul relais, sous la responsabilité des Chevaliers de Colomb du conseil Goulet. Il eut lieu au gymnase du Juniorat des Oblats, mieux connu aujourd'hui comme la salle Jean-Paul-Aubry du Centre culturel franco-manitobain. Détail piquant : au menu, les organisateurs proposaient... de la pizza ! Mais le naturel revint au galop, si bien que le goût des traditions, de la tourtière et des « bines » prit vite le dessus lorsque les relais se multiplièrent. Évidemment, plus il y avait de relais, établis par des organisations qui voyaient dans le Festival une occasion idéale de prélever des fonds, plus grande était la foule de bénévoles dévoués.



Néanmoins, la participation des commanditaires reste la clé de la durée d'un événement particulier. Ainsi, le défilé des chars allégoriques, encore très populaire à la fin des années 1970, cessa faute d'appui financier. Les regrets furent rares, puisque les Canadiens ne sont pas aussi friands de défilés que les Américains.

Par contre l'abandon, en 1999, à l'occasion du 30<sup>e</sup> Festival du Voyageur, de l'excellent Rendez-Vous sur le boulevard Provencher, qui ouvrait la fête, ne fut jamais digéré par la communauté. Car un véritable esprit de carnaval s'était établi le vendredi soir grâce à cette initiative prise lorsque Louis Paquin occupait la direction générale du Festival. La soirée sur le boulevard était, avec les activités soutenues par Radio-Canada, un des rares événements gratuits. Son retour en 2005, sous la nouvelle direction générale de Daniel Lussier, fut salué par les plus vifs hé-ho !

Sur le plan de l'ouverture à d'autres cultures, il n'est certainement pas inutile de signaler que la fête hivernale a introduit la capitale manitobaine à la musique cajun. Il suffit de mentionner le nom de Hadley Castille, qui connut un succès immédiat dès sa première visite en février 1981. Le Louisianais avait été repéré l'année précédente à Ponteix, en Saskatchewan, par Aurèle Desaulniers, qui « avait ramené le message au Festival », selon le joli mot de l'homme au violon électrisant. Le musicien endiablé vint au Festival du Voyageur 18 ans de file, s'octroya une petite pause de quelques années, et revint en force. Il fut parmi les derniers artistes à se produire dans la salle du Rendez-Vous. C'était en février 2005. Le Rendez-Vous, ouvert en 1982 avec l'aide de Guy Savoie, alors conseiller municipal, afin de donner des revenus d'appoint à la fête d'hiver, avait vécu. Depuis le 30 avril 2006, les bureaux du Festival du Voyageur sont situés au 233 boulevard Provencher. Le Rendez-Vous fut rasé en août 2006.

Pour l'ensemble de la ville de Winnipeg, le Festival du Voyageur a apporté une contribution vraiment majeure : la sculpture sur neige. Les neigistes, au fil des années, ont fait en sorte que le grand public établisse un lien direct entre la fête d'hiver et la joie de l'art en blanc. Il y a au moins une activité que je ne peux pas manquer pendant le Festival. C'est d'aller au Parc du Voyageur découvrir les sculptures sur neige qui bénéficient du Fort Gibraltar en toile de fond. Les sculptures sont les fines fleurs du Festival et

le Fort Gibraltar est son fleuron. Qui aurait osé imaginer, au milieu des années 1970, que la semaine consacrée à la « Joie de vivre » permettrait de nouer une alliance originale entre l'art de la neige et la passion de l'histoire ?

À cette époque-là, le Festival était encore dans son enfance, tout vibrant de la fierté des Canayens, qui pouvaient enfin afficher leur présence au cœur de Winnipeg. Cela s'avéra d'autant plus nécessaire que la ville de Saint-Boniface, avec l'avènement de Unicity en 1972, fut ravalée au rang de simple quartier. Si vous étiez alors dans les parages un jour de février festivalier, souvenez-vous de la soudaine floraison des tuques rouges, des ceintures fléchées et de l'arrivée des premières sculptures en *slush* sur le boulevard Provencher. Trente ans plus tard, les tuques rouges se sont raréfiées. Par contre, les gros et les petits blocs blancs continuent de proliférer. Au point qu'ils sont à la source d'une tenace légende urbaine que tout bonifacien et winnipégois connaît bien. Je veux parler de cette rumeur persistante qui prétend que la température est clémente dans le temps du Festival, parce que les sculptures fondent toujours. Voilà un mythe qui continuera d'avoir la vie dure. Sans doute parce qu'il nous est nécessaire.

Pour les neigistes, l'aventure commença par une belle bordée de neige gratuite et la volonté de Réal Bérard de développer cet art au Manitoba. Lui-même donne le crédit à son ancien patron, Walter Danyluk, le directeur des parcs provinciaux, qui l'envoya au Festival des trappeurs à Le Pas en 1964, avec pour mission de rehausser la visibilité de l'événement. Le premier concours de sculptures sur neige tenu à Le Pas remonte à 1969. Notons en passant que le premier concours de sculptures sur neige à Québec date de 1972. Réal Bérard est un des vétérans du concours national de sculptures à Québec, auquel il participe depuis 1981. En 2006, il remporta, avec l'aide de Gary Tessier et Roger Bérard, le prix national avec sa sculpture intitulée *L'oiseau à vent*, qui était inspirée d'une scène d'enfance heureuse à Saint-Pierre-Sud. Ce n'était pas la première fois qu'il obtenait l'honneur du prix national. En tout, il a déjà récolté 14 prix au concours national de sculptures de Québec. Cependant, le doyen manitobain des neigistes n'est pas du genre à être en compétition avec les autres artistes pour des prix. Réal Bérard est tout simplement en compétition avec lui-même. Ce qui n'est déjà pas rien.

Pareille philosophie dans l'art de tailler les blocs le conduisit à avancer l'idée d'un Symposium international, où aucun prix ne serait décerné. Dès les débuts du Symposium en 1990, Réal Bérard put compter sur l'aide de l'artiste Gary Tessier, alors à l'emploi du Festival. Ensuite, la coordination fut longtemps assurée par David Mac Nair et Claude Boivin, deux artistes qui pouvaient compter sur d'ardents bénévoles et la compétence de Raymond Garand du Festival pour offrir aux visiteurs les meilleurs blocs de neige possibles. En 2006 eut lieu le 17<sup>e</sup> Symposium international. Des douzaines et des douzaines de sculpteurs du monde entier sont ainsi venus à Saint-Boniface travailler la neige pour la première fois. Beaucoup eurent la piquûre blanche et voulurent revenir chez nous, histoire de goûter encore aux caprices de ce matériau qui change avec chaque fluctuation de la température. Je pense ici en particulier aux neigistes venus d'Alsace: Bernard Hamann et Sylvia Hamann, Christian Kohler, Claude Lory ou Rolf Ball qui, grâce au français, surent exprimer plusieurs fois leurs joies et étonnements au micro de CKSB.

Outre la sculpture sur neige, le Festival du Voyageur a donné aux Winnipégois un autre héritage imprenable: le Fort Gibraltar, dont la reconstitution s'est étalée sur une trentaine d'années. L'idée de reconstruire une copie du poste de traite, bâti par la Compagnie du Nord-Ouest vers 1810, revient à Bruce Decker, disparu tragiquement. Le vieil ami du chanteur Burton Cummings eut en tout cas le temps de transmettre son virus de la recherche historique à Hélène Martin. À l'emploi du Festival, Hélène s'est penchée durant des années sur de vieux documents, afin d'assurer une reproduction aussi fidèle que possible du Fort Gibraltar.

Cette volonté de redonner vie au passé entraîna la naissance de la Brigade de la Rivière-Rouge, dont le but initial était de former des interprètes pour l'édifice en bois. C'est pourquoi les membres de la Brigade reprirent tous des noms de personnes ayant vécu. Hélène Martin choisit d'incarner Pierre Falcon, le fameux barde de la Rivière-Rouge. Sans doute parce que le Festival du Voyageur, avec ses hauts et des bas, amortis par les efforts de bénévoles, est une aventure humaine qui mérite de commencer par une chanson. Une belle aventure, si finement lancée par Georges et Anita Forest, qui avaient suscité la curiosité des

gens en se promenant à Saint-Boniface en costume de l'époque des voyageurs. La meilleure preuve de l'impact de leurs sorties publiques sur les esprits réside peut-être dans ce détail : la seule activité tenue au premier Festival qui existe encore est le Bal du Gouverneur.

Le bénévolat fait aussi toute la différence au sein d'une autre institution : la radio communautaire. Envol 91 FM est une initiative du Conseil jeunesse provincial. En 1984, son directeur général, Vincent Dureault, avait convoqué une réunion publique. Il donnait ainsi suite à un rapport rédigé par son prédécesseur au CJP, Robert Boucher, l'actuel webmestre de CKSB et réalisateur de longue date. Une cinquantaine de personnes avait montré un intérêt. Charles Gagné fut nommé président d'un conseil d'administration provisoire. Après les tribulations classiques liées à la concrétisation d'un projet sans véritable équivalent, la station entra en ondes au mois d'octobre 1991 avec les lettres d'appel CKXL.

Le bénévolat constitue « le cœur d'Envol », selon la belle expression d'Annie Bédard, qui occupe depuis novembre 2001 la direction de la radio : « L'engagement de la part des bénévoles est incroyable, car ils comprennent bien que la radio est un outil de développement communautaire qui leur appartient. » Bon an mal an, Envol dispose d'une soixantaine de personnes qui assument la responsabilité d'émissions. Une émission de deux heures exige au moins quatre heures de préparation. Parmi les bénévoles des toutes premières années encore actifs en 2006 figurent Émile Hacault, Charles Leblanc, Marc Giguère et Denise Lécuyer, qui est passée au micro en 2000. Pour faire bonne mesure, ajoutons les noms de Hélène Perreault, Évelyne Lachapelle, Philippe Bardet, Claire Desrosiers, Alain Chappaz, Normand Fisette, Len Osamoto, Claire Bérubé, Ronald Lamontagne, Kevin Prada et Christine Guyot. Et autorisons-nous un clin d'œil du côté du Pays de CKSB, puisque Patrick Rey, le réalisateur depuis 2005 de *Radio-Réveil*, fit ses premières armes d'animateur à la radio communautaire dès l'ouverture du poste en 1991. Envol 91 FM diffuse dans un rayon de 120 kilomètres autour de Winnipeg. La station est aussi accessible sur Internet, mais ne peut accueillir qu'une dizaine d'auditeurs à la fois.

Le rêve affiché des responsables d'Envol est d'obtenir un appui financier plus soutenu du public. La station compte en 2006 quelque 350 membres, qui ont payé une cotisation annuelle d'au moins 20 \$. Soulignons que la station est l'organisation communautaire qui doit prélever le plus d'argent afin de fonctionner. Son budget s'élève à quelque 200 000 \$ en 2006, dont la moitié provient de subventions. C'est pourquoi Envol 91 FM organise deux activités de prélèvement de fonds. En janvier se tient, depuis 2003, *Le chaud de l'hiver*, en partenariat avec le groupe musical Les Louis Boys. En juin, généralement, le poste fait appel à la générosité de l'auditoire via une campagne d'adhésion.

En 15 ans d'existence, cet outil de développement communautaire, qui doit faire des miracles comme le CKSB des années 1940 et 1950 faisait des miracles, a connu sa part de problèmes. Mais les difficultés n'ont pas réussi à entamer la foi d'un noyau dur de bénévoles. Annie Bédard note que les plans d'avenir sont conçus dans un esprit de stabilisation : « Nous savons que notre public est surtout composé d'auditeurs entre 18 et 45 ans. Nous visons l'enracinement en région. Toutefois, nous voulons que les gens s'entendent, qu'ils soient de la ville ou de la campagne. Nous voulons que les gens réalisent des émissions radiophoniques à leur image. Car nous croyons que Envol est plus que le reflet de la communauté. Nous croyons qu'elle est la voix de la communauté elle-même. Et nous voulons que la communauté s'exprime par la radio sur ce qui se passe, ici et ailleurs. Dans notre vision d'avenir, nous misons aussi beaucoup sur le développement de projets jeunesse, donc nous cherchons à poursuivre la formation des jeunes intéressés à la radio ainsi qu'à participer au renforcement des radios scolaires. »

Puisque l'état d'esprit d'une organisation communautaire est intimement lié à sa capacité d'attirer des bénévoles, force est de saluer le travail des artisans d'Envol 91 FM, qui font la preuve du désir de créativité au quotidien en français.

## Créateurs talentueux cherchent diffuseurs

**L**A TECHNOLOGIE RADIOPHONIQUE, puis la technologie télévisuelle eurent toujours besoin des créateurs, chargés d'apporter le nécessaire supplément d'âme aux ondes afin qu'elles fussent attirantes. De leur côté, les créateurs surent s'adapter aux exigences particulières des ondes pour conquérir un public.

En 1923, à la naissance de la radio gouvernementale CKY, l'unique poste manitobain payait un seul employé: Darby Coats. Son travail consistait à dénicher de bons chanteurs et musiciens capables de satisfaire l'auditoire. Marius Benoist, jeune musicien et compositeur de Saint-Boniface, obtint assez rapidement ses entrées à CKY. Si bien qu'à l'arrivée de CKSB en mai 1946, les fondateurs du petit poste privé purent compter sur des artistes canadiens-français qui possédaient déjà une honnête expérience radiophonique. Parmi les talents familiers de studios de radio qui offrirent temps et talents au CKSB des premières années figurent en bonne place Yvonne Poitras, née Thorimbert, originaire de Notre-Dame-de-Lourdes. Elle connut le micro à 12 ans, en 1929, lorsqu'elle participa à un programme de Marius Benoist à CKY. Yvonne Poitras, en compagnie de Denise Guyot et Fabiola Desrosiers forma le Trio harmonique, qui se produisit durant plusieurs saisons au poste communautaire.

La première soirée de programmation de CKSB préfigura tout à fait l'alliance naturelle qui allait s'établir entre les diffuseurs d'émissions et les artistes. L'ouverture du poste se fit un lundi 27 mai 1946, à 6 heures du soir, heure avancée. Le coup d'envoi fut donné par Henri Bergeron, artiste de cœur et communicateur dans l'âme. La longue histoire d'amour entre un public et ses talents locaux produisit beaucoup de fruits joyeux et de souvenirs

chaleureux. Car la radio de l'après Deuxième Guerre mondiale fournissait aux artistes l'occasion rêvée de se faire valoir en direct. C'était encore la belle époque où les auditeurs avaient soif d'entendre les chansons du patrimoine et faim de connaître les nouveautés musicales. L'esprit d'ouverture et de découverte régnait. Pendant une bonne décennie, un nombre considérable de musiciens et de musiciennes se dévouèrent sans compter afin que CKSB pût garder sa force d'attraction.

Le ton fut donné sans équivoque dès les premières minutes en ondes. Marius Benoist, le vétéran radiophonique, dirigeait la Fanfare La Vérendrye, accompagnée d'un chœur, pour un *Ô Canada* qui engendra moult larmes de joie. Heureux ceux qui vécurent en pleine conscience ce moment-là. Car plus jamais pareille émotion ne retraversa le Manitoba français. C'est que les bons artistes ont le tour de vous émouvoir d'un simple coup d'archet. Prenons comme exemple significatif la jeune et talentueuse violoniste Gisèle La Flèche, qui donna un récital dans la soirée du 27 mai 1946. Quelques années plus tard, Gisèle La Flèche, sous le nom de Gisèle MacKenzie, flirta avec la célébrité, grâce à l'avènement de la télévision, cette extraordinaire technologie de diffusion pour les créateurs.

Mentionnons que la participation de la famille La Flèche au succès du Pays de CKSB fut particulièrement exemplaire. Ainsi, la mère de Gisèle MacKenzie, la pianiste Mariette La Flèche, accompagna, durant des années, chanteurs et chanteuses. Sa fille Janine La Flèche avait dit: «CKSB était le deuxième chez nous de maman.» Janine La Flèche avait elle-même animé un temps une émission. Un programme de 15 minutes durant lequel l'artiste chantait et s'accompagnait au piano. Son cachet de 4,50 \$ ne couvrirait même pas les frais des partitions. Au chapitre des grandes fidélités, comment ne pas évoquer Lucien Daoust? Son émission, intitulée les *Variétés françaises*, fut reprise ensuite par Raymond Bernier, l'un des fondateurs du Cercle Molière.

La part de cette troupe de théâtre aux belles heures de CKSB est loin d'être négligeable. Pour donner une petite idée de l'alliance entre CKSB et les comédiens dans les toutes premières années du poste, un seul chiffre suffit: CKSB réalisa plus d'une quarantaine de pièces de théâtre dans ses studios. L'explication

tient en grande partie à la présence de l'annonceur-producteur Léo Rémillard, qui occupait la présidence du Cercle Molière à son embauche à CKSB. Il fit de CKSB un véritable producteur et diffuseur de théâtre. Parmi les participants, une mention toute spéciale doit être accordée aux comédiens radiophoniques Pauline Boutal, la directrice artistique du Cercle, et Gilles Guyot, l'un de ses piliers qui avaient accepté de jouer avec seulement leur voix. Vraiment, chanceux les radiophiles qui connurent le temps où les artistes se rendaient en studio et jouaient en direct, du fait des moyens d'enregistrement étaient rudimentaires.

À CKSB, cette spontanéité fut spécialement de rigueur durant les nombreux concours de violoneux, qui commencèrent dès 1947. À ces occasions-là, la présence métisse était évidemment forte. CKSB eut dès ses débuts quelques orchestres maison. Pensons à Marcien Duhamel et ses Sunny Mountaineers, Andy Desjarlais et ses Early Settlers ou encore à Colin McDougall et ses Seine River Boys. Petit détail : le joueur de batterie Marcel Vermette joua souvent, à la fois pour Andy Desjarlais et Colin McDougall. En hommage à tous ces musiciens du fond métis, qui devinrent des habitués des studios de CKSB, saluons en particulier la mémoire d'Alphonse Smokey Ferland, de son frère Léo Ferland, de Ted Plouffe, Paul Lévesque, Ti-Pit Léger, Pit Couture et Slim Martin. Le fameux *Ranch 1250*, qu'ils surent égayer en grand style, resta en ondes de 1948 à 1968.

En 1973, après l'achat de CKSB par Radio-Canada, un autre type de relation se développa entre la radio et les talents locaux. Il faut d'abord se souvenir que, durant les années 1970, la télévision française CBWFT vivait ses heures de gloire. Les artistes purent assez facilement se présenter à des émissions qui mettaient la jeunesse en vedette, comme *Dimension J*. C'était l'époque où le Manitoba français pouvait pleinement faire entendre sa voix créatrice. Car la Société Radio-Canada, qui a l'avantage d'être à la fois producteur et diffuseur, employait plusieurs réalisateurs. Citons pour mémoire les noms de Marcel Collet, Léo Foucault, Michel Lavoie, François Savoie et Richard Simoens.

De son côté, la radio publique s'acquittait de son mandat d'encourager les créateurs via l'émission hebdomadaire *Voix et Rythmes du pays*, qui durait une demi-heure. Des enregistrements



avec des jeunes artistes manitobains furent produits tout spécialement pour alimenter l'émission nationale. Parmi celles et ceux qui eurent la vedette, remarquons : Léo Gosselin, Gilberte Bohémier, Guillaume Boux, Nicole Brémault, Gisèle Fredette, Kelly Fry, Gérald Laroche, Hélène Molin, Pierre Guérin, Norman Dugas et Jacques Lussier. Mais si vous manquez l'émission le jour où un Manitobain était à l'affiche, vous l'aviez manqué pour toujours. Ce problème fut résolu par l'initiative du concours Phonogramme, né en 1987. En effet, l'artiste gagnant du Phonogramme peut enregistrer sa chanson primée, chanson qui peut ainsi être diffusée et rediffusée, à CKSB ou ailleurs.

Gilles Fréchette, le chef des émissions à CKSB, souligne la volonté du poste de participer au développement des talents dans le domaine de la chanson. Outre le concours Phonogramme, cet engagement fit naître un partenariat entre CKSB, le 100 NONS et le Centre culturel franco-manitobain, dont le résultat fut baptisé *En éclosion*. Ainsi, depuis le début des années 1990, entre six et seize personnes se présentent sur scène pour le seul plaisir de chanter et la possibilité de s'entendre à la radio.

*En éclosion* est devenu une sorte d'incubateur qui alimente les candidatures au *Gala manitobain de la chanson*, qui met en vedette six artistes ayant été sélectionnés suite à des auditions. L'événement annuel est diffusé en entier, mais en différé. Les deux lauréats du *Gala manitobain de la chanson* participent ensuite au *Chant' Ouest*, où ils se retrouvent en compétition avec les six lauréats des trois autres provinces de l'Ouest. Gagner le *Chant' Ouest*, établi en 1990 par Radio-Canada en Alberta sous le nom de *Gala interprovincial de la chanson*, n'est pas insignifiant. Car ces lauréats se rendent d'office à la demi-finale du fameux Festival international de la chanson de Granby, au Québec.

Sur le plan de l'aide aux musiciens, signalons encore la série *Québec Jazz à l'Ouest*, mise sur pied en 2005. Il s'agit d'un projet conjoint entre Radio-Canada et CBC. L'aspect original de *Québec Jazz à l'Ouest* consiste à réunir des musiciens manitobains et des vedettes québécoises qui ne les connaissent pas. L'idée est de les laisser créer ensemble de la musique, qui est ensuite diffusée à travers tout le pays sur Espace Musique et Radio Two. L'espoir des organisateurs est que ces rencontres d'artistes permettent aux participants de tisser des liens personnels.

Un autre projet conjoint entre les deux radios publiques manitobaines est le *Festival de l'humour*, établi en 2002 et destiné à développer des talents d'humoristes. Ce projet apporte de l'humour à l'extérieur de Winnipeg, puisque les humoristes font une tournée de cinq spectacles, dont quatre en région. En français, le projet a été baptisé *Drôlement vôtre*. Il permet de parsemer d'humour la programmation de CKSB. Notons enfin avec intérêt que depuis 2003, les stations radio-canadiennes de l'Ouest ont entamé un partenariat avec les Alliances françaises qui organisent un *Printemps des poètes*. Les poètes choisis ont ainsi l'occasion de pouvoir faire entendre leur poésie en ondes. Pareille diffusion représente un événement plutôt rare dans la vie d'un poète.

Dans le monde manitobain de la télévision publique francophone en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, le tableau a grandement évolué depuis les belles années 1970, alors que CBWFT produisait un nombre considérable d'émissions. À l'échelle du pays, la tendance lourde pour Radio-Canada, depuis les années 1980, c'est de réaliser de moins en moins de productions régionales. Au Manitoba français, cela signifie, concrètement, une visibilité très réduite au petit écran. Une situation qui chagrinaient l'artiste caméraman Charles Lavack.

En 1990, Charles Lavack devenait directeur photo, la plus haute reconnaissance qu'un caméraman puisse obtenir de ses pairs. Mais le natif de Sainte-Anne-des-Chênes commençait à se fatiguer de tourner en anglais des longs métrages américains. En 1994, avec 20 ans de métier et une centaine de films à son actif, il rencontra Louis Paquin, qui avait goûté au monde de la production durant son passage à la direction du Festival du Voyageur. Charles Lavack lui tint à peu près ce langage : « C'est important qu'on fasse nos propres films. Ce n'est pas le talent qui manque chez nous. On a de belles histoires à raconter. Ça me ronge que l'Office national du film et Radio-Canada ne produisent presque plus localement. Il faut établir une compagnie pour être capable de se raconter à travers le cinéma. »

Les rêves généreux de Charles Lavack ont été très difficiles à concrétiser. La fondation des Productions Rivard en 1995 vaudrait un documentaire en soi. En résumé, c'est l'histoire de deux hommes passionnés, persévérants et, donc, capables de défier le

destin. Dixit Charles Lavack: « Avec les Productions Rivard, on tenait la structure qui nous permettait d'avancer, de découvrir de jeunes talents, de les pousser plus loin, de leur faire écrire des histoires qui, j'espère, iront un jour sur grand écran. »

La vision était enlevante. Encore fallait-il convaincre des institutions absolument pas intéressées à voir naître une compagnie de production cinématographique indépendante dans l'Ouest. Une année entière et une succession de petits miracles furent nécessaires pour réussir ce tour de force. D'abord, il fallut l'aide de gens prêts à faire leur part à Radio-Canada, à l'Office national du film et au ministère canadien des Ressources humaines. Toutefois, ces coups de pouce d'individus n'auraient pas suffi si, à la même époque, le gouvernement fédéral n'avait pas exigé des institutions fédérales qu'elles participent au développement de la francophonie hors Québec. Une francophonie qui, sur le plan de l'aide financière, relevait jusqu'alors essentiellement de Patrimoine canadien. Ce *timing* béni joua en faveur des fondateurs de Rivard. Il fit en sorte que Téléfilm Canada montra une certaine ouverture d'esprit.

Et c'est ainsi que put sortir, en 1997, deux pleines années après la naissance des Productions Rivard, un film sur l'architecte Étienne Gaboury. Précisons que durant ces deux longues années, Charles Lavack et Louis Paquin encoururent de gros risques financiers. Il n'est pas non plus inutile de noter que Téléfilm Canada doit son existence à la volonté d'Ottawa d'avoir en place une politique en faveur des arts et de la culture. À cause du rouleau compresseur états-unien, le fédéral se trouve bien obligé d'affirmer l'identité du Canada. Cette politique volontariste est vitale pour la bonne santé de l'industrie cinématographique canadienne, dans son ensemble toujours fragile.

L'effort pionnier des fondateurs des Productions Rivard leur valut une reconnaissance publique en octobre 2005, lorsqu'ils obtinrent le prix Riel, distinction qui coïncida avec le dixième anniversaire de l'entreprise. À ce moment-là, Louis Paquin n'hésita pas à se montrer ouvertement inquiet de n'avoir pu encore convaincre les institutions clés de la francophonie manitobaine de devenir des collaborateurs actifs. Il fit valoir que « Rivard n'est pas une maison de production comme les autres, à vocation purement

industrielle. Rivard ne peut et ne veut pas vivre comme un simple business. Son impact communautaire fait partie de sa raison d'être. À Rivard on a un appétit pour faire du contenu. Mais il faut aussi un appétit pour manger ce contenu. Donc il nous faut des clients au Manitoba, pas juste à Toronto avec TFO, la télévision publique franco-ontarienne, ou à Montréal avec TVA, pour laquelle nous produisons une émission hebdomadaire.»

Clairement, l'ironie du sort pour ce véritable centre de culture à Saint-Boniface s'exprime par une statistique: la plupart des émissions réalisées durant les dix premières années ne furent pas diffusées au Manitoba. Au moins, la vingtaine d'employés à temps plein de Rivard, ainsi que la quarantaine de contractuels, firent la démonstration qu'ils possédaient la capacité de se tailler un public.

D'ailleurs, les Productions Rivard semblent avoir le vent dans les voiles en ce début de deuxième décennie d'existence. Ainsi, une avancée remarquable est enregistrée du côté de Radio-Canada à Montréal. La percée assura en 2006 la production et la diffusion de *Séquestrés*, une fiction de 72 minutes du juge et auteur Glenn Joyal, réalisée par Pierre Houle, qui a à son crédit les séries télévisées *Scoop* et *Omerta*. 2006 fut aussi l'année de la production d'un documentaire sur Henri Bergeron, le gentleman communicateur qui sut faire de CKSB le tremplin d'une carrière radio-canadienne.

Un jour, l'avenir nous soulignera peut-être que les fondateurs de la maison de production indépendante furent bien inspirés d'appeler leur entreprise Rivard. La suggestion leur avait été faite par René Piché. Léon Gédéon Rivard fut curé de la paroisse Notre-Dame de la Miséricorde à Île-des-Chênes entre 1917 et 1941. Monsieur l'abbé était un patenteux hors pair. Son ingéniosité lui permit, par exemple, de construire sa propre moto-neige et son propre observatoire pour traquer les étoiles éloignées. Passionné de cinématographie, il en fit profiter ses paroissiens. Le curé leur présentait ses films, tournés entre 1936 et 1943.

Jusqu'à présent, Léon Gédéon Rivard n'a certes pas à se plaindre que son patronyme soit associé à des gens aussi débrouillards que Charles Lavack et Louis Paquin.

Enfin, pour souligner encore la part indispensable que les

créateurs talentueux apportent aux diffuseurs, voici la liste des chansons retenues pour le concours Phonogramme de CKSB. Cette liste peut être interprétée comme un grand coup de chapeau nostalgique et reconnaissant aux artistes pionniers qui surent égayer les ondes du Pays de CKSB durant la première décennie du poste. Les noms des chansons qui ont remporté le concours annuel depuis sa création en 1987 figurent en italique.

1987: *Marin Breton* et *Doubler le monde*, de Jacques Lussier; 1988: *La maladie du mur*, de Suzanne Druwé; 1989: *Plaine étude*, de Jean-Pierre Brunet; 1990: *Contact*, de David Larocque, chantée par Joanne LaCoste et *Chaque fois*, de David Larocque, chantée par Marie-Claude McDonald; 1991: *Le vent d'été* et *Viens me rencontrer*, de Jeff Staflund; 1992: *Lundi matin* et *Le vide*, de Valjean; *Si tu veux*, de Edmond Dufort; 1993: *Danse* et *Maman*, de Marie-Claude McDonald; *Lettre à un fou manqué* et *Erindera*, de Marcel Soulodre; 1994: *Laissons-nous aller* et *Trompeur*, de Underground Grenouille, chantée par Janine Gobeil; 1995: *Rêve* et *Septembre*, de Sujet à la calembredaine journalistique contemporaine; *Can't Stop Boogie* et *Le chasseur*, de Gérald Laroche; *Le jardin sauvage* et *Moi j'aime être maniaque*, de Marcel Soulodre; 1996: *Petites souffrances*, de Annick Brémault; *Au pays de la radio*, de Marcel Soulodre; 1997: *Les anciens*, de Edmond Dufort; *Le pas de sa danse*, de Brigitte Sabourin; 1998: *Juste en tout cas*, de Paul Lachance; 1999: *Donne-moi un peu de place*, de Marie-Claude McDonald; 2000: *Étranger*, de Natasha Kaminski; 2001: *Micheline*, de Édouard Lamontagne; 2002: *Plus l'hiver*, de Nadia Gaudet; 2003: *J'me balade sur un côté de la lune*, de Damien Lussier; 2004: *Le ciel est rose*, de Annick Brémault; *Mal aux pieds*, de Daniel Roy; 2005: *L'amour existe*, de Alexandre Coutu; 2006: *Rester ici*, de Mathieu Roy.

## L'abbé Léo Couture et l'heureux tremplin de la censure

**L**E CHOIX MUSICAL pour une station comme CKSB, dont la spécialisation est le service public, peut à l'occasion relever du casse-tête. Pensez que chaque semaine apporte au 607 rue Langevin son lot de nouveautés. Afin de déterminer les chansons qui passent en ondes, un comité d'écoute se réunit une fois par mois. Le comité d'écoute est ouvert à tous les artisans de CKSB, et au moins un représentant par émission participe à la rencontre mensuelle. Le comité fut formé en 1993 avec l'objectif de « sélectionner la musique en vue de plaire au plus grand nombre possible, sans agacer ».



PHOTO : LÉO COUTURE

*L'abbé Léo Couture.*

Les pièces musicales retenues sont donc choisies en fonction de ce qui pourrait séduire un auditoire dont le seul lien commun est la volonté de goûter au français. Vous le voyez, le tri des chansons relève plus de l'art et de l'intuition que de la science exacte. Ensuite, dépendant du nombre de fois que les chansons retenues passent en ondes, un Palmarès est établi. Ce Palmarès est publié une fois par mois dans l'hebdomadaire *La Liberté*. Ainsi, si vous aimez être tenu au courant des tendances dans la chanson française, ce Palmarès vous offre un bon son de cloche sur ce qui passe à l'antenne de CKSB, et au Canada dans son ensemble.

La question délicate du choix musical à CKSB se posa bien entendu dès les premières heures du poste. En particulier vis-à-vis

de la chanson française de France, de la chansonnette, comme on disait à cette époque. Car la chansonnette était une découverte autant pour les animateurs que pour l'auditoire. La politique de diffusion en vigueur était assez simple. Sous la supervision du directeur de la programmation, René Dussault, les annonceurs sélectionnaient les chansonnettes, les passaient en ondes et, à la moindre plainte, la chanson incriminée passait à la trappe. La célèbre chanson « Valentine », de Maurice Chevalier, eut une brève vie à CKSB. Chevalier, la coqueluche de ces dames, chantait une histoire de « petits petons », qui rimait si joliment avec « petits tétons ». Le téléphone sonna sur l'heure et Valentine fut immédiatement condamnée.

Lorsque René Dussault quitta CKSB en 1952 pour Radio-Canada, le choix musical fut placé entre les mains de l'abbé Pierre Raymond, nommé par l'archevêché à la fonction de censeur. La censure était considérée comme tout à fait normale. Sauf qu'au fil des saisons radiophoniques, les auditeurs constatèrent que le censeur diocésain avait des intérêts musicaux plutôt limités. Des participants à la douzième assemblée annuelle de Radio Saint-Boniface, en avril 1956, firent valoir, avec une certaine insistance,



PHOTO S: LÉO COUTURE



*Léo Couture, jeune homme  
et enfant, à cheval  
rue Desautels  
à Saint-Boniface.*

que Pierre Raymond n'avait pas le monopole du bon goût. Quelques semaines plus tard, Mgr Maurice Baudoux, homme de décision, opta de confier l'important travail de censure à son secrétaire, un prêtre fraîchement ordonné, âgé de 25 ans, Léo Couture.

À ce moment-là, le Bonifacien né en 1931, qui grandit au 152 rue Notre-Dame, n'était pas encore aussi connu que Barabbas dans la Passion. Ce qui était nettement le cas lorsqu'il célébra ses 50 ans de prêtrise le 13 juin 2006, en la saint Antoine de Padoue. Sans conteste, l'abbé Couture se place parmi les prêtres les plus colorés de l'archidiocèse de Saint-Boniface. Sa facilité de parole et son esprit d'ouverture contribuèrent grandement, au fil des décennies, à ancrer sa réputation d'original. Le père de Léo Couture était un Canayen du nom de Paul Couture. Sa mère, une française originaire de Notre-Dame-de-Lourdes, entretenait sa réputation de cordon bleu. Ainsi, bien qu'il n'y eût point de riches habitant rue Notre-Dame dans les années 1930 et 1940, madame Couture n'hésitait pas à affirmer : « La reine d'Angleterre ne mange pas mieux que nous ! » Comme elle n'était pas du genre à compter les parts, ses convives approuvaient de bon cœur son affirmation.

Durant les célébrations de mai 2006 entourant les 100 ans de l'école Provencher à Saint-Boniface, l'abbé Couture ne manqua pas d'avoir quelques pensées émues pour Mademoiselle Léonie Guyot, sa « maîtresse du grade 4 », comme on disait avant l'introduction des écoles pleinement françaises. Léonie Guyot décéda en 2005 à l'âge de 96 ans. Ses funérailles furent célébrées par deux anciens élèves du grade 4, les abbés Lionel Bouvier et Léo Couture. Ce dernier utilisa toute les ressources de sa faconde afin d'évoquer dignement la mémoire de cette institutrice légendaire, qui enseigna pendant 48 années, dont 42 passées à l'école Provencher. Léonie Guyot était la grande amie de Gabrielle Roy avant son départ vers l'Est en 1937. Femme cultivée, l'enseignante originaire de Fannystelle participa, dans les débuts de CKSB, à un jeu questionnaire intitulé *Eureka*, qui connut une belle popularité durant plusieurs saisons.

Léonie Guyot possédait de grands yeux fort animés, dans lesquels vivait toute sa vocation d'institutrice. Mais je cède la



parole à Léo Couture, qui l'apprécia dans l'exercice de ses fonctions : « Elle avait du feu dans les yeux. Ça bouillonnait de vie. Léonie avait le tour de te percer le cœur avec son regard. C'est la seule qui m'a frappé. Une claque au visage. Mais je ne lui en ai jamais tenu rancune. Elle avait un cœur tellement grand. Avec Léonie Guyot, tu sentais que c'était quelque chose d'être Canadien français et catholique. »

Au Collège des jésuites, Léo Couture rencontra un autre personnage : le Père Martial Caron, qui lui martela une lumière essentielle. Un dogme, professait ce jésuite né à Saint-Charles au Manitoba, ce n'est pas une formule figée. Non. Un dogme, c'est un tremplin. Un tremplin sur lequel il faut rebondir. Voilà pourquoi, après 50 ans de sacerdoce, Léo Couture se trouve encore « en état de grossesse spirituelle perpétuel ». Le membre du tribunal matrimonial diocésain précise ainsi sa pensée : « Sinon, tu fais de la théologie de tiroir. Tu ouvres un tiroir et tu trouves des définitions toutes prêtes. J'ai peur des définitions théologiques qui veulent geler les choses. » Afin d'éviter pareil écueil, il s'efforce de cultiver le mystère. Ou bien plutôt, il tente de dépouiller le mystère. Ainsi a-t-il fait sienne cette recommandation du pape Jean-Paul II : « Le prêtre ne doit pas perdre le sens de son mystère. »

Cependant, Léo Couture voit le mystère à l'œuvre dans nous tous. Lui qui prêche beaucoup de retraites, soutient : « Le mystère de la personne me touche profondément. Il ne faut surtout pas que tu perdes le sens de ton mystère, sinon t'es mort ! Moi, je suis toujours sur le tremplin, à plonger vers le mystère. » Un tel élan permet à l'ancien curé de la paroisse Cathédrale, entre 1972 et 1986, de passer « pour un peu fou sur les bords ». Un trait de caractère qui lui permit, quand il le jugeait nécessaire, de tenir tête à son archevêque. Comme la fois où des plaintes parvinrent à la chancellerie, parce que le jeune prêtre Couture ne portait pas le collet romain. Quand Mgr Baudoux lui fit des remontrances, il lui tendit un collet romain en lui disant : « Monseigneur, si mon sacerdoce se résume à un bout de plastique, alors je vous le remets ! Après ça, Monseigneur Baudoux ne m'en a plus jamais reparlé. »

En fait, l'archevêque pointilleux savait accorder une grande latitude d'action à ses prêtres. Ainsi, lorsqu'il confia à son tout jeune secrétaire la tâche de la censure musicale à CKSB, Léo

Couture ne reçut aucune directive. Pendant 11 années, de 1956 à 1967, à raison de trois à quatre soirs par semaine, durant une heure et demie à deux heures, il écoutait des chansons. À partir des années 1960, il put compter sur l'aide de l'éducateur Marcel Lancelot. En tout, plus de 15 000 disques furent examinés. Le censeur officiel en rejeta moins d'une centaine. Parmi ses bêtes noires se trouvait le chanteur Serge Reggiani, qu'il estimait « bien trop macabre ».

Toutefois, ce qu'il importe de souligner ici, c'est le fait que l'exercice de la censure devint pour Léo Couture un formidable tremplin personnel. Car effectuer la censure représenta l'opportunité rêvée de développer ses goûts musicaux. Il put appliquer à fond le principe de la vision spirituelle que lui légua le Père Caron. L'amateur de musique put bondir et rebondir pour mieux sauter et plonger dans les eaux profondes de la création. Il découvrit des perles de paroliers, des bijoux mélodiques et « des interprètes inspirés comme Bécaud ou Dalida ». C'est d'ailleurs à la faveur d'un hasard bien exploité lié à la censure que Léo Couture, alors qu'il était curé de Saint-Norbert, réussit à faire prolonger une tournée de Bécaud jusqu'à Winnipeg. Il répéta le même coup avec Hugues Auffray et Mireille Mathieu.

En 2006, quarante ans après avoir terminé sa longue activité de censeur, Léo Couture note : « Ce mot de censure ne me convient plus. Car je n'ai pas le sentiment d'avoir imposé une vision morale. » Au-delà des mots, une vérité est cependant demeurée constante : le tremplin de la censure n'a jamais cessé de nourrir en lui un penchant poétique qui, assure-t-il, participe à le rendre heureux : « Dans les retraites que je prêche, je mets les gens au défi de se transformer en buissons ardents. Quand je pense à l'incendie qui a détruit la Cathédrale en 1968, je me dis que ça a pris un feu d'église pour rassembler toutes sortes de gens. Il m'arrive de suggérer qu'il faudrait mettre toutes les églises au feu tous les 50 ans pour que les gens fassent à nouveau communauté pour rebâtir l'église. »

Évidemment, ce genre de considération de la part du chargé de la paroisse de Steinbach depuis le tournant du millénaire font froncer plus d'un sourcil. Mais cela est bien égal à cet amateur d'aventures, de voyages et de tous les romans policiers d'Agatha

Christie, qu'il trouve aussi bien écrits que chargés de mystère. Celui qui fut aussi aumônier des Sœurs grises pendant 20 années persiste et signe : « Pour rester bien vivant dans notre monde d'aujourd'hui, il faut une bonne dose de folie. »

D'ailleurs, en parlant de signer, l'abbé Couture a pris l'habitude d'ajouter à sa signature les lettres P.H. Vous vous en doutez sûrement, elles ne correspondent pas à la dignité ecclésiastique de prélat d'honneur. Ces lettres P.H. renvoient plutôt à l'abréviation de... « Prêtre Heureux ». Comme il en fit un jour la remarque à Mgr Antoine Hacault, alors que l'Église catholique romaine était touchée par quelques scandales impliquant des prêtres : « Un prêtre malheureux peut facilement devenir un prêtre dangereux. »

Assurément, chez l'abbé Léo Couture, à en juger par son degré de popularité, le type de folie qu'il cultive à chaque rebond sur son tremplin spirituel n'est pas dangereux. Encore qu'il souhaite, avec un grand rire, que cette folie devienne contagieuse.

## Une conscience radiophonique modèle

UN ESPRIT D'OUVERTURE habite au 607 rue Langevin, où travaillent les employés de CKSB depuis 1946. Osons soupçonner que cet esprit d'ouverture fréquente ce lieu depuis que le feu réduisit à néant le Collège de Saint-Boniface en 1922. Les flammes n'épargnèrent qu'un appendice : la cuisine. En hommage aux morts, la cuisine, sauvée du brasier, mais dorénavant inutile, fut transformée en chapelle. Puis elle devint local scout, avant de connaître sa quatrième vie : cœur du Pays de CKSB.

Cet esprit d'ouverture lié à l'ancienne cuisine du Collège semble se manifester d'une façon toute particulière depuis une douzaine d'années. Je songe d'abord à la remarquable série *Les Contes du monde*, dont la diffusion commença en 1995. Il s'agissait, en quelque sorte, d'une suite à la très populaire série *Les Petites Oreilles*, qui ciblait les enfants. Le concept des *Contes du monde* avait été développé par l'actuel chef des émissions de CKSB, Gilles Fréchette. L'idée de créer une série d'émissions visant d'abord les 8 à 12 ans lui vint à un moment où Winnipeg connaissait une suite d'incidents à caractère raciste. Le racisme, c'est bien connu, est une conséquence de l'ignorance, de la fermeture d'esprit. Gilles Fréchette, fidèle à la mission d'ouverture et d'éducation du service public, établit un partenariat avec le Bureau de l'éducation française, le BEF.

Résultat : durant trois saisons radiophoniques, les gens du Pays de CKSB purent visiter une soixantaine de pays. Peut-être vous reste-t-il des souvenirs d'un voyage radio en Chine, en Norvège, en Côte d'Ivoire, au Guatemala, en Mauritanie, au Bénin, au Maroc, au Vietnam ou au Sénégal? À raison de cinq épisodes par pays, d'une durée de un quart d'heure chacun, cela faisait donc pas moins de 300 émissions à réaliser. Émissions qui furent écoutées attentivement dans les écoles, puisque les

enseignants disposaient d'un cahier pédagogique. Émissions qui sont d'ailleurs toujours écoutées dans les écoles. Plus de dix après leur création, *Les Contes du monde* continuent leur œuvre de sensibilisation de la jeunesse.

Glissons au passage que Gilles Fréchette est resté touché par la chaleur des ambassadeurs qui parlaient de leur pays à travers leur cœur d'enfant afin d'évoquer des sujets comme les mœurs familiales, l'école ou les fêtes dans leur pays. Cependant, ce qui lui fit le plus plaisir avec le projet des *Contes du monde*, ce fut de recevoir des commentaires favorables d'auditeurs adultes, heureux de leurs voyages intimistes dans des cultures inconnues. Des auditeurs africains furent sans doute aussi ravis, puisque la série conçue à CKSB fit partie d'émissions que Radio-Canada offrit à la radio éducative par satellite qui diffuse sur l'Afrique.

L'ouverture du poste sur le monde est aussi particulièrement manifeste dans la volonté constante de jumeler le Pays de CKSB avec une radio publique en France. Gens du Pays de CKSB, vous êtes sûrement conscients de l'excellente coopération qui existe depuis janvier 2003 entre France Bleu Alsace et CKSB. Ou, pour le dire avec un micro, vous avez probablement été témoin de la complicité entre l'animatrice Suzanne Kennelly et son confrère Thierry Kallo à Strasbourg. Il se trouve que ce degré d'entente entre deux radios publiques n'a encore jamais été atteint entre le Canada et la France. Écouter un partage d'informations entre ces deux animateurs vous place en présence d'une authentique volonté d'ouverture réciproque. Ce jumelage entre l'Alsace et le Manitoba n'a pas encore eu d'équivalent.

En fait, les échanges officiels de radios francophones publiques ont une durée de vie contractuelle de deux ans. Le premier de ces jumelages pour CKSB avait été initié en 1997 par René Fontaine, qui est aujourd'hui le directeur de la radio et de la télé françaises pour tout l'Ouest. Il s'agissait d'un échange d'éléments de programme entre le Pays de CKSB et Rennes en France. CKSB se présentait à Rennes, et vice versa. C'était, en quelque sorte, un échange de cartes postales entre les deux stations, sur des sujets comme la survivance, Louis Riel ou les accents. Le deuxième jumelage, avec La Rochelle en l'an 2000, eut lieu dans le même esprit d'échange de cartes postales. Alors que l'objet du troisième jumelage, dans sa quatrième saison en 2006, est de vraiment

plonger dans la vie de tous les jours. Les missions économiques en Alsace, effectuées par le Conseil de développement économique des municipalités bilingues, le CDEM, ainsi que l'arrivée en 2005 de gens d'affaires alsaciens à Saint-Boniface, fournissent un incitatif supplémentaire pour maintenir ce jumelage exceptionnel.

Apprendre à se connaître constitua aussi le fil conducteur des deux séries d'entrevues effectuées en 2003 et 2004 par Léopold Kumbakisaka. Dans la première série, le reporter partit à la recherche de Manitobains. Nous avons ainsi pu nous découvrir à travers la manière dont il nous a interrogés. Dans sa deuxième série d'entretiens, il alla dépister des personnes d'origines diverses, qu'il nous présenta avec sa sensibilité d'immigrant africain. Il nous a fait réfléchir à notre place dans le monde.

Si nous avions des qualités de divination, nous oserions même prétendre que la grande série des *Contes du monde*, les jumelages avec Rennes, La Rochelle et Strasbourg, ou encore la recherche de la différence par Léopold Kumbakisaka furent des initiatives radiophoniques préparatoires à l'événement historique de mai 2006.

Pour la première fois de son existence, Saint-Boniface reçut ce mois-là de la très grande visite: le monde de la Francophonie en entier. En effet, le Canada fut l'hôte d'une conférence ministérielle ayant pour thème la prévention des conflits et la sécurité humaine. Beaucoup de personnalités de l'Organisation internationale de la Francophonie, qui compte une soixantaine de pays, prirent conscience de l'existence d'une communauté francophone dans l'Ouest canadien.

L'événement permit aussi de faire valoir combien la présence francophone contribue à rehausser le profil international de Winnipeg. Nos concitoyens anglophones eurent une nouvelle et excellente occasion de constater que le noyau francophone de la société manitobaine possède une réelle capacité d'attraction. Cette rencontre politique, voulue par l'ancien gouvernement libéral de Paul Martin à Saint-Boniface, restera dans l'histoire de la francophonie manitobaine. Car au moins une fois, les pays francophones du monde entier se rencontrèrent au cœur de l'Amérique du Nord. Dorénavant, Saint-Boniface existe sur la carte de la Francophonie avec un grand F.

La tenue de la conférence ministérielle éloigna encore un peu

plus le triste début des années 1980, le temps pénible des crises linguistiques aiguës, l'époque des graffitis anti-canayens, l'heure noire de l'incendie des bureaux de la Société franco-manitobaine. Vraiment, une notable évolution se produisit dans les mentalités durant le dernier quart de siècle, grâce notamment à quelques bonnes volontés politiques, dont celle de Greg Selinger, député provincial néo-démocrate de Saint-Boniface, ministre des Finances et responsable du dossier francophone au sein du gouvernement de Gary Doer.

Bien qu'il ne fût pas officiellement partie du sommet de Saint-Boniface, le pays de la Francophonie qui se félicita le plus de cette saine évolution des esprits fut le Pays de CKSB. D'ailleurs, il ne pouvait avoir de représentant officiel à la conférence ministérielle, étant un pays sans frontières. Il n'eut même pas besoin de faire valoir sa part active dans l'ouverture progressive des mentalités au fil des dernières décennies, puisqu'il démontre au quotidien son sens de l'ouverture.

J'en veux pour seule preuve le témoignage très personnel et parlant de l'historien Jean-Marie Taillefer, né en 1946 à La Broquerie, la même année que CKSB. Dans son cas, nous pouvons véritablement affirmer que Jean-Marie Taillefer est né avec CKSB et qu'il a grandi avec CKSB. Un détail en forme de clin d'œil nous en apporte la preuve convaincante: la chanson française qu'il écoutait dans sa jeunesse lui fit découvrir Paris bien avant... Saint-Boniface. Commentaire de l'intéressé: « CKSB est toujours près de mon cœur. C'est un vrai compagnon de vie. Il a évolué, comme moi aussi j'ai évolué. C'est pour ça qu'on a pu rester des amis. »

Parmi les artisans du poste qui s'assurent de garder à l'écoute les auditeurs désireux de poursuivre leur évolution personnelle figure Daniel Tougas, réalisateur à CKSB depuis 1989. Nous lui devons la série *Le Manitoba: Grand comme le monde*, qui fut diffusée de avril à juin 2006, et qui donna la parole à une soixantaine de Manitobains originaires des pays de la Francophonie.

Prenons l'exemple de cette série, qui incarne parfaitement l'esprit d'ouverture du Pays de CKSB, pour entrer, un petit peu, dans la tête d'un réalisateur radio-canadien. Depuis quelques années, Daniel Tougas mijotait une idée. Il cherchait un projet rassembleur pour la grande communauté des francophones manitobains. Un

projet capable de faire se rencontrer des personnes qui vivent dans différentes sphères de la société. La décision du gouvernement fédéral de tenir un sommet de la Francophonie mondiale au cœur du Pays de CKSB, annoncée à l'été 2005, lui fournit le déclic espéré. Sitôt qu'il entendit la nouvelle, il échaafauda un plan, simple à résumer: il fallait montrer à tous ces visiteurs qui nous sommes. La conférence internationale offrit au réalisateur l'occasion en or pour concrétiser ce projet rassembleur qui lui trottait dans la tête.

À Radio-Canada, il existe deux façons de procéder afin de créer une émission. La première vient de la direction. Le directeur mandate un réalisateur pour qu'il développe, en respectant un thème donné, une série destinée à un certain public. Par exemple: la direction veut une émission culturelle à destination des jeunes. Le rôle du réalisateur consiste à trouver un concept, c'est-à-dire à proposer la forme que doit prendre l'émission, et cela jusque dans les moindres détails, afin de remplir l'objectif souhaité par la direction.

La deuxième façon radio-canadienne de créer une émission vient du réalisateur. Dans ce cas, il suggère lui-même un projet à la direction. Dans le cas du projet *Le Manitoba: Grand comme le monde*, le concept développé par Daniel Tougas est le suivant: « Il s'agit d'une série d'interviews, de 7 à 12 minutes, avec des Manitobains provenant de tous les pays de la Francophonie, qui nous parlent de leur lieu d'origine. L'accent est placé sur ce que ces immigrants apportent à la société. » Pour donner plus de poids à sa volonté de monter un projet rassembleur, Daniel Tougas ne se limita pas strictement au pays de la Francophonie. Il choisit d'inclure dans la série des personnes venant des 10 provinces, des trois territoires, ainsi qu'un Métis, un Autochtone et un Francophile.

Le concept a aussi prévu une présence sur le Web. En l'occurrence, une page personnalisée pour chaque participant au projet. Par la magie du système d'archivage de Radio-Canada, les internautes pourront, pendant une durée illimitée, obtenir une bonne idée de la grande diversité de la francophonie manitobaine en visitant le site de Radio-Canada Manitoba. La dimension Internet du projet est aussi destinée à faciliter les recherches des élèves



pour leurs projets d'école. En effet, une fois de plus, CKSB pense au Bureau de l'éducation française et à la dimension éducative potentielle de cette initiative.

Pour Daniel Tougas, la 60<sup>e</sup> saison de CKSB fut complètement placée sous le sceau de l'esprit d'ouverture au monde. Outre sa série *Le Manitoba : Grand comme le monde*, ses compétences professionnelles furent appréciées à Niamey, au Niger, en décembre 2005, dans le cadre des 5<sup>e</sup> Jeux de la Francophonie. Le réalisateur chevronné a dirigé une équipe internationale composée de Belges, de Français et de Nigériens pour la production d'une émission sur les Jeux destinée aux auditeurs du Niger.

Durant le jubilé de diamant de CKSB, ainsi vont les coïncidences, le réalisateur de l'émission *Carte blanche* fit donc beaucoup en faveur de l'évolution des cœurs vers toujours plus d'ouverture et de désir de rassemblement.

Par souci de rendre concret le travail d'ouverture et de sensibilisation mené par les artisans du Pays de CKSB, la plus symbolique et humaine manière consiste à donner la liste complète des personnes interviewées pour la série *Le Manitoba : Grand comme le monde*. En sachant que les détails essentiels de leur vie se trouvent sur leur page personnalisée dans le site Internet de Radio-Canada ([radio-canada.ca/manitobamonde](http://radio-canada.ca/manitobamonde)), nous vous présentons :

Du Canada : Marianne Moquin (Alberta), Joëlle Livingstone (Colombie-Britannique), Roger Legal (Manitoba), Marlène Cormier (Nouveau-Brunswick), Hélène Perreault (Nouvelle-Écosse), Brian Martel (Nunavut), Pierre Arpin (Ontario), Karine Pilotte (Québec), Aline Campagne (Saskatchewan), Lucille Maurice (Terre-Neuve et Labrador), Hector Demarcke (Territoires du Nord-Ouest), Évelyne Lachapelle (Yukon), Thomas Edwards (Autochtone), Edward Humphrey (Francophile), Gabriel Dufault (Métis).

Du monde : Taïb Soufi (Algérie), Jean-Marie De Clercq (Belgique), Raïmi Babatoundé-Osseni (Bénin), Julia Boon (Bulgarie), Aboubacar Bass Bagayogo (Burkina Faso), Claude N'Deba (Burundi), Marthe Atangana (Cameroun), Dieudonné Christophe Mbele (Congo), Assétou Coulibaly (Côte d'Ivoire), Huguette Le Gall (France), Souleymane Diallo (Guinée), Bathélemy Bolivar (Haïti), Vonne Bannavong (Laos), Éric Zogbi

(Madagascar), Kodié Bernadette Keita (Mali), Rachid Elaaji (Maroc), Mohamed Ould Abdallahi (Mauritanie), Michaël Zwettler (Monaco), Chétima Mai Moussa (Niger), Serge Kaptegaine (République démocratique du Congo), Micaela Radu (Roumanie), Abdoulaye Ndiaye (Sénégal), Elizabeth Akemi (Les Seychelles), Pauline Charrière-Ndiaye (Suisse), Evariste Salndjoukou (Tchad), Elvis Koblavi (Togo).

## La preuve par Marcien LeMay

**L**E DÉCÈS, EN 2005, DE L'ARTISTE MARCIEN LEMAY mit une nouvelle fois en évidence la dimension communautaire de CKSB. Dès son entrée en scène radiophonique, les responsables de CKSB eurent à cœur de se mettre au service de la population, afin que le petit poste privé, si dépendant des revenus publicitaires, pût garder une bonne cote d'écoute. À l'achat de CKSB par Radio-Canada en 1973, la politique du diffuseur public fut, bien entendu, appliquée.

Cela signifiait, par exemple, que les émissions dans des langues autres que le français durent cesser. Les anciens du Pays de CKSB se souviendront que les programmes en ukrainien, polonais ou allemand, étaient surtout diffusés le dimanche après-midi et s'appelaient *Nos nations au micro*. Toutes ces nations, pour ne pas disparaître des ondes, se coalisèrent et lancèrent CKJS en 1975. Aux premiers temps du poste, il y eut même une émission en français, qui ne dura guère, faute de commerçants prêts à annoncer en français. « *The radio that speaks your language* » servit de slogan à CKJS durant de nombreuses années, avant que cette station AM n'adopte comme image de marque « *The continental sound* ». CKJS dit beaucoup sur Winnipeg. En effet, sa programmation, qui a évolué selon la puissance économique des différents groupes d'immigrants au Manitoba, fournit un intéressant reflet socio-culturel de la capitale manitobaine.

Mais si Radio-Canada voulut que CKSB parlât seulement le français, en revanche la Société d'État prit bien soin de maintenir des émissions à caractère communautaire, comme le *Marché aux puces* ou les avis de décès. Deux émissions toujours à l'heure et qui rappellent, chaque jour en semaine, qu'à l'origine, le poste se destinait surtout à servir la population canayenne. Imaginez que CBC Radio One au Manitoba diffuse quelque chose ressemblant au *Marché aux puces*. Pareille émission est bien sûr inimaginable.

Comme il serait d'ailleurs impensable que CFAM, la radio d'Altona, et CFRY, la radio de Portage-la-Prairie, renoncent à donner les avis de décès.

C'est ainsi: il y a une nécessité pour CKSB d'être enraciné dans les joies et les peines de nos vies. Si, un jour, le *Marché aux puces* ou les avis de décès devaient disparaître de l'antenne, il serait alors aisé de conclure que le Pays de CKSB aurait changé de nature, délaissé son esprit communautaire, perdu son âme familiale.

Parmi les avis de décès qui ne purent être entendus à cause du *lock-out* de 2005, figure celui de l'artiste manitobain Marcien LeMay. Le Bonifacien est décédé le 7 septembre 2005 à l'Hôpital général Saint-Boniface à l'âge de 78 ans. Il laissa dans le deuil sa femme, Hélène Lemay, née Le Nabat, et ses trois enfants, Gisèle Lemay Hampson, Claude Lemay et Robert Lemay. La célébration de la vie de Marcien LeMay eut lieu le 10 septembre 2005 en la Cathédrale de Saint-Boniface. L'abbé Édouard Bonin, curé, présida la cérémonie.

Évidemment, à cause de la notoriété de l'artiste, la salle des nouvelles de CKSB, toujours à l'affût des informations touchant la communauté, aurait rendu compte de sa mort. Sans le conflit de travail, le ou la journaliste aurait sûrement noté dans son reportage jusqu'à quel point l'existence de Marcien LeMay fut marquée par sa célèbre sculpture de Louis Riel. Sa statue géante, dévoilée derrière le Palais législatif fin décembre 1971, avait immédiatement suscité une vive controverse. L'artiste avait offert sa vérité sur le chef métis, ce Louis Riel au parcours si tourmenté. Or, la vérité toute nue selon Marcien LeMay ne correspondait pas du tout à l'image que l'on se fait traditionnellement d'une statue à la gloire d'un héros politique.

Cependant, 20 ans plus tard, Marcien LeMay, l'hypersensible, le timide, l'homme de peu de mots, l'explorateur, le créateur jamais intéressé à expliquer ses œuvres, accepta de sculpter un Louis Riel de facture classique. Mais le projet entrepris au début des années 1990 avec la *Manitoba Metis Federation* n'aboutit pas. À sa grande tristesse, la polémique fut relancée de plus belle en 1994, lorsque son Louis Riel fut enlevé des terres du Palais législatif et remplacé par la version proposée par Miguel Joyal. Toutefois, sa

sculpture, si puissante, eut toujours trop d'amis pour finir dans l'oubli. Son Riel vivant et inspirant trouva un lieu d'accueil à côté du Collège universitaire de Saint-Boniface.

Marcien LeMay était un artiste inventif, un grand amoureux de la vie, toujours à la recherche de nouvelles façons de s'exprimer. Dans les derniers 15 ans de sa vie, il expérimenta avec succès la technique de l'encaustique. Durant la même période, son goût pour l'électronique le poussa à démonter toutes sortes de vieux appareils sauvés des dépotoirs. Il s'ingénia à les réassembler à sa manière. Ainsi naquit, sous le signe du recyclage, avec un fini remarquable, toute une série de sculptures aussi surprenantes que sympathiques. Chacune reflète à merveille le grand cœur d'enfant que Marcien LeMay ne cherchait pas à camoufler.

Ce cœur d'enfant trouva une joie apaisante en réussissant son ultime création, méditée pendant de longs mois de maladie, et baptisée *Life and Cancer*. Sur la vie et l'œuvre de Marcien LeMay, signalons la belle initiative de Louis-Philippe Ouimet, auteur et, alors, journaliste à CBWFT. À l'occasion d'une rétrospective de ses œuvres, montée par la Maison des artistes visuels francophones juste après son décès, Louis-Philippe Ouimet publia *Marcien*



*Marcien LeMay et sa statue de Louis Riel, le 3 octobre 1971.*

*LeMay, l'art de se réinventer.* L'auteur évoque les grandes lignes de la vie de l'artiste. Extrait révélateur : « Marcien LeMay endosse l'uniforme de pompier pour subvenir aux besoins de ses enfants. Son amour pour sa famille prime le reste et, après tout, le métier d'artiste ne rapporte pas assez d'argent. Il se plait à dire que "le monde aime mieux dépenser sur des caisses de bière que sur une œuvre d'art". »

La remarque rapportée par Louis-Philippe Ouimet est bien choisie. Elle souligne la volonté d'un homme qui a décidé de créer librement, sans chercher à plaire. Marcien LeMay obtint le prix Riel à titre posthume, remis à sa femme Hélène Lemay lors de la grande soirée annuelle organisée par la Société franco-manitobaine. C'était le 22 octobre 2005. Le *lock-out* à CBC/Radio-Canada hors Montréal et Moncton était terminé depuis peu. CKSB bourdonnait d'activités, comme à l'habitude. Les journalistes pouvaient à nouveau répercuter les bons et les moins bons moments de nos vies.

Ainsi, grâce à la complicité de la communauté, CKSB put tout de même rendre l'hommage de l'actualité à Marcien LeMay, artiste hors du commun, Prix Riel à titre posthume.

Au nom du principe que tout est lié, notons que la rétrospective des œuvres de Marcien LeMay a pu se tenir à la Maison des artistes visuels francophones grâce à la vision de trois artistes : Roger LaFrenière, Mario Buscio et Robert Freynet. Le trio fondateur a pu compter sur l'aide de Raymond Simard, alors que le député fédéral de Saint-Boniface était le directeur de la Corporation Riel.

La Maison des artistes visuels francophones est installée dans l'ancien hôtel de ville de Saint-Boniface depuis juin 2001. Son premier président a été Mario Buscio. L'homme d'affaires Raymond Poirier préside la Maison des artistes depuis 2003. La première employée de la Maison des artistes est Liza Maheu, qui occupe la fonction de directrice générale depuis janvier 2005. La première directrice artistique de la Maison des artistes est Dominique Rey, embauchée en novembre 2005.

## Le Centre du patrimoine: la clé de voûte de l'avenir

**I**L EXISTE À CKSB, dans une petite pièce au sous-sol du 607 rue Langevin, un véritable mini-musée de la technologie radiophonique. Ce musée bien vivant contient l'équipement nécessaire au travail de Diane Boyd, la responsable des archives. Sans ces outils datant d'avant les années 1990, la médiathécaire ne pourrait pas écouter les cassettes et les rubans magnétiques d'avant la révolution du numérique.

La présence de Diane Boyd à CKSB, ou de celle de son collègue Philippe Le Néal à CBWFT, montre que l'importance fondamentale de la production radio-canadienne est enfin reconnue au plus haut niveau de la Société d'État. Comme le souligne Gilles Fréchette, le chef des émissions de CSKB: «Radio-Canada fait partie du patrimoine canadien. Et il est essentiel de garder et de rendre disponible notre travail.»

À CKSB, pendant presque 60 ans, les émissions mises de côté pour l'avenir dépendaient carrément du bon vouloir des employés. Heureusement qu'il y a des personnes qui naissent avec la fibre de l'histoire. Au poste, il y eut la journaliste, puis réalisatrice, Jacqueline Blay, qui s'efforçait de préserver des documents sonores durant les années 1980. À son départ pour la fonction publique provinciale, l'annonceur Monique LaCoste prit tout naturellement le relais. Comme elle le remarque: «On oubliait parfois qu'on faisait de l'histoire au quotidien. J'envoyais une note par mois aux réalisateurs pour leur demander s'il s'était passé quelque chose de surprenant ou de remarquable.» La motivation de Monique LaCoste, qui quitta CKSB en 2003 pour présenter les nouvelles à CBWFT, était fort simple: «Il me semble que dans 50 ans d'ici, des gens pourraient prendre autant de plaisir que j'en ai eu à écouter les archives. Et je pense en particulier à celles qui m'ont permis de revivre l'ouverture du poste le 27 mai 1946.»

Monique LaCoste céda son travail d'archiviste de bonne volonté à Jacinthe Duval qui passa, en 2000 et 2001, deux demi-journées par semaine à CKSB alors qu'elle préparait sa maîtrise en archivistique. Diane Boyd débuta son emploi de médiathécaire en avril 2003 à temps partiel, trois jours par semaine. Depuis avril 2003, elle œuvre à temps plein à la station. Diane Boyd passera donc à l'histoire du Pays de CKSB comme la première professionnelle chargée de passer à travers toute la production journalière et d'effectuer une sélection judicieuse. Que garde-t-elle pour la postérité? Réponse: «Des entrevues avec des personnes de la place, ou des entrevues avec des gens d'ailleurs qui ont une pertinence locale, ainsi qu'au moins un bulletin de nouvelles par jour, sans oublier les chroniques qui sont produites à CKSB et les émissions spéciales, notamment celles qui touchent les artistes.» En moyenne, la médiathécaire conserve de 10 à 15 heures d'émissions par semaine, soit en gros le quart de la production.

Les sujets qui sont archivés font l'objet d'une description, intégrée à une banque de données, afin que le matériel soit accessible. Quand vous pensez que CKSB produit chaque semaine une bonne quarantaine d'heures d'émissions, il est aisé de saisir que Diane Boyd demeure très occupée. S'il lui reste du temps, elle se tourne vers les piles de cassettes et de rubans amoureusement accumulés par Jacqueline Blay et Monique LaCoste. Il y a tellement de matériel à cataloguer que la médiathécaire estime – avec un grand sourire – qu'elle a de quoi s'occuper durant toute sa carrière.

Notons que la technologie numérique constitue un formidable atout pour tous les professionnels des archives. Car leur but est non seulement de conserver, mais aussi de rendre disponible le passé, ainsi que le présent. Le travail de l'archiviste, en quelque sorte, consiste en partie à fabriquer du futur. Vous n'avez qu'à imaginer des émissions dont le but serait de diffuser de vieux enregistrements, afin de nous faire comprendre le passé et mieux percevoir la mentalité d'une époque donnée.

Tout le matériel traité par Diane Boyd est gardé en double. Une copie numérisée reste au poste pour la consultation, tandis qu'une copie de conservation est déposée au Centre du patrimoine. Construit avec seulement trois millions de dollars, le



Centre du patrimoine a la charge de recueillir les archives liées au Manitoba français et métis. Il ne faut surtout pas craindre les superlatifs quand on évoque cet édifice ouvert en 1998, adjacent au Centre culturel franco-manitobain. Depuis les débuts de l'époque franco-manitobaine, aucune initiative ne saurait mieux illustrer à la fois la renaissance du fait français et la permanence du fait français chez nous.

Au Manitoba, le français eut droit de cité jusqu'au *Official Language Act* de 1890. Après cette date, les lois furent publiées uniquement en anglais. Si bien que la création de l'archive publique fut étouffée. Officiellement, il n'y avait plus rien à archiver dans la langue de Provencher. Gilles Lesage, le directeur général de la Société historique de Saint-Boniface, qui gère le Centre du patrimoine, propose la mise en perspective suivante : « Les archives, c'est la mémoire collective. Et cette mémoire sert à nourrir l'identité. Alors quand on perd le droit à l'archive, on subit une perte énorme sur le plan de l'identité. Mais, par contre, recouvrir le droit aux archives devient un symbole de vitalité pour toute la communauté. »

Le crédit en revient aux visionnaires de la Société historique de Saint-Boniface, une des vénérables institutions francophones, puisqu'elle fut fondée en 1902 et légalement enregistrée en 1907. Évidemment, la Société historique, qui est responsable du Centre du patrimoine, n'a plus grand chose à voir avec l'organisation établie sous l'impulsion de l'archevêque de Saint-Boniface, Mgr Adélarde Langevin. La fondation fut décidée à l'occasion d'une expédition à l'Île au Massacre, montée pour trouver les restes du fils de La Vérendrye, Jean-Baptiste La Vérendrye, 22 ans, et du Père jésuite Jean-Pierre Aulneau, 31 ans. Les deux hommes, ainsi que 19 compagnons, perdirent la vie, sur une île du Lac des Bois, le 6 juin 1736.

Longtemps, la Société historique fonctionna sur le modèle des clubs privés. Il fallait être un homme, ses participants étaient membres à vie et, pour se joindre à cette association sélecte, une recommandation d'un membre à vie s'imposait. Parmi leurs activités variées, ces passionnés d'histoire constituèrent une bibliothèque, installée dans la Cathédrale, et s'employèrent à collectionner des objets anciens en vue d'un musée.

Justement, une opportunité unique de se donner pignon sur rue avec un musée se présenta au milieu des années 1950. En 1955, les Sœurs grises venaient de bâtir une nouvelle aile à leur maison provinciale. Leur couvent en bois, construit à partir du milieu des années 1840, n'avait plus d'utilité et devait être démoli. Conscients de l'importance de cet édifice, les membres de la Société historique voulurent transformer le couvent inutile en musée afin de faire d'une pierre deux coups : sauver le plus ancien bâtiment de la colonie et y exposer les objets rassemblés durant les précédentes décennies. Le président de la Société historique, l'abbé Antoine d'Eschambault, qui s'était beaucoup dépensé quelques années auparavant en assurant la fondation de CKSB, rêvait d'un musée de langue française. Le parrain de CKSB jouissait d'une solide réputation et d'un réseau de relations étendu. Tout indiquait que la Société historique aurait enfin une raison d'être à la hauteur de ses ambitions de préservation du passé. Mais le destin en décida autrement. Antoine d'Eschambault, le diplomate consommé, mourut prématurément en 1960 des suites de son diabète. Sans son influence unificatrice, la Société historique se diminua en s'enlisant dans un conflit interne. Le couvent fut bel et bien sauvé. Mais sa gestion fut confiée à la Ville de Saint-Boniface. Le musée de Saint-Boniface obtint un statut municipal, qu'il possède d'ailleurs encore.

Après son échec, la Société historique vécut une période de flottement. Comme le résume succinctement l'historien Lucien Chaput : « La Ville de Saint-Boniface gère le musée et la Société historique se trouve le bec à l'air. Il a fallu trouver une nouvelle raison d'être. » Un malheur venant rarement seul, la Société historique perdit sa bibliothèque dans l'incendie de la Cathédrale en juillet 1968. Détail symbolique : même les ossements de La Vérendrye fils et du Père Aulneau disparurent.

Toutefois, la Société historique sut amortir ce nouveau coup du sort. Car du nouveau sang se mêla aux membres à vie. Une nouvelle génération de jeunes historiens, qui étaient de véritables chercheurs, s'efforça de repenser la vocation de cette institution. Ces professionnels de l'histoire avaient pour nom Robert Painchaud, Lionel Dorge, Diane Payment et Gilbert Comeault, dont les carrières marquèrent un point tournant dans l'historiographie, c'est-à-dire dans la façon d'écrire l'histoire. Ils furent

appuyés dans leur démarche novatrice par des personnes comme l'abbé Noël Delaquis (le futur évêque de Gravelbourg), Marie-Paule Robitaille, Bernard Mulaire, Lucile Freynet, Réal Bérard, ou encore Rossel Vien.

Sous leur impulsion, la Société historique s'ouvrit au grand public et obtint des locaux au Collège universitaire de Saint-Boniface. Précision de Lucien Chaput: « On fait alors le constat que le patrimoine, ce n'est pas juste un musée où l'on montre des objets anciens. Mais qu'à la base, le patrimoine, ce sont les documents qui permettent de produire une histoire. Et faire de l'histoire, cela veut dire chercher à comprendre mieux les faits, au lieu de se lancer dans de la morale, à la manière du chanoine Lionel Groulx. En plus, dans la perspective manitobaine, l'histoire ne se résume plus à la question des écoles ou à Louis Riel. »

Fidèles à cette nouvelle approche, les jeunes historiens écrivirent des histoires de villages, montèrent des expositions afin d'intéresser le grand public. Comme cette exposition mettant en vedette les hommes d'affaires francophones de Winnipeg, à l'occasion du centenaire de la ville en 1973. L'exposition fut présentée à l'hôtel Empire, l'ancien Bloc Cauchon, du nom d'un lieutenant-gouverneur du Manitoba, dont la figure émergea à nouveau à l'occasion de cet événement. Détail savoureux: lorsque l'hôtel Empire, situé rue Main au nord de la gare Union, fut rasé au début des années 1980, des parties significatives furent préservées... et ramenées à la lumière afin de créer la façade intérieure qui donne tout son charme à l'entrée du Centre du patrimoine. C'est donc en toute honnêteté historique et en toute justice archivistique que le hall d'entrée prit le digne nom de Salon Empire.

Toute une série d'études de faisabilité furent nécessaires avant que le gouvernement provincial ne reconnût l'utilité d'un centre des archives en français. La première remonte à 1982. Face à la persévérance des amoureux du patrimoine, il importe de saluer la mémoire de l'ancien directeur général de la Société historique de Saint-Boniface, Alfred Fortier, ainsi que celle de l'ancien député provincial de Saint-Boniface, Neil Gaudry. Par la constance de leur engagement, ils firent leur part dans la venue au monde du Centre du patrimoine.

Dès son ouverture en 1998, l'archevêché de Saint-Boniface y

déposa ses archives, et une entente fut signée avec Radio-Canada afin de conserver les documents visuels et sonores. En 2000, les archives de l'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba rejoignirent la voûte du Centre du patrimoine. La même année, très symboliquement, la Province du Manitoba y transféra les écrits de Louis Riel, le Père fondateur du Manitoba. En 2005 et en 2006, les Oblats de Marie-Immaculée permirent le rapatriement des archives qui avaient pris la route d'Ottawa une vingtaine d'années auparavant. Dans le même mouvement, le Centre du patrimoine récupéra les archives oblates du diocèse de Keewatin-Le Pas. Du côté des fonds d'archives religieux consultables au 340 boulevard Provencher, mentionnons encore ceux des Sœurs du Sauveur et des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie. Aux yeux de Gilles Lesage, « les grosses collections sont maintenant rassemblées ». Par ailleurs, l'architecte Étienne Gaboury a décidé lui aussi de confier ses archives au Centre du patrimoine en 2005. Clairement, la francophonie manitobaine est documentée d'une façon remarquable.

En fait, dans sa volonté affichée de centraliser les archives du Manitoba français, le Centre du patrimoine n'essuya à ce jour qu'un échec. En 2003, les Sœurs grises, dont l'importance historique est capitale, expédièrent la plupart de leurs archives à Montréal, malgré d'amicales pressions. Cependant, la Société historique garde l'espoir de revoir les documents. L'attitude des Oblats n'offre-t-elle pas un précédent de taille ?

Une telle approche optimiste de la part des responsables du Centre du patrimoine cadre d'ailleurs parfaitement avec l'esprit du lieu. En effet, travailler dans un monde voué à la préservation du passé permet de tenir le regard tourné vers l'avenir. C'est bien pourquoi rien n'est plus permanent en français au Manitoba que le Centre du patrimoine et ses innombrables trésors, bien à l'abri dans la voûte. Ils attendent patiemment d'être découverts, afin de toujours mieux nous raconter d'où nous venons.

Depuis l'année de son centenaire en 2002, la Société historique de Saint-Boniface est présidée par Michel Lagacé. Durant le premier centenaire de la Société historique, voici les personnes qui se sont succédé à la présidence de l'organisation : Mgr Adélarde Langevin (1902-1915), le juge Louis-Arthur Prud'homme (1916-

1933), l'abbé Antoine d'Eschambault (1933-1960), le juge Alfred Monnin (1961-1964), Eugénie Dubuc (1964-1968), le docteur Clément Lavoie (1968-1970), Lionel Dorge (1970-1971), Mgr Noël Delaquis (1971-1973), Gérard Lagacé (1973-1979), Diane Payment (1979-1980), Gérard Lagacé (1980-1981), Robert André (1981-1985), Normand Boisvert (1985-1986), Guy Masson (1986-1987), Jacqueline Blay (1987-1991), Henri Grimard (1991-1999), Louis Bernardin (1999-2002).

## L'esprit de la Fourche nous appelle

**D**ANS MA VIE, je suis venu deux fois au monde. La première fois au lieu-dit Buchwald, en Forêt-Noire, et la deuxième fois à Winnipeg, le 21 novembre 1977, après un long voyage depuis Strasbourg en France. L'avion a atterri juste après une grosse tempête de neige. Il faisait nuit et moins 19 degrés Celcius. Un chiffre inoubliable, puisque j'y pense à chaque anniversaire canadien.

Le plus fort, c'est la sensation que j'ai éprouvée le lendemain, à la sainte Cécile, en ouvrant les yeux. J'ai eu carrément un électrochoc, causé par la lumière intense qui pénétrait par la fenêtre. Pour la première fois, je faisais face au bleu transparent des lendemains de tempête de neige; le bleu des moins trente, le bleu qui saisit la ville, le bleu qui vous appelle de partout. Le bleu qui clame que l'infini existe. À Winnipeg j'ai découvert l'existence de l'infini qui n'a rien à voir avec le regard que l'on pose au loin depuis le sommet d'une colline. J'ai eu un mal fou à absorber le choc initial de l'immensité.

Combien d'expressions bien connues m'ont paru dérisoires. Comme, par exemple: « les quatre coins de l'horizon ». En plaine, l'horizon est rond. Et que penser de l'image « mourir et monter au ciel », sinon qu'elle a été inventée par une personne ignorant tout des Prairies canadiennes. En effet, comment monter au ciel, quand déjà on vit au beau milieu du ciel ?

Le drame de bien des visiteurs, c'est qu'ils n'ont pas reçu, à leur arrivée chez nous, le choc de l'amoureux qui m'a été accordé. Ou, pire encore, il arrive que leur esprit soit d'avance obscurci par la lecture d'un guide touristique. Cette mésaventure guettait, en 1988, mes amis alsaciens Bernard Hamann et Sylvia Hamann, lors de leur première visite à Winnipeg avec leurs trois enfants, Claire, Marie et Dominique. En bon journaliste, Bernard Hamann avait pris ses précautions et préparé son voyage à l'aide du *Routard*, un des guides de tourisme publié en France.

Heureusement qu'il n'avait pas pris au pied de la lettre ce qui était écrit sur Winnipeg. Sinon, la famille Hamann ne se serait pas arrêtée au Manitoba. Par amitié, ils ont attendu quelques jours avant de me laisser lire ce que l'enquêteur du *Routard* avait raconté au sujet de la capitale manitobaine: « Cette grande ville sans âme s'étend à l'infini, à l'image des immenses prairies qui l'entourent. Les centres vivants sont très dispersés, à l'américaine. On se demande où sont passés les habitants. » La maison Hachette, qui édite ce guide touristique, prévient que « les enquêteurs travaillent dans le plus strict anonymat, afin de préserver leur indépendance et leur objectivité ». Disons simplement que derrière l'anonyme rédacteur devait se cacher un Français capable de vivre à l'aise uniquement dans une ville aux rues étroites, grouillantes de piétons et de voitures. Et reconnaissons dans la foulée qu'il n'y a rien de plus aveuglant qu'un préjugé issu de ce que l'on ignore.

Quelques années plus tard, le hasard qui veille sur nous a fait en sorte que la Bibliothèque publique de Saint-Boniface a acheté l'édition 2004 du même guide touristique. En le repérant au rayon des nouveautés, je me suis précipité sur l'article consacré à Winnipeg, avec la grande joie de repenser à la belle visite de mes amis alsaciens en 1988. Une heureuse surprise m'attendait. Tout indique que l'indépendance et l'objectivité des enquêteurs du *Routard* n'interdisent pas des révisions. Désormais, il est dit ceci de Winnipeg: « Cette grande ville peut sembler sans âme pour un Européen, car elle s'étend à l'infini, à l'image des immenses prairies qui l'entourent. » La nuance honore celui qui a compris qu'il ne peut parler que pour lui-même.

Pour ma part, j'admets que la question qui m'a occupé le plus pendant des années comportait aussi une part de doutes sur la raison d'être de la capitale manitobaine, surtout quand la température avoisinait les moins trente pendant plusieurs semaines. La question était celle-ci: comment se fait-il que Winnipeg existe? Un jour béni, je me suis fait la réflexion suivante: « Il faut que je reconnaisse tout simplement qu'il plane un vrai mystère sur Winnipeg. Le ciel est trop puissant pour qu'il n'y ait pas un grand esprit à l'œuvre ici. » Je me suis alors entendu dire: « Comment s'appelle cet esprit rempli de ciel? » La réponse m'est venue sans hésitation: « C'est un esprit d'unité. »

Ici, sur la Fourche, souffle un esprit d'unité. Or, rien n'est plus universel que l'esprit d'unité. Car c'est lui qui est au service de l'amour. C'est lui qui pousse les humains à toujours mieux s'accorder pour vivre ensemble sur notre Terre, qui rétrécit chaque jour un peu plus. Et si l'esprit d'unité se porte au service des milliards d'humains que nous sommes, quoi de plus naturel que quelques centaines de milliers de Winnipegois se mettent à son service? Si les Winnipegois acceptent pareille raison d'être, alors ils pourront dépasser la mauvaise image de marque qui plombe leur ville.

Au début des années 1880, à l'arrivée du Canadien Pacifique, tout était rose. Winnipeg se présentait comme «La Porte de l'Ouest». Les spéculateurs affluaient. L'expansion était considérable, des esprits chavirèrent. Ainsi, dans un élan de boosterism à la limite du ridicule, la ville champignonnante s'autoproclama «La Chicago du Nord». Mais le rêve financier s'écroula. Winnipeg ne pouvait être que Winnipeg. Pourtant, l'esprit d'unité n'avait pas abandonné le lieu. Ainsi, la première communauté urbaine au Canada a été formée ici. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1972, Unicity regroupe les villes de Winnipeg, Saint-Boniface et 11 municipalités environnantes. À l'époque, tout le monde tournait encore le dos à la rivière Rouge. Toutefois, grâce aux forces d'unification, la Fourche, le vrai cœur de la capitale, a été peu à peu redécouvert. Les ateliers du Canadien National, qui occupaient l'endroit, ont disparu depuis 1987. Le no man's land qui existait entre Winnipeg et Saint-Boniface, vraie plaie urbaine, poursuit sa lente cicatrisation.

Déjà, il est clair que la Fourche a regagné sa propre force d'attraction. Une force que les rails du chemin de fer avaient étouffé durant quelques décennies. La Fourche a repris son rôle millénaire de lieu de rencontres et d'échanges, comme du temps où les rivières servaient d'autoroutes.

Maintenant, il s'agit de concrétiser la percée de l'esprit d'unité. Il s'agit de mettre en place un symbole fort, qui va rappeler en permanence que la raison d'être profonde de Winnipeg n'est pas une histoire de gros sous. Ce témoin de l'âme collective des Winnipegois sera sans doute le Musée canadien des droits de la personne, qui s'élèvera à la Fourche. La vision de l'homme



d'affaires Izzy Asper, reprise à sa mort par sa fille Gail Asper, est d'évidence le symbole recherché pour ancrer dans les esprits la vocation universelle de Winnipeg. (La gouverneure générale du Canada depuis septembre 2005, Son Excellence la très honorable Michaëlle Jean, a d'ailleurs accepté d'être la marraine de ce projet aussi extraordinaire que nécessaire, dont la date d'ouverture visée est 2010. Sa première visite officielle eut lieu à Winnipeg/Saint-Boniface, dès octobre 2005.)

Le renouveau de la Fourche devait forcément bénéficier à Saint-Boniface, où la grande affaire durant l'été 2003 a été la construction du pont piétonnier reliant le boulevard Provencher au centre de la ville. C'était un vrai spectacle, qui attirait quotidiennement son lot de curieux. Bien des discussions se sont déroulées entre promeneurs pour échanger des impressions sur l'énorme sculpture de fer et de béton qui prenait forme.

Je me souviens très bien du jour où j'ai noué une de ces conversations improvisées. C'était avec deux hommes d'un certain âge, qui avaient tellement l'air de Canayens que j'ai engagé la conversation avec eux en français. Nous exprimions notre satisfaction mutuelle de voir enfin déboucher un projet qui sortait de l'ordinaire. À un moment, j'ai fait valoir que la suprême beauté de l'affaire était d'avoir conçu simultanément un pont routier et un pont piétonnier pour réussir à créer un seul pont en deux dimensions. Hélas, cette originalité conçue par l'architecte Étienne Gaboury n'était pas reconnue, puisque la ville de Winnipeg s'obstinait à parler de deux ponts jumelés. Un peu comme si la partie pour les piétons n'était qu'un ajout tardif, une folie inutile d'une vingtaine de millions de dollars.

Puisque mes deux interlocuteurs continuaient de m'écouter, j'en ai profité pour évoquer la mémoire de Ronald Duhamel, décédé le 30 septembre 2002. Après tout, l'ancien député fédéral de Saint-Boniface avait joué un rôle clé dans l'obtention du financement du projet. Sur ma lancée, j'ai affirmé que la seule manière de vraiment rendre hommage aux inspireurs de cette sculpture géante, c'était de leur accorder la vision d'avoir voulu créer une structure qui dépassait la stricte dimension utilitaire. Autrement dit, nous devons reconnaître qu'ils avaient été inspirés par l'esprit du lieu, c'est-à-dire l'esprit d'unité, l'esprit de

la Fourche, l'esprit de Saint-Boniface. Mes deux compagnons de discussions sont alors devenus plus pensifs. Ils prirent la parole, m'invitant à mieux préciser ma pensée.

J'ai donc défendu l'idée que chaque lieu habité développe un esprit. Et comme la Fourche est depuis toujours un lieu de rassemblement, il me paraissait clair que Saint-Boniface, la plus ancienne partie habitée de la Fourche, possédait un esprit d'unité. Or, pour que l'unité puisse se manifester, il faut la présence d'au moins deux éléments. Pensez à l'amour, qui me semble être l'expression par excellence de l'esprit d'unité: si vous n'avez pas au moins deux personnes, l'amour ne peut pas exister. C'est pourquoi le nouveau pont de Saint-Boniface est un merveilleux rappel de l'esprit d'unité. À condition de voir que le pont a deux dimensions: un côté utilitaire avec sa branche véhiculaire, et un côté spectaculaire avec sa branche piétonnière. Dans le fond, ce pont de Saint-Boniface est un peu comme nous, puisque nous sommes à la fois corps et esprit en une personne.

Les deux Canayens m'ont regardé, intrigués. Nous avons respecté un moment de silence. Et l'un d'eux m'a dit:

— Toi, tu devrais continuer à réfléchir à tout ça.

C'était durant l'été 2003. Le bras piétonnier du pont de Saint-Boniface a ouvert en décembre 2003. Entre temps, il a prouvé qu'il était une source d'inspiration. Je pense en particulier à plusieurs dessins de Cayouche, le nom de pinceau de Réal Bérard dans le journal *La Liberté*. L'artiste a déjà donné libre cours à son imagination en mettant en scène ce symbole de l'esprit d'unité.

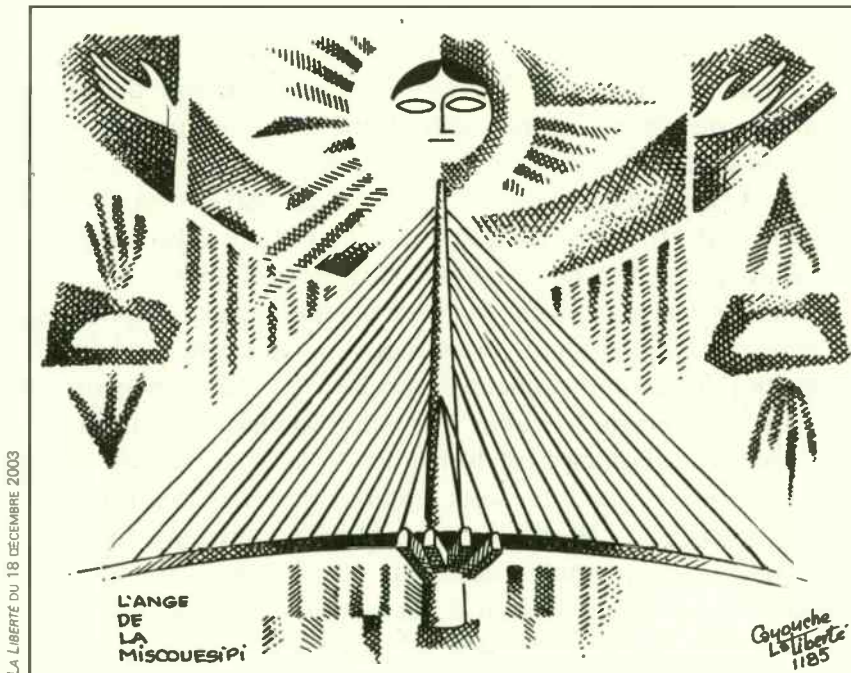
Malheureusement, Saint-Boniface n'a pas encore compris que le nouveau pont à deux dimensions nous invite à changer d'époque. Nous sommes encore accrochés à cette idée de quartier français, en dépit de la réalité. Car Saint-Boniface n'a jamais été française. Saint-Boniface est le noyau de la canayennerie dans l'Ouest, bâti sur le fond métis et enrichi d'apports belges, français, et plus récemment, asiatiques et africains. Ce noyau a toujours fonctionné avec au moins deux langues, à l'image de l'esprit d'unité. Or, par cet esprit d'unité peut naître un Petit-Canada. Un Petit-Canada, c'est-à-dire un lieu où il serait impensable de ne pas pouvoir respirer en français ou en anglais à sa guise. Un lieu authentique, qui puise aux racines de l'unité. Bref, un habitat

naturel pour ceux qui tiennent à leurs deux langues, comme sans doute les deux Canayens qui m'avaient encouragé à poursuivre ma réflexion.

Dans cette perspective, Saint-Boniface deviendrait la terre d'accueil principale de ce Petit-Canada, dont le phare serait un pont en deux dimensions qui relie deux mondes naguère hostiles. Un pont dont les deux branches s'écartent pour accueillir le futur Musée canadien des droits de la personne.

Un pont qui ouvre ses deux branches en direction de l'Ouest. Un pont qui laisse ses deux branches se rejoindre vers l'Est, quand il aborde Saint-Boniface.

Saint-Boniface, d'où surgira peut-être un jour un panneau s'exclamant : *Bienvenue au Petit-Canada!*



Quand l'architecte Étienne Gaboury inspire l'artiste Réal Bérard (Cayouche).

DEUXIÈME MOUVEMENT

**LE PHÉNOMÈNE  
PETIT-CANADIEN**



## Et le Petit-Canada réapparut

UN JOUR, AU TOURNANT DU SIÈCLE, un ami s'intéressa à mon identité. À brûle-pourpoint devant une pizza, il me demanda si je me considérais comme un Franco-Manitobain.

Sans hésiter une seconde, je lui répondis : « Non, pas du tout. »

Car, pour moi en tout cas, dans « franco-manitobain », je ressens l'idée d'être minoritaire à perpétuité. Or, je suis viscéralement contre ces batailles entre majoritaires et minoritaires qui n'en finissent jamais. En plus, je refuse de m'identifier par une langue. Je suis un bilingue de naissance, français-allemand. Sans doute à cause de ce cadeau de la vie, je me suis toujours senti plus grand que l'une ou l'autre langue. En fait, ce bilinguisme donné m'a très tôt obligé à me trouver bien différent des unilingues qui m'entouraient. Je ne saurais dire combien de fois j'ai vécu le plaisir intérieur de ne pas être unilingue.

Sur le coup, la question de mon ami me rappela une scène inoubliable, qui s'était déroulée deux décennies auparavant, lors d'un *party* au tout début des années 1980. Nous étions presque tous dans la vingtaine, à quelques exceptions près. À un moment, un des plus jeunes avança l'idée que, dans le fond, il était franco-phone par hasard, qu'il aurait pu grandir avec une autre langue parentale ; mais que, sûrement, il appréciait d'être bilingue français-anglais.

Cette façon de se concevoir n'a pas été du goût d'un des anciens au *party*. Gardons son anonymat et précisons qu'il travaillait pour un organisme chargé de promouvoir le fait français. Selon la terminologie alors en vigueur, il passait pour un « causeux » aux yeux des personnes qui n'étaient pas prêtes à monter sur des barricades afin d'arracher des écoles françaises à des commissions scolaires rétives. Cet homme, au demeurant charmant, chercha spontanément à ridiculiser la position du jeune, dont je partageais l'âge et l'opinion. La discussion tourna

court. Ce party n'était pas l'occasion propice pour entamer un débat compliqué sur le thème: «Pourquoi se définir comme bilingue?»

N'empêche, comment expliquer une réaction aussi forte de la part de A... contre R...? Visiblement, pour ce militant de la cause des écoles françaises, lutte ardue entre toutes, entendre un jeune se déclarer culturellement bilingue avait quelque chose d'énervant. Car en ce temps-là, il se trouvait bien des adultes qui n'étaient pas favorables à l'école française. Des parents préféraient nettement les écoles bilingues, où l'enseignement se dispensait selon la formule 50-50; à moitié en français, à moitié en anglais.

Dans la perspective du militant pro-français, le bilingue était donc une personne qui n'était pas sûre, à qui on n'aurait pas pu faire confiance pour siéger à un comité de parents. Le bilingue n'était pas un vrai francophone, un authentique, un croyant, un vrai croyant au-dessus de tout soupçon. À la fin de la soirée, le trentenaire piqué au vif, par ailleurs fort bon bilingue, m'avait confié à l'oreille: «Bernie, as-tu déjà vu un unilingue s'assimiler?» Le sous-entendu était clair: seul un bilingue peut s'assimiler. La conclusion tombait sous le sens: le bilingue qui ne s'assimile pas est le bilingue dont l'identité est indiscutablement franco-manitobaine.

Seulement voilà, les faits sont têtus. Les écoles françaises, censées propager l'identité franco-manitobaine depuis maintenant un bon quart de siècle, produisent toujours plus de jeunes qui s'affichent bilingues. Ce qui est d'ailleurs une manière honorable de s'identifier. En effet, nous savons tous pertinemment que beaucoup de jeunes sont plus à l'aise en anglais qu'en français. Devant pareille évidence, nous devrions même tirer notre chapeau devant leur franche volonté de s'affirmer, de souligner qu'ils ne souhaitent rejeter aucune partie d'eux-mêmes. Somme toute, il vaut mieux se définir comme bilingue, afficher sa différence et rejeter les complexes d'infériorité.

Ainsi, ces jeunes issus de la Division scolaire franco-manitobaine, établie en 1994, prouvent qu'ils n'ont pas l'intention de renier le français, même quand ils parlent cette langue bien moins joliment que l'anglais. Les enseignants des écoles de la DSFM ne devraient vraiment pas s'inquiéter d'entendre leurs élèves se dire

bilingues. En fait, c'est même une grande réussite que les jeunes du nouveau millénaire veuillent se considérer bilingues. En attendant une meilleure façon de s'identifier, ils ont bien le droit de refuser une identité préfabriquée. Ils ont bien le droit de ne pas être obligés de se déclarer francophone ou anglophone. Dans leur mentalité, il ne s'agit pas d'être l'un ou l'autre. Mais bien de trouver le moyen d'être l'un et l'autre. Et donc d'être plus que ce qui leur est proposé, en l'occurrence une identité franco-manitobaine imposée.

À la décharge de mon ami amateur de pizza, Aimé Boisjoli n'avait pas encore mis la Société franco-manitobaine au défi de changer de nom lorsqu'il avait voulu savoir où j'en étais dans mon évolution personnelle après 25 hivers manitobains.

L'histoire retiendra peut-être la date du 23 octobre 2004 comme un moment tournant dans la vie de l'organisme porte-parole de la communauté franco-manitobaine. Au Fort Gibraltar ce jour-là, les membres présents à l'assemblée annuelle ont entendu un jeune homme proposer un changement de nom pour l'organisation fondée fin 1968. Aimé Boisjoli proposa que la Société franco-manitobaine devienne la Société francophone du Manitoba. SFM pouvait toujours se dire SFM, mais ne devait plus signifier la même chose. Pour lui, le changement suggéré n'était pas juste symbolique, et encore moins cosmétique. Aimé Boisjoli justifia sa proposition en affirmant que l'appellation « franco-manitobain » avait un côté exclusif. Or, la SFM existait dans le but de représenter tous les francophones, qu'ils soient métis, québécois, acadiens, francophones langue seconde, bilingues ou immigrants.

Depuis quelques années, il est de bon ton au Canada de parler d'inclusion. Nous savons pourquoi. Le Canada a un besoin criant d'immigrants compétents, afin que tourne sa machine économique. Face aux nouveaux arrivants, en bonne logique de multiculturalisme, l'attitude positive recommandée aux Canadiens est celle de l'inclusion. Un mot qui était déjà volontiers repris par les responsables de la SFM, dont l'ouverture n'était pas à démontrer. En effet, depuis quelques années ils prônaient, à leur initiative, l'élargissement de « l'espace francophone ».

Ainsi, explicitement, les dirigeants de la Société franco-manitobaine reconnaissaient-ils qu'il n'était pas possible de militer en



faveur de l'élargissement de la communauté franco-manitobaine. En choisissant de développer « l'espace francophone » plutôt que la « communauté franco-manitobaine », eux-mêmes voyaient bien que le concept « franco-manitobain » n'était pas forcément bien perçu. Tout en sachant qu'enlever l'adjectif qualificatif « franco-manitobaine » du nom de l'organisme équivalait, en quelque sorte, à tourner le dos au concept identitaire du Franco-Manitobain.

Tout cela, mon ami amateur de pizza le savait. Grand connaisseur de la question franco-manitobaine, il pouvait difficilement me reprocher de ne pas vouloir m'identifier à un groupe d'humains qui doutait ouvertement de sa capacité d'attraction.

Quand le sujet de mon identité est soulevé, je commence par souligner que la première chose qui m'importe dans la vie, c'est mon esprit. Avant toute considération de groupe social, j'estime que l'identité est une affaire personnelle. Je cherche à construire la mienne à partir des exigences de mon esprit. Or, mon esprit est exigeant, il me pousse à évoluer, à ne pas me satisfaire d'une pensée coulée dans un moule.

Le pape Benoît XVI, alors qu'il était le cardinal Josef Ratzinger, avait fait cette remarque à un journaliste allemand : « La vache n'a pas à réfléchir pour être vache. Mais l'humain doit s'inventer lui-même. » Vu ainsi, l'identité de chaque personne se présente comme une invention permanente, une volonté de toujours mieux devenir soi-même.

D'ailleurs, il en va des gens comme des pays. Prenons notre cher Pays de CKSB. À l'image de la radio, média en constante évolution technologique, le Pays de CKSB n'est pas resté figé dans les années 1940. Une vérité qui s'applique bien sûr au Canada tout entier. À cause de ses tensions internes, notre pays se trouve en constant ajustement.

Pour se convaincre de la rapidité du mouvement, il suffit simplement de jeter un petit coup d'œil aux racines historiques du Pays de CKSB. D'abord, s'il existe, c'est grâce à la vision du Canada français développée à partir du pacte confédératif de 1867. Une vision simple, mais franchement irréaliste dans un monde conditionné par la loi du plus fort. Selon cet idéal, partout où se trouvait un Anglais protestant, un Canadien français et

catholique avait aussi le droit d'exister. Donc, le Canayen est chez lui partout, au même titre que le British. Depuis la Confédération, le Canadien français, qui avait ses entrées partout sur le continent nord-américain depuis des siècles, réclamait le droit d'être au moins chez lui d'un océan à l'autre.

Présenté autrement, l'ambition fantastique du Canada français correspondait au refus de laisser le maître British régner seul à bord du vaisseau Canada. Mais comme le maître ne voulait pas partager, de guerre lasse le Canada français mourut officiellement durant les années 1960. Trop de Canadiens français étaient devenus des Québécois. En même temps qu'ils tournèrent en masse le dos à la religion, les Canayens se provincialisèrent, limitèrent leur avenir au territoire appelé Québec. Ce Québec qu'ils pouvaient contrôler via leur Assemblée, dorénavant nationale. Les Québécois n'avaient plus besoin de la religion pour s'imposer. Le pouvoir politique leur suffisait.

Pris dans la même mouvance, les Canadiens français du Manitoba voulurent eux aussi se donner une élite laïque. Par contre, leur pouvoir politique au niveau provincial était quasiment nul. Les croyants du fait français fondèrent la Société franco-manitobaine, suite à une série d'assemblées populaires. Détail sympathique: le nom fut choisi par le biais d'un concours. En 1968, lorsque Pierre Elliott Trudeau est porté au pouvoir à Ottawa sur le thème de la société plus juste, l'adjectif « franco-manitobain » pouvait donc passer pour un symbole d'affirmation, envers et contre tout.

Mais quel est l'espoir d'exister à long terme sans un solide poids politique? Il est très faible. Sauf si le champion de la société plus juste ne renonce pas à l'idéal du Canada français et croit à la place légitime des Canayens partout au pays; ou, en tout cas, au moins au sein de districts bilingues. Avec Pierre Elliott Trudeau est venu le miracle d'une *Charte canadienne des droits et libertés* garantissant, notamment, le droit à l'éducation en français dans les provinces dites hors Québec. Du coup, même sans poids politique, les militants de la cause française obtenaient un levier juridique, qui a fini par faire bouger, à force de batailles entre avocats, les politiciens immobiles.

Le miracle humain obtenu par Pierre Elliott Trudeau est la possibilité, pour les Canadiens qui le désirent, de refuser l'unilinguisme, parfois encore présenté comme la meilleure solution pour tenir le pays uni. Pourtant, la réalité crève les yeux. C'est le bilinguisme bien compris qui est la clé de l'unité canadienne. Sous cet angle canadien, le bilingue est celui qui fait la démonstration au quotidien que le choix de posséder les deux langues officielles est source d'unification, tant personnelle que collective. Dans cet esprit, « bilingue » est synonyme d'ouverture, tandis que « franco-manitobain » relève du « repli identitaire », pour reprendre une expression à la mode.

Le bilingue est donc d'office plus que la somme de ses deux langues, ne serait-ce que par l'effort qu'il fournit afin de les maintenir bien vivantes. Dans le contexte politique du XXI<sup>e</sup> siècle, le bilingue actif est conscient d'être un témoin fort de l'unité. L'unité, qui est la plus ardente des nécessités humaines à l'heure où l'humanité se sait une, sans toutefois être en mesure de penser son unification. Avec une aussi belle conscience à l'œuvre en lui, pourquoi un bilingue voudrait-il s'investir dans une organisation essentiellement vouée à la défense de la langue française ? Son intérêt pour une identité qu'il cultive dans un esprit d'unité ne le conduit-il pas naturellement vers une organisation capable de lui offrir une vision au moins aussi inspirante que l'idéal du Canada français ? Idéal, au demeurant, sans lequel le Pays de CKSB serait resté lettre morte. D'ailleurs, notre Pays de CKSB est sûrement l'un des pays les plus bilingues au monde !

C'est pourquoi la question fondamentale de l'unité est au cœur de l'identité du Pays de CKSB. Toutes les personnes qui ont eu le privilège de grandir avec au moins deux langues sont confrontées à l'exigence d'être plus que les deux langues qu'elles chérissent. Deux langues qui ne sont pas en compétition. Mais deux langues qui, tout au contraire, exercent un rôle complémentaire qui nous permet d'exister pleinement.

Pour les dizaines de milliers de Manitobains qui font en ce moment l'effort de se débrouiller dans au moins deux langues, la question de l'unité est inséparable de leur identité. Vraiment, quelle chance humaine quand le développement de l'identité personnelle tient, au fond, à un travail d'unité sur soi-même. Si nous

voulions exprimer notre condition de bilingue canadien avec panache, nous dirions que l'exigence d'intégrer la soif d'unité à notre identité résume le combat que nous livrons avec nous-mêmes.

Mais revenons à mon ami. Devant la même pizza, après avoir marqué un assez long temps de réflexion suite à mon refus catégorique de m'identifier comme franco-manitobain, il crut devoir me demander :

— Bon. Si tu ne te considères pas franco-manitobain après au moins 25 ans à Saint-Boniface, qu'est ce que tu es, alors ?

Moi aussi j'ai marqué une pause. Beaucoup de choses se bousculaient dans ma tête. J'ai fini par lui répondre que je me sentais Canadien dans l'âme. Pourquoi ? Parce que je peux m'associer à du monde qui essaie de régler un vieux drame d'identité. Un drame qui va de soubresaut référendaire en soubresaut référendaire du fait qu'un esprit d'unité n'arrive pas encore à remplacer la pensée du monopole, qui continue de prévaloir. Aussi, je me sens canadien parce qu'il est à peu près sûr que notre pays ne cherchera jamais à imposer son unité par la force militaire. Un pays qui fera tout son possible afin d'éviter la folie d'une guerre civile est un pays pour lequel il vaut la peine de s'engager.

Il y avait une autre raison qui m'avait fait hésiter avant de répondre à mon ami fervent de pizza authentique. Car si je peux me sentir canadien sans problème, ce que je veux être par-dessus tout, c'est petit-canadien.

— Petit-canadien ? Que veux-tu dire par là ?

Puisqu'il m'avait posé la question, j'ai eu l'amical plaisir de le mettre dans la confiance de ma plus récente trouvaille. Il savait déjà que je n'étais plus le même depuis que j'étais parti à la découverte du Pays de CKSB en 1995, en vu d'un grand reportage, publié à l'occasion des 50 ans de la station. J'avais alors pris conscience qu'une succession de petits miracles avait été nécessaire pour que le poste vît le jour. Depuis, je n'ai eu de cesse de partager cette vérité : au Manitoba, et donc à l'échelle des Prairies, nous bénéficions d'une impossibilité appelée CKSB.

Que faire d'une impossibilité ? Eh bien, il faut attendre qu'une occasion en or se présente pour l'exploiter. Pour l'exploiter à la manière des mineurs qui creusent et grattent le filon déniché par

un prospecteur. Cette occasion s'est présentée à moi en 1998, lorsque mon frère Roger Bocquel, après une longue prospection, a découvert une nouvelle façon de jouer en société.

J'ai donc expliqué à mon ami que tous les jeux organisés existants fonctionnent sur le modèle du monopole. Les joueurs jouent les uns contre les autres et, au bout du compte, il n'y a « que un » gagnant. Pourtant, il suffit de jouer à « au moins deux » gagnants pour que les joueurs jouent ensemble, les uns avec les autres. La découverte est simple comme bonjour. Mais ses conséquences concrètes sont étonnantes. Jouer à « au moins deux » gagnants signifie dans la pratique que chaque joueur est autonome, responsable de ses propres décisions. Finis les rapports de force. Dans ce nouvel espace de jeu, aucun joueur ne peut dominer un autre joueur. Car le principe « au moins deux » garantit la souveraineté de chaque joueur. La mentalité du monopole « que un » a cédé sa place à un esprit d'unité.

Dans la vraie vie, ce principe d'unité « au moins deux » s'applique très bien à la situation particulière des habitants bilingues du Pays de CKSB. Pour que toute notre perspective de vie change, pour que notre situation de privilégiés qui s'ignorent ressorte, il suffit de nous voir comme des auditeurs bilingues capables de parler « au moins deux » langues, au lieu de « que deux » langues. Du coup, identité rime parfaitement avec unité. Résultat pratique? Un bilingue conscient du principe d'unité « au moins deux » est en mesure de développer le meilleur de son identité: c'est-à-dire sa personnalité unique.

Toutefois, développer sa personnalité nécessite des conditions favorables. Dans notre cas, il faut prendre conscience du contexte historique qui a permis notre existence de bilingues « au moins deux ». Ce qui est très facile, puisque nous sommes déjà conscients que le Pays de CKSB est issu de l'idéal du Canada français. Il nous suffit donc de faire un simple petit tour dans notre histoire pour constater qu'un auditeur fidèle à Radio-Canada au Manitoba (et dans l'Ouest...) s'appelle un Petit-Canadien.

L'explication tient en peu de mots. Dans l'Ouest, les petits pays peuplés de Canayens sont dans les faits des Petits-Canadas. Au Manitoba, par exemple, le Petit-Canada a été voulu par Mgr Alexandre Taché, évêque de Saint-Boniface à la mort de Mgr

Provencher en 1853, puis archevêque à partir de 1871 jusqu'à sa mort en 1894. Son successeur, Mgr Adélard Langevin, a tout entrepris afin de sauver le Petit-Canada dans sa juridiction, notamment en fondant une congrégation d'enseignantes, les Missionnaires Oblates du Sacré-Cœur et de Marie Immaculée, qui ont commémoré leur centenaire en 2004. Ces sœurs ont œuvré afin que la double dimension catholique et française des Canayens soit préservée. Sans leur abnégation, et celle des autres communautés enseignantes au Manitoba, il n'y aurait pas eu grand monde dans des années 1940 pour rêver à écouter une radio en français, Canayens et Métis confondus.

L'originalité d'un Petit-Canada moderne tient à la volonté des Petits-Canadiens de vivre avec « au moins deux » langues vivantes. Au vrai, il ne peut pas y avoir plus petit-canadien dans l'âme qu'un habitant du Pays de CKSB. Le Pays de CKSB n'accueille-t-il pas, avec la même joie, la Saint-Jean-Baptiste et la Fête du Canada ? Au Petit-Canada moderne, qui émerge grâce à l'existence du Pays de CKSB, nous pouvons admettre que l'unité entre ses gens est acquise. Car ses habitants ont en commun le besoin de parler « au moins deux » langues.

Vivre au Petit-Canada, c'est donc connaître le plaisir de faire son travail d'humain en toute souveraineté. C'est-à-dire en creusant son identité sans être handicapé par le monopole et ses sombres histoires de dominants ou de dominés, de majoritaires ou de minoritaires. Au Petit-Canada, le lien nécessaire entre identité et unité n'est pas à maintenir de force. Il est tout naturellement vécu. Au Petit-Canada, grâce à la complicité du principe d'unité, chaque participant découvre sa souveraineté personnelle, le plus grand cadeau accordé à l'être humain.

Au quotidien, c'est notre bon vieux Pays de CKSB qui a la tâche historique de veiller à la bonne santé de cet endroit de paix appelé Petit-Canada. Il est sa place publique privilégiée, son lieu de rencontre radiophonique. Sans notre Pays de CKSB, le Petit-Canada ne pourrait pas servir de témoin au Canada tout entier. Des Petits-Canadiens ne pourraient pas faire la preuve qu'il faut prendre en compte l'esprit d'unité pour accomplir son devoir humain : c'est-à-dire aller toujours plus jusqu'à soi-même.

Mon ami franco-manitobain m'avait écouté sans m'interrompre. Avant que son dernier morceau de pizza ne fût complètement froid, avec un sourire, il me dit que, après tout, il était déjà petit-canadien sans le savoir.

Le fait que les interrogations perpétuelles sur l'identité canadienne restent encore sans une réponse convaincante permet d'espérer que la solution du Petit-Canada obtienne quelque considération de la part des gens qui croient au Canada. Toutefois, afin que le Petit-Canada puisse fédérer les énergies tendues vers l'avenir, il importe qu'il soit associé à un projet capable de stimuler les imaginations ancrées dans l'universel.

Le jour où le Petit-Canada aura une raison d'être universelle, qui dépasse les frontières continentales, le Pays de CKSB sera vu comme le noyau du Canada. Et le Canada, enfin sûr de son identité, pourra devenir le pays de la planète où il fait bon s'inventer soi-même.

## Le Petit-Canada, berceau de l'État humain

**L**E PETIT-CANADA HISTORIQUE de Mgr Alexandre-Antonin Taché devait permettre à la grande famille métisse et canayenne du Manitoba de maintenir sa double dimension française et catholique.

De nos jours, nous avons tendance à voir dans ce projet une espèce de chimère, car nous disposons du recul pour mesurer jusqu'à quel point les orangistes et anti-papistes de tous acabits voulaient à tout prix la perte du Canada français. Toutefois, pareille distorsion ne doit pas nous empêcher de constater que le premier Petit-Canada dans l'Ouest était profondément porteur d'avenir. En effet, l'histoire a amplement démontré que le tissu de parenté des Canayens et des Métis, irrigué par la foi catholique, contenait une énergie vitale garante d'avenir.

Le Petit-Canada moderne, nourri par le Pays de CKSB, doit lui aussi se révéler porteur d'avenir s'il veut espérer fleurir. Le Petit-Canadien, nous l'avons reconnu, est un bilingue qui cherche à développer son identité personnelle en s'appuyant sur le principe « au moins deux », qui est l'expression concrète d'un esprit d'unité. Cette soif d'unité dont nous avons tous tant besoin afin d'améliorer le sort de la planète et de l'humanité.

Déjà, le Petit-Canadien admet la nécessité d'un esprit d'unité dans sa vie, puisqu'il ne parle pas « que deux » langues, mais « au moins deux » langues. Cette attitude fondamentale d'ouverture en fait d'emblée un artisan de paix. C'est-à-dire une personne qui a conscience que tout effort de paix personnel est en même temps un effort pour la paix dans le monde. Ce qui est un excellent début de prise de conscience pour donner une raison d'être universelle au Petit-Canada.

Notre problème à tous, c'est qu'un esprit d'unité ne peut pas



vraiment s'épanouir dans nos systèmes politiques, qui sont le reflet de la mentalité du monopole, l'anti-Petit-Canada par excellence. Dans la logique du monopole, contrairement au Petit-Canada, il n'y a pas de souveraineté personnelle possible. C'est-à-dire qu'il n'y a pas vraiment moyen de développer jusqu'au bout le côté unique de son identité.

Voilà pourquoi je n'ai jamais été à l'aise avec l'idée d'une identité « franco-manitobaine ». Car l'accent est surtout placé sur un seul aspect de notre identité, en l'occurrence sur la dimension linguistique. Et encore : l'accent est seulement placé sur une partie de notre dimension linguistique, puisque nous parlons les deux langues officielles, le français et l'anglais. La notion de « franco-manitobain » paraît donc franchement réductrice, puisque notre identité linguistique est d'office fondée sur deux langues. Et je devrais dire « au moins deux » langues, parce que je connais bien des auditeurs du Pays de CKSB qui sont trilingues et heureux de l'être.

L'autre problème avec l'identité « franco-manitobaine », c'est qu'elle est attachée à un territoire politique précis. Un problème inexistant auprès des auditeurs du Pays de CKSB qui se voient comme des Métis ou des Canayens. En effet, ces gens-là maintiennent que leur identité est plus vaste qu'une question de langue et de territoire. En réalité, le Canayen du Manitoba n'a pas besoin de souligner qu'il parle le français, car l'affaire va de soi. Par contre, comme canayen, il exprime la volonté de tenir tête à tous ceux qui lui refusent sa place légitime partout au Canada.

Mais le drame du Canayen, c'est qu'il n'a pas réussi à faire admettre que le Canada serait un pays plus uni si le français était politiquement légitime, si le français était humainement respecté. Soyons bien clairs : depuis que le roi de France a tiré un trait sur la Nouvelle-France en 1763, la langue française a perdu sa légitimité. Non seulement elle n'incarnait plus l'autorité, mais sa présence nuisait à la consolidation du nouveau pouvoir anglais. Aux yeux de la Couronne britannique, éliminer le français était un but normal, mentalité de monopole oblige. Il s'avère que toutes ses tentatives monopolistiques ont été contrecarrées.

Dans le Québec contemporain, il existe plusieurs générations de séparatistes à l'œuvre. Leur but est de rendre une fois pour toutes indiscutable l'existence du français dans cette province.

Pour ces séparatistes, qui ne peuvent que suivre la stricte logique du monopole, il faut que le Québec soit souverain afin de reconquérir totalement la légitimité de la langue française. À leurs yeux, légitimité du français ne peut que rimer avec souveraineté nationale.

Mais la découverte du principe d'unité « au moins deux » et l'émergence du Petit-Canada permettent de repenser les notions de légitimité et de souveraineté. Si le Petit-Canada arrive à faire valoir son existence, nous pouvons sortir de cette pensée voulant qu'un pays obtienne son unité véritable uniquement lorsqu'il se résume à *One Nation, One Language*, le slogan bien connu et fort compréhensible des anti-francophones du Canada. Tandis qu'au Petit-Canada, la souveraineté est garantie seulement lorsque les deux langues sont officielles et légitimes.

Ainsi, se concevoir comme petit-canadien, c'est souligner à la face du monde que la véritable souveraineté n'est pas une souveraineté enracinée dans la pensée du monopole. Au contraire, c'est affirmer que la véritable souveraineté est ancrée dans un esprit d'unité, qui exige, par définition, l'ouverture absolue à l'autre.

Traduit en langage politique, cela signifie que la réussite d'une authentique unité canadienne exige des gens qui pensent comme de vrais souverains, c'est-à-dire des personnes qui agissent en petit-canadien. Au Petit-Canada, il va de soi que le français est tout aussi indispensable que l'anglais. Sinon, notre identité personnelle s'appauvrirait forcément.

La question qui se pose maintenant est celle-ci : cette totale légitimité dont le français bénéficie au Petit-Canada, peut-elle un jour s'étendre au Canada entier ? Le Canada entier pourra-t-il un jour accepter sans discussions la nécessité du français ? Oui, le Petit-Canada peut jouer un rôle politique clé dans l'unification de notre pays. Comment ? En prouvant que si le français était une langue pleinement légitime au Canada, notre pays trouverait sa véritable raison d'être dans le concert des nations. Et quand je dis légitime, j'entends aussi légitime que l'anglais à Londres, l'allemand à Berlin, l'espagnol à Mexico et Madrid, ou le français à Paris.

Sur le coup, une telle affirmation paraît évidemment farfelue. En effet, quel but extraordinaire le Petit-Canada pourrait-il bien se

fixer afin d'assurer la légitimité du français non seulement dans son espace bilingue, mais aussi à l'échelle de ce Canada encore peuplé de nombreux récalcitrants au fait français ?

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, à l'heure où la Terre n'est plus qu'une petite boule bleue, cet objectif devrait forcément avoir une portée internationale, capable d'intéresser tous les habitants de la planète. En d'autres mots, il faudrait que la raison d'être du Petit-Canada fasse du Canada entier un pays dont l'existence soit absolument nécessaire au plus grand bien de toute l'humanité.

Eh bien, cette raison d'être existe ! Le Canada peut se donner une utilité susceptible d'intéresser tous les peuples de la Terre. Cela grâce à un jésuite, le Père Robert Bernier, un puissant intellectuel qui a développé, au tout début des années 1950, une vision originale de l'ordre politique.

Robert Bernier est né à Saint-Boniface en 1911. Il était le fils d'un homme politique célèbre à l'époque : Joseph Bernier, longtemps député conservateur du comté provincial de Saint-Boniface avant d'être nommé juge. Son fils Robert, après avoir réussi de brillantes études au Collège de Saint-Boniface dirigé par les jésuites, décida d'entrer dans la Compagnie de Jésus et quitta à cette fin le Manitoba en 1930. Pendant son parcours pour devenir prêtre, Robert Bernier a enseigné plusieurs années au Collège Brébeuf à Montréal, là où l'élite du cru faisait éduquer sa progéniture. À ce moment-là, le Bonifacien était dans sa mi-vingtaine et disposait déjà d'un rare charisme. Ainsi a-t-il pu marquer tous ses élèves, dont un certain Pierre Elliott Trudeau, qui devint premier ministre du Canada en 1968. À peine élu, ce dernier n'a pas manqué de reconnaître publiquement l'influence profonde que le Père Bernier avait exercée sur lui.

Il faut préciser que les deux hommes sont restés en contact durant toute leur vie. Ainsi, quelques jours avant sa mort en février 1979, le Père Bernier avait tenu à parler une ultime fois à Pierre Elliott Trudeau. Le premier ministre l'avait immédiatement rappelé. Le vieux maître mourant avait pu partager quelques instants avec son ancien élève et ami. Sans doute ont-ils évoqué quelques moments marquants de leur passé commun...

C'est au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale que le philosophe Robert Bernier, alors dans sa trentaine, se posa la question fondamentale de l'organisation politique de l'humanité,

qui venait de traverser sa pire catastrophe. En 1945, les pays alliés qui avaient écrasé l'Allemagne et le Japon, avaient répondu à la question d'un nouvel ordre mondial en établissant les Nations unies. L'histoire a montré que le pouvoir des Nations unies demeure limité à cause des intérêts nationaux, particulièrement les intérêts des plus puissantes nations, conformément à l'inévitable loi du monopole qui régit les affaires planétaires.

Mais déjà en 1951, le Père Bernier était très conscient des limites de l'ONU lorsqu'il publia les résultats de ses réflexions philosophiques sur la meilleure façon d'organiser les relations politiques entre les États de la planète. Dans son livre intitulé *L'autorité politique internationale et la souveraineté des États – Fondements philosophiques de l'ordre politique*, le penseur propose une solution originale. Une solution qui exige cependant une nouvelle conception de la politique.

Ainsi, le philosophe réussit à montrer que nous faisons depuis longtemps un mauvais usage de la politique. Pourquoi ? Parce que nous négligeons la dimension transcendante de la politique, aspect que les grands esprits de l'Antiquité avaient pourtant déjà identifié. Son constat revient à dire que nous n'arrivons pas à placer la politique au-dessus de tous les intérêts partisans possibles et imaginables. Or, quand la politique est soumise à un intérêt particulier, comme la religion par exemple, alors la politique n'a plus assez de force pour mettre le bon ordre dans les affaires d'une société. Robert Bernier soutient que la politique doit être plus forte que toutes les autres forces qui sont en compétition dans nos sociétés.

Vous le voyez bien par cette brève esquisse de sa pensée, nos conceptions habituelles de la politique sont très loin du sens que l'intellectuel donne au mot. Ne vivons-nous pas à un temps où la politique est une activité déconsidérée ? Un temps où la politique est souvent devenue synonyme de mauvaise foi ? À la lecture du Père Bernier, nous pouvons déduire que plus la politique est méprisée dans une société, plus cette société est en proie à des difficultés graves.

Cela va sans dire, le livre du Père Bernier n'est pas facile d'accès. Mais son auteur s'avère aussi excellent professeur, capable de faire comprendre des idées qui exigent des connaissances approfondies en philosophie. Quand le lecteur s'emploie à l'écouter, il

arrive à saisir sa vision d'un État humain, qui est au-dessus de tous les États existants, mais qui ne cherche pas à enlever quoi que ce soit à ces États. Aux yeux de Robert Bernier, il faut que cet État humain soit un jour mis en place si nous ne voulons pas que la société humaine, dans son ensemble, aille à la catastrophe.

Évidemment, une telle vision humaniste n'est pas dans l'intérêt d'États qui sont guidés par la pensée égoïste du monopole. Mais la pensée novatrice du Père Bernier n'est plus vraiment utopique depuis l'apparition du Petit-Canada et des Petits-Canadiens. En fait, le Petit-Canada se présente comme la terre

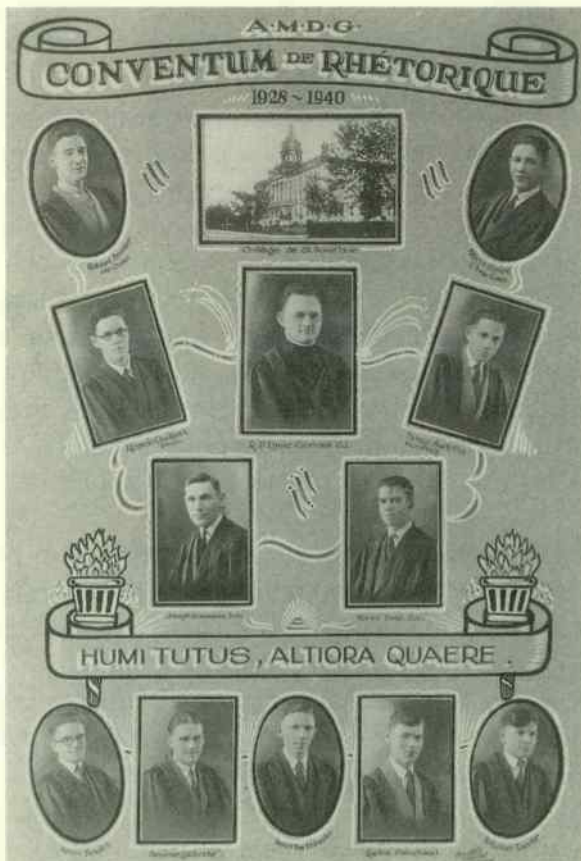


Photo: ASHSB-13770

*Les collègues de classe de Robert Bernier  
au Collège de Saint-Boniface.*

d'accueil idéale de cet État humain. En effet, les Petits-Canadiens se sont déjà ouverts à l'universel par leur compréhension du principe d'unité « au moins deux », qui ouvre la voie à la souveraineté personnelle. Par Robert Bernier, voici les Petits-Canadiens à même d'embrasser un défi universel, à même d'être utiles au reste de la planète.

La vision proposée pour que le Petit-Canada moderne devienne porteur d'avenir, comme l'était en son temps le Petit-Canada de Mgr Taché, est simple. Elle se résume à un mouvement : plus il va y avoir de gens capables de comprendre la valeur de la

souveraineté personnelle pour réussir leur vie, plus il va y avoir de personnes capables de croire à la possibilité de l'État humain.

Dans ce scénario, le Petit-Canada du Pays de CKSB se présente comme le berceau potentiel de l'État humain, tel que l'a conçu le Père Bernier. Si le Petit-Canada réussit à se positionner pour remplir ce rôle historique, alors gageons qu'il n'y aura plus un Canadien au pays qui doutera de l'intérêt de garder bien vivant ce Petit-Canada où le français jouit de la même légitimité que l'anglais. Voilà pourquoi le français peut redevenir pleinement légitime au Canada, comme dans le bon vieux temps du roi de France. Car l'indépendance du Canada, la souveraineté du Canada, la nécessité du Canada, dépendront alors directement de la légitimité du français au Canada.

Avec pareille vision à l'esprit, nous pouvons voir l'existence du Petit-Canada comme la percée historique voulue afin que s'épanouisse concrètement un esprit d'unité dans notre monde. Avec pareille vision, nous serions en droit de nous considérer artisans de paix.

Pour qu'un mouvement puisse grandir à l'échelle planétaire, il faut d'abord qu'il existe un noyau d'humains motivés à la base,

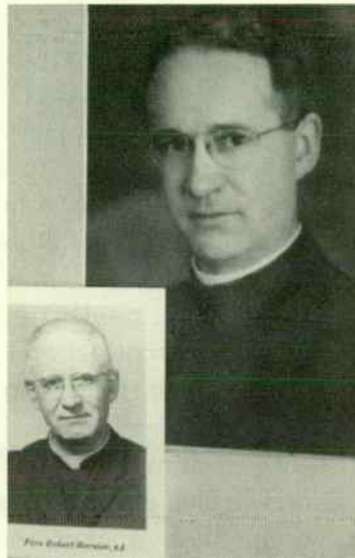


PHOTO: BERNARD BOCCOUEL

*Robert Bernier, S.J.*

c'est-à-dire à même de comprendre l'énormité de l'enjeu. Donc des gens qui sont réceptifs de par leur maturité politique. Ces gens existent : ce sont les Petits-Canadiens, les auditeurs du Pays de CKSB qui jouent à parler au moins deux langues et qui sont convaincus qu'il faut sortir de la mentalité majoritaire-minoritaire qui nous a été imposée. Car ce moule mental, acceptable dans la perspective franco-manitobaine, ne l'est absolument plus dans l'optique petite-canadienne. Ce carcan majoritaire-minoritaire, calque gentil du modèle dominant-dominé en vigueur chez tout monopole, ne correspond tout simplement pas à qui nous sommes vraiment : des bilingues « au moins deux » langues.

Dorénavant, grâce à la double découverte du Principe d'unité et de l'État humain, nous disposons des outils nécessaires pour relancer le vieil effort des Canayens qui n'ont jamais voulu céder au dominateur anglais, pourtant bien décidé à installer son autorité. Dorénavant, avec nos nouveaux outils, il n'est plus question de survivance. Au Petit-Canada, où règne un esprit d'unité, on n'est ni majoritaire, ni minoritaire, mais personnellement souverain. Les Petits-Canadiens peuvent réussir là où les ancêtres Canayens et Métis, confrontés à la loi du plus fort, ne pouvaient que rester sur la défensive. Car enfin, reconnaissons-le, la défense d'une langue, même si elle nous est chère, ne peut pas être une fin en soi. Toutefois, à partir du moment où la langue devient un cadeau à partager avec d'autres gens ouverts d'esprit et de bonne volonté, décidés à bâtir l'État humain, la vie en français au Manitoba commence carrément à redevenir intéressante.

À nous les Petits-Canadiens de nous montrer dignes des efforts fournis par les Métis et les Canadiens français du Manitoba depuis tant de générations. À nous de donner un sens universel à leurs épiques batailles. Voilà plus de 100 ans, l'avocat Thomas-Alfred Bernier était l'une des grandes figures engagées dans les luttes pour préserver la vision du Petit-Canada voulu par Mgr. Taché. Ce sénateur conservateur était aussi le grand-père de Robert Bernier le visionnaire et de l'abbé Maurice Deniset-Bernier, son cousin germain et frère adoptif.

L'abbé Maurice Deniset-Bernier, né en 1920 à Saint-Boniface, a été ma rencontre déterminante au Manitoba. Nous nous sommes rencontrés en 1995, alors que j'enquêtai au Pays de CSKB en vue

de la publication d'un grand reportage à l'occasion des 50 ans du poste. C'est par lui que j'ai pu prendre connaissance du livre sur *L'Autorité politique et la souveraineté des États*, qui donne la clé du rôle que le Petit-Canada moderne peut jouer dans l'avènement de l'État humain. Au fil des années, l'abbé Deniset-Bernier est devenu pour moi un interlocuteur essentiel. Très ouvert d'esprit, il n'a jamais refusé de réfléchir aux questions que je lui posais. Jamais je n'ai eu à douter du bien-fondé de ses réponses. En effet, l'ancien curé de la paroisse Cathédrale dans les années 1960 continue de fouiller les mystères du monde avec une honnêteté remarquable, alimentée par un cœur d'enfant toujours curieux.

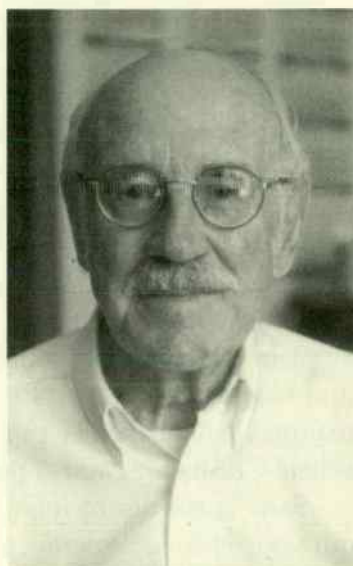


PHOTO: BERNARD BOCCOUEL

*L'abbé Maurice Deniset-Bernier.*

Monsieur l'abbé, il faut le souligner, n'est pas homme à se laisser convaincre facilement. C'est même un rationaliste déclaré, ce qui peut surprendre au premier abord de la part d'un homme de foi qui s'applique à pratiquer la charité au quotidien. Pour obtenir son approbation, il faut avancer des arguments raisonnés et raisonnables. Si votre propos n'est pas rationnel, il ne vous dira pas juste «oui» pour vous faire plaisir. Son honnêteté intellectuelle m'a été capitale dans le cheminement qui m'a permis de découvrir le Petit-Canada d'aujourd'hui et tout ce qu'il peut représenter pour l'avenir du Pays de CKSB. Il va de soi que l'ancien curé des Saints-Martyrs-Canadiens dans les années 1970 connaissait le génie de son frère jésuite. Mais il n'allait pas de soi qu'il accepte le sérieux des liens entre la découverte de l'État humain et son implication phénoménale pour le Petit-Canada et sa radio, CKSB.

La profonde conviction de Maurice Deniset-Bernier que le Petit-Canada moderne peut servir la cause de la paix planétaire et faire avancer les idées politiques du Père Bernier m'a été



nécessaire avant de commencer à m'exprimer publiquement sur ces questions vitales.

Maintenant, gens du Pays de CKSB, vous allez peut-être me dire que l'idée de mettre ensemble nos énergies pour travailler à bâtir l'État humain est un peu folle. À cette objection tout à fait compréhensible, je réponds ceci : pensez à Mgr Maurice Baudoux. Souvenez-vous que, dès les années 1930, l'ancien curé de Prud'homme en Saskatchewan avait avancé sa vision voulant que les Métis et les Canadiens français dans l'Ouest obtiennent l'accès au plein service radiophonique public. Sa vision inouïe n'est devenue réalité que 40 ans plus tard lorsque, suite à une série d'inimaginables péripéties politiques, Radio-Canada a finalement acheté CKSB et les autres postes des Prairies en 1973.

Sans la soi-disant folie de Mgr Baudoux, vous ne seriez pas qui vous êtes. Je ne serais pas qui je suis. Nous ne pourrions pas jouer à parler au moins deux langues. En fait, ce beau défi lancé au Pays de CKSB est tout simplement conforme à l'impossible tâche que s'était fixée une poignée de Canayens de l'Ouest lorsque leurs Petits-Canadas historiques s'effritaient sous leurs yeux devant la popularité de la radio uniquement disponible en anglais. Cet appel à bâtir les fondations de l'État humain trouve d'ailleurs un écho favorable au cœur de l'abbé Maurice Deniset-Bernier, qui motive son approbation sur l'expérience acquise au fil d'une longue vie, vécue en alliant foi et raison.

## Une communauté avant-gardiste

**L**ES JEUNES NÉS DANS LES ANNÉES 1980 ont besoin d'aide. En ce début de millénaire, la plus récente génération issue du vieux rêve canadien-français, transformé en « communauté franco-manitobaine » au début des années 1970, est en train de décider si un avenir bilingue vaut la peine.

Une chose est sûre : pour que le français reste une langue vivante dans la Province du Milieu, il va falloir développer un projet collectif ayant une portée universelle. Il va falloir se donner un projet d'avenir plus grand que nous tous. En effet, la seule perspective d'une job en français ne semble pas être un motif suffisant pour garder en santé la deuxième langue. Cela est d'autant plus évident que, sur le plan économique, la réussite du bilinguisme manitobain est claire. Le nombre d'emplois bilingues créés et disponibles par rapport aux années 1980 en constitue une preuve éloquente.

Il faut qu'un nouveau souffle traverse la francophonie manitobaine. Et ce nouveau souffle est contenu dans l'idéal du Petit-Canada. Le Petit-Canada, ce sont d'abord et avant tout les auditeurs du Pays de CKSB qui ont décidé qu'ils voulaient vivre avec au moins deux langues vivantes, le français et l'anglais. Au Manitoba, le potentiel de Petits-Canadiens s'élève, selon les chiffres du recensement de 2001, à environ 100 000 personnes. Cent mille personnes qui répondent à l'énoncé de mission du poste, qui est de desservir les auditeurs comprenant le français.

La grande ambition avancée pour le Petit-Canada est de devenir le berceau de l'État humain, tel que pensé par le Père Robert Bernier, S.J., un philosophe qui a vécu les 20 premières années de sa vie à Saint-Boniface. Une telle ambition permettrait d'asseoir la légitimité du français, qui deviendrait un élément vraiment constitutif de l'identité canadienne. Soulignons qu'aujourd'hui, il est courant d'envisager la langue française comme

une simple « valeur ajoutée ». Un terme qui reflète bien jusqu'à quel point le discours économique est en vogue.

Le Père Bernier nous a légué l'ambition de construire l'État humain dont toute l'humanité a besoin. À nous Petits-Canadiens, auditeurs du Pays de CKSB, citoyens volontaires d'un espace radiophonique sans limite depuis Noël 2000 grâce à Internet, de donner la preuve qu'un esprit d'unité existe au Petit-Canada. Cela au nom du principe que nous vivons déjà dans un esprit d'ouverture à l'autre en nous acharnant à cultiver au moins deux langues.

Devant cette réalité, admettons que le Petit-Canada ne puisse faire autrement que d'adopter la formidable vision politique dégagée par le Père Bernier. Admettons que nous rêvions ouvertement à la venue au monde de l'État humain. La conséquence immédiate, c'est que le Petit-Canada se donne une raison d'être qui dépasse les frontières provinciales et nationales. Le voilà qui s'élève au niveau international.

Une telle vision entraîne des répercussions concrètes sur la francophonie manitobaine, qui se conçoit encore trop comme un petit groupe minoritaire confronté au terrible mal de l'assimilation. Bien qu'elle veuille « élargir son espace francophone », pour reprendre une volonté qui s'est manifestée au début du millénaire au sein de la Société franco-manitobaine.

En nous identifiant comme des Petits-Canadiens, nous sortons du schéma majoritaires-minoritaires, en apparence inextricable, pour entrer dans l'aventure de la souveraineté personnelle. La souveraineté personnelle, c'est ce qui vous arrive quand vous décidez qué vous êtes un bilingue désireux de fonctionner avec « au moins deux » langues. Exprimée dynamiquement, la souveraineté personnelle est le moteur qui vous pousse jusqu'au meilleur de votre personnalité.

Ainsi, en nous identifiant comme des Petits-Canadiens, nous ne menons plus un combat d'arrière-garde dont l'objet est de sauver le français de la mort lente au Manitoba. Bien au contraire, nous nous trouvons résolument projetés vers l'avenir, sûrs de notre utilité à la face du globe. Sous cet angle nouveau, le Petit-Canada, berceau de l'État humain, se métamorphose en avant-garde des humains de bonne volonté.

Avec pareille ambition affichée, le beau mot de communauté

peut reprendre un sens profond. En effet, n'oublions pas que l'idée de « communauté franco-manitobaine » est apparue à la fin des années 1960, à la fondation de la Société franco-manitobaine. Avant les années 1970, personne ne parlait vraiment de communauté franco-manitobaine. Pour la simple et bonne raison qu'à cette époque, le mot communauté était réservé aux congrégations religieuses qui peuplaient le paysage manitobain. À ce moment-là, le mot de communauté représentait un idéal élevé; il était synonyme d'engagement pour la vie.

Presque du jour au lendemain, un autre sens s'est imposé, un sens plus social. Il faut préciser que le mot, sous l'influence de sociologues américains, commençait à être un concept à la mode dans ces années-là. Cette mode n'a fait que se renforcer au cours des décennies. Au point que vous faites probablement partie de plusieurs communautés à la fois. Par exemple, un auditeur du Pays de CKSB peut très bien se sentir membre de la communauté franco-manitobaine, de celle du Parc Windsor et de Plage Albert, sans oublier les communautés de gens d'affaires ou d'artistes.

Ce mot de communauté est tellement utilisé de manière floue qu'il n'est pas étonnant de devoir constater qu'il n'existe pas, à ma connaissance en tout cas, de définition officielle de la communauté franco-manitobaine, cela malgré le fait qu'un nombre important d'organisations travaillent dans le but de lui assurer un avenir.

D'ailleurs, c'est probablement du fait que le nom « Franco-Manitobain » ne soit pas attaché à un grand projet débordant la simple question de la préservation de la langue qu'un débat a été engagé, en octobre 2004, sur la pertinence de changer le nom de la Société franco-manitobaine. L'affaire se résume à une question de perception concernant le concept de communauté franco-manitobaine. Sur le fond, le débat souligne le malaise que peut éprouver un Petit-Canadien face à un état de minoritaire qui le limite dans le développement de son identité personnelle.

Souhaitons que l'arrivée sur scène du Petit-Canada puisse éclairer positivement les discussions, qui manquent singulièrement de point d'appui. Surtout qu'un Petit-Canada, porteur de la vision de l'État humain, se rapproche beaucoup plus de l'idée que l'on peut se faire d'une véritable communauté. Une communauté,

c'est-à-dire un groupe de personnes qui se réunissent afin d'embrasser un projet infiniment plus grand qu'elles-mêmes.

Après tout, il n'y a pas de mal à rêver qu'un jour la planète Terre s'appellera Canada, le Village de toute l'humanité. Et cela grâce aux actions décisives d'une communauté d'avant-gardistes.

Pareil espoir exige déjà de souligner la date du 16 février 2006. À l'instigation de l'homme d'affaires Claude Forest, qui a en plus apporté une contribution financière, le Conseil jeunesse provincial a organisé un premier Petit-Canada, destiné aux jeunes entre 14 et 25 ans, dans le cadre du 37<sup>e</sup> Festival du Voyageur.

Selon la vision avancée par Claude Forest, un ancien président d'Entreprise Saint-Boniface et de l'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba, cet événement baptisé Petit-Canada visait à créer un espace pour que la jeunesse bilingue de tous les horizons puisse se rencontrer. L'objectif a été globalement atteint. Aux yeux des participants, le nom Petit-Canada est devenu synonyme de lieu de rassemblement dans un esprit de convivialité et d'ouverture.

Car le cœur du premier Petit-Canada avait une composition originale. Il était formé de jeunes nés dans les années 1980 ou 1990, quelque part sur la planète, ayant le français comme pont commun. L'événement, tenu par un froid polaire, a été un franc succès sur le plan de la participation, toute une gamme de jeunes musiciens en vogue ayant su divertir les participants.

Radio-Canada était aussi présent à ce premier Petit-Canada, afin d'enregistrer un *mix* d'une des vedettes de la soirée, DJ Coop. Pour CKSB, c'était une première grande production destinée à être diffusée, dès le lendemain, sur Bande à part, une des chaînes continues de la radio satellitaire Sirius, dont la programmation a débuté en décembre 2005.

## Article 23 : le cul-de-sac

**L**A VOLONTÉ DE S'OUVRIR À L'AUTRE est l'un des traits marquants au Petit-Canada. Pareille attitude permet de réfléchir d'une nouvelle manière à l'unité canadienne.

Les Petits-Canadiens sont conscients que leur façon de voir l'unité du pays diffère de l'actuelle conception de l'unité politique, qui repose sur la loi du dominants-dominés, du majoritaires-minoritaires. Les Petits-Canadiens ont la maturité politique nécessaire. Ils savent que Ottawa finance les communautés francophones minoritaires de langue officielle à travers le pays pour tenter de prouver aux Québécois qu'ils sont partout chez eux au Canada.

L'appui financier du fédéral, accordé à des organisations au nom du principe, encore si mal-aimé, de la dualité linguistique, sert à consolider la version canayenne du Pacte confédératif de 1867. Selon cette version, la Confédération est une entente cordiale entre deux groupes de mentalités différentes, mais qui ont tous les deux le droit d'exister partout sur le territoire national. Ce droit à l'existence passe forcément par le contrôle des écoles, qui sont vues comme une sorte de sanctuaire culturel. Le clergé canadien-français du Québec appuya l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* parce qu'il reçut la garantie du contrôle provincial sur les écoles. Outre les écoles, le français obtenait, notamment, droit de cité à la Chambre des communes.

Ce compromis linguistique et culturel, arraché au maître anglais par les Canayens, a été repris mot pour mot trois ans plus tard dans l'*Acte du Manitoba*, la minuscule province établie à contre cœur par Ottawa en 1870. La suite de l'histoire est bien connue dans les grandes lignes. Sitôt que les anti-Canayens prirent le contrôle politique du Manitoba, ils torpillèrent ce Petit-Canada de l'Ouest. Dès 1890, au mépris de la constitution, le *Official Language Act* élimina le français des tribunaux et du Palais législatif. Les écoles, dossier sensible entre tous, disposèrent d'un sursis à cause d'un compromis politique adopté en 1896.

Mais en 1916, en pleine guerre mondiale, à un temps où les fidèles de l'Empire britannique resserraient les rangs face aux menaces subies, les pro-british anti-français et anti-catholiques parachevèrent leur besogne. Ils rendirent illégal l'enseignement en français. Il fallut attendre 1970 et un autre climat politique pour que le tout nouveau gouvernement néo-démocrate, qui avait besoin de l'appui du député de Saint-Boniface Laurent Desjardins, permît l'ouverture de classes françaises. Cette permission déclencha une série de guerres scolaires, puisque des commissions scolaires récalcitrantes gardaient le dernier mot. L'enseignement en français reposa à nouveau sur des garanties constitutionnelles après l'adoption de la *Charte canadienne des droits et libertés* en 1982.

Les adversaires de la *Charte*, voulue par Pierre Elliott Trudeau, s'accordent généralement à dire que l'article 23 garantissant l'enseignement en français aux minoritaires est la véritable raison d'être de cette innovation constitutionnelle. De fait, à quoi peut bien servir la *Loi sur les langues officielles* de 1969, et ses ajustements subséquents, si les provinces anglophones peuvent, à leur guise, nier aux minoritaires la possibilité de s'éduquer en français ? Sans le droit constitutionnel aux écoles, il est clair que le français n'est qu'une langue sur papier à l'Ouest d'Ottawa. L'article 23 a redonné un peu de souffle à l'interprétation canayenne du Pacte confédératif.

Au moment des grands et compliqués marchandages politiques qui permirent la *Charte*, l'article 23 passait pour une victoire considérable dans les milieux francophones hors Québec, et pour un coup de poignard dans les cercles séparatistes québécois. En fait, des années de batailles juridiques à rebondissements furent nécessaires afin de faire plier des gouvernements provinciaux obtus, dont celui du conservateur manitobain Gary Filmon, particulièrement rétif. Le regretté Laurent Roy, qui avait défendu la cause des parents manitobains, en était arrivé à la conclusion que l'article 23 n'était en fait qu'un strict minimum. Pierre Elliott Trudeau n'a pas pu, ou n'a pas voulu, allez savoir, accorder davantage.

Dans cette histoire de reconquête juridique de droits scolaires, il importe de souligner que les juges de la Cour suprême, tout au long des différentes causes entendues sur la question, se sont

employés à interpréter très largement le texte de l'article 23. Sans doute que son côté alambiqué a donné aux juges ultimes la marge de manœuvre qu'ils souhaitaient dénicher dans l'intérêt supérieur de la cohésion nationale. Ainsi que le remarqua une fois un ancien juge en chef de la Cour suprême, Bora Laskin, les juges de la plus haute cour ne sont pas infaillibles parce qu'ils sont les meilleurs juristes. Ils sont infaillibles parce qu'ils sont les derniers à juger.

Toutefois, malgré les interprétations larges données à l'article 23, il reste que, dans la perspective d'un Petit-Canadien qui joue à parler au moins deux langues, cet article comporte une faiblesse fatale. Cet article 23 lui donne le droit constitutionnel à l'éducation en français, à la condition qu'il se déclare minoritaire. Autrement dit, à la condition qu'il adopte un état d'esprit totalement à l'opposé de toute souveraineté personnelle, c'est-à-dire à l'opposé de toute recherche personnelle d'identité. Pour le Petit-Canadien, l'actuelle formulation de l'article 23 est politiquement compréhensible, mais humainement inacceptable.

Car, entre nous, il n'est tout de même pas acceptable que le majoritaire détermine mon identité, ou la vôtre. Cette situation est d'autant plus absurde qu'au fond, le majoritaire n'a aucune conscience véritable de ce qui se passe dans la tête d'un Petit-Canadien. Pierre Elliott Trudeau a probablement obtenu un petit miracle politique en constitutionnalisant le droit à l'école française à travers le pays. Cependant, le prix humain à payer est lourd. En effet, nous devons accepter, sans issue possible, le statut de minoritaire *ad vitam aeternam*. La *Constitution canadienne* a achevé de nous enfermer dans la logique minoritaire. Or, encore une fois, cette mentalité de minoritaire empoisonne tout développement personnel, car elle accepte la loi du dominateur. Certes, le mot « minoritaire » est plus sympathique à l'oreille que le mot « dominé ». Mais dans la réalité, le résultat reste le même : toute idée de souveraineté personnelle est exclue.

Parmi les développements très positifs qui ressortent de la *Charte canadienne des droits et libertés*, il faut remarquer la génération montante d'avocats qui a développé des compétences professionnelles en français comme en anglais. Les campagnes de sensibilisation de la population, lancées en 2005 par l'Association des juristes d'expression française du Manitoba, montrent bien que ces experts du droit sont, en esprit, petits-canadiens.



Ces juristes ont visiblement conscience qu'ils peuvent jouer un rôle dans l'évolution de notre société. L'émergence du Petit-Canada leur fournit une occasion inespérée de faire évoluer les mentalités. Les juristes sont, en quelque sorte, les théologiens du droit. Le Petit-Canada a besoin d'eux afin qu'ils relèvent le défi moral et intellectuel de transformer l'article 23. Il faut que le droit du minoritaire à l'enseignement en français devienne le droit souverain à l'école canadienne, conformément à un authentique esprit d'ouverture et d'unité.

Aux juristes petits-canadiens revient la tâche essentielle de repenser la *Charte canadienne des droits et libertés* en prolongeant, voire en dépassant, l'avancée politique acquise bien difficilement par leur confrère juriste, Pierre Elliott Trudeau. D'autant plus que l'ancien premier ministre, théologien constitutionnel par excellence, était, à n'en pas douter, un Petit-Canadien de cœur et d'esprit.

Car lui non plus ne dégageait rien du minoritaire dans son comportement. Car lui aussi se présentait comme mentalement souverain. Car lui aussi n'était pas du genre à laisser un quelconque majoritaire décider de son identité.

Encore une fois: ce n'est quand même pas un majoritaire abstrait qui va déterminer, sans même en avoir conscience, ma très concrète identité, votre très concrète identité personnelle.

## Le souffle du désir œcuménique

**L**E PETIT-CANADA ouvre de nouvelles pistes politiques et humaines. Des pistes politiques, puisque le Petit-Canada peut devenir le berceau de l'État humain. Des pistes humaines, puisque nous pouvons nous voir comme des personnes qui parlent au moins deux langues et ne se condamnent pas à rester minoritaires. Les Petits-Canadiens sont souverains parce qu'ils prennent leur identité en main.

L'auditeur du Pays de CKSB m'apparaît comme un Petit-Canadien moderne typique. D'ailleurs, le Petit-Canada fonctionne sur le modèle du Pays de CKSB. En effet, dans les deux cas, il s'agit de pays auxquels on adhère par désir, en toute souveraineté personnelle. Lorsque vous syntonisez CKSB, vous êtes bien conscient du choix que vous exercez. Vous n'ignorez pas les mille et une possibilités radiophoniques qui vous sont accessibles. C'est ainsi : le Petit-Canadien est une personne qui choisit librement, en conscience, son chemin.

La façon petite-canadienne de s'identifier a donc besoin de se développer dans un espace plus ouvert que celui de la « communauté franco-manitobaine ». En effet, le Petit-Canadien ne peut pas se sentir obligé de se conformer au modèle franco-manitobain, qui lui propose une identité prédéterminée de minoritaire. Le Petit-Canadien n'a aucun goût pour renforcer le système officiel basé sur la logique du monopole, la logique dominants-dominés, la logique majoritaires-minoritaires.

Le Petit-Canadien sait aussi que son existence découle de l'idéal du Canada français, qui avait été pensé par des membres influents de l'Église catholique romaine au Canada. Une Église qui avait été responsable d'établir les anciens Petits-Canadas de l'Ouest, destinés à regrouper des paroisses catholiques et françaises au sein d'un Empire britannique anglais et protestant.

Il est intéressant de souligner le lien entre l'actuel modèle de

pensée franco-manitobain et le modèle de pensée qui était en vigueur dans l'Église catholique romaine jusque dans les années 1960. Ainsi, nous pourrions affirmer qu'il n'y a pas, chez nous au Manitoba, de survie possible pour la langue française si les Franco-Manitobains n'acceptent pas de s'identifier comme minoritaires. Cette situation s'exprime aisément en paraphrasant une formule bien connue des aînés du Pays de CKSB: « Hors de la mentalité de minoritaire, point de salut. » Cette sentence est évidemment un écho de la fameuse formule « Hors de l'Église, point de salut ». D'évidence, l'Église catholique avait adopté, au fil des siècles, une attitude de monopole.

Tout change à l'occasion du célèbre concile œcuménique Vatican II, qui s'est tenu à Rome entre 1962 et 1965. L'Église romaine admit alors, suite à de longs et houleux débats, que le salut était concevable hors de son Église. Les Pères conciliaires acceptèrent que les chrétiens suivent le chemin de leur conscience, pourvue qu'elle soit éclairée. Les réformateurs surent faire comprendre aux conservateurs de la curie qu'il n'y a pas « que une » manière de gagner son salut. Il y en a donc, forcément, « au moins deux ». L'ouverture adoptée à Vatican II se trouve ainsi en plein accord avec cet esprit d'unité, dont le principe s'exprime par « au moins deux ». En fait, comme l'a souligné un jour le pape Benoît XVI alors qu'il était encore le cardinal de curie Josef Ratzinger: « Il y a autant de chemins qui mènent à Dieu qu'il y a d'êtres humains. »

Mgr Maurice Baudoux, le principal visionnaire de la radio française dans l'Ouest, a été un des Pères conciliaires les plus actifs. L'archevêque de Saint-Boniface était alors au début de sa soixantaine. Il a eu certaines difficultés à se sortir de cette pensée voulant qu'il n'y ait pas de salut possible hors de l'Église. Cependant, ses grandes qualités humaines de sincérité, d'honnêteté et de fidélité lui ont permis de dépasser la vieille pensée monopolistique. Celui qui avait pris pour devise épiscopale *Superimpendar*, c'est-à-dire « Je me dépenserai tout entier », a fini par comprendre qu'il n'est pas concevable de servir un Dieu d'amour en le présentant comme un Dieu exclusif.

Comme j'ai déjà tenu à le noter, sans l'acharnement de Baudoux le Patriote, je suis certain que CKSB n'aurait jamais vu le

jour. Et donc que jamais, des cendres du Canada français, un premier Petit-Canada moderne aurait pu émerger. Sans Mgr Baudoux, décédé le 1<sup>er</sup> juillet 1988 en pleine Fête du Canada, nous ne serions pas les mêmes personnes, nous aurions un autre regard sur le monde. En l'honneur de sa mémoire, je vous suggère d'utiliser le principe d'unité « au moins deux » en lisant, ou en relisant, le passage des évangiles où Jésus est tenté par le diable dans le désert, après 40 jours de jeûne.

Relisez l'épisode en identifiant le tentateur au monopole et Jésus à l'esprit d'unité « au moins deux ». Mettez-vous à la place du monopole. L'arrivée sur Terre de l'Esprit d'unité en personne représente la menace absolue. Car le monopole sait qu'il n'est qu'une image déçue de l'unité, puisqu'il n'est « que un ».

Pour le dire sous forme d'analogie linguistique, rappelez-vous ceci : n'importe quel monolingue sait que le bilingue possède quelque chose de précieux en plus. Et j'ajouterai que tout bilingue de naissance saisit très bien le drame d'être confronté à la perte d'une de ses deux langues. Tout Petit-Canadien qui fait l'effort de cultiver les deux langues qui lui ont été données sait ce qu'il lui en coûterait de perdre une dimension, de devoir se couper d'une partie de lui-même.

C'est pourquoi, à la lumière du principe souverain « au moins deux », je ne peux pas croire que l'Esprit d'unité incarné puisse avoir été tenté par les conquêtes d'un monopole dominateur. Comment même imaginer que Jésus puisse se prosterner devant un pouvoir temporel qui a acquis sa puissance et ses trésors par la violence ? Dans cette optique, il est impensable que le Souverain de l'autre monde s'abaisserait à s'installer au sommet d'une pyramide de crânes. À la lumière du principe d'unité « au moins deux », il est inimaginable que l'Esprit d'Amour ait été tenté de se rabaisser à l'état « que un » d'un vulgaire monopole.

Par contre, je peux très bien imaginer que l'Esprit d'unité « au moins deux » n'a pas été heureux de voir la longue dérive monopolistique à laquelle ont succombé, pendant bien des siècles, ceux qui affirmaient le servir.

Cependant, je peux très bien imaginer que l'Esprit d'unité a soufflé avec insistance vers le vieux pape Jean XXIII, dont le but terrestre avoué était d'atteindre la sainteté, afin qu'il convoque le

concile œcuménique Vatican II. Ce concile se devait d'être œcuménique, car œcuménique signifie universel, ouvert pour l'union, donc en harmonie avec le principe d'unité «au moins deux». L'œcuménisme est donc une autre façon de présenter l'universalité de ce principe d'unité qui est à l'œuvre au Petit-Canada, ce Petit-Canada dont CKSB est la radio de cœur.

## La bonne cause du service public

**L**E PHÉNOMÈNE PETIT-CANADIEN apporte aussi de nouveaux arguments en faveur du service public canadien. Une bonne nouvelle quand on sait la toute relative légitimité de la radio publique, de la télévision publique et du web public. Chez nous, la diffusion publique a toujours eu besoin d'ardents défenseurs. En effet, jamais au Canada la CBC n'a obtenu l'appui d'une majorité de la population depuis sa fondation en 1936.

L'extension phénoménale du paysage audiovisuel n'a pas arrangé cet état de fait. Ainsi, la télévision publique anglaise traverse une période particulièrement tumultueuse. Ses cotes d'écoute sont jugées faibles par ses détracteurs, qui n'hésitent pas à rappeler que le fédéral verse, en gros, un milliard de dollars annuellement à CBC/Radio-Canada. Certains vont jusqu'à soutenir que le service public devrait être financé en fonction des cotes d'écoute obtenues. Conclusion inévitable: le service public devrait exister sur les mêmes bases que les radios et télés privées! Une telle position revient tout simplement à nier la légitimité, et donc l'existence même, d'un service public. Pour mesurer toute l'ironie de telles attaques, il suffit de connaître un tout petit peu les origines de la CBC.

C'est au nom de la sauvegarde d'un fragile Canada en voie de décolonisation qu'un petit noyau de nationalistes canadiens réussit à faire admettre au fédéral la nécessité de mettre sur pied une institution publique capable de rivaliser avec les puissantes stations privées américaines. Pour prétendre rester fidèles à la Couronne britannique, les Canadiens devaient au moins entendre d'autres accents que ceux de leurs voisins au sud. La CBC et Radio-Canada furent donc créés afin de défendre la souveraineté culturelle de notre pays.

Comme dit, malgré un motif aussi essentiel, la mentalité canadienne n'a jamais massivement légitimé l'existence du service public radiophonique. Malgré son rôle vital de protecteur des

valeurs canadiennes, ce service public n'a jamais pu devenir une valeur canadienne universellement reconnue par ses habitants. Une des raisons tient sans doute au fait que les intérêts privés n'ont jamais vu d'un bon œil l'avènement de la CBC. Ils se sont employés à cultiver la confusion entre radio publique et radio d'État. Or, comme son nom l'indique, un service public est conçu pour servir le public et non le pouvoir en place. Une radio publique est au service du bien commun. Elle doit innover, prendre des risques. Elle n'est pas à la solde d'un gouvernement, comme l'est une radio d'État.

Pourtant, en dépit de la confusion dommageable entretenue, CBC et Radio-Canada ont prouvé, au fil des décennies, qu'il n'y a pas d'esprit canadien possible sans l'apport du service public. Le problème des défenseurs du service public, c'est que l'auditoire des télévisions et des radios publiques au Canada est loin d'être majoritaire. En plus, les gouvernements qui se succèdent à Ottawa ne semblent pas toujours heureux de financer un service dont la vocation est de nourrir l'indépendance d'esprit des citoyens. Cette réticence politicienne est facile à illustrer. Il suffit de souligner que nos élus continuent de refuser d'accorder un financement pluri-annuel et stable au service public. C'est bien la preuve que les protecteurs du service public n'ont pas encore trouvé l'argument définitif qui appuierait les requêtes répétées des hauts gestionnaires de CBC/Radio-Canada. Ces bonnes âmes protectrices n'ont jamais réussi à créer un mouvement public susceptible de faire plier la gent politique.

Voilà comment se présente la réalité depuis le début des années 1980, lorsque Ottawa, aux prises avec des déficits budgétaires, décida que la Société d'État devait, elle aussi, se serrer la ceinture.

Maintenant, reprenons le problème à la lumière du Petit-Canada. La valeur fondamentale au Petit-Canada est l'exigence de s'afficher comme un bilingue parlant au moins les deux langues officielles. Si le Petit-Canada arrivait à rayonner d'un océan à l'autre, le principe d'unité « au moins deux » deviendrait forcément une valeur canadienne fondamentale. Au nom de cette valeur canadienne fondamentale, les défenseurs d'une radio-télédiffusion plurielle pourraient alors tout bonnement faire valoir

la nécessité absolue de CBC/Radio-Canada. Il deviendrait alors anti-canadien de laisser le monopole de l'information et du divertissement à des chaînes privées, dont le motif premier est l'exigence du profit. La santé démocratique du pays exigerait d'office, par principe, sans discussion possible, la présence du système privé et du service public.

Déjà, dans l'esprit d'un Petit-Canadien, la qualité de la culture et la force de la démocratie canadiennes sont clairement liées à la pleine légitimité du service public. Mais il faudra que l'esprit d'unité « au moins deux » entre dans les consciences avant que le service public ne soit vécu comme une valeur indiscutablement canadienne, qu'on l'écoute ou non. Chose certaine : les défenseurs du service public, gens de principe, sont les premiers alliés naturels du Petit-Canada.

Au Pays de CKSB, cette garantie de légitimité dont disposerait enfin le service public radio-télé-web, serait vue comme une forme de remerciement aux pionniers et militants du service public. Souvenons-nous : CKSB a pu naître au nom de l'idée que les Canayens de l'Ouest avaient autant droit au service public radiophonique que les Canayens du Québec. Ensuite, CKSB n'a pu survivre raisonnablement durant les années 1960 qu'avec l'aide financière de Radio-Canada. Enfin, CKSB a été définitivement sauvé seulement en 1973, lorsque le petit poste privé affilié au réseau en 1952 fut acheté par Radio-Canada. Depuis lors, CKSB est l'un des piliers du réseau radiophonique public, grâce à son vieil enracinement communautaire.

La popularité du Petit-Canada permettrait à sa radio, CKSB, de faire intégralement partie de l'histoire du service public, qui demeure l'outil clé de la souveraineté culturelle du Canada. Puisque tous conviendront que c'est par CKSB et son auditoire de Petits-Canadiens que vint l'incontestable argument pour légitimer, une fois pour toutes, le service public.

Et si d'aventure il devait rester des gens convaincus que les réseaux privés suffisent en matière de communication, ce commentaire émis en 2005 par Patrick Le Lay, pédégé de TF1, la plus importante télé privée de France, devrait suffire à alimenter leur réflexion : « Le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit (...) Pour qu'un message publicitaire soit



perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de ce cerveau humain disponible.»

## Claude Sumner, le Canadien français africain

**C**LAUDE SUMNER n'a jamais été Franco-Manitobain. Car cet enfant de Saint-Boniface quitte le Manitoba à l'âge de 20 ans, en 1939, après son cours classique chez les jésuites, pour entrer dans la Compagnie de Jésus. Lorsque sa communauté l'envoie en 1953 enseigner la philosophie en Éthiopie, c'est un Canadien français qui descend de l'avion à Addis-Abeba. Quand en 2001 il doit quitter son pays d'adoption pour des raisons de santé, après 48 années d'un travail très fructueux, c'est un Canadien français africain qui atterrit à Montréal.

Depuis le printemps 2006, depuis qu'il a mesuré son intelligence au principe d'unité « au moins deux » qui est à la source du Petit-Canada, le Père Sumner se sent volontiers aussi Petit-Canadien. De la part d'un homme qui porte en lui la vision d'unifier l'humanité autour de la notion de personne humaine, voilà qui ne manque pas d'intérêt. Surtout que ce commentateur averti de saint Jean, l'évangéliste de l'amour, voit dans cet esprit d'ouverture « au moins deux » une façon bien concrète de définir l'amour, qui est nécessairement « au moins deux ».



PHOTO: CLAUDE SUMNER

*Le Père Claude Sumner, S.J.,  
en Éthiopie.*

À Saskatoon, où il vient au monde, Claude Sumner l'Enfant croit qu'au Canada, tous les papas parlent anglais et toutes les mamans français. À la mort prématurée d'Edwin Sumner le 24 décembre 1925, sa mère, Éléonore, fille du juge canadien-français Louis-Arthur Prud'homme, regagne Saint-Boniface. Dans la ville Cathédrale, il passe sa jeunesse au 711 rue Saint-Joseph, propriété transformée depuis un bon quart de siècle en terrain de jeux pour bambins. Ses études au Collège de Saint-Boniface sont brillantes. Lorsque le collégien prend la plume et s'exprime dans le journal *La Liberté*, le fond de lui-même perce : « Dans ma jeunesse, quand j'écrivais des articles, j'insistais beaucoup sur le bilinguisme. À l'époque, les gens avaient le sens de l'ouverture. Il me semble qu'ils l'ont perdu. Peut-être se sentent-ils trop peu nombreux. »

Marqué par son bilinguisme de naissance, le Père Sumner est un être particulièrement sensible à cette exigence fondamentale qui nous habite tous, plus ou moins consciemment : l'unité, la volonté de s'unifier. Une exigence qui paraît plus que jamais traverser l'humanité, en tout cas si l'on se fie à la pensée philosophique moderne. Par rapport aux temps anciens, les penseurs modernes cherchent à donner une définition plus concrète de l'humain. De nos jours, le langage métaphysique ne paraît plus satisfaisant.

Claude Sumner le Philosophe précise : « Entre les modernes et les philosophes grecs, je vois une différence d'orientation. Avant, on s'intéresse aux idées, aux essences, à l'aspect logique de la philosophie. La philosophie moderne abandonne les grands principes métaphysiques pour s'intéresser davantage à l'individu ou à la personne. D'une façon générale, la tendance est d'arriver à une unité concrète. »

Pour arriver à s'unifier, l'être humain doit engager la lutte avec les tendances qui s'agitent en lui. Si le Petit-Canadien choisit de lutter, il a l'avantage de pouvoir garder à l'esprit le principe d'unité « au moins deux ». Claude Sumner le Petit-Canadien voit dans ce principe qui sous-tend le Petit-Canada une ouverture à même de « donner la possibilité d'accéder à plus que le nationalisme ». Ce nationalisme qui bloque tant de mouvements de pensée axés sur l'universel et nuit tout particulièrement au bon développement de la pensée philosophique en Afrique, comme le sait d'expérience le jésuite missionnaire.

Afin de mieux apprécier la portée de son commentaire sur le principe d'unité « au moins deux », penchons-nous sur quelques temps forts du parcours de cet intellectuel de haut vol qui fut, durant huit années, confrère de classe d'Alfred Monnin, l'ancien juge en chef de la Cour d'appel du Manitoba.

Claude Sumner devient Père jésuite en 1951, l'année où le Père Robert Bernier publie *L'autorité politique internationale et la souveraineté des États – Fondements philosophiques de l'ordre politique*. Comme son aîné bonifacien de huit ans, Claude Sumner enseigne au prestigieux Collège Brébeuf à Montréal, entre 1945 et 1948. En 1952, il obtient son doctorat en linguistique. En 1953, sa communauté l'envoie enseigner la philosophie au Collège universitaire d'Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, dont le nom signifie « nouvelle fleur ».

Dès sa descente d'avion, il a l'intuition que ce pays d'Afrique, qui n'a que brièvement connu une colonisation italienne durement combattue, sera son nouveau pays. La date de cette « grâce actuelle » reste pour lui inoubliable : le 15 septembre 1953. Ce jour-là, le grand voyageur dans l'âme trouve le port d'attache d'où il rayonnera pendant presque un demi-siècle. Notons en passant qu'il reste encore un jésuite manitobain à l'œuvre dans ce pays aux multiples langues, le Père Roland Turenne.

À l'arrivée du Père Sumner, la mission éthiopienne est encore toute jeune. Les jésuites du Canada sont discrètement présents depuis 1945, à l'invitation de l'empereur Hailé Sélassié. Le Négus tient à mieux éduquer sa jeunesse afin que son pays entre dans la modernité et confie cette tâche spécifiquement aux jésuites canadiens. Claude Sumner le Professeur publie beaucoup. Son œuvre comprend une quarantaine d'ouvrages, dont plusieurs volumes sur la philosophie éthiopienne, qui font autorité. Un détail significatif de son parcours permet de cerner sa personnalité : tout son travail africain est enclenché par sa profonde honnêteté intellectuelle.

En effet, lorsqu'il commence à enseigner la philosophie, il constate tout de suite que les manuels en provenance des États-Unis n'offrent que la vision néo-scholastique de l'homme. Un point de vue qu'il partage, mais qui ne donne pas à ses étudiants une perspective suffisamment large. Par souci d'ouverture et de respect pour ses étudiants, l'intellectuel consciencieux entreprend

alors la tâche de transmettre une notion de l'homme aussi universelle que possible en approfondissant les philosophies et les religions orientales et occidentales, anciennes et modernes. Le fruit imposant de ses recherches est publié en trois tomes sous le titre *The Philosophy of Man*. Son labeur lui fournit une vision de l'être humain tellement riche qu'il éprouve un malaise une fois le travail achevé. Un malaise qui s'évanouit, après un bref temps de repos, sitôt qu'il se met à écrire de la poésie. Le philosophe, le linguiste et l'ethnologue découvre sa veine poétique. Ce que le cerveau ne peut plus exprimer philosophiquement, le cœur peut l'affirmer poétiquement : « Il fallait que je le dise sous forme de poésie pour le dire davantage. »

Sa poésie est écrite en français. Elle est publiée en trois volumes, « sortis de source ». Chacun porte un titre en amharique, une des langues principales de l'Éthiopie. À eux seuls, les titres choisis traduisent son profond amour pour la musique et son pays d'adoption : *Kebero* (le tambour), *Alem* (la terre, le monde) et *Krar* (la lyre). La force de Claude Sumner le Poète, c'est de laisser émerger une poésie marquée au sceau de l'apaisement. La goûter, c'est ressentir l'apaisement d'une grande intelligence qui connaît le privilège d'une foi solide. Claude Sumner le Religieux, tout au long de sa vie et de son apostolat, ne subit pas une fois le doute. Il éprouve seulement des difficultés. Or, précise-t-il en citant une formule : « Mille difficultés ne font pas un doute. »

Sa vaste connaissance des cultures africaines l'amène à participer à de nombreuses organisations internationales, dont la Fondation pour la protection de la santé et de l'environnement. Directeur depuis 1961 du Département des humanités de l'Université Hailé Sélassié, cette sommité universitaire devient, en 1970, membre du Centre international de logique et de sciences comparées de Bologne en Italie. Claude Sumner le Linguiste fréquente neuf langues : le latin, le grec, le français, l'anglais, l'italien, l'allemand, l'amharique, l'oromo et le guèze, la langue liturgique des coptes. L'Unesco lui confie la responsabilité d'organiser, en 1976 à Addis-Abeba, un congrès international sur la philosophie africaine. Le problème clé qui se pose est, justement, de savoir s'il existe une philosophie africaine. Trente ans plus tard, le débat reste sensible. Car le colonialisme n'est pas encore digéré.

Aux yeux du penseur, c'est une grande erreur de lier la

philosophie africaine et la colonisation. Il estime qu'il est possible de faire de la philosophie africaine sans passer par une langue africaine. Le fond de la question étant, en dernière analyse, d'éviter tout risque d'isolement. Chez Claude Sumner le Canadien français, le souci d'ouverture et d'unité perce toujours. Face à ces blocages nationalistes d'intellectuels africains visiblement empêtrés dans leurs frontières, nous comprenons l'intérêt qu'il accorde à la promesse de dépassement du nationalisme contenue dans le principe d'unification « au moins deux » révélé par le Petit-Canada.

La nécessité personnelle d'unification qui l'habite depuis toujours lui permet, dès ses premières années éthiopiennes, d'établir une réputation mondiale. Voici comment. Claude Sumner l'Universitaire souhaite inclure un chapitre sur la philosophie de l'homme éthiopien. Personne ne pense que des textes écrits existent sur le sujet. Ne sommes-nous pas en Afrique ? Faisant fi de toutes les idées reçues sur ce continent, il fouille les archives, s'éclairant à la lampe de poche, tant la section qui l'intéresse est mal éclairée, et déniche le texte d'un rationaliste du XVII<sup>e</sup> siècle. Il s'agit d'une copie d'un livre de sentences rédigé en guèze. « Le livre contenait une sagesse. Je me trouvais alors dans une position privilégiée par rapport aux départements de philosophie de tous les autres pays d'Afrique », reconnaît le chercheur. Dans le reste de l'Afrique, en effet, sa découverte fait l'effet d'une véritable révélation. Cet épisode clé préfigure le début d'une contribution, remarquable dans son ampleur, à la vie intellectuelle africaine.

Claude Sumner l'Africain poursuit sa quête sur le terrain par l'étude des proverbes, des chansons et des contes populaires. Sa présence est à ce point indispensable que, durant les 17 années de régime marxiste (1974-1991), les révolutionnaires se gardent bien de l'expulser. Au fil des années, le voyageur constate la tragique déforestation de l'Éthiopie. En 1900, 40 % du territoire est recouvert de forêt. En ce début de millénaire, cette part est réduite à 4 %.

Lors de notre rencontre en décembre 2005, à la maison de retraite des jésuites à Saint-Jérôme, je lui ai demandé de nous lever le voile sur la sagesse éthiopienne. Sa réponse est venue sous forme de question. « Un homme demande à un moine : qu'est-ce que le temps ? Le moine lui répond : le temps, c'est toi. Si tu es bon,

le temps est bon. Si tu es mauvais, le temps est mauvais. Cette réponse est très révélatrice de la pensée éthiopienne. Le temps n'est pas conçu comme la mesure d'un mouvement, le temps n'est pas une chose. Le temps, c'est une personne. Dans l'Ouest, pas un philosophe ne dirait : le temps, c'est toi. »

Voilà une sagesse de premier plan que tout Petit-Canadien vivant au Manitoba devrait méditer. Pensons-y surtout quand nous trouvons le temps trop long durant les grands froids de l'hiver. Ainsi, la période de frêtte sera bonne si vous êtes bons et elle sera mauvaise seulement si vous êtes mauvais. Dans la même veine de sagesse, il y a ce proverbe caractéristique de l'Afrique traditionnelle, nous assure Claude Sumner l'Ethnologue : « Peu à peu, l'œuf marche sur ses pattes. » Voilà de quoi enclencher une carrière de peintre surréaliste, désireux de relativiser le temps sur canevas ! Il est aussi fructueux de noter que, dans notre monde à nous, les gens partent à la retraite à l'âge où l'on devient sage en Afrique.

Au moment de la fondation de l'Unesco, dans cette organisation des Nations Unies vouée à l'éducation, aux sciences et à la culture, le département de philosophie était minuscule. Cependant, à mesure que croissaient les problèmes mondiaux, on se tournait toujours plus vers les philosophes. Constat de Claude Sumner l'Intellectuel : « La science ne peut pas donner de directives à la quête de sens qu'a l'homme. On peut avoir la voiture la plus perfectionnée, l'ordinateur le plus performant. Mais, après l'euphorie de la découverte, on reste devant soi. Pas le soi circonscrit à l'individu. Mais le soi qui est en relation avec l'autre. Et l'autre, c'est toute l'humanité. »

C'est bien trop clair. La technologie ne peut pas occulter la quête de sens, assure Claude Sumner l'Humain : « Le problème reste entier. Les dieux sont morts. Avant, on avait mis sa foi dans la science, qui pouvait tout expliquer. Maintenant, on se rend compte que, plus on explique, plus les problèmes augmentent, et plus on est désarmé devant les problèmes, car on a perdu l'illusion de tout expliquer. C'est clairement le cas en Afrique, où nous trouvons une génération déracinée par l'Occident. D'ailleurs, cette génération est devenue son propre instrument de déracinement, à cause de son admiration trop grande pour les réussites du monde occidental. »

Claude Sumner le Sage enchaîne : « Alors, devant les grandes questions de la vie, si lourdes à porter, on se tourne vers la philosophie pour avoir des réponses et on finit par se rendre compte que la philosophie n'a pas le dernier mot sur le sens de la vie. Et cela crée le défaitisme, encore une fois. Mais chez les meilleurs, cela crée la quête du sens au-delà de la culture humaine et de la science humaine. C'est alors qu'on débouche sur le phénomène religieux. » Et, dans le même élan, il évoque le christianisme : « la solution révélée de l'extérieur, quoi qu'il n'y ait rien de plus intérieur que la révélation de l'incarnation ».

« Quand je suis parti pour l'Éthiopie, j'avais toutes les solutions au point de vue personnel. Sur place, les véritables problèmes se sont posés à moi. Dès le début, je me suis trouvé dans le *no man's land* culturel. C'était pénible. Je me trouvais devant un grand défi. Comme dit, les manuels conçus par les Américains étaient inadéquats. Il y manquait l'ouverture. La méthode que j'avais reçue, c'était la méthode didactique, celle où le professeur sait tout et juge d'après les critères du je-sais-tout. J'ai pris du temps à trouver ma route. Mais j'ai eu l'honnêteté de ne pas me réfugier dans le défaitisme. Ce n'est pas honnête d'en rester au scepticisme. On ne peut pas rester dans le *no man's land*. On appartient à un *land*, et c'est la Terre. L'être humain est fait spontanément pour s'accrocher à quelque chose. Le monde découvre de plus en plus que c'est pour s'accrocher à quelqu'un. S'en aller vers quelque chose ou vers quelqu'un, cela fait toute la différence au monde. »

En Claude Sumner, le parfait bilingue qui avait d'emblée accès à l'Afrique francophone et l'Afrique anglophone, j'ai rencontré un vrai sage vibrant à l'amour. L'ancien missionnaire continue de couvrir en lui les deux sociétés auxquelles il appartient : la société canadienne-française et la société éthiopienne-africaine. Un sage qui n'hésite pas à se reconnaître dans la découverte du Petit-Canada et de son principe d'unité « au moins deux ». Car il y trouve, comme être humain, une possibilité de toujours mieux s'unifier, de se personnaliser toujours plus avant, de parfaire son « unité composée ».

Reste-t-il des interrogations à ce Petit-Canadien de cœur ?  
« Oui. Mais pas de la profondeur de celles que j'ai eues.



Aujourd'hui, mon interrogation centrale est celle-ci : comment faire de mes derniers jours, ou de mes dernières années, une belle vieillesse ? Car je ne me sens pas vieux encore. Je dirais aussi que j'ai été comblé par la vie. J'ai toujours été foncièrement un homme heureux. »

Et à quoi ressemble un homme heureux, Père Sumner ? Sa réponse, comme toutes les autres, s'est présentée toute seule : « Un homme heureux, c'est un homme adapté au monde et à soi-même. »

Dans le recueil de poésies éthiopiennes *Alem*, le poète donne la parole à Paulos, l'apôtre des gentils, qui se trouve en compagnie de Loukas, son médecin, le futur évangéliste saint Luc. Paulos le faiseur de tentes sait qu'il va bientôt quitter cette Terre. Il dit : « La navette me glisse entre les doigts. C'est bien. Qui veut tisser le monde en laisse pour les autres. »

Plus tôt, Paulos avait aussi mit en garde Simon-Pierre, le disciple : « Non, Petros, à chaque homme on ne peut demander qu'une chose, une seule : être soi-même ! »

Loukas, confronté à son destin d'écrivain de la Bonne Nouvelle, lance : « Pour écrire, il faut beaucoup plus qu'une plume ou même qu'une langue. Il faut la liberté. L'encre la plus vaillante se fige en un caillot si l'air pur n'y circule. »

Comme tous les grands poètes, dont le sens de la vie est l'amour, Claude Sumner a réussi à laisser son âme sur papier. Elle restera toujours accessible, en toute lettre, « pour ceux qui savent lire ».

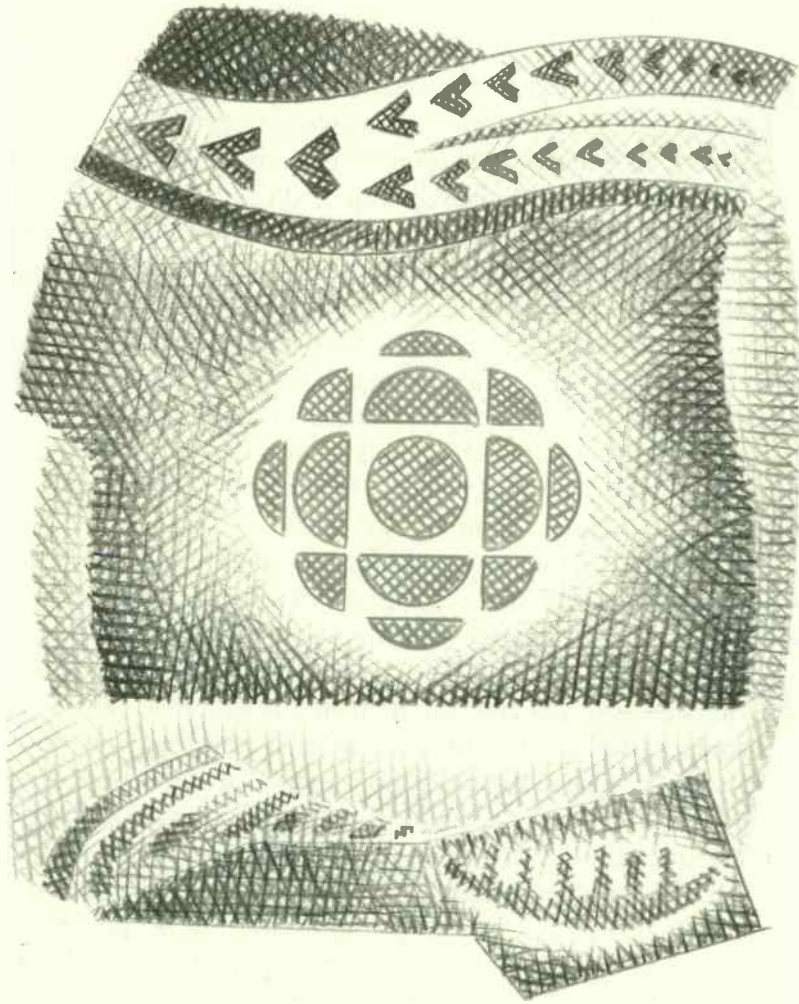
## Tous les canots mènent à Saint-Pierre

**P**ARMI LA VARIÉTÉ DE PASSIONS qui habitent l'artiste Réal Bérard figure la création de cartes de canotage. Cette passion particulière l'a poussé à explorer de nombreuses rivières du Manitoba et du Grand Nord. La valeur d'une carte de canotage établie par Réal Bérard tient au fait que les informations précises concernant les cours d'eau sont agrémentées de détails sur la flore, la faune et les traces laissées par la présence des humains.

L'artiste né à Saint-Pierre-Sud offre donc aux acheteurs de ses cartes de canotage un mélange original capable de stimuler les rêves des voyageurs des temps modernes. D'ailleurs, personne ne s'y trompe : ses cartes exécutées dans les années 1960 et 1970, alors qu'il était à l'emploi de la Province du Manitoba, restent toujours populaires auprès des amoureux du canot.

Son départ de la fonction publique en 1990 ne l'a pas empêché de poursuivre son travail sur d'autres cartes de canotage. J'ai eu le privilège de l'accompagner à plusieurs reprises lors de voyages exploratoires. J'ai éprouvé la joie de remonter des bouts de rivières entre deux lacs du Bouclier canadien afin de savoir si, oui ou non, elles sont praticables en canot. Eh bien, il arrive parfois que le canot ne puisse plus flotter, faute d'eau. Peu importe : l'explorateur a toujours la satisfaction de pouvoir préciser sur sa carte de canotage que tel bout de rivière n'est pas recommandé en canot, du moins à certaines époques de l'année ou durant certaines années sèches. Car il faut bien comprendre que les niveaux de l'eau fluctuent, que des rapides peuvent apparaître ou disparaître.

La Rivière-aux-Rats, chère à Réal Bérard, puisque le natif de Saint-Pierre-Sud a grandi à ses côtés, n'est pas étrangère aux brusques montées du niveau de l'eau. La responsabilité élémentaire du canoteur est de prendre en compte les possibles fluctuations et de bien comprendre qu'une carte de canotage n'est pas une carte routière. Pour savoir comment vous rendre en canot



*Le Pays de CKSB, vu par Réal Bérard en 2006.*

chez Réal Bérard, vous pouvez utiliser sa carte de canotage de la Rivière-aux-Rats, ou consulter la version publiée dans le livre paru en 2005 sur Saint-Pierre-Jolys. L'imposant ouvrage de 622 pages intitulé *Au fil du temps* est un projet qui a débuté en 2001, dans le cadre des activités marquant le 125<sup>e</sup> anniversaire de cette paroisse en 2002. Le volume, riche en photos, constitue une mine d'informations, où les histoires de familles occupent une place importante. Plus d'une vingtaine de bénévoles ont collaboré à l'initiative, placée sous la co-présidence de Cécile Mulaire et d'Edmond LaBossière.

Le coq gaulois est un symbole très présent dans ce village, ce qui souligne sa proche parenté avec le Pays de CKSB, qui avait pris *Chanteclerc* pour emblème lors de sa fondation en 1946. Saint-Pierre-Jolys s'est donné un titre : « Le village canadien de l'Ouest ». Cette proclamation n'est pas usurpée quand on sait, par exemple, que le Centre de services bilingues Région Rivière-Rouge, inauguré en grandes pompes le 11 octobre 2002, est le premier centre offrant des services bilingues en milieu rural au Canada. Le français y est encouragé comme langue de travail afin de créer un environnement où les clients se sentent à l'aise de demander des services en français. En 2005, le Centre employait 18 personnes.

La naissance de Saint-Pierre-Jolys date de 1877. Mais dans ce coin de pays, la présence humaine était bien antérieure. En effet, le village sur les bords de la Rivière-aux-Rats s'est développé sur une terre où les Métis aimaient hiverner au Temps de la Prairie. Pendant le premier demi-siècle de l'agglomération, son âme dirigeante s'est appelée Jean-Marie Jolys, le curé d'origine bretonne qui a mené les destinées de la paroisse durant 46 ans, de 1880 à 1926.

En 1922, le nom Jolys fut ajouté au nom du bureau de poste, en l'honneur évidemment du chargé d'âmes et, surtout, en reconnaissance de sa profonde influence sur le développement de la communauté villageoise. Toutefois, il fallut attendre le centenaire de la paroisse en 1977 avant que le nom du village ne devienne officiellement Saint-Pierre-Jolys.

Parmi les moments exceptionnels dans la vie du lieu, il faut citer la visite de la reine Elizabeth II et du prince Charles, à l'occasion du centenaire de la Province du Manitoba. Le 14 juillet 1970, la souveraine du Canada s'est exprimée uniquement en français

devant quelque 5 000 personnes. Côté historique encore, soulignons un remarquable souci d'honnêteté dans la partie du livre sur Saint-Pierre-Jolys et ses habitants intitulée *Saveurs d'antan et joyaux d'une communauté*. Les rédacteurs ne manquent pas d'évoquer l'initiative du curé Lionel Bouvier de remplacer l'église, bâtie par Jean-Marie Jolys en 1904 et démolie en 1981. Les termes sont choisis : « La paroisse connaît à ce moment-là de graves ruptures, causées en gros par l'absence de bonnes communications. »

Il est aussi à l'honneur des rédacteurs du livre d'avoir accordé une mention au plus vieil habitant de la paroisse. Il s'agit d'un chêne vénérable d'environ 350 ans, qui poursuit son existence discrète dans un repli de la Rivière-aux-Rats, sur les terres de Raymond Bérard, « nettoyeur de graines de surnonce » de son état. Le vieux chêne avait déjà accumulé quelque 250 années de souvenirs lorsque les grands-parents de Réal et de Raymond Bérard sont venus du Québec pour cultiver le gumbo, cette terre noire remplie de promesses d'avenir. Le grand saut vers l'Ouest d'Octave Bérard et de sa femme Emma Barnabé, de Saint-Nazaire d'Acton, eut lieu en 1905.

Ce gumbo attirant peut donc réclamer sa petite part dans la venue au monde de l'École communautaire Réal-Bérard en 1995 et de la Galerie Rivière-aux-Rats en 1997, mise sur pied par Raymond Lavergne et Nicole Lavergne. Cette galerie d'art est une sorte d'exposition permanente d'œuvres de Réal Bérard.

Le gumbo offre aussi le grand avantage de ne pas nuire à la propagation des ondes radiophoniques ; ondes qui sont propices au voyage dans le grand canot de l'imaginaire, cette embarcation personnelle qui n'a pas besoin d'une carte de canotage.

D'ailleurs, il ne viendrait pas à l'idée de l'auteur du dessin animé *Jours de Plaine* (paroles et musique : Daniel Lavoie) de dresser une carte de canotage radiophonique. Même si les ondes radio semblent parfois aussi capricieuses que les courants des rivières du Bouclier canadien. En effet, une carte de canotage radiophonique irait carrément contre l'esprit de la radio, qui invite d'office chaque auditeur à se créer ses propres images, à se lancer dans sa propre chasse-galerie.

TROISIÈME MOUVEMENT

**QUELQUES  
PORTEURS D'AVENIR**

## L'effort de vérité des Métis Louis Goulet, Gabriel Dufault et David Dandeneau

**Q**UAND IL ME PREND L'ENVIE DE ME PLONGER dans le Temps de la Prairie, l'époque d'avant le chemin de fer dans l'Ouest, j'applique une recette miracle. J'ouvre un livre sans un mot inutile : *L'Espace de Louis Goulet*, qui contient la parole vraie d'un vieux Métis. Sa parole est vraie, car elle est le fruit de longues méditations.

Il n'y a pas de mauvais moment dans l'année pour prendre la route du passé en compagnie de ce guide intelligent et honnête. Même si la lecture en avril offre l'avantage de se mettre au diapason des Métis d'alors, pressés de revivre l'aventure des grands espaces sauvages après les longs mois d'hivernement. « Nous avons, se souvient Louis Goulet, coutume de partir de bon printemps pour la prairie, dès que l'herbe était assez longue pour être broutée, pour la pincer, comme on disait. »

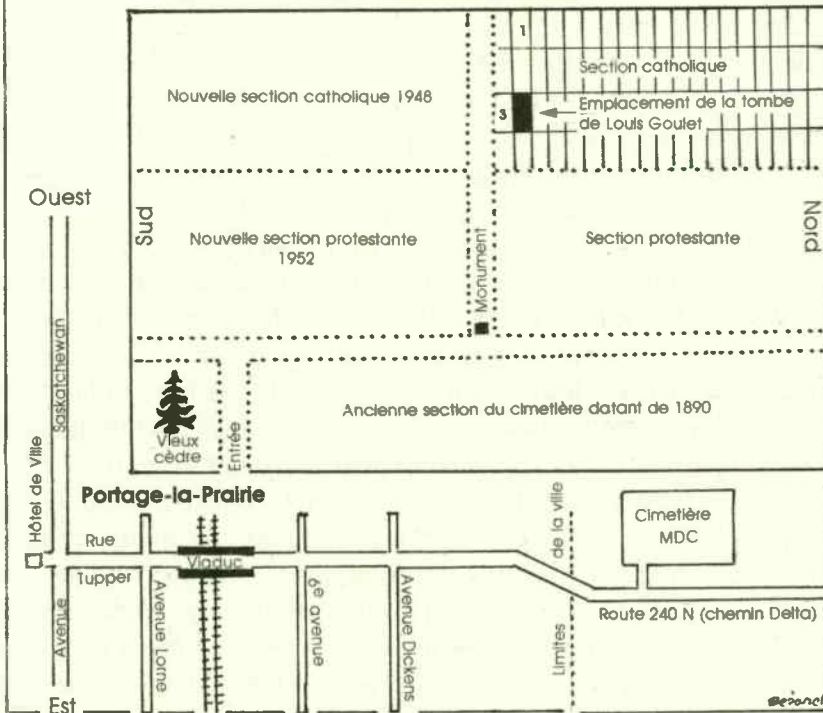
La voix vibrante du raconteur fut préservée grâce à un autre Métis, un militant de la cause, Guillaume Charette, un ancien du Collège de Saint-Boniface et de la Faculté de droit de l'Université du Manitoba. Guillaume Charette, qui gagna aussi sa vie comme instituteur, s'était donné comme mission de préserver l'héritage métis en écoutant les histoires des anciens, en les racontant à son tour et, parfois, en les recueillant par écrit. Avant sa mort en 1952, Guillaume Charette avait su séduire les auditeurs de CKSB. À son trépas, l'ancien président de l'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba était vu par tous comme « le vieux raconteur de CKSB ». Plus d'une histoire qu'il confia aux ondes radio-phoniques a été inspirée par les souvenirs personnels de Louis Goulet, un homme hors de l'ordinaire, un véritable personnage.

La vie de Louis Goulet coïncida avec une période très

# Louis Goulet 1859-1936



Plan du cimetière Manitoba Developmental Center





bouleversante pour les Métis. Enfant, dans les années 1860, il connut les dernières grandes chasses aux bisons. Lire ses souvenirs vous dispense de vous intéresser aux multiples versions romancées de la chasse aux bisons. Autrement dit, sa lecture est indispensable pour obtenir une idée juste, authentique, de la vie nomade au XIX<sup>e</sup> siècle. Adolescent, ce fils de la prairie fut conscient des troubles à la Rivière-Rouge, puisqu'il avait 10 ans lorsque le Canada acheta l'Ouest. Adulte, dans les années 1880, il se trouva mêlé au tragique soulèvement des Métis dans le Nord-Ouest. Sa participation involontaire à une révolte indienne en 1885, qu'il raconte comme si vous y étiez, donne à son récit très franc une dimension exceptionnelle. Louis Goulet n'était pas préoccupé par le politiquement correct qui sévit parfois de nos jours. Cette authenticité de ton, surtout de nos jours, rend la lecture de ses mémoires indispensable.

Et si vous avez le moindre intérêt pour Louis Riel, son appréciation du Père du Manitoba vaut d'être entendue: «Moi, je n'ai jamais pensé Riel fou. Et pourtant, je n'hésite point à dire que je suis un de ceux qui ont vu Riel le plus fréquemment durant son séjour en prison. Je lui ai parlé certainement plus de cent fois et je ne me suis jamais douté qu'il avait quelque chose d'anormal. D'aucuns vous diraient qu'il s'est adonné à la superstition. J'admettrais plutôt que Riel jouissait d'un sixième sens, comme les anciens que j'ai rencontrés et connus et qui avaient vécu avec les Indiens.»

Toute la valeur de *L'espace de Louis Goulet* est condensée dans cette subtile opinion, exprimée après mûres réflexions et confiée à un Guillaume Charette que l'on sent décidé à retranscrire fidèlement la parole d'un précieux témoin. Imaginez les nombreuses veillées entre les deux hommes. Nous sommes vers 1930 et ils sont désireux de laisser un témoignage solide aux générations futures, justement à une époque où les Métis sont déconsidérés. Toutefois, la beauté suprême du livre, si plein de couleurs et de descriptions, tient au fait que nous écoutons la voix d'un aveugle. En effet, un drame secoua la vie remplie d'aventures de cet homme qui parlait plusieurs langues indiennes, et fut un temps scout dans l'armée américaine. Louis Goulet perdit progressivement la vue à la fin de sa trentaine, à partir de 1897. Le vieux raconteur qui confiait sa vie à Guillaume Charette était aveugle. À l'âge de 41 ans, après avoir

consulté tous les spécialistes possibles, le 1<sup>er</sup> octobre 1900, il s'était résigné à entrer à l'Hospice des incurables, une institution gouvernementale située à Portage-la-Prairie.

Mais son handicap n'affecta pas du tout son charme. Voici pourquoi j'en suis sûr. Louis Goulet obtenait sans problème l'autorisation de quitter l'Hospice des incurables durant les mois d'été afin d'aller passer du temps auprès de son frère Moïse Goulet à Saint-Pierre-Sud. Le visiteur était aussi bienvenu chez Albert-Charles Nault, qui avait épousé Marie-Louise Goulet, la fille de Moïse. En 2004, j'eus le privilège de pouvoir évoquer la mémoire du vieil aveugle avec trois filles d'Albert-Charles Nault : Solange Skrumeda de Middlebro, France Barnabé de Saint-Jean-Baptiste et Sœur Jeanne d'Arc Nault, de la congrégation des Filles de la Croix. Une franche unanimité se dégage de leurs témoignages. Leurs souvenirs d'enfance s'étaient certes estompés, mais elles n'avaient pas oublié la figure du vieillard : « Il était beau, et aimable. Il avait les yeux bleus, le teint clair, les cheveux blancs. Il était difficile de savoir qu'il était aveugle. Il savait raconter une histoire en un rien de temps. »

En 1936, le 26 septembre, peu après son retour d'un séjour à Saint-Pierre-Sud, Louis Goulet mourut dans son sommeil, apparemment soudainement, à l'âge de 76 ans, 11 mois et 20 jours. Quelques brefs malaises l'avaient assailli les jours précédents. Pour cause de distance et faute de moyens, aucun membre de sa famille de Saint-Pierre-Sud ne put venir le lundi 28 septembre aux funérailles, présidées par l'abbé Stronsky, de Portage-la-Prairie. L'enterrement eut lieu au tout petit cimetière de l'Hospice des incurables, dans la section catholique. Ce cimetière est devenu le *Manitoba Developmental Center Cemetery*.

Quand il dut faire face à une vie d'aveugle, Louis Goulet sollicita l'aide du célèbre Père Oblat Albert Lacombe, l'apôtre des Pieds-Noirs. Les deux hommes tinrent un conciliabule d'une dizaine de jours. Puis vint l'instant crucial, lorsque le missionnaire proposa l'absolution à l'aventurier : « Ô ! Ce que je donnerais pour vous décrire ce qui se passait en moi ! Si j'avais été mis au choix entre la guérison de la cécité qui me menaçait et le sentiment qui me transportait à ce moment-là, je suis certain que j'aurais opté pour le second. Tant il est vrai que le bonheur n'est pas un phénomène physique, mais une disposition morale. »

Dans *L'Espace de Louis Goulet*, le principal intéressé ne peut pas s'empêcher de nous confier le tendre amour, jamais déclaré, qu'il éprouvait pour une certaine Marguerite-France Bourbon : « Je ne saurais dire au juste où je l'ai rencontrée pour la première fois. Probablement au cours d'une de ces inoubliables soirées de camp d'hivernement qui furent les débuts de ma vie de garçon. Je me souviens que plus tard, je la voyais dans mes rêves coutumiers et j'imaginai la réalisation de notre vie à deux. »

Ce que Louis Goulet opta d'omettre dans son récit, ou que Guillaume Charette décida d'ignorer, c'est son mariage, le 13 avril 1888, à Saint-Vital de Battleford, en Saskatchewan, avec Caroline Rowand, la veuve de Peter Ballentine. Le couple n'eut pas d'enfant. Cette tranche de sa vie est relevée dans la courte biographie rédigée par Diane Payment, l'historienne spécialiste des questions métisses, pour le *Dictionnaire biographique du Canada* (volume 16).

Les souvenirs de Louis Goulet transcrits par Guillaume Charette furent publiés en 1976 par les soins d'Émile Pelletier, alors à l'emploi de la *Manitoba Metis Federation*. Le titre *L'Espace de Louis Goulet* est une trouvaille de sa femme, Noélie Palud-Pelletier. Le livre, publié aux défuntés Éditions Bois-Brûlés, est judicieusement illustré par Réal Bérard. La version anglaise, remarquablement bien traduite, fut publiée sous le titre *Vanishing Spaces*.

Si Louis Goulet choisit en conscience de ne pas divulguer certains détails personnels, cela ne diminue en rien la portée de son témoignage. Ni, surtout, l'effort de vérité qu'il entreprit. En revanche, il se trouve que dans la grande famille métisse, un nombre considérable de personnes décidèrent d'occulter leur ascendance amériindienne durant une bonne partie du XX<sup>e</sup> siècle. Parmi les centenaires que j'ai interviewés durant mes années à *La Liberté*, il y eut, en 1984, Antoinette Marion, en religion Sœur Marie-Roger, des Saints Noms de Jésus et de Marie. Sa santé était rendue très fragile, et à toutes mes questions, elle revenait avec cette certitude, dont elle était visiblement fière : « J'ai enseigné à tous les niveaux. » Comme elle ressemblait vraiment à quelque vieille sage amériindienne, je lui demandai si elle était Métisse. Mais Sœur Marie-Roger n'avait pas la fierté des racines. Avec ce qui lui restait de conscience, elle nia fermement l'évidence. L'enseignante avait voué sa vie au service du Dieu de Vérité tout en occultant sa vérité propre.

Depuis son décès en 1986, l'année après une série de manifestations commémorant le centenaire de la pendaison de Louis Riel en 1885, les temps ont bien changé. En bonne partie grâce à la Partie II de la *Loi constitutionnelle de 1982*, qui reconnut explicitement les Métis. Tout le nouveau contexte créé par l'exigence du respect constitutionnel des droits individuels et collectifs autorisa progressivement une nouvelle dynamique humaine. Des individus commencèrent à affirmer leur identité propre. Ceux qui osèrent entreprendre pareille aventure et qui possédaient une fibre de chef décidèrent de s'engager sur le plan collectif.

C'est pourquoi les noms de Gabriel Dufault et de David Dandeneau sont devenus, depuis quelques années, familiers des auditeurs du Pays de CKSB. Chacun à sa manière utilise ses talents pour accélérer et consolider la renaissance métisse. Ces hommes le font avec d'autant plus de conviction qu'ils durent cheminer avant de se réveiller à une part essentielle d'eux-mêmes.

La grand-mère de Gabriel Dufault avait décidé de se dire Canadienne française. Toutefois, le fond métis est trop fort dans la famille, avec la présence des Charette et des Forest. Alors, à force de s'intéresser à son passé, les racines de Gabriel Dufault l'ont pris aux tripes. L'année 2000, il est redevenu membre de l'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba, fondée en 1887 pour maintenir l'unité métisse après la mort de Louis Riel. Cette fois, il en est devenu le président très actif. L'Union nationale est la plus ancienne organisation métisse au pays. À l'automne 2004, elle obtenait, pour la première fois, une subvention fédérale du ministère des Affaires indiennes via son bureau de l'Interlocuteur fédéral des Métis et des Indiens non statués afin de développer une planification stratégique. Un document dans ce sens fut adopté en mars 2005, suite à une série de consultations publiques à Saint-Laurent, Saint-Pierre-Jolys et Saint-Vital. Il est acquis que la relance de l'organisation passe par l'établissement d'un bureau permanent, à même d'appuyer deux priorités : la culture et l'histoire. Des démarches pour l'obtention de fonds de fonctionnement ont donc été engagées. En 2005, l'Union nationale dépassait, pour la première fois dans son histoire, le cap des 300 membres. L'organisation ne poursuit pas d'objectifs politiques à la manière de la *Manitoba Metis Federation*, la MME, établie en 1967. Elle exprime d'ailleurs une sensibilité historique différente.

Aux yeux de Gabriel Dufault, la conséquence de la revitalisation de l'Union nationale est simple : la MMF ne peut plus se poser en seul interlocuteur légitime. Ce à quoi elle ne peut d'ailleurs pas prétendre pour la simple et bonne raison que l'Union nationale, par sa constitution, est le porte-parole des Métis canadien-français. Et encore, pas de tous les Métis francophones, puisque Gabriel Dufault tient à souligner qu'il ne parle « qu'au nom des membres de l'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba ». En effet, il se dit très conscient du fait qu'un nombre important de Métis n'est membre d'aucune organisation.

Pour sa part, David Dandeneau, le directeur du développement au Collège universitaire de Saint-Boniface entre 1988 et 2006, estime que la *Manitoba Metis Federation* menait une politique anglicisante. Ce qui revenait à nier l'ancêtre : « Il fallait au moins que la MMF reconnaisse le fait français. Sinon, nous avons affaire à une aberration de l'histoire. » Sa motivation pour faire évoluer les mentalités à la MMF est née à la suite d'un long cheminement personnel. Unilingue dans sa jeunesse, son parcours de vie l'a amené au français, puis à la découverte progressive de ses racines métisses, qui sont de l'Est, et qui ne plongent donc pas dans la rivière Rouge. Son rôle de Voyageur officiel du Festival du Voyageur l'a poussé à franchir une autre étape dans la formation de son identité métisse.

David Dandeneau est d'ailleurs à l'origine d'un changement remarquable dans l'image du Festival. Il a été le premier à faire valoir l'importance des femmes et de la famille en général chez les voyageurs. Si bien que, en rupture avec la tradition, le macaron du voyageur en 1988 le représente en compagnie de sa femme, Huguette Dandeneau, née Huguette Mulaire, dont le fond métis est enraciné à la Rivière-Rouge. L'année suivante, en 1989, leurs quatre enfants prennent aussi place sur le macaron : Christian Dandeneau, Stéphane Dandeneau, Marie-Josée Dandeneau et Andréanne Dandeneau. Depuis ce moment-là, le Festival du Voyageur sollicite une famille pour représenter la fête hivernale.

La mort soudaine du député provincial de Saint-Boniface, le libéral Neil Gaudry, en 1999, entraîne David Dandeneau à participer à la création du Fonds Neil-Gaudry. L'initiative est lancée le 18 février 2000, un an, jour pour jour, après la mort de Neil Gaudry, survenue durant le Festival du Voyageur. Cette initiative

est devenue un autre moyen de sensibiliser la *Manitoba Metis Federation*, qui reçoit de considérables sommes d'argent d'Ottawa. En 2006, le Fonds Neil-Gaudry atteignait un million deux cents mille dollars, dont la majorité provient de la MMF. Une centaine d'étudiants métis du Collège universitaire de Saint-Boniface ont déjà obtenu des bourses, qui varient entre 500 et 1000 \$.

Conscient de l'importance d'une relève, David Dandeneau a assuré, à l'automne 2003, la naissance du Regroupement des étudiants métis du Collège universitaire de Saint-Boniface. En 2006, 120 en étaient membres, sur un potentiel d'environ 200 étudiants. Le CUSB compte environ 1200 étudiants à temps plein et partiel. Entre autres activités, le Regroupement pratique le bénévolat à la MMF. Ce qui est une autre façon de faire admettre les Métis du fond canayen.

Cependant, le grand défi lancé à la *Manitoba Metis Federation* fut la création, au printemps de 2003, du conseil Elzéar-Goulet, établi selon les règlements de la MMF. Au sein de l'organisation, la résistance fut nette, précise David Dandeneau. Le conseil Elzéar-Goulet fut d'abord ignoré, avant d'être reconnu officiellement en 2004. Une autre étape dans la réconciliation se déroula le 25 avril 2006, lorsque le conseil Elzéar-Goulet organisa, au CUSB, l'assemblée générale annuelle des 23 conseils urbains, représentant quelque 16 000 Métis.

Souhaitons que ces gestes soient la démonstration que le leadership de la MMF est enfin sensible à l'effort de vérité personnelle entrepris par des gens comme Gabriel Dufault ou David Dandeneau. Des gens qui s'entêtent à penser que l'usage du français est un critère sérieux afin que la culture métisse renaisse en beauté. En beauté, c'est-à-dire dans toute ses vérités historiques et humaines.

Cette beauté, encore à développer, devrait donner autant de joie à l'âme de Sœur Marie-Roger qu'à l'âme de Louis Goulet. D'ailleurs, leurs esprits flottent peut-être ensemble, pas très loin de nous, en compagnie de Caroline Rowand et de Marguerite-France Bourbon.

## La nécessaire actualité de l'abbé Noël Ritchot

**S** I LE PAYS DE CKSB avait existé en 1905, voilà ce que les auditeurs auraient entendu le 17 mars, jour de la saint Patrick, à l'occasion d'un bulletin de nouvelles...

Édition spéciale! Décès du Père Ritchot. Vives émotions à Saint-Norbert. Réactions du curé de Saint-Pierre et du Métis Louis Goulet.

Le Manitoba français et métis est en deuil. Le curé de Saint-Norbert depuis 42 ans, l'abbé Noël-Joseph Ritchot, est décédé hier à quatre heures de l'après-midi. Celui que tout le monde appelait le Père Ritchot, bien qu'il fût un séculier, avait 79 ans. Voilà neuf ans, Sa Sainteté le pape l'avait élevé à la dignité de prélat pour reconnaître pleinement son infatigable travail de missionnaire. Depuis lors, le Père Ritchot avait droit au titre honorifique de Mgr Ritchot.

Conseiller très respecté des archevêques de Saint-Boniface, le Père Ritchot est né le jour de Noël 1825 à l'Assomption, au Bas Canada, dans une famille d'agriculteurs. Le village de l'Assomption était déjà réputé pour ses ceintures fléchées, il le sera dorénavant aussi comme étant la terre natale de cet illustre Canadien français qui changea le cours de l'histoire canadienne.

Sa vocation fut tardive. Mais quand il eut la conviction de son appel, rien ne l'arrêta plus. C'est en effet seulement à l'âge de 18 ans qu'il entra au Collège. Il fut ordonné prêtre à 30 ans. Durant son ministère dans l'Est, il fonda notamment la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts. C'est pourquoi il nomma Sainte-Agathe la première mission qu'il établit sur les bords de la rivière Rouge, au lieu-dit Pointe à Grouette.

C'est en 1862, à l'âge de 36 ans, qu'il entra au service de l'Église de Saint-Boniface, à l'appel de Mgr Alexandre-Antonin Taché, qui le nomma immédiatement curé de Saint-Norbert.

Rappelons que Saint-Norbert fut la première paroisse fondée par Mgr Taché, et qu'il l'appela ainsi en hommage appuyé à son très respecté prédécesseur, Mgr Norbert Provencher.

Sept années après avoir repris la cure de Saint-Norbert, le Père Ritchot, qui portait la barbe comme le voulait la coutume chez les missionnaires, entra dans l'Histoire. Beaucoup se souviennent encore de l'attitude des *Canadiens* de l'Ontario, qui se comportèrent en maîtres du pays avant même que le Canada prît officiellement possession du Nord-Ouest, vendu par la Compagnie de la Baie d'Hudson.

Le Père Ritchot joua le rôle clé dans la défense des Métis, pour lesquels ce Canayen avait pris fait et cause. Ne pouvant prendre les armes puisqu'il était prêtre, il sut reconnaître la valeur d'un jeune homme de 25 ans nommé Louis Riel, qui avait fait des études poussées dans l'Est et venait de revenir depuis peu à la Rivière-Rouge. Peu à peu, le Père Ritchot, grâce à sa popularité au sein de la population, réussit à imposer son protégé comme chef de la résistance aux *Canadiens*. Le fils de Louis Riel senior, dit le meunier de la Seine, se montra à la hauteur de la tâche.

La fin tragique de Louis Riel, pendu voilà 20 ans à Régina, est encore dans toutes les mémoires. Mais en 1870, grâce à la solidité de jugement du Père Ritchot, qui était épaulé par ses confrères prêtres et la population de la colonie en général, les résistants métis arrivèrent à faire plier Ottawa. Non seulement la Rivière-Rouge devint la cinquième province du Canada, mais en plus le français fut proclamé langue officielle et les écoles catholiques furent protégées par la *Loi du Manitoba*.

Pourtant, malgré l'extraordinaire succès obtenu contre le pouvoir fédéral, le Père Ritchot, en partie à cause du refus de l'amnistie pour Louis Riel, garda toujours des regrets. Comme négociateur en chef du gouvernement provisoire, il croyait avoir sous-estimé les bonnes dispositions du gouvernement impérial de Londres en faveur des gens de la Rivière-Rouge.

Le Père Ritchot a confié un jour, et je cite: «Quand j'ai appris plus tard les véritables sentiments de l'Angleterre à notre égard, j'ai regretté de ne pas les avoir connus au cours des négociations. Nous aurions pu prendre un ton de maître, au lieu de nous résigner tristement, comme nous avons dû le faire, au ton de vaincus.»



Toujours dur sur lui-même, le curé de Saint-Norbert, au cours de son apostolat, a pourtant réussi à intéresser tellement de communautés religieuses à s'installer chez lui que le village de Saint-Norbert est parfois surnommé le petit Saint-Boniface. Citons deux œuvres parmi tant d'autres : l'orphelinat Bethléem et le monastère des Trappistes.

Cependant, une aura de mystère continue de planer sur une initiative toute spéciale de Mgr Ritchot. En effet, les raisons qui ont motivé la construction de sa chapelle dédiée à Notre-Dame de Bon Secours restent intrigantes. C'est pourquoi la salle des nouvelles a interrogé ce matin un des intimes du Père Ritchot, le curé de Saint-Pierre, l'abbé Jean-Marie Jolys. Écoutons sa déclaration, qui semble lever le voile sur le secret qui habite cette petite chapelle :

— Un jour que je voulais en savoir davantage sur les raisons de la chapelle, je me suis risqué à lui demander : « Mais dites-moi, Père Ritchot, votre chapelle dédiée à Notre-Dame de Bon Secours, comment avez-vous eu l'idée de cette balance tenue par la sainte Vierge, où le poids le plus petit emporte le plus gros ? » Le Père Ritchot me répondit : « Tu ne comprends pas ? Sans la sainte Vierge, je n'aurais rien fait. »

Ainsi donc, le curé de Saint-Pierre estime plausible que le vieux sage de Saint-Norbert ait bénéficié d'une grâce spéciale de la sainte Vierge. Par ailleurs, Jean-Marie Jolys n'a pas manqué de rappeler que la paroisse de Saint-Pierre dessert la région de la Rivière-aux-Rats, dont les lots furent arpentés en 1870 sous la surveillance personnelle de l'abbé Ritchot. L'arpentage s'effectua sitôt après son retour victorieux d'Ottawa, afin de consolider la vieille présence métisse dans ce coin de pays.

Enfin, nous concluons ce bulletin spécial sur la mort du Père Ritchot en vous présentant le témoignage d'une voix bien connue au Pays de CKSB, celle du raconteur métis Louis Goulet. Il était dans sa jeunesse un des garçons de ferme du curé de Saint-Norbert. De Portage-la-Prairie, où il vit au *Home for Incurables* à cause de sa cécité, Louis Goulet nous a déclaré :

— Le Père Ritchot avait la réputation d'être exigeant. C'était un homme endurant et dur pour lui-même. Il avait la force de deux hommes ordinaires. Durant le carême, il ne mangeait point

la moitié du temps. Et bien souvent, je sais qu'il se donnait le fouet. Le Père Ritchot haïssait l'hypocrisie et détestait la paresse. Il était aussi charitable qu'il était rude d'apparence. Il n'y avait rien qu'il ne faisait point pour soulager la pauvreté. Pour lui, la charité lavait tout, et il l'a prêchée d'exemple toute sa vie.

C'était notre raconteur Louis Goulet, qui avait très bien connu le Père Ritchot quand il était un de ses garçons de ferme.

Je vous rappelle la nouvelle du jour: Mgr Noël Ritchot, curé de Saint-Norbert depuis 42 ans, est décédé hier, le 16 mars 1905.

Notre prochain bulletin de nouvelles sera diffusé à 5 heures cet après-midi, comme d'habitude. Bien entendu, nous vous tiendrons informés de la date et de l'heure des funérailles de Mgr Ritchot, qui susciteront sans doute un élan respectueux au sein de la population du Pays de CKSB.

Chers auditeurs, je passe maintenant la parole à notre chroniqueur politique, qui a décidé de commenter à chaud la nouvelle du décès du Père Ritchot...

: Bonjour chères auditrices, bonjour chers auditeurs.

Au sujet de notre relation avec le passé, une personne avisée a fait un jour cette remarque judicieuse: les historiens racontent ce qu'ils veulent entendre, tandis que les conteurs d'histoires racontent ce que vous voulez entendre. Comme vous le savez bien, je ne suis ni historien, ni raconteur, mais un chroniqueur qui va tenter de viser juste, en l'honneur de la mémoire du Père Ritchot.

La fin du vénérable curé de Saint-Norbert, qui avait dû subir le chagrin d'assister à la destruction de son presbytère, passé au



PHOTO: ASHSB-519

*L'abbé Noël-Joseph Ritchot.*

feu il n'y a pas longtemps, exige que nous revenions sur l'inexcusable *Official Language Act*. Cette loi ignoble, d'inspiration orangiste, qui a éliminé le français, sauf pour nos écoles, qui bénéficient du compromis Laurier-Greenway, prouve à quel point notre province du Manitoba n'était absolument pas voulue. N'oublions jamais cette vérité fondamentale, qui n'a pas fini de hanter nos dirigeants provinciaux. Eux qui rêvent de frontières provinciales plus grandes. Eux qui rêvent d'obtenir, comme l'Ontario ou le Québec, le contrôle sur nos ressources naturelles. Mais le fédéral ne semble pas prêt à nous céder ce contrôle qui servirait notre développement économique.

Devant pareille réalité, par respect pour la mémoire du Père Ritchot, clamons-le haut et fort : le Manitoba est un enfant qui n'a pas été voulu de bon cœur, il est un bâtard qui n'a pas fini de payer le tour de force réussi par le groupe de Métis qui a compris l'importance cruciale d'appuyer le Père Ritchot dans sa vision d'avenir.

Chers auditeurs, n'hésitons pas à réveiller des souvenirs vieux de 35 ans. Il y avait de la haine dans l'air à la Chambre des Communes, le 12 mai 1870, quand le *Manitoba Act* fut voté. N'hésitons pas à affirmer que sans la volonté inflexible du Père Ritchot, jamais les habitants de la Rivière-Rouge ne seraient soudainement devenus des Manitobains, des Canadiens avec le droit de voter. Un droit qui ne valait d'ailleurs pas cher, quand on pense que Louis Riel, dûment élu dans le comté de Provencher, n'a jamais pu siéger aux Communes. Comment mieux redire que la mauvaise foi était à peu près totale du côté fédéral ?

Pensez à John A. Macdonald, le premier des Canadiens en 1870, qui n'arriva pas à intimider le Père Ritchot, mais qui tirait déjà des ficelles secrètes en arrière du dos du plénipotentiaire. Tandis que le politicien concédait à son corps défendant un territoire gros comme un timbre poste, il s'organisait en même temps pour envoyer des troupes vers la Rivière-Rouge. C'est clair. Il lui fallait vite remettre les pendules à l'heure. La faiblesse politique d'Ottawa devait être passagère, et vite compensée par une franche démonstration de force. Il fallait que les semi-civilisés de l'Ouest, appuyés par le lobby des Canayens, comprennent qui était le vrai boss.

Osons l'affirmer sans détour: la présence mal vécue des troupes de Wolseley, le militaire qui accomplit à la Rivière-Rouge son ultime travail canadien avant de poursuivre son ascension jusqu'au sommet de la hiérarchie militaire impériale, était juste un avant-goût du *Official Language Act* de 1890. Tout simplement, les orangistes protestants ne pouvaient pas tolérer que le Manitoba arraché des mains d'Ottawa puisse offrir aux Métis et aux Canadiens français un habitat naturel, protégé par la loi constitutionnelle.

Les orangistes se sont servis de l'exécution de cet excité de Thomas Scott pour faire temporairement arrêter le Père Ritchot et l'empêcher de négocier avec George-Étienne Cartier et John A. Macdonald. Au moins les bonnes gens de la Rivière-Rouge n'ont pas cherché à venger la mort d'Elzéar Goulet, qui s'est noyé dans la Rouge le 13 septembre 1870, atteint par une pierre, alors qu'il nageait en direction de Saint-Boniface. Officiellement chargés du maintien du nouvel ordre constitutionnel, les soldats de Wolseley se sont comportés dès leur arrivée comme des conquérants bien décidés à imposer leur loi, celle du plus fort.

Chers auditeurs: cette mort par noyade du jeune père de famille Elzéar Goulet est bien la plus triste preuve que la province du Manitoba ne devait pas venir au monde. Sa tombe de pierre blanche, au cimetière de la Cathédrale, nous en offre le rappel permanent. Comme celle, tout à côté, de Louis Riel. Le Canada faible de 1870 avait dû attendre 1885 pour définitivement laver l'affront, en utilisant la force des troupes envoyées vite fait par le chemin de fer, afin d'écraser la soi-disant rébellion du Nord-Ouest. Gageons que si le chemin de fer avait existé en 1870, le miracle du Manitoba n'aurait jamais eu lieu.

Et c'est ce qui fait du 12 mai 1906, et de tous les 12 mai suivants, une occasion de saluer la mémoire du Père Ritchot. C'est aussi une journée idéale pour reconnaître l'œuvre de Louis Riel. C'est d'ailleurs une journée très symbolique pour tenir un pique-nique printanier, dont nous raffolons tous. Heureusement qu'une association comme l'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba sait s'organiser. Elle qui honore la mémoire de Louis Riel en s'inclinant sur sa tombe chaque 16 novembre depuis sa fondation en juillet 1887. Il n'empêche: dans une perspective

d'avenir, il vaut mieux réfléchir sur l'acte de naissance du Manitoba que d'agiter l'acte de décès de Louis Riel.

La mort du Père Ritchot permet aussi de souligner la belle responsabilité des Métis en ce début de XX<sup>e</sup> siècle face au courage de leurs ancêtres. C'est vraiment à eux qu'incombe l'exigence de présenter à tous un juste éclairage de leurs réussites et de leurs échecs. La fidélité aux ancêtres exige de mesurer toute la portée de ce formidable cadeau appelé Manitoba, obtenu par des petits contre la mauvaise foi du plus fort.

C'est pourquoi il importe de noter que, parmi la population métisse en 1869, tout le monde était loin d'être en accord avec la stratégie d'affirmation prônée par le tandem Ritchot-Riel. Le premier à le reconnaître est notre raconteur du Pays de CKSB, ce cher Louis Goulet, que nous avons entendu tout à l'heure cerner avec sa perspicacité coutumière la nature du Père Ritchot. En vérité, faute de s'être vraiment impliqués corps et âme pour comprendre l'énormité des enjeux politiques, combien de Métis se sont franchement sentis concernés par la naissance du Manitoba? Pour plusieurs, le Manitoba était juste un morceau de terre dont ils avaient reçu le titre de propriété et qu'ils ont vendu avant de migrer vers l'Ouest. C'est bien connu, le Père Ritchot a racheté plusieurs de ces titres afin de garantir l'esprit canayen dans sa paroisse de Saint-Norbert.

C'est vrai qu'aujourd'hui, en 1905, les Métis ne semblent plus être une force. Mais quoi qu'il en soit, la plus grande exigence de vérité reposera toujours sur leurs épaules. Car c'est eux qui restent les meilleurs témoins du miracle du Manitoba, miracle qui contient sans doute un potentiel de vérité, certes encore caché, mais sûrement capable de transformer l'enfant mal né en une terre de réconciliation exemplaire.

Chers auditeurs, comme je vous le disais au début de ce commentaire, s'il y a du vrai dans cette idée que l'historien raconte ce qui l'arrange et que le conteur d'histoires raconte ce qui va plaire à son public, alors il va falloir que les Métis racontent un jour l'histoire en puisant dans l'esprit même du Manitoba. Nous savons que le nom de la province a été choisi par le Père Ritchot lui-même. Il signifie symboliquement « le lieu où souffle l'Esprit de Dieu ». Et cet esprit divin est forcément l'Esprit d'unité par excellence.

Il est peut-être là le plus grand cadeau que nous a laissé le Père Ritchot : la capacité de nous laisser inspirer par cet esprit d'unité qui n'attend qu'un désir de vérité pour se réveiller. Quelle belle ambition pour les Métis : prouver que le Manitoba était une nécessité dans l'histoire de l'humanité entière. Aujourd'hui, demain, dans cent ans, les Métis peuvent démontrer, par leurs actes, que la volonté d'unité chez les humains est capable de digérer toutes les vieilles rancœurs.

Magnifiquement, les Métis peuvent devenir le rappel permanent que le Manitoba est bel et bien ce lieu béni où souffle l'esprit divin. Il ne faut surtout pas que l'avenir des Métis se résume à honorer une pierre tombale, que ce soit celle d'Elzéar Goulet, de Louis Riel, voire celle du très honorable Noël-Joseph Ritchot, homme de Dieu par excellence.

## L'âme canadienne-française des Bernier de Saint-Boniface

**Q**UE L'IMMIGRANT S'INSTALLE AU MANITOBA par choix ou par nécessité de réfugié, une seule question se pose vraiment pour lui : sa société d'adoption sera-t-elle accueillante ou non ?

En 1880, cette inévitable interrogation traverse sûrement l'esprit de Thomas-Alfred Bernier lorsqu'il transplante sa famille, installée à Saint-Jean-d'Iberville au Québec, dans la toute jeune province du Manitoba. En 1880, l'effort de colonisation des vastes prairies nouvellement canadiennes est sérieusement engagé. Une course de vitesse se déroule entre l'élément anglo-protestant de la province et l'archevêque de Saint-Boniface, qui ne ménage aucun effort pour implanter un petit Canada dans la vallée de la rivière Rouge.

Nous sommes au temps où la croyance est répandue que l'avenir réside dans les grandes fermes. Cet argument est sûrement utilisé par le Père Oblat de Marie-Immaculée Albert Lacombe, spécialement mandaté par Mgr Taché pour essayer de dénicher des immigrants au Québec. Lorsqu'il entreprend de convaincre l'avocat de la Couronne Thomas-Alfred Bernier de participer à la colonisation de l'Ouest canadien, la discussion est sûrement longue. Car le candidat potentiel est un père de famille de cinq enfants qui approche de la quarantaine. Mais il aime aussi la terre. C'est une visite auprès de Mgr Taché qui lui permet de faire pencher la balance. Les deux hommes ont reçu leur éducation à Saint-Hyacinthe. L'entretien a tout pour se dérouler cordialement. Le prélat fait valoir que dans ce pays aux espaces ouverts, l'agriculture ne constitue pas la seule promesse d'avenir. Il explique à son interlocuteur qu'il veut constituer une petite société canayenne dans son archevêché. Il a donc besoin de gens instruits pour faire fonctionner ce Manitoba bilingue.

De fait, un an après l'arrivée de la famille Bernier à Sainte-Agathe, où Thomas-Alfred a acheté mille acres de terre, Mgr Taché fait appel à ses talents. Et voilà le juriste nommé au poste de surintendant chargé des écoles catholiques. Cette situation d'avenir est accueillie avec un grand soulagement par son épouse, Malvina Demers, une femme profondément catholique, qui s'ennuyait de la civilisation. Elle la retrouve en 1882, lorsque la famille Bernier prend possession d'une toute nouvelle demeure de 18 pièces, bâtie selon le dernier cri architectural en vogue. Pour le passant d'aujourd'hui, il s'agit de la grosse maison à la petite tour, située au 265 boulevard Provencher.

L'arrivée des Bernier coïncide avec la volonté de transformer l'organisation politique de Saint-Boniface, paroisse devenue municipalité en 1880. Dès 1883, le protégé de Mgr Taché devient le premier maire du village de Saint-Boniface. Une fonction qu'il va occuper à plusieurs reprises. Petit détail sympathique, rapporté par sa petite-fille, Madeleine Bernier, journaliste à la retraite et fille du juge Alexandre Bernier: Mgr Taché ne voulait pas voir Thomas-Alfred Bernier en politique. Car il faut bien le savoir: les Bernier sont taillés tout d'une pièce. Chacun a son tempérament et la fidélité s'avère leur point commun. Lorsque vient le temps de la bataille, ils s'y jettent corps et âme.

Justement, l'heure de la longue lutte pour la survie de la petite société canadienne-française voulue par Mgr Taché sonne en 1890, suite à l'impensable coup de force du parti libéral provincial, qui abolit le bilinguisme officiel et établit un système d'écoles publiques. Du jour au lendemain, à l'âge de 46 ans, Thomas-Alfred Bernier n'a plus de raison d'être dans l'appareil gouvernemental. Mais puisqu'il croit à la nécessité d'une présence canayenne dans l'Ouest, il se fait, plus que jamais, le défenseur de la colonisation et de l'éducation dans une double perspective catholique et française.

À partir de 1892, son action prend une nouvelle envergure: il est nommé sénateur par le parti conservateur. Alors, il passe six mois par an à Ottawa. Et cela jusqu'à sa mort en 1908, à l'âge de 64 ans, l'année où le village de Saint-Boniface devient une ville. À cette époque-là, antérieure à la radio, aucun combat politique sérieux n'est envisageable sans un journal pour transmettre les



idées à défendre. Thomas-Alfred Bernier est donc tout naturellement propriétaire de l'hebdomadaire *Le Manitoba*, dont s'occupe surtout son fils Noël Bernier jusqu'en 1917. Le Manitoba cesse de publier en 1925, alors que son autre fils, Joseph Bernier, siège encore au Palais législatif à titre de député conservateur de Saint-Boniface.

Personnage en vue et respecté, Thomas-Alfred Bernier est cependant, pour dire le moins, parfois gagné par l'amertume. Financièrement, il ne peut prendre ses aises qu'à la fin de sa vie, une fois sa terre à Sainte-Agathe vendue. Il n'empêche : l'honneur avant tout. Ainsi, par souci des convenances, lorsque des figures importantes du monde politique ou artistique passent par Saint-Boniface, Malvina et Thomas-Alfred reçoivent. Parmi la liste de leurs hôtes au fil des ans, remarquons le futur premier ministre du Canada, le conservateur Robert Borden, celui qui illustre le billet de 100 \$. Ou encore, imaginons l'agréable soirée passée en compagnie du juge Adolphe Basile Routhier, l'auteur du *Ô Canada*, l'hymne par excellence des Canadiens français.

Le nom Bernier est aussi attaché à Fannystelle. Dans la logique de ses efforts de colonisation, Thomas-Alfred joue un rôle important dans l'établissement de ce village. Celles et ceux du Pays de CKSB qui ont des liens avec Fannystelle savent que ce village doit son existence à la volonté d'une Française, la comtesse d'Albuféra. Cette femme de la noblesse d'Empire tenait à fonder une colonie française dans l'Ouest canadien. Nous sommes alors en 1888. C'est le temps où, pour grossir les rangs de sa petite société canayenne, Mgr Taché compte sur un afflux d'immigrants catholiques français, belges et suisses, faute de pouvoir créer un mouvement canayen vers son petit Canada manitobain.

L'engagement de Thomas-Alfred Bernier est documenté dans un livre intitulé *Fannystelle*, écrit par son fils Noël Bernier et publié « sous les auspices de la Société historique » en 1939. L'auteur, qui connaît intimement son sujet, note : « Quand M. Bernier aborda l'entreprise de Fannystelle, il avait conservé tout l'allant de sa jeunesse. À la vérité, il ne croyait déjà plus à la possibilité d'une province à physionomie française, mais il croyait encore à la possibilité d'une colonisation qui assurerait une vie normale à un vigoureux regroupement minoritaire, tout de même qu'elle

assurera à la province de Québec l'arc-boutant dont, selon lui, elle avait besoin dans la structure générale de la Confédération.»

Toutefois, le jour où Thomas-Alfred Bernier comprend que sa vision stratégique du pays n'est pas vraiment partagée dans l'Est, la déception l'envahit jusqu'aux tréfonds de son cœur. Son fils Noël la décrit ainsi dans son livre sur Fannystelle: «Les contradicteurs ne voulurent rien entendre. Et c'est ainsi que le mouvement manitobain, commencé dans la plausibilité, finit par devenir une impossibilité. Si ces efforts de peuplement français ont manqué; si, par suite de nombre proportionnel décroissant, les francophobes nous enveloppèrent, il faut en conclure, non que la clairvoyance a fait défaut chez les chefs français du Manitoba, mais qu'ils n'ont pas été suffisamment écoutés par la province de Québec. Puisse la province-mère n'avoir jamais à souffrir de la courte vue de trop de ses chefs d'alors, qui ont accompli simultanément le double exploit de nous abandonner sans défense aux bêtes et de laisser des centaines de mille Canadiens français partir pour les États-Unis, le cimetière de notre race. (...) Bernier ne se consola jamais.»

Le couple Malvina et Thomas-Alfred Bernier eut 10 enfants, dont trois sont décédés en bas âge. Des cinq garçons survivants, trois sont devenus avocats: Joseph Bernier, Noël Bernier et Alexandre Bernier; deux sont entrés dans les ordres: Alfred Bernier chez les jésuites, où il fit une carrière de professeur de grec au Collège de Saint-Boniface, et Auguste Bernier, entré chez les Chanoines Réguliers de l'Immaculée Conception. Des deux filles survivantes, Mathilde Bernier est entrée chez les Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, tandis que Rachel Bernier a épousé François Deniset. (Petit détail, offert par le professeur Raymond Huel, le biographe de Mgr Taché: Thomas-Alfred Bernier décida de faire éduquer ses filles à *Saint Mary's Academy* par les Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie plutôt que par les Sœurs grises chères à Mgr Taché, afin d'assurer la qualité de leur anglais. Cette décision n'eut pas l'heur de plaire au prélat.)

Ce François Deniset est un Français qui possède une personnalité n'ayant rien à envier au caractère fort des Bernier de Saint-Boniface. Au tournant des années 1910, François Deniset est à la tête de quelques moyens financiers. Il vient d'étudier l'art du vin

et envisage de s'installer en Algérie lorsqu'il accepte de rencontrer, par l'intermédiaire du docteur Albert Galliot de Notre-Dame-de-Lourdes, le Manitobain Joseph Bernier. Le rendez-vous se déroule sur la Canebière à Marseille. Dans le droit fil de l'œuvre de son père Thomas-Alfred Bernier, le député conservateur de Saint-Boniface Joseph Bernier ne manque pas une bonne occasion de solliciter des immigrants potentiels. Jos Bernier, qui a le tour de mettre les foules de son côté, vante au jeune Français les mérites de l'Ouest canadien.

Sensible aux arguments développés par le tribun, François Deniset prend le chemin de Saint-Boniface, histoire d'examiner la situation sur place. À peine arrivé, force lui est d'admettre que le destin l'attendait, en la personne de Rachel Bernier. Promptement, l'amoureux retourne en France chercher son mobilier, qui a une certaine opulence, détail qui explique pourquoi la grande maison au 259 boulevard Provencher est si haute de plafond. François et Rachel se marient en 1911. De leur union naissent trois filles et trois garçons. Rachel Deniset meurt en 1920 après avoir donné la vie à Maurice Deniset, élevé par son oncle Joseph et sa tante Rose-Marie. Le couple n'a qu'un enfant, Robert Bernier, né en 1911. Maurice l'enfant adopté deviendra l'abbé Maurice Deniset-Bernier.

Robert Bernier entre dans la Compagnie de Jésus en 1930. C'est cet homme hypersensible et supérieurement intelligent qui enseigne au Collège Brébeuf à un adolescent turbulent nommé Pierre Elliott Trudeau. Trente ans plus tard, le premier ministre Pierre Elliott Trudeau reconnaît publiquement sa dette intellectuelle et humaine à l'endroit du Père Bernier. Les deux hommes

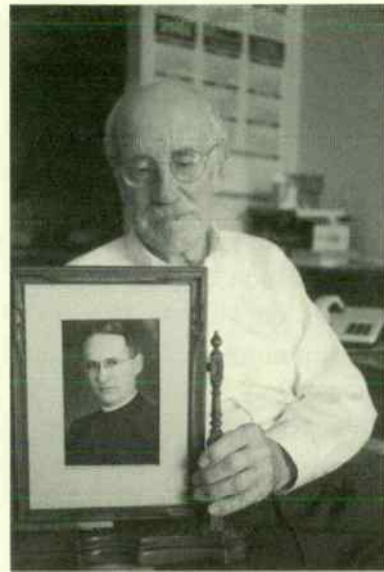


PHOTO: BERNARD BOCCOUEL

*L'abbé Maurice Deniset-Bernier en 2003 avec une photo de son frère adoptif, le jésuite Robert Bernier.*

sont d'ailleurs restés en contact jusqu'à la mort de Robert Bernier en février 1979.

Pierre Elliott Trudeau n'est d'ailleurs pas le seul à être resté sa vie durant reconnaissant à celui qui a enseigné les humanités de 1935 à 1939 à Jean-de-Brébeuf. En décembre 2005, interrogé au sujet du Père Bernier, le Père jésuite Paul Deslierres, un ancien confrère de classe du premier ministre canadien, a spontanément proposé son témoignage sur son « ancien professeur de Belles-Lettres en l'année 1936-1937 ». Paul Deslierres, qui fut 48 ans missionnaire en Chine et au Vietnam déclare, avec une évidente joie: « De l'avis unanime, je crois, de mes 50 confrères d'alors, Robert Bernier est celui qui nous a le plus marqué. Son esprit religieux s'exprimait, par exemple, dans la prière au début de chaque cours: rien de machinal, mais avec sincérité et respect des paroles prononcées devant et avec nous. Aussitôt après, il reprenait son cours où il l'avait laissé. Nous, nous voulions n'en perdre aucun mot, et nous prenions le plus de notes possibles, conscients de la valeur reçue. Chose rare: il n'a jamais eu aucun problème de discipline. Le sérieux professionnel qu'il mettait à nous faire grandir et mûrir stimulait chez tous ses élèves un désir d'excellence et nous cherchions à répondre de notre mieux à ce grand humaniste qui se donnait tout entier à chacun d'entre nous. Ses jugements, toujours nuancés, nous apprenaient à penser juste. Gentilhomme toujours, ignorant toute vulgarité et s'exprimant toujours dans un français parfait, son contact quotidien pendant toute une année nous a insensiblement marqués. Nous lui devons en très grande partie ce que nous sommes devenus! »

Lorsque Thomas-Alfred Bernier discute de son avenir possible dans l'Ouest avec Mgr Taché en 1880 afin de pondérer le grand saut vers l'Ouest, il ne peut évidemment pas imaginer jusqu'à quel point lui et sa descendance seront appelés à s'engager politiquement et socialement pour préserver la petite société canayenne du Manitoba. Longtemps au Manitoba, le nom Bernier fut synonyme de ferveur et de fidélité à la cause canadienne-française. Cependant, à partir des années 1930, ce nom célèbre quitta l'avant plan de la scène manitobaine, du fait de la nécessaire impartialité exigée des juges Joseph Bernier, décédé en 1951 et Alexandre Bernier, décédé en 1961.

Toutefois, lorsque la vision politique du Père Robert Bernier, développée dans son livre *L'Autorité politique internationale et la souveraineté des États*, sera sérieusement prise en compte, la part exceptionnelle de la famille Bernier de Saint-Boniface pourra enfin être pleinement mise en lumière. Alors, la grosse maison de Thomas-Alfred et de Malvina Bernier, le 265 boulevard Provencher, sera vue comme la maison où grandit leur petit-fils Robert Bernier, le visionnaire de l'État humain.

D'ici là, il faut accepter qu'il en va des livres comme des immigrants : leurs auteurs ne savent pas comment ils seront reçus. Jusqu'à présent, le livre de Robert Bernier a trouvé en 2004 une minuscule société d'accueil au Collège universitaire de Saint-Boniface. En effet, le volume a été mis au programme du cours de philosophie politique enseigné par le professeur Taïb Soufi, dont la femme, Rachel Soufi, est la fille de Louis Deniset, la petite-fille de François Deniset, et l'arrière-petite-fille de Thomas-Alfred Bernier.

Heureusement que le monde est petit. D'ailleurs, plus ce monde va continuer de rapetisser, plus il va avoir besoin de la pensée philosophique du Père Robert Bernier, qui est franchement ouverte sur l'universel. Et cela aussi sûrement qu'hier Mgr Taché a eu besoin de Thomas-Alfred Bernier et que demain, le Canada va encore avoir besoin d'immigrants afin de prospérer.

## GEORGES FOREST

Alfred Monnin

# Georges Forest a lancé la machine

re Forest, à l'époque, a tenté de tenter celle Alfred Forest. Il y a ses fonctions chef de la Manitoba.

Il juge à la fin la bataille Forest pour la français au '6 et 1979.

que la Cour est un premier a requête de Alfred Monnin a jugement de leur.

is avaient en temps, la re la Loi de de l'Acte du personne, y listes franco- osé se lan-

il y avait eu x décisions contre la Loi Prud'homme Mais person- de mettre la onnellement,

les archives le Prud'hom- document



Ottawa, juin 1979. Georges Forest anticipe sa victoire.

photo: Bernard Duguay

«C'est Georges Forest qui a lancé la machine. Il a eu la témérité, la force morale et la persévérance nécessaires pour

lancer et poursuivre l'entreprise. Sans lui, on ne serait pas rendu là où on est maintenant au Manitoba, en tout cas pas aussi vite».

Alfred Monnin rappelle que les Franco-Manitobains n'ont pas tous appuyé l'action de Georges Forest. «Les gens

n'étaient que les du pays tôt nég Forest, prêts à vole-la»

Dopu phones ont choi tenter d droits, a d'éduca choses i tient a p

«Aujc dispoit qui mèn pas en prières. George premie financier ral» l'eq l'époque

«Apr gens sé plus sol avaient lutter p conservi nin. Ava ce vers guami v

PHOTO: LA LIBERTÉ

*Photo prise durant l'été 1979 en prévision du jugement de la Cour suprême du Canada, tombé en décembre 1979.*

## Georges et Anita Forest, fidèles serviteurs de leur conscience

**D**ANS MA VIE DE JOURNALISTE à *La Liberté*, j'ai eu plusieurs fois l'occasion de photographier Georges Forest. Contrairement à bien des gens que j'ai pris en photo, ce serviteur de multiples causes n'éprouvait aucune gêne devant l'appareil. En toutes circonstances, il gardait la même aisance. Certains ont dit de lui qu'il aimait les caméras. J'ai eu aussi ce soupçon, jusqu'au jour où j'ai admis que cet homme engagé avait un naturel à toute épreuve.

La photo de Georges qui m'a marqué est celle que j'ai prise en 1979 à Ottawa. C'était à l'occasion d'une réunion de francophones hors Québec. Durant une pause dans les délibérations, le hasard voulut que Georges Forest, Armand Bédard et Bernard Bocquel se plurent à déambuler ensemble dans les rues de la capitale fédérale. Le même hasard nous fit passer devant la Cour suprême du Canada. La vue de l'édifice ne pouvait pas nous laisser indifférents. Nous savions, nous espérions que les juges qui cogitaient sous le majestueux toit allaient bientôt rendre leur verdict dans la fameuse affaire Forest. L'éprouvante saga juridique avait été enclenchée par Georges Forest en 1976, parce que la ville de Winnipeg émettait ses contraventions uniquement en anglais, violant ainsi sa propre loi municipale. L'entêtement des autorités winnipégoises, voire leur aveuglement, avait finalement entraîné la Province du Manitoba à se défendre devant les juges suprêmes contre le retour officiel du français !

Le journaliste en moi exigeait que je photographie devant le bâtiment l'homme par qui tout était arrivé. Histoire d'obtenir une photo parlante, je propose à Georges, un peu à la blague, de grimper sur l'énorme panneau portant l'inscription « Cour suprême du Canada ». Moi je n'aurais jamais osé m'y essayer. À ma grande surprise, cet homme de 55 ans aime l'idée. Déjà, il

évalue la meilleure approche possible. Devant ses gestes, je commence à m'inquiéter. Je tente même franchement de l'en dissuader lorsqu'il sollicite l'aide d'Armand Bédard. En vain. Surtout qu'Armand, fort de ses six pieds huit pouces, s'avère l'homme de la situation pour hisser Georges. Presto, le voilà juché sur le panneau, loin de la terre ferme. Vaincu, il ne me restait plus qu'à demander au *French activist*, comme l'appelait la presse anglophone, d'imaginer qu'il venait de gagner sa cause. Sans donner le moindre signe d'hésitation ou de perte d'équilibre, il s'est noué les mains au-dessus de sa tête, en prenant la pose classique du souriant vainqueur.

Quelques mois plus tard, précisément le 13 décembre 1979, les juges donnèrent raison à l'homme d'affaires de Saint-Boniface. Georges Forest prenait aussitôt sa place dans l'histoire canadienne pour son rôle déterminant dans la réparation de l'injustice qui avait frappé la société canadienne-française du Manitoba en 1890. Pour ma part, content comme tout, il ne me restait plus qu'à mettre la photo improvisée en première page de *La Liberté*.



Anita et Georges Forest, ambassadeurs du Festival du Voyageur.



Une autre photo de l'homme avait frappé mon œil. Elle le montrait costumé en voyageur, dansant avec sa femme Anita. Le couple dégageait une élégance toute complice. C'est d'ailleurs à l'occasion d'un bal de police, tenu en 1952 à l'hôtel Royal Alexandra du Canadien Pacifique, que Georges a sérieusement commencé à faire la cour à Anita L'Heureux. Lui était né à La Salle en 1924, avait fait l'école normale, enseigné deux années, puis avait pris des cours en médecine durant deux ans avant d'entrer dans le monde de l'assurance, qui lui laissait une certaine liberté de mouvement. Elle, l'aînée de neuf enfants, était née à Saint-Pierre-Jolys en 1932 et avait commencé à travailler dès l'âge de 14 ans pour aider la famille. Elle et lui se découvrirent durant le bal un amour commun pour la danse. Mais ce qui scella l'union des deux, c'était leur besoin commun de prière. Anita l'exprime tout simplement ainsi : « Georges était un homme de foi, il vivait sa foi et n'avait pas peur de montrer sa foi. Mon rêve était de marier un homme qui priait, ne sacrait pas et ne buvait pas. Le Seigneur a exaucé mes prières. Nous avons été mariés 36 ans et seulement deux fois je l'ai vu impatient. »

En plus de toutes ces qualités personnelles, essentielles à ses yeux, son époux Georges avait hérité de sa mère, Élise Desgagné, « le don de la patience ». Je vous le demande, gens du Pays de CKSB qui avez connu Georges Forest : qui a jamais vu cet hyper-actif, engagé dans une multitude d'organismes, se départir de ses manières de gentleman ? Et qui d'autre que lui aurait pu avoir l'idée d'un couple en costume du début du XIX<sup>e</sup> siècle pour rendre évidente la tenue d'un Festival du Voyageur ?

Anita Forest s'en souvient très bien : « Le coup visionnaire de Georges, c'est le Festival du Voyageur. Il voyait combien de personnes seraient là au grand bal. Et il y en a eu au moins mille. Concernant sa victoire en Cour suprême, Georges ne savait pas du tout au départ qu'il commençait quelque chose de grand. Il ne connaissait pas vraiment son histoire, alors il lui a fallu l'apprendre. Moi aussi, ça m'a pris quelque temps pour comprendre ce que Georges faisait. Une fois qu'il a son idée, il a son idée. Nous avons alors vécu une vie turbulente. La majorité des gens était contre ses idées, et il a fallu vivre avec ces sentiments. Heureusement que j'appartenais aussi à différentes organisations.

Ça m'enlevait de penser. Pendant quatre ans, nous avons reçu des téléphones de gens frustrés qui croyaient que Georges s'était levé un beau matin avec l'envie de ne pas payer une contravention. Nous avons aussi subi une grosse pression financière. Finalement, quand Georges a gagné, j'ai eu du mal à croire que cette immense pesanteur, qui me semblait grosse comme un immeuble, était enlevée de mes épaules.»

Le couple a eu huit enfants: Claude Forest, André Forest (décédé peu après sa naissance), Lise Forest-Dupuy, Nicole Forest-Woeste, Jacques Forest, Pierre Forest, Marjolaine Axford, Jean-Luc Forest. Georges et Anita viennent tous deux d'une famille de neuf enfants. Leurs parents étaient Gabriel Forest et Élise Desgagné, Eddie L'Heureux et Pearl Sorensen, une Danoise élevée à Winnipeg. Sur la vie familiale, Anita précise: «Le père de Georges, comme le mien, exigeait une grande discipline. Son père est décédé le jour de la fête de Georges, le 14 mai. Georges aurait toujours voulu que son père le félicite, mais les félicitations ne sont



PHOTO : ANITA FOREST

*Georges Forest, le combattant de l'impossible.*

jamais venues. Georges passait ses soirées à écrire. C'était un couche-tard, et je me suis souvent endormie au son de la machine à écrire. Pour lui faire plaisir, j'ai beaucoup participé à la vie sociale. C'était tellement important que je sois avec lui. Il aimait les gens, se montrait très accueillant. Notre porte était ouverte. Il y en a eu des types sur notre chemin, c'est pas possible ! Les gens disaient : pauvre Madame Forest. Ils voyaient Georges toujours parti. Comment je faisais, je ne le sais pas. Il faut dire que j'étais vraiment indépendante et c'est ça qu'il aimait aussi. »

On le voit bien, Georges Forest, décédé subitement pendant le Festival du Voyageur en 1990, n'aurait pas pu donner sa pleine

mesure, malgré son sens inné de l'organisation, sans sa femme. Anita Forest a d'ailleurs le mot juste, qui révèle la vérité profonde de cet homme, incapable de se plier à l'autorité aveugle : « Le plus beau de la vie de Georges, c'est son côté humain. » À preuve cette photo qui le montre tout sourire, penché sur une grosse boîte de compost,



PHOTO: ANITA FOREST

la main posée sur ces déchets destinés à fertiliser. On le devine curieux de chaque chose, touche-à-tout, aimant les jardins, les fleurs, s'occupant d'abeilles et veillant à partager son amour de la terre avec ses petits-enfants. C'est une photo que j'aurais aimé faire de lui. Le prendre comme ça, sur le vif, pour mieux garder présent à l'esprit que cet homme de cœur avait sûrement médité cette belle parole de Jésus : « Vous êtes le sel de la terre. »

Face à cette photo de Georges Forest, je pose la question : combien d'entre nous avons trop longtemps mal compris ses actions, douté de ses motivations profondes ? Il aura fallu le recul du

temps pour nous permettre de prendre la juste mesure de ce bienfaiteur de l'humanité, rôle qu'il a pu jouer grâce à l'appui inconditionnel de sa femme Anita.

Justement, une des grandes beautés de la vie c'est que tous les êtres humains sont liés. Nous sommes liés de personne à personne, de famille à famille, de communauté à communauté, de pays à pays. Hélas, par expérience, nous savons bien que nous ne sommes pas tous liés de cœur à cœur. Soumis à l'énorme grouillement du monde, aux problèmes de la mondialisation généralisée de l'économie, trop d'humains baissent les bras. Ils se réfugient derrière une barrière de cynisme et traitent de fou tout rêveur qui propose une vision exigeant l'ouverture sur l'autre. Moi, au contraire, il me vient comme un vertige de joie quand je constate jusqu'à quel point la volonté d'une seule personne arrive à influencer favorablement le cours des événements. Georges Forest, sans jouer au donneur de leçon, fait partie de ces gens qui fournissent la preuve qu'il est possible de combattre l'impossible.

Entre 1890 et 1979, pendant presque 100 ans, l'horloge du français était restée bloquée au Manitoba. Georges Forest, armé de



PHOTO. ANITA FOREST

*Anita Forest, avec un Georges dorénavant barbu.*

ses convictions et bénéficiant d'extraordinaires concours de circonstances, a réussi à débloquer le mécanisme rouillé de l'horloge française dans notre province. Depuis sa victoire en Cour suprême, un montant considérable d'experts a été embauché afin de réparer la mécanique française pour que la bonne vieille horloge puisse à nouveau redonner l'heure juste, comme elle l'avait si bien fait entre 1870 et 1890. Les spécialistes d'ici et ceux venus d'ailleurs pour les épauler dans ce travail de réanimation, savaient que la tâche serait immense. Mais en même temps, ils demeuraient conscients du privilège de vivre une vie pas ordinaire.

Pouvez-vous imaginer ailleurs sur Terre un gouvernement obligé d'accorder, contre son gré, des services dans une langue qu'il a voulu éliminer pendant un siècle? *Only in Canada*. Un truc aussi impossible ne peut se produire qu'au Canada. Parmi les premières personnes à venir au Manitoba pour refaire fonctionner l'horloge française figure Me Guy Jourdain. Il est arrivé du Québec au début des années 1980 avec son expertise, sa créativité et sa bonne volonté. Comme l'avaient fait 100 ans auparavant un Thomas-Alfred Bernier, un Joseph Royal ou encore un Joseph Dubuc afin d'appuyer Mgr Taché dans son rêve d'établir une société canadienne-française dans l'Ouest. Cet appel de l'Ouest a transformé leur existence.

Comme le remarque si bien Guy Jourdain: «S'il n'y avait pas eu l'affaire Forest, je ne serais pas ici. Ma vie serait complètement différente.» Spécialiste dans le domaine de la traduction juridique, son rôle clé à ce jour est sa contribution à l'Institut Joseph-Dubuc. Cette organisation a dû s'employer à servir adéquatement des avocats et des juges formés uniquement en anglais. Présentement, Guy Jourdain est conseiller spécial au Secrétariat des services en langue française. Son cas illustre à merveille toute la puissance humaine à l'œuvre dans ce projet sans précédent de réfection d'un mécanisme horloger coincé durant un siècle. Un projet qui cherche non seulement à redonner au français une place naturelle dans la vie officielle du Manitoba, mais qui cherche surtout à dépasser les antagonismes d'un autre âge, en renouant avec l'unité d'origine de notre province.

C'est donc bien à un projet d'ouverture que participent tous

les réparateurs et innovateurs de l'horlogerie française-manitobaine. Tout cet effort a pu se mettre en branle grâce au Métis canadien-français Georges Forest, qui a vécu selon l'esprit d'entraide, à la manière des anciens de la Rivière-Rouge. (Il suffit juste de penser combien Georges Forest était actif au sein du mouvement coopératif.)

Me Jourdain le voit bien : « L'affaire Forest est venue légitimer le statut du français au Manitoba. Et cette légitimation a servi de tremplin à toutes sortes de progrès dans le domaine des services en français, ou encore dans le domaine de l'éducation, puisque tout est relié. » Redisons-le ensemble : tout est relié dans notre monde. Et tout peut progresser dans le sens de la lumière. À condition toutefois de ne pas céder au défaitisme.

En prouvant que l'horloge française avait le droit de fonctionner au Manitoba, Georges Forest s'est taillé une place parmi les bienfaiteurs de l'humanité. Car en agissant par conviction, envers et contre la plupart, il a contribué à faire de notre province une meilleure terre d'accueil.

Nous gagnerions tous à mieux connaître, et reconnaître, cet homme hors du commun, dont le destin a été de relancer ce bel esprit d'unité qui avait permis de fonder le Manitoba. Cet homme qui a eu la chance insigne d'être aimé par une femme du calibre d'Anita L'Heureux.



PHOTO : CLAUDE FOREST

*Anita Forest, née Anita L'Heureux.*

## Pauline Le Goff ou Madame Boutal : le destin d'une immigrante bretonne

**N**OUS ENTENDONS parfois, lorsqu'il est question de l'identité canadienne, cette affirmation selon laquelle « au Canada, nous sommes tous des immigrants ». Pareil propos ne peut venir que de la bouche d'un Canadien « de souche ». En fait, il faut être un immigrant pour savoir ce que cela signifie d'être immigrant. Pauline Le Goff, qui laissa son empreinte au Manitoba sous le nom de son mari, Arthur Boutal, était aussi fort consciente de cette vérité.



ASHB-949

*Madame Boutal.*

Surtout que la famille Le Goff n'a pas immigré de bon cœur au Canada. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, dans les campagnes bretonnes soumises à la crise économique, nous trouvons trois classes de gens. D'abord, il y a les propriétaires, qui louent leurs terres. Ensuite viennent les fermiers sous contrats avec un propriétaire. Enfin, dans les bourgs habitent les gens ayant un métier, comme par exemple le maréchal-ferrant.

Dans le fin fond de cette Bretagne, pas très loin du port de Brest, se niche le petit village de Lanhouarneau, qui possède

quelques particularités bien à lui. Les paroissiens peuvent se targuer de fréquenter la plus ancienne église de la région ; et la place de l'église accueille des foires aux bestiaux très fréquentées. Tous les visiteurs remarquent, en face de l'église, une maison imposante, dont le toit en ardoise constitue le signe ostentatoire de l'opulence du propriétaire. Car toutes les maisons des alentours sont recouvertes d'un toit en chaume. Mais le clou de la demeure au toit d'ardoise est son escalier intérieur en pierre, une vraie rareté. C'est la maison d'un certain Laurens, un très riche verrier.

Au moment de sa mort, il avait à son emploi un certain François Cabon, qu'il avait formé au métier de verrier. Les mariages d'amour à cette époque étant pratiquement inexistantes, il est normal que la fille de celui-ci, Louise Cabon, accepte de prendre pour mari un orphelin du village, qui avait bénéficié de la protection du recteur, comme on appelle le curé en Bretagne. Il s'agit de Jean-François Le Goff, qui était canonnier dans la marine de guerre au moment de son mariage et qui, dorénavant, donnera un coup de main à son beau-père, qui a obtenu la permission de poursuivre l'entreprise de verrerie à la mort du propriétaire, Monsieur Laurens. Le premier enfant de Jean-François Le Goff et de Louise Cabon vient au monde dans la grande maison de pierre au toit d'ardoise le 8 septembre 1894. Nous voilà en présence de la délicate Pauline Le Goff, une artiste née qui prend vite plaisir à observer son grand-père au travail, ainsi que son papa, qui apprend progressivement les rudiments de l'art du vitrail.

La mort du grand-père bien-aimé, sur fond de crise économique prolongée, met la famille de Pauline Le Goff dans l'embarras. Les commandes de vitraux et des bannières peintes pour les fêtes religieuses se font plutôt rares. La planche de salut vient d'un Oblat de Marie Immaculée originaire d'un village voisin, Plouvenez Lochrist. Le Père Hervé Péran est missionnaire colonisateur, en charge de développer la paroisse de Saint-Laurent au Manitoba, pour laquelle il a construit une église en pierre. Il recrute le marin converti en artiste dans l'espoir d'en faire un cultivateur-pêcheur. Jean-François Le Goff a la responsabilité d'une femme, de quatre enfants et de sa belle-mère. Le voyage au Canada est payé, un *homestead* l'attend dans une paroisse où cohabitent déjà Métis et Bretons. L'homme dans la gêne financière



accepte l'offre de l'Oblat et part vers Saint-Laurent en 1906. Sa famille le rejoint en 1907.

Alors commence pour les déracinés de Lanhouarneau un calvaire de deux années. Vers la fin de sa vie, lorsque sa mémoire s'est affaiblie, Pauline Boutal revient souvent sur le temps pénible passé dans le village au bord du lac Manitoba. Au moins, l'artiste peut cultiver deux bons souvenirs de la période Saint-Laurent. Son père décore l'intérieur de l'église, ce qui offre toujours un motif de visite ultérieur. Et puis les Franciscaines Missionnaires de Marie sont de bienveillantes maîtresses d'école, qui lui facilitent l'apprentissage de l'anglais. À Lanhouarneau, Pauline avait été très bonne élève et avait appris à parler le français raisonnablement bien. Il faut savoir que dans sa jeunesse, toute la vie se déroulait en breton. C'était d'ailleurs encore le cas après la Deuxième Guerre mondiale, puisque une plaque posée sur un mur de l'église en 1945 est uniquement rédigée en breton. Lorsque je l'ai vue en 1995, une traduction en français avait été collée à côté. Les paroissiens remerciaient Dieu d'avoir permis à tous les prisonniers de guerre de rentrer sains et saufs au bercail.

Mais revenons à cette famille Le Goff dont les membres ne seront jamais agriculteurs et pêcheurs. À la première occasion, qui se présente en 1909, les immigrants malheureux s'installent à Saint-Boniface. Pauline Le Goff a 15 ans et s'intègre rapidement. En effet, dès 1910 elle entre comme apprentie typographe au journal *Le Nouvelliste* et trouve le temps de jouer dans une pièce de théâtre, *La Chocolatière*. C'est au *Nouvelliste* qu'elle rencontre l'amour de sa vie, Arthur Boutal, qui était venu tenter sa chance au Canada, comme d'autres jeunes Français partis à l'aventure. Leur passion commune pour le théâtre assure leur durable complicité. Lorsque la guerre est déclarée en août 1914, Arthur Boutal, comme la très grande majorité des Français dans l'Ouest canadien en âge d'être mobilisés, part défendre la patrie. Comme les autres, il devait être convaincu d'être de retour à Noël, content en plus d'aller visiter la terre natale au frais de la République. (Je l'affirme avec la même certitude que prenait Raymonde Marchand à raconter cette tranche de la vie des Français au Manitoba. Arrivée encore gamine au Manitoba, Raymonde Marchand s'est considérée française durant toute sa vie. Cette ancienne du Cercle

Molière, née en 1907, est décédée le 30 janvier 2006 au Centre Taché.)

Contrairement à l'espoir des va-t-en-guerre, toute perspective d'un rapide retour à Saint-Boniface s'estompe. Cette Grande Guerre s'avère une dévoreuse d'hommes sans précédent. Alors Pauline Le Goff part à son tour, en janvier 1916, pour la France. Pendant qu'Arthur Boutal est au front, elle travaille à la préfecture d'Angoulême. La même année, à la faveur d'une permission du soldat Arthur Boutal, ils se marient à Angoulême, en la paroisse de Saint-Boniface. Il doit exister des clins d'œil du hasard réservés aux comédiens. Pauline Le Goff devient Madame Arthur Boutal. Dans le Léon, son pays natal, la tradition veut que la femme mariée continue d'être appelée par son nom. Dans le Léon, Pauline Le Goff (le forgeron, en breton) serait restée Pauline Le Goff. Seuls les étrangers l'auraient appelée Madame Boutal. Mais les immigrants doivent s'adapter aux coutumes du pays d'adoption. Ainsi disparut Pauline Le Goff, sauf pour les rares visites à Lanhouarneau, dont celle de 1928, lorsqu'elle raconte en breton à sa grande amie d'enfance, la mère du prêtre Yves Kérouanton, les épreuves des premières années canadiennes.

Mais n'anticipons pas. Revenons à la guerre de 14-18. Le jeune marié Arthur Boutal est blessé au combat en 1917, à l'âge de 30 ans. Convalescent, il en profite pour rentrer au Canada avec sa femme à la fin de cette année-là. Guéri, il choisit en conscience de ne plus rejoindre son unité. Dans le petit milieu des Français manitobains, certains insistent longtemps pour le traiter de déserteur. Peu importe, l'avenir du couple est définitivement canadien. Et même, par choix, bonifacien. Car Madame Boutal est non seulement bonne comédienne, elle est aussi une illustratrice de premier plan. Ses talents sont appréciés par la maison Brigdens de Winnipeg, qui l'embauche en 1918. Or, son style est remarqué par des gens bien placés à New York. Mais Pauline Boutal refuse l'offre américaine. Alors, pendant 23 années, elle travaille chez Brigdens, où vient la rejoindre un temps sa sœur Suzanne Hubicki, puis sa sœur cadette, née en 1915, Christiane Le Goff. Même durant la grande dépression des années 1930, Pauline Boutal n'a pas à craindre de perdre son emploi d'illustratrice: Brigdens a le contrat de fabrication du catalogue Eaton's, qui

continue d'être publié. Il faut bien que l'économie tourne malgré tout.

En 1940, lorsque s'amoncellent les nuages qui annoncent la guerre entre la France et l'Allemagne, Pauline Boutal a des raisons de s'inquiéter pour son époux. Arthur Boutal n'a évidemment pas besoin d'aller défendre la mère patrie. Mais sa santé décline. À l'automne de 1940, le directeur artistique du Cercle Molière met en chantier une pièce ambitieuse : *Eugénie Grandet*. Mais les répétitions traînent. Son cœur l'oblige à ralentir ses activités. Au printemps de 1941, il écoute finalement sa femme et renonce à interpréter le rôle principal. Après une première attaque en mai 1941, qui le laisse très diminué, Arthur Boutal meurt en juin des suites d'une deuxième attaque cardiaque. Il avait tout juste 54 ans. La pièce, basée sur un roman de Balzac, est abandonnée. Le Cercle Molière perd son âme dirigeante et Madame Boutal son compagnon de vie. Voilà brutalement cette artiste ultrasensible veuve. Elle a 47 ans. Il lui reste encore plus du double du temps à vivre, puisqu'elle va mourir presque centenaire.

Cette femme autodidacte, cultivée, qui apprécie la compagnie des jeunes gens, va employer le long temps qui lui est accordé à bon escient. D'abord elle accepte, après quelques hésitations, de poursuivre le travail d'Arthur Boutal au Cercle Molière, en devenant directrice artistique de cette troupe fondée une quinzaine d'années plus tôt.

Dans *Les Français dans l'Ouest canadien*, Donatien Frémont, un ancien rédacteur de *La Liberté*, raconte ainsi le moment charnière dans l'histoire du Cercle Molière : « Qu'allait devenir le groupe privé de son chef ? Mme Pauline Boutal, non contente de fournir à la troupe sa meilleure actrice, avait été le bras droit de son mari dans ses lourdes et multiples tâches de directeur. Elle a recueilli sa succession, ce qui a permis au Cercle de poursuivre sa brillante carrière. » (Donatien Frémont, immigrant français pour des motifs de santé, a vécu de 1881 à 1967. Son livre sur les Français dans l'Ouest, publié lorsqu'il avait 78 ans, constitue une mine de renseignements. Son ouvrage est un document indispensable pour prendre conscience de l'impact et des ramifications de l'immigration française chez nous. La troisième édition, assurée par les Éditions du Blé, date de 2002.)

Arthur Boutal avait plusieurs fois incité sa femme à quitter

son emploi chez Brigdens. Cette fois, la veuve l'écoute. Le Cercle Molière devient, en quelque sorte, sa vie et sa famille. Pendant près de 30 ans, la grande dame, fervente de discipline et du travail soigné, symbolise le cœur de la vie théâtrale en français au Manitoba. C'est elle qui canalise et développe les énergies des passionnés de la scène, ceux qui ont besoin de connaître la fièvre des planches afin de vivre heureux. Sa grande délicatesse dans les rapports humains constitue sans doute le secret de sa remarquable réussite.

Toutefois, et bien que le théâtre soit sa passion première, cette femme au coup de patte sûr décide de relever le défi de la peinture à l'huile. En 1948, à la mi-cinquantaine, la voilà à Paris afin de suivre des cours à la réputée Académie de la Grande Chaumière. L'illustratrice de catalogues veut se muer en artiste-peintre. Louise Duguay, qui est professeur au Collège universitaire de Saint-Boniface en communication multimédia depuis 2003, s'est intéressée de très près au travail de Pauline Boutal. Son livre *Pauline Boutal, l'artiste à l'œuvre* figure au programme d'édition 2007 des Éditions du Blé. Ce volume met en valeur les qualités exceptionnelles de Pauline Le Goff, la petite bretonne qui s'est métamorphosée au Manitoba, par amour du beau, en Madame Pauline Boutal, la grande dame de la culture française.

Dans les milieux cultivés de Winnipeg durant les années 1950 et 1960, Madame Boutal jouit d'un grand respect. Elle incarne le rayonnement de la France. Une telle reconnaissance n'a d'ailleurs rien d'étonnant. Comme le fait remarquer Louise Duguay : « C'est très rare, surtout dans les prairies canadiennes, qu'une artiste soit à l'œuvre pendant plus de 60 ans. Et non seulement elle a été prolifique, mais en plus son travail est de qualité. Sa technique est solide. » Pour compléter le portrait de la grande dame discrète qui, sans chercher les honneurs, a été une des toutes premières récipiendaires de l'Ordre du Canada, Louise Duguay ajoute : « Il faut aussi noter qu'elle était très attachée à Saint-Boniface, sa ville d'adoption. Bien des sujets de tableaux sont inspirés par Saint-Boniface. »

Un attachement qui s'explique fort bien par son engagement en faveur de ce Cercle Molière qui, né en 1925, peut continuer de s'afficher comme la plus ancienne troupe de théâtre du Canada.

Vraiment, nous ne soulignerons jamais assez la chance d'avoir, au Pays de CKSB, une troupe de théâtre qui, sous la gouverne de Roland Mahé, a su s'adapter à l'évolution du monde. Roland Mahé, qui a succédé en 1968 à Pauline Boutal, n'a jamais hésité à souligner combien il a pu bénéficier de ses conseils éclairés.

Petit détail dans la vie du Cercle Molière : en 1967, alors que Roland Mahé étudie en France, Madame Boutal souhaite se retirer de la direction artistique. Son désir coïncide avec le retour à Saint-Boniface, au printemps 1967, d'un ancien annonceur du Pays de CKSB, Jean-Guy Roy, sollicité pour monter la comédie de Georges Feydeau, *Chat en poche*, au Cercle Molière. Le comédien vient de passer presque trois ans à l'École nationale de théâtre. Ses études ont été payées par le Manitoba Theatre Centre. Pour quelque temps, Jean-Guy Roy prend en main la direction artistique de la troupe, alors que la présidence du Cercle Molière est occupée par Maxime Desaulniers, une des figures du Pays de CKSB. Cet épisode dans l'existence du Cercle Molière souligne les liens étroits entre CKSB et la troupe bonifacienne. Mues par un souci d'entraide, les deux institutions ont su renforcer mutuellement leur existence au fil des décennies.

Conscient de l'héritage de Pauline Boutal, un petit groupe de personnes, très au fait de l'énorme héritage canadien de l'adolescente de Lanhouarneau, cherche depuis 2004 à sauver la maison des Boutal, située au bout de la rue Horace, dans une boucle étroite de la rivière Seine. C'est à partir de 2001 que Louise Duguay et Denise Préfontaine ont commencé à se préoccuper du sort de la résidence des Boutal, construite au début des années 1920. Un comité voué au sauvetage de la maison a été formé en 2004. Il est constitué au départ de Louise Duguay, Denise Préfontaine, Gilles Lesage, Réal Bérard et Ernest Gautron. Deux autres personnes se sont jointes au groupe : Paul Léveillé et Gary Tessier.

Madame Boutal s'est séparée de sa résidence en septembre 1949, juste avant la très grande inondation au printemps de 1950. C'est dans ce lieu privilégié que tant de jeunes, comme Suzanne Tremblay, devenue une grande amie de l'artiste, ou la future écrivaine Gabrielle Roy, ou encore le libraire Louis-Philippe Gagnon, ont pu découvrir des livres nulle part ailleurs

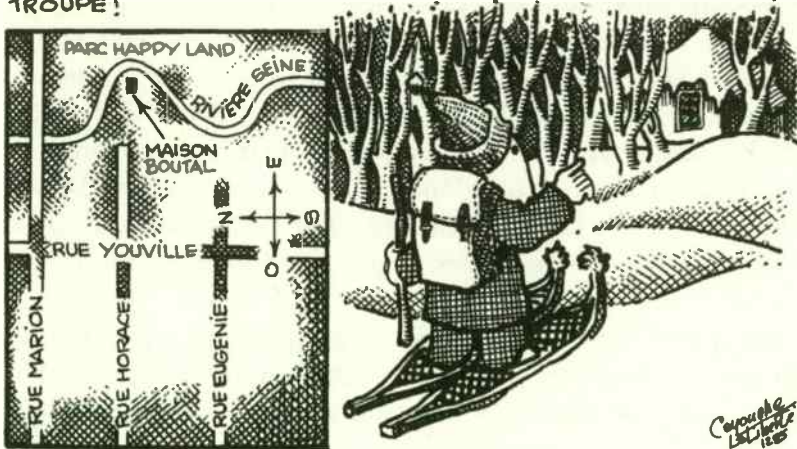
disponibles à Saint-Boniface. Clairement, cette modeste maison dans « la péninsule », comme son occupante au cœur breton qualifiait la pointe de terre formée par la Seine méandreuse, tenait lieu de véritable centre culturel dans les années 1930 et 1940.

Sous cet éclairage, il est aisé de saisir qu'à l'ouverture du Centre culturel franco-manitobain en 1974, la grande salle de spectacle ne pouvait que s'appeler *Salle Pauline-Boutal*. L'honneur a ému l'octogénaire, qui cesse cette année-là, officiellement en tout cas, sa participation au Cercle Molière. Par une heureuse coïncidence, la grande dame décède en avril 1992, au moment où le Centre culturel franco-manitobain monte une rétrospective de ses œuvres. Bien que très affaiblie, Pauline Boutal, qui réside au Centre Taché depuis quelques années, prend néanmoins conscience de l'hommage de ses pairs peu avant de mourir.

Ultime plaisir intérieur pour couronner une vie richement remplie. Le rideau de la mort pouvait tomber. La pièce humaine avait été pleinement jouée.

DE LA RIVIÈRE SEINE, ON PEUT VOIR À TRAVERS LES BRANCHAILLES À L'ABANDON DEPUIS DES DÉCENNIES DANS LE BAS-FOND D'UNE PÉNINSULE, LA MAISONNETTE DE PAULINE ET ARTHUR BOUTAL. J'IMAGINE QUE DURANT LES SOIRÉES D'HIVER, L'ESPRIT DES ANCIENS PROPRIÉTAIRES ET LEURS SEMBLABLES TEL QUE LES BERNIER, GUYOT, LE GOFF, BENOIST ET COMBIEN D'AUTRES ASSISTENT AUX SCÉNETTES QUE SOURIS GRISE, ÉCUREUIL ET VIEUX MOINEAUX PRÉSENTENT DERRIÈRE SES RIDEAUX DE FILE D'ARAIGNÉES ET OU PAR UNE FENÊTRE À CARREAUX, L'ÉCLAIRAGISTE DAME-LUNE S'EFFORCE DE FAIRE PARTIE DE LA TROUPE !

LA LIBERTÉ, 26 FÉVRIER 2004



Un Cayouche où tout le cœur de Réal Bérard transparait.

## Gros plan sur Henri Bergeron, le gentleman communicateur

**P**AR UN SYMPATHIQUE HASARD DE CALENDRIER, l'année des 60 ans du Pays de CKSB est aussi un peu devenue l'année de Henri Bergeron, le plus jeune des trois premiers annonceurs du poste, décédé le 10 juillet 2000 à l'âge de 75 ans. En effet, une biographie a été publiée au printemps de 2006 et les Productions Rivard de Saint-Boniface ont produit un documentaire sur sa vie.

Le film, réalisé par Béatrice Gaudet, accorde bien entendu une place à Saint-Lupicin, la terre natale de ce professionnel de la communication. Car Henri Bergeron, dont la carrière s'est déroulée au Québec après trois années en ondes à CKSB, est souvent revenu au Manitoba. Malgré ses clairs penchants souverainistes, l'inflexible défenseur de la langue française n'aurait jamais pu tourner le

dos au Manitoba de son cœur. Toute sa vie, le cinquième des 13 enfants de Napoléon Bergeron et de Rosalie Bourrier lui aura été passionnément fidèle.

La première fois que j'ai vu Henri Bergeron en personne, c'était durant le Festival du Voyageur de 1978. Il était à l'œuvre dans le gymnase du Centre culturel franco-manitobain, en qualité de maître de cérémonie du concours de la Reine du Festival. Professionnellement à l'époque,



PHOTO : ASHSB-17851

*Henri Bergeron en 1948.*

Henri Bergeron incarnait au petit écran la figure élégante et joviale qui présentait les fameux *Beaux dimanches* de Radio-Canada. À Saint-Boniface, sur la scène du gymnase, cette personnalité télévisuelle affichait la même aisance, la même irréfutable diction dans les deux langues officielles du Festival du Voyageur. Pourtant, nous étions dans un lieu qui était surnommé le zoo. Et je crois pouvoir me dispenser d'expliquer pourquoi si vous n'étiez pas au courant du fait. Eh bien Henri Bergeron avait été capable d'obtenir l'attention de la salle remplie de fêtards sans avoir à recourir à la facilité en tombant dans le vulgaire. Monsieur Bergeron m'avait alors épaté. À mon sens, il avait réussi l'impossible.

En 1946, CKSB devint le tremplin providentiel pour le jeune homme de 21 ans, clerc-avocat à l'étude de Me Alexandre Bernier, mais comédien dans l'âme et peu disposé à devenir juriste. Le Cercle Molière lui avait fourni l'occasion de monter sur les planches. Ainsi qu'il aimait le souligner, c'est le théâtre qui l'amena à la radio. Cette radio qui, justement, dans ces années-là, n'avait pas encore vraiment conquis ses lettres de noblesse. En fait, aux yeux d'universitaires comme le doyen de la Faculté de droit de l'Université du Manitoba, les artisans de la radio n'étaient que des saltimbanques. Vous imaginez avec quelle délectation Henri Bergeron accepta, 37 ans plus tard, en 1983, un doctorat *honoris causa* de cette même Faculté de droit. Faculté qu'il avait abandonnée en faveur d'une job d'annonceur à un petit poste canayen aux très faibles chances de survie. Autant dire qu'il se donna pleinement afin que le Pays de CKSB prît une place de choix dans les cœurs de ses compatriotes. La fierté bien placée permet d'atteindre des sommets. Henri Bergeron ne manqua pas d'en administrer la preuve.

Au fond, son attitude de battant s'explique tout bonnement : il n'était pas homme à aller contre son destin. Surtout qu'il l'a rencontré, le destin. Son destin. C'était en 1952, à la naissance de la télévision au Canada. Outre qu'il était télégénique et possédait l'entregent requis, Henri Bergeron était bilingue. Il rassemblait donc tous les atouts essentiels pour devenir un pionnier de ce média qui fascinait les foules et bouleversa bien des habitudes familiales. Seulement voilà : avec le titre de pionnier vient le revers



de la médaille. Car dans le monde des télécommunications, les manières de faire évoluent vite, beaucoup plus vite qu'une vie d'homme. Si bien que vint le jour où le gentleman communicateur passa pour un vieux de la vieille.

C'est donc sans une larme que Henri Bergeron, incarnation vivante de la langue française, prit sa retraite de Radio-Canada en 1986, alors qu'il entamait sa soixantaine. Comme il le faisait remarquer : « Les pionniers ne jouissent d'aucun respect. On les jette aux orties. » Sans doute afin d'adoucir un rien son amertume, il ajoutait, en pensant sûrement à son Saint-Lupicin : « Que voulez-vous ! Les défricheurs ne récoltent pas forcément le meilleur blé. »

Évidemment, pour ce communicateur de cœur, le départ à la retraite ne signifia pas la fin de ses activités. L'homme aux sourcils fournis, aux grands yeux et à la moustache soignée se lança dans l'enseignement, histoire de partager un savoir acquis tout au long d'une vaste expérience professionnelle. Il tint aussi à relever le défi de l'écriture. Deux récits furent publiés aux Éditions du Blé : *Un bavard se tait pour écrire* en 1989 et *Le cœur de l'arbre, le bavard récidive*, en 1995. L'écrivain s'est même essayé au roman : *L'Amazone*, publié cette fois aux Éditions des Plaines, dirigées par Annette Saint-Pierre. Mentionnons aussi un livre plus technique sur la communication, publié au Québec, dont le contenu se ramène à sa conviction centrale : il faut bien apprendre à communiquer, car la communication, c'est tout.

Sa vie de communicateur ressort d'ailleurs avec toute l'élégance voulue dans la biographie *Henri Bergeron, Par un beau dimanche*, publiée au tout début de 2006 par les éditions Publistar de Québecor. Le portrait du bavard impénitent est signé Christine Lamer, la femme de Denys Bergeron, l'un des fils d'Henri et d'Yvonne Mercier Bergeron. Le livre donne une large place à des témoignages d'amis, de collègues et de membres de la famille Bergeron. Ce parti pris permet de composer un tableau formé de voix multiples, dont les échos s'entremêlent, pour offrir une image toute en nuances de cet homme qui fut toujours préoccupé de son image publique.

Ainsi, Henri Bergeron apparaît dans toute son humanité. En prime, le lecteur apprend aussi, forcément, beaucoup de choses

sur les gens qui ont témoigné. Ce qui ajoute à la richesse du livre. Ainsi, la manitobaine d'origine Yvonne Mercier Bergeron parle de son mari avec une simplicité si touchante que l'on ressent très bien la part d'équilibre qu'elle a dû apporter dans la vie de son cher Henri. Cette biographie ne donne pas dans la complaisance facile. C'est là un beau cadeau posthume à faire au gentleman communicateur. Le lecteur mesure, au fil des pages, la somme des efforts que ce perfectionniste a fournis tout au long de sa vie pour être Henri Bergeron.

La belle trouvaille du livre est de donner la parole au bavard. En effet, Christine Lamer, sûre de bien connaître son sujet, a eu la gentillesse d'installer son beau-père au-dessus de l'autel de l'église Sainte-Madeleine d'Outremont, et de le laisser librement commenter ses funérailles depuis ce poste d'observation idéal. Une idée pas du tout déplacée, car elle souligne combien cet homme avait la foi. La cérémonie à l'église Sainte-Madeleine invite tout naturellement le commentateur à revenir sur son parcours de vie. Laissons-lui un instant la parole, que lui prête Christine Lamer :

« Ah le théâtre ! Oui, j'aurais aimé devenir comédien et même acteur de cinéma. À sept ans, j'avais assisté à une représentation du Cercle Molière, à Saint-Léon et, depuis ce jour-là, je rêvais de monter sur les planches. Il faut dire que depuis mon entrée au collège, j'avais toujours souffert d'une grande timidité et, par le fait même, d'un manque de confiance en moi. (...) Je me concentrais avec acharnement sur ma façon de bien parler, malgré les sarcasmes de certains collégiens. Il aura fallu que j'attende jusqu'en rhétorique pour voir mon vœu se réaliser. On m'avait distribué dans le rôle comique du conscrit dans la pièce de Théodore Botrel *À qui le neveu?* Je faisais irruption sur la scène en costume militaire en disant : *Me v'là-z-équipé!* Cette seule réplique, à la liaison douteuse, déclencha non seulement un fou rire général dans l'assistance, mais effaça mon affreuse timidité et ma peur du ridicule. J'avais tout simplement vaincu le ridicule par le ridicule. »

Trois peurs ont marqué la vie de celui qui s'est toujours montré fier de ses origines manitobaines. Cet enfant des grands espaces était claustrophobe. Il subissait aussi une peur de l'eau, qu'il n'a pas voulu transmettre à ses enfants en acquérant un

bateau. Sa troisième peur n'avait rien d'irrationnel. Ainsi que le note sa femme, avec un sourire qui en dit long : « Henri avait peur pour la langue française. Il a veillé sur elle toute sa vie. » L'engagement d'Henri Bergeron a la particularité de réunir les Québécois et les Canadiens français du Manitoba de plus de 40 ans. En effet, tous se souviennent du gentleman communicateur à la langue châtiée. Chez les moins de 40 ans, dans l'Est comme dans l'Ouest, c'est une toute autre affaire. Henri Bergeron demeure un quasi-inconnu.

Toutefois, quelques jeunes manitobains continuent d'apprendre qui il a été, puisque depuis 1998, l'école élémentaire d'immersion Queen Elizabeth à Saint-Boniface s'appelle École Henri-Bergeron. Des Québécois cherchent aussi à lui rendre hommage. Un studio de radio du Conservatoire Lasalle, où il a enseigné, porte son nom depuis l'automne 2006.

Enfin, permettez-moi une autre petite anecdote personnelle au sujet de notre Henri national. Nous sommes au Salon du livre de Montréal, au stand des Éditions du Blé, où je suis assis à côté de l'éditeur Lionel Dorge et derrière mon livre sur les 50 ans de CKSB, publié en 1996. À un moment donné, un homme dans la cinquantaine, amateur de tout ce qui touche à la radio, décide, après de longues hésitations, d'acheter le livre arborant le coq bleu et or dessiné par Réal Bérard. Je l'ai convaincu en lui faisant valoir le lien entre le Pays de CKSB et Henri Bergeron. Mais nous sentons bien qu'un doute plane en lui. Une petite heure plus tard, le même radiophile réapparaît au stand des Éditions du Blé, cette fois avec le visage fendu d'un large sourire. En tenant le livre pressé contre sa poitrine, il nous informe qu'il vient de croiser Monsieur Bergeron, qui lui a bien volontiers autographié le livre. Dans le même souffle, il assure à Lionel Dorge et à moi-même que *Au Pays de CKSB* ferait dorénavant partie des documents les plus précieux de sa collection.

Et dire qu'il n'avait même pas connu l'oncle Henri de CKSB, celui qui avait mis toute son âme dans le micro, afin d'attirer à lui les enfants de chez nous, pour mieux leur donner le goût d'être qui ils étaient.

## Léo Rémillard, ou l'art de bien jouer sa vocation

UN PRIVILÈGE A ÉTÉ accordé à Léo Rémillard, qui faisait partie du premier trio d'annonceurs au Pays de CKSB. Ce Bonifacien, né le 10 mai 1918, a eu l'honneur d'être le seul du trio, composé de Émile Savoie, Henri Bergeron et lui-même, à pouvoir méditer sur la formidable aventure de la station, 60 ans après l'entrée en ondes de CKSB.

Cet anniversaire de diamant du poste a attisé une nouvelle fois en lui ce goût du rêve qui ne l'a jamais quitté. Oserais-je même dire ce petit grain de folie, réservé aux pionniers conscients d'accomplir une tâche unique. Léo Rémillard reconnaît sans hésitation qu'il est un homme chanceux. Même si sa santé l'incite à penser, depuis quelques années, que ce fameux âge d'or ressemble plutôt étrangement à l'âge de rouille.

Parmi les grandes chances de sa vie figurent en bonne place ses années d'études au Collège de Saint-Boniface. Au fil des années, il a pu mesurer la valeur de la formation donnée par les Pères jésuites, qui lui apprirent à bâtir ses idées: « À la fin d'un cours classique, un étudiant était bien orienté. » Par tempérament, le garçon de Jules Rémillard n'est pas du genre tranchant. Sa mère, Régina Desrosiers, s'était mis en tête que son fils aîné deviendrait



PHOTO : LÉO RÉMILLARD

*Léo Rémillard, à l'heure  
de sa révélation.*

prêtre. Léo ne disait ni oui, ni catégoriquement non. En fait, il patinait. Comme il le résume bien lui-même : « Dans le fond, j'ai patiné comme je l'ai voulu, dans la direction que j'avais choisie. »

Or, le feu intérieur qui brûlait dans cet adolescent qui passait pour réservé avait bel et bien un nom : théâtre. Au Collège, à la faveur d'une pièce à laquelle tous les étudiants étaient tenus de participer, le Père Martial Caron repéra ce talent prometteur de 19 ans, qui avait jusqu'alors si bien caché son jeu. L'année suivante, en 1938, le Père Caron lui confia son premier grand rôle, celui du sorcier Adironkon dans une pièce intitulée *L'âme huronne*. Tous les spectateurs furent abasourdis. Léo se révéla. Mieux : ce jeune homme de 20 ans se métamorphosa. Sa propre mère eut de la peine à le reconnaître et se mit à douter, dans la foulée, qu'elle en ferait un prêtre. C'est la vie : son fils était l'original d'une classe de 18 étudiants, qui se destinaient surtout à devenir prêtres, médecins ou avocats.

Seulement voilà. À cette époque, une carrière de comédien était inconcevable à Saint-Boniface. Au moins, Léo pouvait participer au Cercle Molière. Côté emploi, il n'eut aucun problème, puisqu'il entra sur le marché du travail au début de la Deuxième Guerre mondiale. En 1942, le Bonifacien de la rue Dumoulin épousa une Bonifacienne, Raymonde Tremblay, de la grande famille des Tremblay du boulevard Provencher. Le spectre de la guerre s'éloigna définitivement du jeune marié lorsqu'il fut réformé en 1943 pour raison de santé. Il entra alors au service de comptabilité du très anglais Canadien Pacifique, à court de personnel pour cause de guerre. C'était une bonne job. Mais son cœur n'y était pas.

Son cœur de Canayen était attaché aux arts. Il faisait partie de ce petit noyau de convaincus qui croyaient, sans pouvoir vraiment se l'expliquer rationnellement, au besoin de développer la culture en français dans un monde nécessairement anglais. Il le confesse volontiers lui-même : « Je n'ai jamais compris mon enthousiasme. Mais je savais bien que je ne pouvais pas renier la langue et la culture de mes ancêtres. Tu ne pouvais pas t'en sortir. C'est tout ton être à toi qui était engagé. Peut-être que ces valeurs ont été inculquées en moi. Ce qui est sûr en tout cas, c'est que si tu n'as pas une foi, tu n'as rien. »

Le comptable au Canadien Pacifique a donc été un de ces rares fous qui tenaient mordicus à l'établissement de CKSB. Ces quatre lettres d'appel continuent de l'émouvoir : « Le 27 mai 1946, le rêve est devenu vivant. On avait fait des exercices avant. Mais là, c'était pour vrai. À un moment de cette soirée, on m'a passé le micro et on m'a confié la prochaine demi-heure. Je faisais dorénavant partie du chaînon. »

Soixante ans se sont écoulés, et Léo Rémillard parle de l'ouverture du poste comme s'il y était. Cependant, sa lucidité l'oblige à tenir compte du présent. Un présent qu'il nuance, fidèle à son caractère. Il voit CKSB encore plus fortement noyé dans une mer anglophone, à cause de la multiplication des médias. Il constate que CKSB ne semble pas être aimé par autant de gens qui se disent francophones, comme c'était le cas dans les années 1940 ou 1950. Mais il souligne que, grâce au service public, CKSB maintient sa présence au sein des familles qui le veulent bien. Ces foyers auxquels il peut s'identifier : « À mon avis, ce sont ces foyers-là qui comptent, parce qu'ils croient non seulement à la survivance, mais à l'épanouissement de la langue française. Après 60 ans, en revoyant tout ça, ça me fait tellement plaisir que CKSB existe encore et qu'il répand la culture et la bonne parole, qu'on l'écoute ou non. CKSB, ça fait partie de moi-même. »

Ce sont d'ailleurs ces foyers de l'espoir qui ont été la raison d'être professionnelle de ce communicateur, qui a la distinction d'être deux fois pionnier de la radio française dans l'Ouest. En effet, en 1950, le poste CHFA à Edmonton, entré en ondes le 20 novembre 1949, sollicite ses compétences. Afin d'ouvrir le poste, les Canayens de l'Alberta avaient eu encore plus de misère que ceux du Manitoba pour collecter assez d'argent. Le défaitisme ambiant avait été en partie contré par l'imagination des chefs. Ainsi, pour montrer quel esprit et quel cœur étaient à l'œuvre, les lettres d'appel CHFA se transformèrent à l'ouverture du poste. Le C pour Canada était devenu un C pour Courage, le H signifiait Honneur, le F pour Français servait à afficher sa Fidélité et le A pour Alberta s'était métamorphosé en Amour.

En 1952, Léo Rémillard devint gérant de la station Courage, Honneur, Fidélité et Amour. Les yeux lui brillent quand il évoque ses années albertaines. Certes, « il fallait tirer le diable par la queue

à CHFA ». Mais, par la grâce de sa vocation de comédien, Léo Rémillard s'intégra pleinement à la communauté canayenne d'Edmonton. Gardons à l'esprit cette vérité : parmi un groupe d'humains, rien n'est plus désiré qu'un bon comédien. Le théâtre, c'est l'art fondamental dans une société.

La lune de miel edmontonienne dut toutefois prendre fin en 1956, lorsque Radio-Canada lui proposa un emploi qu'il ne put refuser : coordonnateur des programmes dans l'Ouest. De retour à Winnipeg, il assumait la charge d'alimenter les quatre stations françaises qui étaient affiliées au réseau radio-canadien depuis 1952. Sitôt de retour en terre natale, Brunelle Léveillée lui remit la présidence du Cercle Molière. Et personne ne fut surpris lorsque Léo Rémillard accepta en plus, en 1959, la présidence de l'Association d'Éducation des Canadiens français du Manitoba.

Quand il évoque les nombreuses responsabilités communautaires auxquelles il s'est voué, Léo Rémillard ne peut s'empêcher de penser au dévouement de sa femme Raymonde, décédée en 1997 à l'âge de 77 ans. Le couple a eu quatre filles : Louise, née en 1942; Denise, née en 1944; Pauline, née en 1955 et Yvette, née en 1960. « Des fois, j'ai des remords de conscience d'avoir été aussi souvent absent. » Sa gratitude à l'égard de sa compagne de vie pendant 55 ans est évidente. Elle le fut tout spécialement l'année qu'il passa aux études à Paris, entre septembre 1948 et juillet 1949 : « Je dois une grande dette de reconnaissance à Raymonde pour avoir pris soin de Louise et Denise pendant mes études à Paris. J'aurais bien aimé qu'elles viennent avec moi, mais la bourse était à peine suffisante pour moi-même. Raymonde, avant mon départ, avait obtenu un emploi au magasin coopératif sur le boulevard Provencher. » À Paris, l'étudiant en philosophie, art dramatique et phonétique Rémillard a l'occasion d'aller au théâtre avec Pauline Boutal, la directrice artistique du Cercle Molière, qui elle-même est à Paris depuis décembre 1948, pour étudier la peinture à l'huile.

Son emploi à Radio-Canada, à partir de 1956 à Winnipeg, permit à Léo Rémillard de se familiariser avec une toute nouvelle culture de travail. Comparée aux postes privés, la Société d'État représentait une structure lourde, complexe et hiérarchisée. L'occasion d'avancer dans cette hiérarchie s'offrit à lui en 1964,

lorsqu'il devint directeur de la radio à Chicoutimi, avec l'espoir d'obtenir un poste à Montréal dans un avenir pas trop éloigné. Ce fut toutefois au siège social à Ottawa qu'il aboutit en 1967, l'année du centenaire de la Confédération. Ses responsabilités lui permirent d'exercer ses talents de conciliateur, qu'il avait su cultiver par tempérament et vocation artistique. Ses méthodes de diplomate et sa capacité de proposer des solutions concrètes lui valurent d'être repéré, en 1970, par Don Bennett, le patron de la CBC à Winnipeg. Nous étions à l'époque où le diffuseur public, pressé par les libéraux de Pierre Elliott Trudeau, obtint les budgets nécessaires pour mettre en place une expansion accélérée de la télé et de la radio françaises dans l'Ouest.

Et voilà Léo Rémillard impliqué dans l'achat de CKSB par Radio-Canada ! Évidemment, toutes ces sommes dépensées pour le développement des moyens de communication en français dans l'Ouest étaient souvent doublement mal vues. D'abord par des Québécois à Montréal, convaincus que les Canayens des Prairies vivaient leurs derniers râlements. Et aussi par des



*Léo Rémillard, dans son appartement Place Des Meurons,  
avec des tableaux de Pauline Boutal au mur.*



anglophones de la CBC, guère chauds à l'idée de devoir partager leur espace vital et leur équipement. Une fois de plus, le communicateur diplomate louvoya habilement, et les minoritaires purent se tailler une place au soleil.

Il va de soi que, sitôt de retour au bercail bonifacien en 1970, Léo Rémillard s'engagea à nouveau au sein de sa communauté. Il succéda à Gilles Guyot, qui lui céda la présidence du Centre culturel de Saint-Boniface. Ensuite, il participa à la mise sur pied du Centre culturel franco-manitobain. À lui revint le plaisir d'annoncer à Pauline Boutal que le comité tenait à nommer la grande salle de spectacle *Salle Pauline-Boutal*, en hommage à son engagement indéfectible au Cercle Molière. Léo Rémillard sourit en revoyant les larmes qui coulaient sur les joues de la grande dame de la scène artistique bonifacienne.

Après plus de 25 ans au service de Radio-Canada, Léo Rémillard tira sa révérence en 1983. Sa retraite fut cependant active. Dans le domaine théâtral, il va sans dire. De 1987 à 2001, il occupa les fonctions de directeur artistique du Théâtre des aînés : « J'ai dû abandonner après 15 ans afin de subir une intervention chirurgicale à la hanche. Thérèse Carrière a alors pris la relève. »

Il remonta une ultime fois sur les planches du Cercle Molière en 1996, à l'âge de 78 ans, en compagnie d'un vieux complice de la scène, Robert Trudel, dans une pièce intitulée *Les aiguilleurs*. En 2005, le Cercle Molière lui fit un gros clin d'œil en lui dédiant sa 80<sup>e</sup> saison. Pour ce comédien dans l'âme, qui aime redire que « le geste est plus fort que la parole », le coup de chapeau du Cercle Molière lui est allé droit au cœur.

Tout au long de sa vie, Léo Rémillard, qui a connu sa part de problèmes de santé, s'est employé à souligner à son entourage combien il trouvait le temps précieux. Cette certitude qui l'habite, le comédien communicateur l'a souvent répétée. Et de la plus élégante des manières, en s'inclinant devant le génie du poète français François de Malherbe, dont il réinterprète volontiers des vers célèbres en disant :

*La vie est comme une rose  
Elle ne dure ce que durent les roses  
L'espace d'un matin.*

## À quoi sert l'humanité?

**A** PRÈS LES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE 2001, le président des États-Unis, George W. Bush, s'est lancé dans une déclaration qui m'a beaucoup dérangé. Cette guerre contre le terrorisme, a-t-il affirmé en substance, est la première guerre du XXI<sup>e</sup> siècle. Comme s'il était tout à fait évident dans sa tête qu'il y aurait forcément d'autres conflits armés. Comme si la guerre était absolument inévitable quand on dirige l'Empire américain.

Au moins, en déclenchant la Grande Guerre en 1914, les dirigeants européens affirmaient-ils que celle-là serait la der des der, la dernière des guerres, celle qui allait régler les luttes nationales une fois pour toutes. Ces dirigeants avaient d'ailleurs bien préparé les esprits. Ainsi, quand la guerre fut déclarée en août 1914, la plupart des expatriés français de l'Ouest canadien en âge d'être mobilisés quittèrent le pays sans hésiter. La plupart étaient convaincus d'être de retour à leur occupation civile vers Noël.

Hélas, le monument aux morts devant la Cathédrale de Saint-Boniface, avec ses 158 noms de soldats tombés au champ d'honneur entre 1914 et 1918, témoigne de leur erreur de jugement. Le monument aux morts conçu par l'artiste Hubert Garnier, situé en face du Club belge boulevard Provencher, est encore plus parlant. Il montre un soldat, plus grand que nature, la tête penchée sur le corps de son compagnon d'arme, qui gît sans vie, le visage perdu dans la boue.

La guerre de 14-18 a été un échec terrible pour l'Europe. Au moins, les hommes politiques canadiens ont su utiliser à l'avantage du pays la saignée humaine en obtenant leur autonomie de la Grande-Bretagne. Car le Canada, colonie britannique en voie d'émancipation, s'était retrouvé automatiquement en guerre en 1914. Sur les 600 000 Canadiens partis se battre en France, 66 000

y laissèrent leur vie. Cette indépendance chèrement acquise n'a pas empêché le Canada de déclarer, en 1939, la guerre à l'Allemagne avant même que Londres ne le fasse. Une précipitation qui n'a pas provoqué l'enthousiasme populaire. En effet, les souvenirs des batailles dans les tranchées étaient encore vifs dans bien des mémoires.

À titre de symbole des traces prolongées de cette souffrance humaine, prenons le cas exemplaire de Célestin Hermary. Il vient au monde le 30 août 1879 à Saint-Floris, dans le nord-ouest de la France. En 1906, sur les conseils d'un frère installé à Woodridge, il part à son tour pour le Manitoba avec sa femme, Gabrielle Tassez, et leurs deux jeunes enfants, Julien, né en 1905 et Julienne, née 1906. L'immigrant travaille à la construction de voies ferrées. Quand vient la guerre en 1914, il vit progressivement un dilemme. Car la France exerce des pressions pour que les expatriés en âge de combattre rentrent au pays. Sans oublier la pression ambiante, générée par les gens qui décident de partir au combat. Finalement, ce père de famille de neuf enfants, dont six sont vivants, décide de s'engager le 2 septembre 1916 dans l'armée canadienne. Une décision qui est financièrement plus avantageuse que d'aller s'enrôler dans l'armée française.

Le volontaire Célestin Hermary rejoint le 233<sup>e</sup> bataillon à Edmonton pour sa formation militaire. Le 15 mars 1917, il rejoint le 178<sup>e</sup> bataillon en Angleterre. Il est alors versé au 22<sup>e</sup> Régiment, la seule unité francophone du corps d'armée canadien engagé au front. En mars 1918, le 22<sup>e</sup> Régiment arrive en renfort dans un secteur au sud d'Arras, dans le nord-ouest de la France. Les Allemands viennent tout juste d'enfoncer les lignes anglaises. La mission du 22<sup>e</sup> Régiment est de colmater la brèche. Au cours de la nuit du 2 au 3 avril 1918, la position du 22<sup>e</sup> Régiment autour de Mercatel est repérée et les obus allemands commencent à tomber dru. Les pertes sont lourdes. Célestin Hermary fait partie des victimes. Il meurt à quelques dizaines de kilomètres de son lieu de naissance.

Expédié d'Ottawa et daté du 13 avril 1918, le télégramme que reçoit sa femme précise que son mari est mort le 2 avril. Selon la croix au cimetière militaire britannique de Wailly près d'Arras, Célestin Hermary a été tué le 3 avril. Il avait 38 ans et huit mois.

Un jour que je méditais devant le « poilu », l'abbé Eugène Rimbault s'est arrêté. Nous avons engagé la conversation. De fil en aiguille, il m'a souligné que sur le monument aux morts, au moins un des noms des tués au combat avait été mal écrit. Monsieur l'abbé était bien placé pour le savoir, puisqu'il s'agissait du nom de son grand-père maternel, épilé Hernary au lieu d'Hermery. J'appris par la même occasion que sa grand-mère maternelle ne retourna qu'une seule fois en France, en 1930. L'épithète choisie par la famille sur la pierre tombale de Célestin Hermery au cimetière militaire à Wailly est la suivante: « Nous l'avons aimé pendant sa vie, ne l'oublions pas après sa mort : Saint Ambroise. »

Sur la carte mortuaire, qui appelle à prier pour le repos de l'âme de Célestin Hermery, un petit texte invite les « enfants bien-aimés » à « garder le souvenir de leur père », à « rester unis » et à être « la consolation de leur mère ». L'aînée des filles, Julienne, maria en 1925 Pierre Rimbault. Ils eurent trois enfants : Adrien Rimbault, Madeleine St-Hilaire et l'abbé Eugène Rimbault, né en 1930 à Saint-Boniface. Julienne Rimbault fit sa part en s'occupant de sa mère âgée, veuve de guerre et diabétique, jusqu'à sa mort en 1944, à l'âge de 62 ans. Surtout, Julienne Rimbault veilla à garder, presque religieusement, tous les documents concernant la vie de ses parents, pour conserver avec précision le souvenir de leur mémoire.

Bien d'autres familles canadiennes n'avaient pas oublié leurs morts à la guerre de 14-18 lorsque notre pays fut à nouveau entraîné dans la Deuxième Guerre mondiale. Mais au moins, bon nombre d'anciens combattants canadiens-français sont revenus au pays en 1945 débarrassés de leurs sentiments d'infériorité par rapport aux Anglo-Saxons. Pour eux, les survivants des combats, c'était au moins ça de gagné.

En tout cas, ce sentiment d'affirmation fut payé au prix fort.

Pas un 11 novembre ne passe sans que je pense à une entrevue faite pour *La Liberté* au début des années 1980 avec le docteur Georges Sabourin, né en 1914. Ti-Georges, comme l'appelait sa famille, me racontait que, jeune médecin au front en 1944, il avait fondu en larmes devant un soldat blessé. Clairement en souffrance, le soldat lui avait crié: « Doc, c'est pas des larmes que je

veux, c'est une piqûre ! » Une quarantaine d'années après l'événement, les yeux du doc Sabourin s'étaient à nouveau remplis de larmes.

Pour ceux qui ont vécu de plein fouet les drames de la guerre, la difficulté de transmettre les souffrances représente souvent un défi insurmontable. Le docteur Georges Sabourin avait voulu partager ses expériences au retour de la guerre en 1945. Mais la plupart des gens refusaient de l'écouter. Je l'entends encore me dire : « Alors, à un moment donné, tu arrêtes d'en parler, parce que toi-même tu finis par ne plus être capable de démêler le vrai du faux. »

Devant une affirmation aussi honnête, la question suivante mérite d'être posée : que va-t-il arriver de ce Jour du souvenir quand les vétérans de 39-45 auront tous disparu ? Quelle utilité concrète lui restera-t-il ? Les cérémonies pour honorer la mémoire de morts inconnus ne risquent-elles pas de sombrer dans l'artificiel ?

Le temps n'est-il pas arrivé d'envisager l'évolution de cette journée consacrée au refus de l'oubli des anciens combattants ? Et si le 11 novembre se transformait en une Journée de l'humanité ? Une journée qui engagerait tous les vivants, qui pourraient se demander devant un monument aux morts la seule question fondamentale qui vaille : à quoi sert l'humanité ?

À quoi sert l'humanité, en sachant que la guerre est la moins bonne raison de l'existence humaine. À quoi sert l'humanité, en sachant qu'il y a des millions et des millions de Célestin Hermary à travers le monde qui seront morts vainement tant que le cycle infernal des guerres ne sera pas réellement rompu.

Quelque chose me dit que le doc Sabourin, décédé en 1995, verrait d'un bon œil cette évolution du Jour du souvenir en une Journée de l'humanité. Lui qui a aidé tant de femmes à mettre leurs enfants au monde.

CODA

**ÉCOUTER  
POUR Y VOIR**

## Cette radiographie ne parle pas

**M**ALGRÉ L'ÉTONNANTE PERCÉE TECHNOLOGIQUE que représente l'Internet, il faut bien prendre conscience que c'est l'avènement de la radiophonie dans les années 1920 qui a représenté une avancée beaucoup plus spectaculaire dans l'aventure humaine. Car la nouvelle forme de communication se faisait instantanément par ondes invisibles, sans le support d'aucun fil. Pour les gens à l'époque, pareille invention relevait de la magie. Mais le plus merveilleux, c'était qu'il n'y avait plus besoin de savoir lire pour se tenir au courant des affaires du monde.

Pas étonnant, donc, que la radio soit devenue un phénomène de société sans précédent. Ainsi, parce qu'elle s'adresse à nous tous si directement, si chaleureusement, la radio a maintenu son puissant potentiel de changement. Les radios communautaires qui se développent en Afrique en fournissent un bon exemple.

Dans notre pays, une seule statistique suffit pour mesurer la nécessité absolue de la radiophonie : on estime que 25 pour cent de la population francophone du Canada n'est pas capable de déchiffrer un texte simple. Exprimé autrement, cela représente beaucoup de parents incapables de faire la lecture à leurs enfants.

C'est pourquoi je pense bien des fois aux témoignages émouvants et inspirants de Raymond, Rosa, Roxanne et Lucille, quatre personnes qui ont eu le courage de se présenter devant la caméra de Claude Savard pour le documentaire *Vivre de A à Z*. Le film, réalisé par Danielle Sturk, avait été diffusé à CBWFT en janvier 2005. L'animateur de CKSB Jean-Marc Ousset a eu l'idée et la volonté de produire le documentaire, qui est une production du Centre de ressources Pluri-elles et du Festival des vidéastes du Manitoba, dont Jean-Marc Ousset est l'âme dirigeante. (Avec l'aide de Michel Leblanc et de Marc-François Tremblay, Jean-Marc Ousset a tenu en 1993 le premier Festival des cinéastes, destiné aux écoles françaises et d'immersion. En moyenne, une quinzaine

d'écoles y participent chaque année. Depuis 1998, le Festival des vidéastes est ouvert à tout l'Ouest. Chaque année les organisateurs choisissent un thème. L'environnement fut le premier thème soumis à la créativité des vidéastes en herbe.)

Notons que Radio-Canada Manitoba et le Secrétariat national à l'alphabétisation ont aussi participé à mettre au monde le film *Vivre de A à Z*, que Pluri-elles continue de présenter, afin de sensibiliser autant les gens que les bailleurs de fonds à l'exigence humaine de l'alphabétisation.

L'organisme Pluri-elles, fondé en 1982 et dirigé depuis 2001 par Mona Audet, a mis en place son secteur de l'alphabétisation en 1990. Trois centres d'alphabétisation en français pour adultes ont alors été mis sur pied à Saint-Boniface, Saint-Pierre-Jolys et Saint-Laurent. À partir de 2001, progressivement, des centres ont été établis, à la demande d'écoles ou de communautés, à Saint-Claude, Notre-Dame-de-Lourdes, La Broquerie, Lorette, Île-des-Chênes, Saint-Georges (avec Pine Falls et Powerview), Saint-Jean-Baptiste, Saint-Lazare, Sainte-Rose-du-Lac (avec Laurier) et Saint-Malo.

La coordonnatrice en alphabétisation depuis 2003, Saadia Saadane, estime que depuis 2001 environ 500 personnes bénéficient annuellement du programme. Pour les francophones de souche, les francophones de familles exogames ou les personnes immigrantes francophones, le service est gratuit et, surtout, personnalisé. L'apprentissage est en effet taillé sur mesure afin de répondre aux besoins particuliers de chaque personne.

Ces personnes qui ont franchi le pas de l'alphabétisation pourront un jour lire cette émission radiographique, dont l'existence est due à des gens qui ont écouté les chroniques *Au pays de CKSB*, diffusées à partir de septembre 2004, et qui ont exprimé le vœu de pouvoir les lire. Bien entendu, la version écrite des chroniques est forcément différente, du fait qu'un livre est un espace autorisant une flexibilité supplémentaire, comme l'inclusion de dates, par exemple. (Cette dernière phrase, un tantinet alambiquée, n'est pas acceptable dans une chronique radiophonique, surtout si le réalisateur est un professionnel chevronné de la trempe de Daniel Tougas !)

C'est souvent dans la trentaine que se fait le réveil chez les



analphabètes. Ils ont généralement décroché en sixième ou en septième année. À l'âge pleinement adulte, ils finissent par admettre que pour se sortir de la pauvreté, il faut savoir lire et écrire. Dans le cas particulier de Raymond, ainsi qu'il l'explique dans le film *Vivre de A à Z*, c'est son incapacité à lire une petite histoire à son garçon qui l'a poussé à se prendre en main. Après un ultime déchirement intérieur, il a cherché de l'aide auprès de Pluri-elles. Inquiet au début, la confidentialité du service l'a définitivement rassuré.

Les analphabètes semblent plus nombreux chez les Canadiens que les Canadiennes. Dans ce sens, le documentaire de Danielle Sturk, qui présente trois femmes et un homme, n'est pas représentatif de la répartition de l'analphabétisme entre les sexes. Un constat qui invite le spectateur à saluer le courage de ces Manitobaines qui ont triomphé de leur handicap social dans ce Canada si riche, où les immigrants ont souvent du mal à croire que tant de Canadiens ne savent ni lire ni écrire.

Au niveau international, l'Unicef, le Fonds des Nations unies pour l'enfance, souligne la nécessité de scolariser les filles. Pour sortir les pays de la pauvreté, l'Unicef affirme que les filles instruites représentent une force sans équivalent pour appuyer le développement humain. Les experts de l'Unicef résumant tout l'enjeu ainsi: «L'éducation est essentielle dans la situation d'urgence, à la suite d'une catastrophe ou lorsqu'un pays est plongé dans un conflit. Car l'éducation offre un élément de stabilité dans la vie des filles et des garçons et aide les familles à se rétablir et à aller de l'avant.»

Ce qui vaut pour les pays pauvres, vaut tout autant pour les pays riches. Nous sommes tous dans le même bateau. Si vous en doutez, pensez à Rosa, Roxanne, Lucille et Raymond, dont le témoignage mérite d'être vu et revu, entendu et réentendu. Ou, pour l'exprimer radiographiquement, lu et relu.

## Si CKSB était une personne

**C**HÈRE LECTRICE, CHER LECTEUR, je vous invite cordialement à jouer à un jeu, inspiré d'une technique utilisée par les experts sondeurs quand ils cherchent à définir l'image de marque d'une entreprise.

Le jeu proposé consiste à répondre à la question : « Si CKSB était une personne humaine, de quoi aurait-elle l'air ? » Grâce à cette question, simple et anodine en apparence, nous allons réfléchir tout en nous amusant, ce qui est déjà tout à fait cékaes-bien. Maintenant, sans plus tarder, laissez aller votre imagination.

Que dites vous ? La personne CKSB aurait l'air d'un homme ? Bon d'accord. Quel âge ? Encore jeune ? Bien. La quarantaine ? Et sérieux en plus ? Sérieux et bien documenté, comme l'émission *Les années lumières* ou éclectique comme le Jacques Languirand de *Par quatre chemins*. OK, je note, pour vous CKSB est un homme dans la force de l'âge, capable de tenir des conversations agréables, pas du genre à raconter n'importe quoi. C'est vrai, c'est fou comme il a une solide mémoire, ce Monsieur CKSB.

Comment ? Plutôt une femme, vous dites ? Parfait, CKSB est une femme, bien dans sa peau. Une mère de famille responsable, engagée dans sa communauté pour le plus grand bien de ses enfants. Et en plus très débrouillarde, vous dites ? Comment ? Pourquoi ? Ah, je vois, c'est parce qu'elle n'oublie pas de faire téléphoner sa mère ou son beau-père au *Marché aux puces* quand elle cherche une flûte à bon marché pour sa fille ou des patins pour son fiston.

Très bien, nous précisons notre portrait de Madame CKSB. Quel âge a-t-elle ? La trentaine avancée, et c'est pourquoi elle est drôlement ouverte sur le monde, à la manière de la série *Le Manitoba : Grand comme le monde*. D'accord, je vous suis, Madame CKSB n'a pas peur de voir la vie en arc-en-ciel.

Vous dites ? C'est à cause de son métier ? Elle a une bonne job ?

Laquelle? Agricultrice? Comptable agréée? Vous la voyez fidèle de l'émission *L'heure des comptes*? Avec un sens de l'humour à toute épreuve? Pourquoi pas! Et un cœur d'enfant en plus, un côté 275-allô, les *Petites Oreilles* et les *Contes du monde* réunis? Ça me paraît plausible, je note, je note. D'ailleurs, c'est un vrai signe de maturité ça, être capable de marier l'humour et les responsabilités. De toute évidence, il n'y a rien d'incompatible à être ouvert sur le monde entier tout en étant bien enracinée dans sa communauté! On peut très bien écouter *Radio-Réveil*, *Carte blanche* et regretter d'avoir manqué l'émission *Sans frontières*.

Comment, il y a encore plus important chez cette Dame CKSB? Ah! Vous ne la trouvez pas prétentieuse, vous n'hésitez jamais à l'inviter chez vous, surtout qu'elle est toujours prête à vous donner un coup de main. « À votre service, à votre service », c'est son mantra préféré. Pourquoi dites-vous mantra? Ah! Je vois, vous trouvez que sa dimension de service public bien ancré dans sa communauté lui donne une espèce d'aura spirituelle. Bon d'accord, c'est pas un radiographe qui va censurer votre imagination. Ça serait contraire à mon côté service public, défense de la démocratie et de la culture. Donc je note, je note et je résume vos interventions: chez Madame CKSB, l'ouverture d'esprit est quasiment un trait génétique, tellement elle émet des ondes positives.

Alors quoi d'autre? Ah! Je l'attendais, celle-là! Madame CKSB n'est pas du tout monomaniacale. C'est très vrai, elle n'est absolument pas du genre à vous faire entendre que du rock ou que du jazz ou que du country ou que du classique. Conclusion? Madame CKSB a une curiosité à toute épreuve. Et un sens critique en plus? Je note, je note: si CKSB était une personne humaine, homme ou femme, elle garderait son sens critique, sa souveraineté personnelle en tout temps.

Comment? Au bout du compte ça vous est bien égal que CKSB soit un homme ou une femme? Pourquoi donc? Parce qu'un ami, c'est un ami, et que c'est l'amitié pour toujours qui compte? OK, OK. Donc CKSB, c'est l'ami fidèle, ouvert d'esprit, qui sait de ce dont il parle. Un ami qui garde toujours une ligne ouverte, et pas juste pendant la demi-heure du *Marché aux puces*. Un ami qui sait être une présence de chaque instant, un ami qui ne vous laissera jamais tomber. Comment?

Mieux que ça encore? CKSB est comme un ami qui possède un cœur de pionnier, un ami qui tient à son cœur de pionnier parce qu'il lui a permis de survivre. Un ami toujours prêt à laisser battre son cœur de pionnier pour la bonne cause de l'ouverture aux autres. Bon, je note, je note et je résume : CKSB est l'ami avec qui on veut croire qu'il est possible de changer le monde. Un ami à l'image de la radio, quoi! La radio, le média par excellence qui invite à cultiver son imaginaire et son appétit de refaire le monde.

Bon, eh bien merci d'avoir accepté de jouer à *Si CKSB était une personne...* Vous avez été à la hauteur. Tous, je vous sens des habitués du Pays de CKSB. C'est vrai, on ne parle avec conviction que de ce que l'on connaît!

Mais dites, là, je vous regarde, vous tous... Et je me dis que si vous étiez un poste de radio, moi le radiographe, je vous verrais bien dans la peau d'un poste sérieux, ouvert sur le monde, capable de rigoler, s'adressant à des auditeurs amis plutôt qu'à une foule anonyme. Vraiment, je vous vois, confiants dans votre cœur de pionnier, prêts à refaire le monde si la bonne occasion se présentait...

À vous observer de près, et ne le prenez pas pour une basse flatterie, si vous deviez être un poste de radio, je me devrais de vous appeler CKSB. Par pur respect humain. Je ne saurais mieux exprimer à la fois votre côté captivé par les enjeux du monde et désireux de veiller aux affaires de votre communauté.

Et puis, en vous appelant CKSB, je rendrais hommage à votre effort permanent de cultiver au moins deux langues vivantes. En effet, CKSB est un poste bionde à Winnipeg : 1050 AM et, dès le 12 février 2007, 90,5 FM. Voilà que CKSB est comme vous, qui avez le bonheur de vibrer sur la double fréquence française et anglaise.

Bon, allez, je vous laisse à votre énergie pionnière, souriante, ouverte et réfléchie, en vous assurant qu'on ne dirait pas que vous êtes né en 1946.

Sans flagornerie, vous ne faites pas du tout votre âge. Comment vous y prenez-vous? Vous avez un secret, non? Vous dites? Allez, promis, je transmettrai *urbi et orbi*. Merci, je note, je note et je vois: votre élixir de jouvence, c'est d'être accessible partout, et en tout temps. Service public oblige!

## Par diffusion et par infusion

**D**ANS L'AVENTURE DE L'HUMANITÉ, la radio est l'invention par excellence qui nous permet de voir la vraie taille de notre planète. Nous pourrions même dire que cette avancée technique ramena le globe à la dimension d'un cœur humain. Dans ce sens, l'explosion technologique d'Internet au milieu des années 1990 fit de notre globe un battement de cœur accessible instantanément.

Vous êtes en voyage à l'autre bout du monde et vous voulez savoir comment palpiter le Pays de CKSB? Rien de plus simple depuis la semaine du 18 décembre 2000. Si vous possédez le bon équipement informatique, vous pouvez vous brancher sur la grande place publique de votre communauté préférée. Ou, si vous ne souhaitez pas vibrer en direct avec les auditeurs de CKSB, vous disposez bien sûr d'une deuxième option: fouiller sur le site Internet de Radio-Canada Manitoba et naviguer à votre aise. Depuis l'an 2000, le site est actif, c'est-à-dire renouvelé en partie et adapté quotidiennement. Son responsable est le réalisateur Robert Boucher, qui occupe les fonctions de webmestre à mi-temps.

C'est au printemps de 1995 que Radio-Canada à Montréal s'est lancé dans l'aventure du Web. Parmi les 15 stations du réseau de la Première chaîne, CKSB fut une des toutes premières stations régionales à proposer le service du Web. Dans les premières années, le site consistait essentiellement à présenter le Pays de CKSB. Pour la petite histoire, signalons que l'inondation du siècle en 1997 fit de CKSB un précurseur radio-canadien dans l'information en ligne. En effet, à l'initiative de Martine Bordeleau, pendant toute la période de crise, une version écrite des bulletins de nouvelles était accessible aux internautes du monde entier. L'opération permit une nouvelle fois de prendre conscience que nous ne sommes pas seuls au monde dans notre plaine immense. Pensons simplement à l'internaute moscovite qui s'informait

régulièrement de l'évolution de la catastrophe naturelle que nous subissons.

De nos jours, les personnes intéressées à l'actualité qui ne désirent plus attendre le bulletin de nouvelles se branchent sur Internet. Le phénomène est particulièrement net chez les jeunes. D'ailleurs, toujours plus de personnes se tournent vers le contenu à la carte. Plutôt que d'écouter la radio programmée, elles choisissent de se programmer leur propre contenu radiophonique. Cette radio autoprogrammée s'appelle *podcasting* en anglais et baladodiffusion en français. Ce n'est plus de la radio classique, normale, conventionnelle. Mais c'est bel et bien de la radio si vous êtes prêts à définir la radio comme la chaleur d'une compagnie qui ne vous empêche pas de bouger. La radio, c'est le contraire de la télévision ou de l'écran d'ordinateur, qui eux vous obligent à demeurer stationnaire. Le prix à payer pour voir des images qui bougent, c'est de se transformer en point fixe.

Maintenant que nous sommes sur la même longueur d'onde, parlons vocabulaire.

L'Office québécois de la langue française a proposé en 2004 le terme de baladodiffusion comme équivalent français de *podcasting*. Déjà, en 2006, il était possible d'entendre à CKSB des promos où il était question de « balado », abréviation de « baladodiffusion », raccourci calqué bien évidemment sur le modèle de « radio » pour « radiodiffusion ». Toutefois, l'utilisation de balado me paraît nuisible. En effet, je trouve dommage que l'expression de la nouvelle possibilité radiophonique soit limitée à sa dimension technologique. D'accord, la société Apple a inventé son *Ipod*. Mais je ne vois pas là une raison suffisante pour appeler la radio à la carte *podcasting*. Ce terme sonne à mes oreilles comme la récupération commerciale de ce vieux mot de *broadcasting*, adopté en anglais pour décrire la diffusion d'émissions radiophoniques.

La diffusion, c'est l'idée d'émettre un contenu programmé, donc pensé à l'avance, en espérant qu'il y aura des auditeurs à l'écoute en direct. L'action d'écouter du contenu programmé par vous-même mériterait un nom qui ne mette pas l'accent sur le côté technologique du procédé. Tout simplement parce que, en bout de ligne, seul le contenu compte vraiment. À mon sens, baladodiffusion ne transmet pas du tout l'idée que vous être en train de

prendre la responsabilité de ce que vous écoutez. Dans cet esprit d'écoute citoyenne, il me semble que le terme radioinfusion serait plus approprié.

La diffusion, c'est quand vous êtes branché en direct sur la place publique. La radiodiffusion, c'est donc la confiance accordée aux programmeurs de la place publique. La radiodiffusion est de nature sociale, elle procède d'un désir de vivre quelque chose collectivement. Radioinfusion a le mérite de signaler clairement que vous êtes l'auditeur de votre propre composition radiophonique. En radioinfusion, vous savez que vous êtes seul et que l'accent est placé sur le contenu de votre choix.

Il me semble que la technologie a atteint un tel niveau dans le miraculeux qu'il est urgent de l'humaniser. Baladodiffusion est sans doute une valable adaptation de *podcasting*. Toutefois ce choix de mot ne reflète en rien la nouvelle réalité radiophonique, qui se résume ainsi : soit qu'on écoute ensemble, soit qu'on écoute seul. Et il est bon de parfaitement saisir l'importance de ces deux manières d'écouter la radio. Pour atteindre pareil degré de sensibilisation, les mots « diffusion » et « infusion » sont plus adéquats que, respectivement, les mots « radio » et « balado ».

La diffusion radio, comme l'infusion radio, sont des concepts qui traduisent la chaleur du son et expriment le désir de ne pas limiter votre imaginaire à un écran. La différence fondamentale entre la diffusion et l'infusion réside dans la façon dont vous choisissez de laisser venir à vous ce monde grand comme un cœur qui bat.

À tout âge et sous toutes les latitudes, il est bon de comprendre que le Pays de CKSB est accessible, partout et en tout temps, en diffusion ou en infusion.

Dans le cas particulier de cette émission radiographique, la recevoir en diffusion consiste à lire ce livre de la première à la dernière page. Choisir de lire cette émission radiographique en infusion revient à se pencher sur le sommaire, la table des matières ou l'index des noms propres pour suivre son intérêt du moment ou une curiosité bien placée.

## Fin de l'émission et remerciements

**N**OUS VOICI DÉJÀ ARRIVÉS à la fin de cette émission radiographique. Nous vous avons promis matière à découverte et à réflexion. Dans l'espoir d'avoir relevé le défi, nous vous invitons à rester à l'écoute de CKSB, votre radio publique. En sachant qu'elle est accessible, partout et en tout temps, sur le site de Radio Canada Manitoba.

Merci de votre attention, et merci aussi à :

**René Fontaine**, le directeur radio et télé de Radio-Canada dans l'Ouest, qui m'avait fait confiance en 1995 pour enquêter sur les 50 premières années du Pays de CKSB.

**Gilles Fréchette**, le chef des émissions de CKSB, qui m'a proposé en 2004 de prendre la parole au Pays de CKSB. Son ouverture d'esprit a été déterminante.

**Daniel Tougas**, le réalisateur attentif et attentionné, dont la compétence m'a permis de donner le meilleur de moi-même.

**Vincent Dureault, Suzanne Kennelly et Lucie-Madeleine Delisle**, les annonceurs qui ont su présenter mes chroniques en ondes durant les saisons 2004-2005 et 2005-2006.

**Carole Desmarais-Guzzardi et Nicole Balcaen**, incarnations d'un secrétariat professionnel.

**Réal Bérard**, le premier à suggérer de repenser les chroniques *Au Pays de CKSB* sous forme de livre, et à se proposer comme illustrateur.

**Virgile Benoit**, professeur à l'Université du Dakota du Nord, dont l'apport gracieux a permis de déterminer les limites du Pays de CKSB vers le sud.

**Maurice Deniset-Bernier et Maurice Sabourin**, pour leur aide amicale à différentes étapes du projet.

**Marie-Thérèse Bocquel**, pour sa relecture attentive du manuscrit.



**Lucien Chaput**, le responsable de la mise en pages en 1996 du livre *Au Pays de CKSB*, qui a accepté de mettre une nouvelle fois ses compétences d'éditeur au service de *CKSB, la radio du Petit-Canada*.

Merci aussi à toutes les personnes dont le nom apparaît dans l'index, qu'elles soient vivantes ou décédées. Un merci tout spécial à **Anita Forest** et au Père jésuite **Claude Sumner**, pour leur généreuse participation, ainsi qu'à **Philippe Mailhot** dont la thèse sur le Père Ritchot est si éclairante.

*Last but not least*, merci aux auditeurs et aux auditrices du Pays de CKSB, qui ont répondu si favorablement à mon travail.

## INDEX

# Radiographiquement vôtre, de A à Z

### A

*À qui le neveu?*, 224

Abidjan, 75

Académie de la Grande  
Chaumière (Paris), 218

Acadiens, 33, 133

Achertal, 42

*Acte de l'Amérique du Nord britan-  
nique*, 155

*Acte du Manitoba*, 68, 155, 190

Addis-Abeba, 167, 169, 170

Adironkon, 227

Affaires indiennes, ministère  
fédéral, 186

Afrique, 106, 168, 169, 171,  
172, 173, 177, 239

*Aiguilleurs*, *Les*, 231

Akemi, Elizabeth, 111

Alarie, Célestin, 65

Alarie, Maryvonne, 65

Alarie, Robert, 65

Alberta, 94, 110, 228

*Alem* (la terre, le monde), 170, 174

Alger, 75

Algérie, 110, 201

Allemagne, 31, 42, 43, 82, 145,  
217, 234

Alliances françaises, 95

Alsace, 106, 107

Altona, 113

*Amazone*, *L'*, 223

*Âme huronne*, *L'*, 227

*Amour existe*, *L'*, 98

*Anciens*, *Les*, 98

André, Robert, 122

Angleterre, 33, 101, 190, 234

Angoulême, 216

*Années lumières*, *Les*, 242

*Annonces communautaires*, 57

*Apple*, 246

Archevêché de Saint-Boniface

Arpin, Maurice, 75

Arpin, Pierre, 110

Arras, 234

Article 23, 83, 155, 156, 157, 158

Asper, Gail, 126

Asper, Izzy, 126

Assiniboine, rivière, 66

Association d'éducation des  
Canadiens français du  
Manitoba, 63, 229

Association des juristes  
d'expression française  
du Manitoba, 157, 158

Assomption, paroisse, 189

Atangana, Marthe, 110

*Au fil du temps*, 177

*Au pays de CKSB*, 19, 225, 240, 249

*Au pays de la radio*, 98

Audet, Mona, 240

Auffray, Hugues, 103

Aulneau, Jean-Pierre, 118, 119

Aulneau, rue, 78

Autochtones, 110

*Autorité politique internationale et  
la souveraineté des États -  
Fondements philosophiques de  
l'ordre politique*, *L'*, 145, 149,  
169, 203

*Avis de décès*, 112, 113

Axford, Marjolaine, 208

- B**
- Babatoundé-Osseni, Raïmi, 110
- Baden Baden, 31, 42
- Bal du Gouverneur, 89
- Balcaen, Nicole, 299
- Ball, Rolf, 83
- Ballentine, Peter, 185
- Balzac, Honoré de, 217
- Bande à part, 154
- Bannavong, Vonne, 110
- Banque nationale, 65
- Barabbas, 101
- Bardet, Philippe, 89
- Barnabé, Emma, 178
- Barnabé, France, 184
- Barnabé, Jacqueline, 68
- Barnabé, Paul, 14, 15, 16, 17
- Bas-Canada, 66, 67, 189
- Bass Bagayogo, Aboubacar, 110
- Baudoux, Maurice, 49, 51-55, 101, 102, 150, 160, 161
- BBC, 50
- Beaudette, Élisabeth, 68
- Beaudette, Exilda, 64, 68
- Beaux dimanches*, 222
- Bécaud, Gilbert, 103
- Bédard, Annie, 89, 90
- Bédard, Armand, 205, 206
- Belgique, 110
- Bénin, 105, 110
- Bennett, Don, 230
- Benoist, Marius, 91, 92
- Benoît XVI, voir Ratzinger, Josef
- Benoit, Virgile, 249
- Bérard, Octave, 178
- Bérard, Raymond, 81, 83, 178
- Bérard, Réal, 83, 87, 88, 120, 127, 128, 175-178, 185, 219, 225, 249
- Bérard, Roger, 87
- Bergeron, Denys, 223
- Bergeron, Henri, 57, 91, 97, 221, 222, 223, 224, 225, 226
- Bergeron, Napoléon, 221
- Berlin, 143
- Berlin, mur de, 31
- Bernardin, Louis, 122
- Bernier, Alexandre, 198, 200, 202, 222
- Bernier, Alfred, 200
- Bernier, Auguste, 200
- Bernier, Joseph, 63, 144
- Bernier, Madeleine, 198
- Bernier, Malvina (née Demers), 198, 199, 200, 203
- Bernier, Mathilde, 200
- Bernier, Noël, 199, 200
- Bernier, Rachel, 200
- Bernier, Rachel, voir Deniset (née Bernier), Rachel
- Bernier, Raymond, 92
- Bernier, Robert, 144-149, 151, 152, 169, 201, 202, 203
- Bernier, Rose-Marie, 63, 201
- Bernier, Thomas-Alfred, 148, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 211
- Bérubé, Claire, 89
- Bibliothèque publique de Saint-Boniface, 124
- Bicentenaire Lagimodière-Gaboury, 65, 69
- Bill 113*, voir *Loi 113* (Manitoba)
- Bilodeau, Edmée, 68
- Bisson, 42
- Bisson, Ronald, 36
- Blay, Jacqueline, 116, 117, 122
- Bloc Cauchon, 120
- Bocquel, Bernard, 19, 21, 22, 43, 132, 205

- Bocquel, Klara (née Decker), 44  
 Bocquel, Marie-Thérèse, 249  
 Bocquel, Roger, 138  
 Bohémier, Gilberte, 94  
 Boisjoli, Aimé, 133  
 Boisvert, Normand, 122  
 Boivin, Brett, 61  
 Boivin, Claude, 61, 88  
 Bolivar, Bathélemy, 110  
 Bonin, Édouard, 113  
 Boon, Julia, 110  
 Bordeleau, Martine, 245  
 Borden, Robert, 199  
 Botrel, Théodore, 224  
 Bouchard, Lucien, 34, 35  
 Boucher, Robert, 89, 245  
 Bouclier canadien, 175, 178  
 Bourassa, Henri, 53  
 Bourbon, Marguerite-France, 185, 188  
 Bourrier, Rosalie, 221  
 Boutal, Arthur, 213, 215, 216, 217  
 Boutal, Pauline, 93, 215, 216, 218, 219, 220, 229, 231  
 Bouvier, Lionel, 101, 178  
 Boux, Guillaume, 94  
 Boyd, Diane, 116, 117  
 Brandon, 9  
 Brémault, Annick, 98  
 Brémault, Luc, 68  
 Brémault, Nicole, 94  
 Brest, 213  
 Bretagne, 213  
 Brigade de la Rivière-Rouge, 88  
 Brigdens, 216, 218  
 Brunet, Jean-Pierre, 98  
*Brush Sound Mirror*, 13  
 Buchwald, 123  
 Bulgarie, 110  
 Bureau de l'éducation française, 76, 77, 105, 110  
 Burkina Faso, 110  
 Burundi, 110  
 Buscio, Mario, 115  
 Bush, George W., 233
- C**  
 Cabon, François, 214  
 Cabon, Louise, 214  
*Cahiers de la Bonne Chanson*, 83  
 Caire, 21  
 Cameroun, 110  
*Campagne du Bonheur*, 57  
 Campagne, Aline, 110  
*Can't Stop Boogie*, 98  
*Canadian Broadcasting Corporation* (CBC), 15, 16, 50, 59, 94, 112, 115, 163, 164, 165, 230, 231  
*Canadian Clubs*, 50  
*Canadian Radio League*, 50  
 Canadiens, 190  
 Canadien National, 125  
 Canadien Pacifique, 125, 207, 227, 228  
 Canebière, 201  
 Caron, Martial, 102, 103, 227  
 Carrière, Émilie, 67  
 Carrière, Thérèse, 231  
*Carte blanche*, 110, 243  
 Cartier, George-Étienne, 194  
 Castille, Hadley, 86  
 Cathédrale de Saint-Boniface, 70, 83, 102, 103, 113, 118, 119, 149, 233  
 Cathédrale, cimetière, 194  
 Cayouche, 127, 128, 220  
 CBC Radio One, 16, 112  
 CBC, voir *Canadian Broadcasting Corporation* (CBC)

- CBW, 16  
 CBWFT, 60, 65, 93, 95, 114, 116, 239  
 CBWT, 15  
 178<sup>e</sup> bataillon, 234  
 Centre culturel de Saint-Boniface, 231  
 Centre culturel franco-manitobain, 85, 94, 118, 220, 221, 231  
 Centre d'alphabétisation en français pour adultes, 240  
 Centre de recherche de l'Hôpital général Saint-Boniface, 57  
 Centre de renouveau Aulneau, 79  
 Centre de ressources Pluri-elles, 239  
 Centre de services bilingues, Région Rivière-Rouge, 177  
 Centre du patrimoine, 116-122  
 Centre international de logique et de sciences comparées de Bologne, 170  
 Centre Saint-Amant, 57  
 Centre Taché, 216, 220  
 Cercle Molière, 20, 21, 92, 93, 215, 217, 218, 219, 220, 222, 224, 227, 229, 231  
 CFAM Altona, 113  
 CFRY Portage-la-Prairie, 113  
 Chambre de commerce de Saint-Boniface, 84  
 Champagne, Hélène, 70  
 Chanoines Réguliers de l'Immaculée Conception, 200  
*Chant' Ouest*, 16, 94  
*Chanteclerc*, 177  
 Chappaz, Alain, 89  
 Chaput, Lucien, 119, 120, 250  
*Chaque fois*, 98  
 Charbonneau, Éloïse, 68  
 Charette, Guillaume, 181, 183, 185  
 Charles, prince, 177  
 Charrière-Ndiaye, Pauline, 111  
*Charte canadienne des droits et libertés*, 135, 156, 157, 158  
*Chasseur, Le*, 98  
*Chat en poche*, 219  
*Chaud de l'hiver, Le*, 90  
 Chevalier, Maurice, 100  
 Chevaliers de Colomb, conseil Goulet, 85  
 CHFA Edmonton, 228  
 Chicago du Nord, 125  
 Chicoutimi, 230  
 Chine, 105, 202  
*Chocolatière, La*, 215  
 Christie, Agatha, 104  
*Ciel est rose, Le*, 98  
 Cimetière militaire britannique de Wailly, 234, 235  
 Cinéma Jolys, 81  
 CKJS, 112  
 CKXL, 89  
 CKXL, voir aussi Envol 91 FM  
 CKY, 91  
 Club belge, 244  
 Coats, Darby, 91  
 Coca-Cola, 165, 166  
*Cœur de l'arbre, le bavard récidive*, 223  
 Collège Brébeuf à Montréal, 144, 169, 201, 202  
 Collège de Saint-Boniface, 47, 102, 105, 144, 146, 168, 181, 200, 222, 226, 227  
 Collège universitaire d'Addis-Abeba, 169  
 Collège universitaire de Saint-Boniface, 114, 120, 188, 203, 218

- Collège, rue du, 47  
 Collet, Marcel, 93  
 Colombie-Britannique, 110  
 Comeault, Gilbert, 119  
 Comité d'écoute (CKSB), 99  
 Comité permanent de la  
 survivance en Amérique  
 du Nord, 53, 54  
 Commissariat aux langues  
 officielles, 43  
 Commission royale sur  
 le bilinguisme et  
 le biculturalisme, 55  
 Compagnie de Jésus, voir Jésuites  
 Compagnie de la Baie d'Hudson,  
 190  
 Compagnie du Nord-Ouest, 66,  
 88  
 Compromis Laurier-Greenway,  
 voir Laurier-Greenway,  
 Compromis  
 Concile œcuménique Vatican II,  
 55, 73, 78, 79, 160, 162  
 Concours Phonogramme, 15, 94,  
 98  
 Confédération canadienne, 82,  
 135, 155, 200, 230  
 Congo, 110  
 Congrès eucharistique mondial,  
 52  
 Connelly, Dennis, 64  
 Connelly, Raymond, 65  
 Conseil de développement  
 économique des  
 municipalités bilingues  
 (CDEM), 107  
 Conseil Elzéar-Goulet de la  
*Manitoba Metis Federation*, 188  
 Conseil jeunesse provincial, 84,  
 154  
 Conservatoire Lasalle (Québec),  
 225  
 Constitution canadienne, 157  
 Contact, 98  
 Contes du monde, Les, 105, 106, 243  
 Cormier, Marlène, 110  
 Corporation Riel, 115  
 Côte d'Ivoire, 105, 110  
 Coulibaly, Assétou, 110  
 Cour d'appel du Manitoba, 169  
 Cour suprême du Canada, 80,  
 156, 157, 205, 207, 211  
 Courchaine, Thérèse (née Goulet),  
 68  
 Coutu, Alexandre, 98  
 Couture, Léo, 48, 99-104  
 Couture, Paul, 101  
 Couture, Pit, 93  
 Couture, Roland, 75  
 Croteau, Lucien, 81  
 CRTC, 16  
 Cummings, Burton, 88
- D**  
 d'Albuféra, Comtesse, 199  
 d'Eschambault, Antoine, 49, 119,  
 122  
 d'Youville, Marguerite, 62  
 Dalet, logiciel radiotique, 14, 15,  
 17  
 Dalida, 103  
 Dandeneau, Andréanne, 187  
 Dandeneau, Christian, 187  
 Dandeneau, David, 186, 187, 188  
 Dandeneau, Huguette (née  
 Mulaire), 187  
 Dandeneau, Marie-Josée, 187  
 Dandeneau, Stéphane, 187  
 Danse, 98  
 Danyluk, Walter, 83, 87  
 Daoust, Lucien, 92

- De Clercq, Jean-Marie, 110  
 de la Cathédrale, avenue, 59, 63  
 Decker, Bruce, 88  
 Decker, Klara, voir Bocquel, Klara  
 (née Decker)  
 Dedieu, Corinne, 70  
*Déjeuner aux crêpes*, 85  
 Delaquis, Noël, 120, 122  
 Delisle, Lucie-Madeleine, 249  
 Demarcke, Hector, 110  
 Demers, Malvina, voir Bernier,  
 Malvina (née Demers)  
 Deniset (née Bernier), Rachel, 62,  
 201  
 Deniset, François, 200, 201  
 Deniset, Louis, 203  
 Deniset-Bernier, Maurice, 62, 63,  
 148, 149, 150, 201, 249  
 Desaulniers, Aurèle, 86  
 Desaulniers, Maxime, 219  
 Desaultels, Yves, 60  
 Desautels, rue, 100  
 Desgagné, Élise, 207, 208  
 Desjardins, Laurent, 77, 156  
 Desjarlais, Andy et ses *Early  
 Settlers*, 93  
 Deslieries, Paul, 202  
 Desmarais-Guzzardi, Carole, 249  
 Despins, rue, 39  
 Desrosiers, Claire, 89  
 Desrosiers, Fabiola, 91  
 233<sup>e</sup> bataillon, 234  
 275-allô, 243  
 Diallo, Souleymane, 110  
*Dictionnaire biographique du  
 Canada*, 185  
 Diefenbaker, John, 82  
*Digit Design*, 16  
*Digital Audio Tape (DAT)*, 14  
*Dimension J*, 93  
 Division scolaire franco-  
 manitobaine, 58, 80, 132  
 DJ Coop, 154  
 Doer, Gary, 108  
*Donne-moi un peu de place*, 98  
 Dorge, 42  
 Dorge, Lionel, 119, 122, 225  
*Doubler le monde*, 98  
 Douglas, Thomas, voir Selkirk,  
 Lord  
 Doyle, Patrick, 62  
*Drôlement vôtre*, 95  
 Drouin, Ovila Ernest, 13, 14, 16  
 Druwé, Suzanne, 98  
 Dryden (Ontario), 9  
 Dubuc, Eugénie, 122  
 Dubuc, Joseph, 211  
 Dufault, Gabriel, 110, 186, 187  
 Dufort, Edmond, 98  
 Dugas, Norman, 94  
 Duguay, Louise, 218, 219  
 Duhamel, Marcien et ses *Sunny  
 Mountaineers*, 93  
 Duhamel, Ronald, 126  
 Dumoulin, rue, 227  
 Dupuis, Gaétane, 68  
 Dupuis, Raynald, 68  
 Dureault, Vincent, 57, 89, 249  
 Dussault, René, 100  
 Duval, Jacinthe, 117
- E**  
*Early Settlers*, voir Desjarlais,  
 Andy  
*Earth Day Network*, 38  
 Eaton's, 216  
 École communautaire Réal-  
 Bérard, 178

- École élémentaire d'immersion  
     Queen Elizabeth, 225  
 École Henri-Bergeron, 225  
 École nationale de théâtre, 214  
 École Noël-Ritchot, 36  
 École Précieux-Sang, 43, 80, 85  
 École Provencher, 101  
 École Taché, 65  
 Éditions Bois-Brûlés, 185  
 Éditions des Plaines, 223  
 Éditions du Blé, 217, 218, 223, 225  
 Éditions Publistar, 223  
 Edmonton (Alberta), 229, 234  
 Edwards, Thomas, 110  
 Elaaji, Rachid, 111  
 Elizabeth II, 82, 177  
*En éclosion*, 16, 94  
 Ententes Canada-Communauté,  
     37  
 Entreprise Saint-Boniface, 154  
 Envol 91 FM, 61, 89, 90  
 Épicerie Saint-Boniface, 63  
*Erindera*, 98  
*Espace de Louis Goulet, L'*, 181, 183,  
     185  
 Espace Musique, 94  
 États-Unis d'Amérique, 67, 169  
 Éthiopie, 167, 171, 172, 173  
*Étranger*, 98  
*Eugénie Grandet*, 217  
*Eureka*, 101  
 Europe, 233
- F**
- Faculté de droit de l'Université  
     du Manitoba, 181, 222  
 Falcon, Pierre, 88  
 Fanfare La Vérendrye, 92  
 Fannystelle, 101, 199, 200  
*Fannystelle*, 200  
 Ferland, Alphonse Smokey, 93  
 Ferland, Léo, 93  
*Festival de l'humour*, 94  
 Festival des trappeurs à Le Pas,  
     87  
 Festival des vidéastes du  
     Manitoba, 239, 240  
 Festival du Voyageur, 84-88, 95,  
     187, 207, 209, 221, 222  
 Festival international de la  
     chanson de Granby, 94  
 Fête du Canada, 139, 161  
 Fête-Dieu, procession de la, 69, 83  
 Feydeau, Georges, 219  
 Filles de la Croix, 184  
 Fillion, Denis, 68  
 Fillion, Réjane, 68  
 Filmon, Gary, 156  
 Fisette, Normand, 89  
 Flin Flon, 9  
 Fondation pour la protection  
     de la santé et de  
     l'environnement, 170  
 Fonds Neil-Gaudry, 187, 188  
 Fontaine, Édouard, 64  
 Fontaine, Francis, 64  
 Fontaine, Jean, 57  
 Fontaine, Marie-Claire, voir  
     Sabourin, Marie-Claire  
     (née Fontaine)  
 Fontaine, Philiass, 64  
 Fontaine, René, 106, 249  
 Forest, André, 208  
 Forest, Anita, 84, 88, 207, 250  
 Forest, Claude, 154, 208  
 Forest, Gabriel, 208  
 Forest, Georges, 80, 84, 88, 205-  
     210, 212  
 Forest, Jacques, 208



- Forest, Jean-Luc, 208  
 Forest, Pierre, 208  
 Forest-Dupuy, Lise, 208  
 Forest-Woeste, Nicole, 208  
 Forêt-Noire, 42, 43, 44  
 Fort Francis, 9  
 Fort Gibraltar, 86, 87, 88, 133  
 Fortier, Alfred, 120  
 Foucault, Léo, 93  
 Fourche, La, 66, 123, 1250128  
*Français dans l'Ouest canadien, Les,*  
 217  
 France Bleu Alsace, 106  
 France, 82, 106, 110, 217, 219, 233,  
 234  
 Franciscaines Missionnaires de  
 Marie, 215  
 Franco-Ontariens, 34, 35  
 Francophonie, Organisation inter-  
 nationale de la, 107, 108, 109  
 Fréchette, 42  
 Fréchette, Gilles, 19, 94, 105, 106,  
 116, 249  
 Fredette, Gisèle, 94  
 Frémont, Donatien, 217  
 Freynet, Lucile, 120  
 Freynet, Robert, 115  
 Fry, Kelly, 94  
 Furschenbach, 42
- G**
- Gaboury, Étienne, 96, 121, 126,  
 128  
 Gaboury, Marie-Anne, 65, 66, 67  
 Gadbois, abbé, 83  
 Gagné, Charles, 89  
 Gagnon, Cécile, 43  
 Gagnon, Gérard, 43  
 Gagnon, Louis-Philippe, 219  
 Gagnon, Mireille, 43  
 Gagnon, Nathalie, 43  
*Gala interprovincial de la chanson,*  
 94  
*Gala manitobain de la chanson,* 16,  
 94  
 Galerie Rivière-aux-Rats, 178  
 Galliot, Albert, 200  
 Garand, Raymond, 88  
 Gare Union, 120  
 Garnier, Hubert, 233  
 Gaudet, Béatrice, 221  
 Gaudet, Nadia, 98  
 Gaudry, Neil, 120, 187  
 Gauthier, Marcel, 29, 30, 31  
 Gautron, 42  
 Gautron, Ernest, 219  
 Gerry et Ziz, 36  
 Giguère, Marc, 89  
 Gobeil, Janine, 98  
 Gosselin, Léo, 94  
 Goulet, Elzéar, 68, 194, 196  
 Goulet, Louis, 181, 183, 185, 188,  
 189, 191, 192, 195  
 Goulet, Marie-Louise, 184  
 Goulet, Moïse, 184  
 Grande-Bretagne, 233  
 Gravelbourg, 120  
 Grimard, Henri, 122  
 Groulx, Lionel, 120  
 Guatemala, 105  
 Guérin, Pierre, 78, 94  
 Guilde canadienne des médias, 60  
 Guinée, 110  
 Guyot, Christine, 89  
 Guyot, Denise, 91  
 Guyot, Gilles, 93, 231  
 Guyot, Léonie, 101, 102  
 Guyot, Odette, 58

## H

Hacault, Émile, 89  
Hacault, Mgr Antoine, 104  
Hachette, 124  
Hailé Sélassié, 169  
Haïti, 110  
Hamann, Bernard, 88, 123  
Hamann, Claire, 123  
Hamann, Dominique, 123  
Hamann, Marie, 123  
Hamann, Sylvia, 88, 123  
Hébert, Monique, 58  
*Henri Bergeron, Par un beau dimanche*, 223  
Hermary, Célestin, 234, 235, 236  
Hermary, Julien, 234  
Hermary, Julienne, 234  
Hernary, voir Hermary  
*Heure des comptes, L'*, 243  
Hôpital général Saint-Boniface, 57, 113  
Horace, rue, 219  
Hospice des incurables, 184, 191  
Hôtel de ville de Saint-Boniface, 115  
Hôtel Empire, 120  
Hôtel Royal Alexandra, 207  
Houle, Pierre, 97  
Hubicki, Suzanne, 216  
Huel, Raymond, 200  
Humphrey, Edward, 110

## I

Île au Massacre, 118  
Île-des-Chênes, 97, 240  
Institut Joseph-Dubuc, 211  
Interlocuteur fédéral des Métis et des Indiens non statués, 186  
*Ipod*, 246

## J

*J'me balade sur un côté de la lune*, 98  
Japon, 145  
*Jardin sauvag, Le*, 98  
Jean XXIII, 161  
Jean, Gérard (Ziz), 37  
Jean, Michaëlle, 126  
Jean-Paul II, 102  
Jésuites, 47, 77, 102, 144, 149, 167, 168, 169, 171, 200, 201, 226  
Jésus, 161  
Jeux de la Francophonie, 110  
Jeux Olympiques, 83  
Jolys, Jean-Marie, 177, 178, 191  
Jourdain, Guy, 211, 212  
*Journée de la Terre*, 38, 39  
*Jours de Plaine*, 178  
Joyal, 42  
Joyal, Glenn, 97  
Joyal, Miguel, 113  
Juniorat des Oblats, 85  
*Juste en tout cas*, 98

## K

Kallo, Thierry, 106  
Kaminski, Natasha, 98  
Kaptegaine, Serge, 111  
*Kebero (le tambour)*, 170  
Keewatin-Le Pas, diocèse, 1212  
Keita, Kodié Bernadette, 111  
Kennelly, Suzanne, 106, 249  
Kenora (Ontario), 9  
Kérouanton, Yves, 216  
King, Mackenzie, 48  
Koblavi, Elvis, 111  
Kohler, Christian, 88  
*Krar (la lyre)*, 170  
Kumbakisaka, Léopold, 107

- L
- L'Heureux, Anita, 207, 212
- L'Heureux, Eddie, 208
- La Broquerie, 108, 240
- La Flèche, Gisèle, 92
- La Flèche, Janine, 92
- La Flèche, Mariette, 92
- La Liberté*, 29, 34, 53, 58, 63, 64, 65, 99, 127, 168, 185, 205, 206, 235
- La Rochelle (France), 106, 107
- La Salle, 207
- La Vérendrye, Jean-Baptiste, 118, 119
- La Vérendrye, monument, 62
- La Vérendrye, Pierre Gaultier de Varennes et de, 62, 118
- LaBossière, Edmond, 177
- Lac des Bois, 118
- Lachance, Paul, 98
- Lachapelle, Évelyne, 89, 110
- Lacombe, Albert, 184, 197
- LaCoste, Joanne, 98
- LaCoste, Monique, 116, 117
- LaFrenière, Roger, 115
- Lagacé, Gérard, 122
- Lagacé, Michel, 121
- Lagimodière, Jean-Baptiste, 65, 66
- Lahr, 42
- Laissons-nous aller*, 98
- Lamer, Christine, 23, 224
- Lamontagne, Édouard, 98
- Lamontagne, Ronald, 89
- Lancelot, Marcel, 103
- Landry, Terry, 68
- Langevin, Mgr Adélar, 52, 53, 78, 118, 121, 139
- Langevin, rue, 13, 14, 15, 47, 60, 63, 99, 105
- Languirand, Jacques, 73, 242
- Lanhouarneau, 213, 215, 216, 219
- Laos, 110
- Laplante, Délia, 64
- Larivière, Annette (Sœur Émilie des Anges), 70
- Larivière, Armande, 70
- Larivière, Arthur, 70
- Larivière, Irène, 70
- Larivière, Joseph, 69, 70
- Larivière, Lévis, 70
- Larivière, Lionel, 70
- Larivière, Louis, 70
- Larivière, Louison, 67
- Larivière, Raymond, 70
- Larivière, Yvonne, 65, 67, 68, 69, 71
- Laroche, Gérald, 94, 98
- Larocque, David, 98
- Laskin, Bora, 157
- Laurens, [...], 214
- Laurier, 240
- Laurier-Greenway, Compromis, 193
- Lavack, Charles, 95, 96, 97
- Lavergne, Nicole, 178
- Lavergne, Raymond, 178
- Lavoie, Clément, 122
- Lavoie, Daniel, 36, 178
- Lavoie, Michel, 93
- Le 100 NONS, 94
- Le Devoir*, 53
- Le Gall, Huguette, 110
- Le Goff, Christiane, 216
- Le Goff, Jean-François, 214
- Le Goff, Pauline, 213, 214, 216, 218
- Le Lay, Patrick, 165-166
- Le Manitoba*, 199
- Le Néal, Philippe, 116

*Le Nouvelliste*, 215  
 Le Pas, 9, 87  
 Leblanc, Charles, 89  
 Leblanc, Michel, 239  
 Lécuyer, Denise, 89  
 Legal, Roger, 110  
 Léger, Ti-Pit, 93  
 Lemay Hampson, Gisèle, 113  
 Lemay, Claude, 113  
 Lemay, Hélène (née Le Nabat),  
 113, 115  
 LeMay, Marcien, 112, 113-115  
 Lemay, Robert, 118  
 Léon (France), 216  
 Leroy, Christian, 76  
 Lesage, Gilles, 118, 121, 219  
 Letellier, 64  
*Lettre à un fou manqué*, 98  
 Léveillé, Brunelle, 229  
 Léveillé, Paul, 219  
 Lévesque, Paul, 93  
*Life and Cancer*, 114  
 Livingstone, Joëlle, 110  
*Loi 101 (Québec)*, 73  
*Loi 113 (Manitoba)*, 76, 77  
*Loi sur les langues officielles*, 156  
 Londres, 143, 190, 234  
 Lorette, 240  
 Lory, Claude, 88  
 Louis Boys, Les, 90  
 Louisiane, 86  
 Loukas (saint Luc), 74  
 Lucille, 239, 241  
*Lundi matin*, 98  
 Lussier, Damien, 98  
 Lussier, Daniel, 86  
 Lussier, Jacques, 94, 98  
 Lyon, Sterling, 29

**M**  
 Mac Nair, David, 88  
 Macdonald, John A., 193, 194  
 MacKenzie, Gisèle  
 Madagascar, 92  
 Madrid, 111  
*Magnecorder*, 13  
 Mahé, Roland, 219  
 Maheu, Liza, 115  
 Mai Moussa, Chétima, 111  
 Mailhot, Philippe, 250  
 Maison des artistes visuels  
 francophones, 115  
*Mal aux pieds*, 98  
*Maladie du mur, La*, 98  
 Malherbe, François de, 231  
 Mali, 111  
*Maman*, 98  
 Manie-Tobie, 68  
*Manifesto*, 37  
*Manitoba Act*, voir *Acte  
 du Manitoba*  
*Manitoba Developmental Center  
 Cemetery*, 184  
*Manitoba Metis Federation*, 113,  
 185, 186, 187, 188  
 Manitoba Theatre Centre, 219  
 Manitoba, 110  
 Manitoba, lac, 215  
*Manitoba : Grand comme le monde,  
 Le*, 108-111, 242  
*Marantz*, 17  
 Marchand, Raymonde, 215  
*Marché aux puces*, 57, 58, 64, 112,  
 113, 242, 243  
*Marcien LeMay, l'art de se réinventer*,  
 114, 115  
 Marie, mois de, 47  
*Marin Breton*, 98

- Marion, Antoinette (Sœur Marie-Roger), 185, 188  
 Maroc, 105, 111  
 Marseille, 201  
 Martel, Brian, 110  
 Martin, Hélène, 84, 85, 88  
 Martin, Paul, 107  
 Martin, Slim, 93  
 Masson, Guy, 122  
 Mathieu, Mireille, 103  
 Maurice, Lucille, 110  
 Mauritanie, 105, 111  
 Mbele, Dieudonné Christophe, 110  
 McDonald, Marie-Claude, 98  
 McDonald, Michel, 42, 43  
 McDougall, Colin et ses Seine River Boys, 93  
 Mercatel, 234  
 Mercier Bergeron, Yvonne, 223, 224  
 Métis, 31, 48, 61, 67, 69, 93, 109, 110, 141, 142, 148, 150, 181, 183, 186, 188, 189, 190, 194, 195, 196, 214  
 Mexico, 20, 143  
 Micheline, 98  
 Middlebro, 184  
 Missionnaires Oblates du Sacré-Cœur et de Marie Immaculée, 78, 79, 81, 139  
*Moi j'aime être maniaque*, 98  
 Molin, Hélène, 94  
 Monaco, 111  
 Monastère des Trappistes, voir Trappistes, monastère  
 Moncton, 115  
 Monnin, Alfred, 122, 169  
*Monopoly* (jeu de société), 33  
 Montréal, 14, 17, 20, 52, 60, 66, 75, 97, 115, 121, 144, 167, 169, 225, 230, 245  
 Moquin, Marianne, 110  
 Mulaire, Bernard, 120  
 Mulaire, Cécile, 177  
 Mulroney, Brian, 34  
 Musée canadien des droits de la personne, 125, 128  
 Musée de Saint-Boniface, 83, 119
- N**  
 N'Deba, Claude, 110  
 Nault, Albert-Charles, 184  
 Nault, Mélanie, 67, 68, 69, 70, 71  
 Nault, Sœur Jeanne d'Arc, 184  
 Ndiaye, Abdoulaye, 111  
 New York, 20, 216  
 Niamey, 110  
 Niger, 110, 111  
 Niverville, 42  
 Nord-Ouest, 183, 190, 194  
 Norvège, 105  
 Norwood, 80  
*Nos nations au micro*, 112  
 Notre-Dame de Bon Secours, 191  
 Notre-Dame de la Miséricorde (paroisse), 97  
 Notre-Dame, rue, 101  
 Notre-Dame-de-Lourdes, 91, 101, 201, 240  
 Nouveau Parti démocratique (NDP), 76, 77, 108, 156  
 Nouveau-Brunswick, 110  
 Nouvelle-Écosse, 110  
 Nouvelle-France, 142  
 Nunavut, 110

- O**
- Ô Canada, 92, 199
- Oblats de Marie-Immaculée, 53, 121, 197, 214
- Office national du film, 95, 96
- Office québécoise de la langue française, 246
- Official Language Act* (1890), 80, 118, 155, 193
- Oiseau à vent, L',* 87
- Omerta,* 97
- Oncle Henri,* 225
- Ontario, 34, 110, 190, 193
- Ordre du Canada, 218
- Organisation des Nations unies, 145, 172
- Orlikow, Lionel, 77
- Orphelinat Bethléem, 191
- Osamoto, Len, 89
- Ottawa, 34, 48, 51, 96, 135, 155, 164, 190, 191, 194, 198, 205, 230, 234
- Ouimet, Louis-Philippe, 114, 115
- Ould Abdallahi, Mohamed, 111
- Ousset, Jean-Marc, 239
- P**
- Painchaud, Robert, 119
- Palmarès, 99
- Palud-Pelletier, Noélie, 185
- Paquin, Gérald, 36, 37, 65
- Paquin, Louis, 86, 95, 96, 97
- Par quatre chemins,* 73, 242
- Parc du Voyageur, 86
- Parc Windsor, 153
- Paris, 20, 108, 143, 218, 229
- Pas de sa danse, Le,* 98
- Passion, La,* 101
- Patrimoine canadien, 96
- Pauline Boutal, l'artiste à l'œuvre,* 218
- Paulos (saint Paul), 174
- Payment, Diane, 119, 185
- Pays d'en haut, 66
- Pearson, Lester B., 82
- Pékin, 21
- Pelletier, Émile, 185
- Péran, Hervé, 214
- Perreault, Hélène, 89, 110
- Perreault, René, 97
- Petites Oreilles, Les,* 105, 243
- Petites souffrances,* 98
- Philosophy of Man, The,* 170
- Piché, René, 97
- Pieds-Noirs, 184
- Pilote, Karine, 110
- Pine Falls, 240
- Place des arts (Montréal), 20
- Plage Albert, 153
- Plaine étude,* 98
- Plouffe, Ted, 93
- Plouvenez Lochrist, 214
- Plus l'hiver,* 98
- Podjan, Janet, 65
- Pointe à Grouette, 189
- Poirier, Raymond, 115
- Poitras, Yvonne (née Thorimbert), 91
- Ponteix, Saskatchewan, 86
- Portage, avenue, 15
- Portage-la-Prairie, 191
- Pouliot, Adrien, 51-55
- Powerview, 240
- Prada, Kevin, 89
- Préfontaine, Denise, 219
- Printemps des poètes,* 95
- Prix Riel, 96, 115

Productions Rivard, 95, 96, 97,  
221  
*Protools*, 16  
Provencher, boulevard, 59, 86, 87,  
122, 201, 203, 227, 229, 233  
Provencher, comté, 193  
Provencher, Mgr Joseph-Norbert,  
70, 139, 190  
Prud'homme (Saskatchewan), 54,  
55, 150  
Prud'homme, Louis-Arthur, 121,  
168

## Q

*Québec Jazz à l'Ouest*, 94  
Québec, 47, 48, 50, 52, 53, 54, 73,  
75, 76, 87, 94, 110, 135, 142,  
143, 155, 165, 178, 193, 197,  
200, 221, 223  
Québécois, 223

## R

Radio Saint-Boniface, 100  
Radio Two, 94  
Radio-Canada (Alberta), 94  
Radio-Canada, 12, 13, 14, 15, 16,  
19, 48, 49, 50, 54, 57, 59, 86,  
93, 94, 95, 96, 97, 100, 106,  
109, 110, 112, 115, 116, 121,  
138, 150, 154, 163, 164, 165,  
222, 223, 229, 230, 231, 240,  
245, 249  
*Radio-Réveil*, 89, 243  
*Radiothon de l'Espoir CKSB 1050*,  
57  
Radu, Micaela, 111  
Raimbault, Adrien, 235  
Raimbault, Eugène, 235  
Raimbault, Julienne, 235  
Raimbault, Pierre, 235  
*Ranch 1250*, 93  
Ratzinger, Josef, 134, 160

Raymond, 239, 241  
Raymond, Pierre, 100, 101  
Red Ensign, 82, 83  
Reggiani, Serge, 103  
Regina, 130  
Région Rivière-Rouge, 183, 187,  
190, 193, 212  
Regroupement des étudiants  
métis du Collège universi-  
taire de Saint-Boniface, 188  
Rémillard, Denise, 229  
Rémillard, Jules, 226  
Rémillard, Léo, 48, 49, 93, 226-231  
Rémillard, Louise, 229  
Rémillard, Pauline, 229  
Rémillard, Régina (née  
Desrosiers), 226  
Rémillard, Yvette, 229  
Rendez-Vous sur le boulevard  
Provencher, 86  
Rendez-Vous, salle, 86  
Rennes (France), 106, 107  
République démocratique du  
Congo, 111  
Ressources humaines, ministère  
fédéral des, 96  
*Rester ici*, 98  
*Rêve*, 98  
*Réveillon de Noël*, 59  
Rey, Dominique, 115  
Rey, Patrick, 89  
Riel, Louis, 65, 66, 67, 69, 70, 75,  
83, 106, 113, 114, 120, 121,  
183, 186, 190, 193, 194, 195,  
196  
Ritchot, Noël-Joseph, 70, 189, 190,  
191, 192, 193, 194, 195, 196,  
250  
Ritchot, rue, 64  
Rivard, Léon Gédéon, 97  
Rivière-aux-Rats, 67, 175, 191

Rivière-Rouge, colonie, 62, 67, 70, 88  
 Robert, Léo, 80  
 Robitaille, Marie-Paule, 120  
 Roblin, Duff, 75, 76  
 Rome, 160  
 Rosa, 239, 241  
 Rouge, rivière, 66, 68, 125  
 Roumanie, 111  
*Routard, Le*, 123, 124  
 Routhier, Adolphe Basile, 199  
 Rowand, Caroline, 185, 188  
 Roxanne, 239, 241  
 Roy, Daniel, 98  
 Roy, Gabrielle, 101, 219  
 Roy, Jean-Guy, 219  
 Roy, Laurent, 156  
 Roy, Mathieu, 98  
 Royal, Joseph, 211

## S

Saadane, Saadia, 240  
 Sabourin, Amédée, 68  
 Sabourin, Andrée, 65  
 Sabourin, Arthur, 64  
 Sabourin, Brigitte, 98  
 Sabourin, Cyrille dit Ti-Bob, 64, 65, 68  
 Sabourin, Daniel, 68  
 Sabourin, Diane, 68  
 Sabourin, Émile, 64  
 Sabourin, Georges, 64, 65, 235, 236  
 Sabourin, Gilbert, 64  
 Sabourin, Hélène (née DesRosiers), 64  
 Sabourin, Hubert, 68  
 Sabourin, Hyacinthe, 68  
 Sabourin, Ildège, 64, 68

Sabourin, Jacques, 63, 64  
 Sabourin, Laurette (née Kaskow), 64  
 Sabourin, Léona, 65  
 Sabourin, Léopold, 64  
 Sabourin, Lise (née Brunette), 64  
 Sabourin, Lise, 64  
 Sabourin, Marcelline (née Desrosiers), 64  
 Sabourin, Marie-Claire (née Fontaine), 64, 68  
 Sabourin, Marie-Claire, 64  
 Sabourin, Marylin (née Maxwell), 64  
 Sabourin, Maurice, 63, 64, 65, 68, 249  
 Sabourin, Natalie, 65  
 Sabourin, Philippe, 64  
 Sabourin, Réal, 63, 64  
 Sabourin, Richard, 64  
 Sabourin, Sœur Hélène, 64  
 Sabourin, Stéphane, 65  
 Sabourin, Thérèse, 68, 69  
 Sabourin, Ulric, 68  
 Sabourin-Brémault, Marie-Paule, 68  
 Saint Ambroise, 235  
 Saint Antoine de Padoue, 101  
 Saint Jean, 167  
*Saint Mary's Academy*, 200  
 Saint Patrick, 189  
 Saint-Boniface, 14, 15, 32, 39, 42, 47, 48, 50, 53, 54, 55, 57, 58, 59, 62, 64, 67, 68, 70, 77, 78, 83, 84, 85, 87, 88, 89, 91, 97, 100, 101, 105, 107, 108, 115, 118, 119, 120, 121, 124, 125, 126, 127, 128, 137, 138, 144, 148, 151, 167, 168, 189, 191, 194, 197, 198, 201, 203, 206, 215, 218, 219, 220, 222, 225, 227, 240



- Saint-Charles, 102  
 Saint-Claude, 240  
 Sainte Cécile, fête, 123  
 Sainte-Agathe, 189, 198, 199  
 Sainte-Agathe-des-Monts  
 (Québec), 189  
 Sainte-Anne-des-Chênes, 95  
 Sainte-Madeleine d'Outremont  
 (Québec), 224  
 Sainte-Rose-du-Lac, 9, 240  
 Saint-Floris (France), 234  
 Saint-Georges, 240  
 Saint-Hyacinthe (Québec), 197  
 Saint-Jean-Baptiste, 36, 63, 64, 65,  
 68, 184, 240  
 Saint-Jean-Baptiste, fête, 134  
 Saint-Jean-d'Iberville (Québec),  
 197  
 Saint-Jérôme, Maison de retraite  
 des jésuites, 115  
 Saint-Joseph, rue, 168  
 Saint-Laurent, 186, 214, 215, 240  
 Saint-Lazare, 9, 240  
 Saint-Léon, 224  
 Saint-Lupicin, 223  
 Saint-Malo, 69, 240  
 Saint-Nazaire d'Acton (Québec),  
 178  
 Saint-Norbert, 36, 103, 189, 190,  
 191, 192, 195  
 Saint-Pierre, Annette, 223  
 Saint-Pierre-Jolys, 69, 83, 177, 178,  
 186, 191, 207, 240  
 Saint-Pierre-Sud, 67, 69, 81, 87,  
 175, 184  
 Saints-Martyrs-Canadiens,  
 paroisse, 149  
 Saint-Vital de Battleford  
 (Saskatchewan), 185  
 Saint-Vital, 186  
 Salle Jean-Paul-Aubry, 85  
 Salle Pauline-Boutal, 220, 231  
 Salndjoukou, Evariste, 111  
 Salon du livre de Montréal, 225  
 Salon Empire, 120  
 Salon funéraire Desjardins, 77  
*Sans frontières*, 243  
 Saskatchewan, 54, 110, 185  
 Saskatoon (Saskatchewan), 168  
 Savard, Claude, 239  
*Saveurs d'antan et joyaux d'une  
 communauté*, 178  
 Savoie, Émile, 226  
 Savoie, François, 93  
 Savoie, Guy, 86  
 Schreyer, Edward, 76, 77  
*Scoop*, 97  
 Scott, Thomas, 194  
 Secrétariat des services en langue  
 française, 211  
 Secrétariat national à l'alphabéti-  
 sation, 240  
*Seine River Boys*, voir McDougall,  
 Colin  
 Seine, rivière, 219, 220  
 Selinger, Greg, 108  
 Selkirk, Lord, 66  
 Sénégal, 105, 111  
*Septembre*, 98  
*Séquestrés*, 97  
 Seychelles, Les, 111  
 Shoemaker, Yvette, 70  
*Si tu veux*, 98  
 Simard, Raymond, 115  
 Simoens, Richard, 93  
 Simon-Pierre, 174  
 Sirius, radio satellite, 154  
 Skrumeda, Solange, 184  
 Société franco-manitobaine, 29,  
 64, 80, 108, 133, 134, 135, 152,  
 153

- Société francophone du  
Manitoba, 133
- Société historique de Saint-  
Boniface, 118-122
- Société Radio-Canada
- Sœur Émilie des Anges, voir  
Larivière, Annette
- Sœurs des Saints Noms de Jésus  
et de Marie, 70, 121, 185, 200
- Sœurs du Sauveur, 121
- Sœurs grises, 39, 62, 104, 119, 121,  
200
- Sokal, Lise (née Sabourin), 64
- Sokal, Lyle, 64
- Sorensen, Pearl, 208
- Soufi, Rachel, 203
- Soufi, Taïb, 110, 203
- Soulodre, Marcel, 98
- Spry, Graham, 49-50
- Staflund, Jeff, 98
- Steinbach, 103
- St-Hilaire, Madeleine, 235
- Strasbourg (France), 57, 106, 107,  
123
- Stronsky, abbé, 184
- Studio A, 15, 16
- Studio B, 15, 16
- Studio C, 15
- Studio D, 15
- Sturk, Danielle
- Suisse, 111
- Sujet à la calembredaine journa-  
listique contemporaine, 98
- Sumner, Claude, 167-174, 250
- Sumner, Edwin, 168
- Sumner, Éléonore (née  
Prud'homme), 168
- Sunny Mountaineers*, voir  
Duhamel, Marcien
- Symposium international de  
sculpture sur neige, 88
- T
- T'es parent avec qui, toi?*, 64
- Taché, avenue, 39
- Taché, Mgr Alexandre-Antoin, 62, 64, 70, 71, 138, 141, 147,  
148, 189, 197, 199, 200, 202,  
211
- Taillefer, Jean-Marie, 76, 108
- Tassez, Gabrielle, 234
- Tchad, 111
- Téléfilm Canada, 96
- Terre-Neuve et Labrador, 110
- Territoires du Nord-Ouest, 110
- Tessier, Gary, 87, 88, 219
- Tétrault, Sœur Dora, 78
- TF1 (France), 105-106
- TFO, 97
- Théâtre des aînés, 231
- Thompson, 9
- Togo, 111
- Tokyo, 20
- Toronto, 20, 97
- Tougas, Daniel, 19, 23, 108, 109,  
110, 240, 249
- Tous les garçons, les filles*, 76
- Trappistes, monastère, 191
- Tremblay, Marc-François, 239
- Tremblay, Raymonde, 227
- Tremblay, Suzanne, 219
- Tribunal matrimonial diocésain,  
102
- Trio harmonique, 91
- Trompeur*, 98
- Trudeau, Pierre Elliott, 30, 51, 135,  
136, 144, 156, 157, 158, 201,  
202, 230
- Trudel, Robert, 231
- Turenne, Albert, 81
- Turenne, Roland, 169
- TVA, 97

## U

- Un bavard se tait pour écrire*, 223
- Un homme et son péché*, 13, 56
- Underground Grenouille, 98
- Unesco, 170, 172
- Unicef, le Fonds des Nations unies pour l'enfance, 241
- Unicity, 87, 125
- Union Jack, 82, 83
- Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba, 69, 121, 154, 181, 186, 187, 194
- Université du Dakota du Nord, 249
- Université du Manitoba, 181, 222
- Université Hailé Sélassié, 170
- Université Laval, 54

## V

- Valentine*, 100
- Valjean, 98
- Vanishing Spaces*, 185
- Variétés françaises*, 92
- Vatican II, voir Concile œcuménique Vatican II
- Vatican, 75, 83
- Vector*, 16
- Vent d'été, Le*, 98
- Vermette, Marcel, 93
- Victoria, reine, 68

*Vide, Le*, 98

- Vien, Rossel, 120
- Viens me rencontrer*, 98
- Vietnam, 105, 202
- Villeneuve, Rodrigue (cardinal), 48
- 22<sup>e</sup> Régiment, 234
- Vivre de A à Z*, 239, 240, 241
- Voix et Rythmes du pays*, 93

## W

- Weir, Walter, 76
- Westminster, archevêque de, 52
- Winnipeg Radio Club*, 49
- Winnipeg, 57, 75, 82, 89, 103, 105, 107, 112, 123, 124, 208, 216, 229, 230
- Wolseley, troupes de, 67, 68, 194
- Wong, Ed, 83
- Woodridge, 234

## Y

- Yukon, 110

## Z

- Ziz, voir Jean, Gérard (Ziz)
- Zogbi, Éric, 110
- Zwettler, Michaël, 111

## TABLE DES MATIÈRES

AU PAYS DE CKSB	
Cartographie et fiche technique I .....	9
AU PAYS DE CKSB	
Fiche technique II: Métamorphose au 607 rue Langevin .....	13
PRÉSENTATION DE DANIEL TOUGAS	
Petite histoire et gros bon sens: une invitation au voyage .....	19
INTRODUCTION À LA RADIOGRAPHIE	
Bienvenue à cette première émission radiographique du Pays de CKSB .....	25

### Ouverture

#### LE PLUS VIEUX JEU DU MONDE

PREMIÈRE RENCONTRE	
Une confiance de l'annonceur Marcel Gauthier .....	29
SECONDE RENCONTRE	
La dame au chien, ou la fin de l'Histoire .....	32
TROISIÈME RENCONTRE	
Du triomphe certain de l'amour .....	34
QUATRIÈME RENCONTRE	
L'abominable rongeur mécanique, ou la dure loi du monopole .....	38

### PREMIER INTERLUDE

Drôles d'accents et perles d'outre-mer .....	41
--	----

### Premier mouvement

#### L'ÉPOPÉE DES CANAYENS

PREMIER TABLEAU	
Votre radio impossible: CKSB .....	47
SECOND TABLEAU	
Deux patriotes entêtés: Maurice Baudoux et Adrien Pouliot .....	51
TROISIÈME TABLEAU	
Le Pays de CKSB, notre pays indispensable .....	56
QUATRIÈME TABLEAU	
Pour l'amour de toute la parenté .....	62

CINQUIÈME TABLEAU	
Si j'étais la langue française .....	72
SIXIÈME TABLEAU	
L'onde de choc des années 1960 .....	75
SEPTIÈME TABLEAU	
Chapeau bien bas à tous les bénévoles .....	84
HUITIÈME TABLEAU	
Créateurs talentueux cherchent diffuseur .....	91
NEUVIÈME TABLEAU	
L'abbé Léo Couture et l'heureux tremplin de la censure .....	99
DIXIÈME TABLEAU	
Une conscience radiophonique modèle .....	105
ONZIÈME TABLEAU	
La preuve par Marcien LeMay .....	112
DOUZIÈME TABLEAU	
Le Centre du patrimoine : la clé de voûte de l'avenir .....	116

## SECOND INTERLUDE

L'esprit de la Fourche nous appelle .....	123
---	-----

### Deuxième mouvement

#### LE PHÉNOMÈNE PETIT-CANADIEN

PREMIÈRE PERSPECTIVE	
Et le Petit-Canada réapparut .....	131
SECONDE PERSPECTIVE	
Le Petit-Canada : berceau de l'État humain .....	141
TROISIÈME PERSPECTIVE	
Une communauté avant-gardiste .....	151
QUATRIÈME PERSPECTIVE	
Article 23 : le cul-de-sac .....	155
CINQUIÈME PERSPECTIVE	
Le souffle du désir œcuménique .....	159
SIXIÈME PERSPECTIVE	
La bonne cause du service public .....	163
SEPTIÈME PERSPECTIVE	
Claude Sumner, le Canadien français africain .....	167

### TROISIÈME INTERLUDE

Tous les canots mènent à Saint-Pierre .....	175
---	-----

### Troisième mouvement QUELQUES PORTEURS D'AVENIRS

#### PREMIER PORTRAIT

L'effort de vérité des Métis Louis Goulet, Gabriel Dufault et David Dandeneau .....	181
--	-----

#### SECOND PORTRAIT

La nécessaire actualité de l'abbé Noël Ritchot .....	189
--	-----

#### TROISIÈME PORTRAIT

L'âme canadienne-française des Bernier de Saint-Boniface .....	197
--	-----

#### QUATRIÈME PORTRAIT

Georges et Anita Forest, fidèles serviteurs de leur conscience .....	205
--	-----

#### CINQUIÈME PORTRAIT

Pauline Le Goff ou Madame Boutal : le destin d'une immigrante bretonne .....	213
---	-----

#### SIXIÈME PORTRAIT

Gros plan sur Henri Bergeron, le gentleman communicateur .....	221
--	-----

#### SEPTIÈME PORTRAIT

Léo Rémillard, ou l'art de bien jouer sa vocation .....	226
---	-----

### QUATRIÈME INTERLUDE

À quoi sert l'humanité? .....	233
-------------------------------	-----

### Coda

### ÉCOUTER POUR Y VOIR

#### PREMIÈRE VUE

Cette radiographie ne parle pas .....	239
---------------------------------------	-----

#### SECONDE VUE

Si CKSB était une personne .....	242
----------------------------------	-----

#### TROISIÈME VUE

Par diffusion et par infusion .....	245
-------------------------------------	-----

Fin de l'émission radiographique et remerciements .....	249
---	-----

Index – Radiographiquement vôtre, de A à Z .....	251
--	-----

Achévé d'imprimer  
en septembre 2006  
sur les presses de Hignell Book Printing  
Winnipeg (Manitoba)  
pour le compte des Éditions du Blé

*Dans «Franco-Manitobain», je ressens l'idée d'être minoritaire à perpétuité. Or, je suis viscéralement contre ces batailles entre majoritaires et minoritaires qui n'en finissent jamais. Je suis un bilingue de naissance, français-allemand. Sans doute à cause de ce cadeau de la vie, je me suis toujours senti plus grand que l'une ou l'autre langue... Je ne saurais dire combien de fois j'ai vécu le plaisir intérieur de ne pas être unilingue.*

— Bernard Bocquel, CKSB, la radio du Petit-Canada

Le monde que vous allez découvrir dans ces pages provient d'une série de chroniques diffusées sur la Première chaîne de Radio-Canada au Manitoba. Bernard Bocquel, en quelque sorte l'historien officiel de CKSB, le premier poste de langue française de l'Ouest, avait accepté de créer, par le biais de chroniques radiophoniques, «un lieu de réflexion, un rendez-vous qui offrirait un nouveau regard sur le Manitoba français et sur la communauté que nous formons». Ce livre, composé d'une sélection de chroniques adaptées pour la forme écrite, marie toutes les facettes de Bernard Bocquel : l'élan du poète, la rigueur du journaliste, la logique et la percée intellectuelle du philosophe. En retraçant le cheminement historique du Manitoba français, Bernard Bocquel propose des sujets de réflexion pour nous tous, comme Canadiens, comme francophones, comme citoyens du monde. Conçu dans l'esprit du service public, ce «complément radiophonique» vous invite à explorer des pistes originales, en vue d'un autre avenir possible.

Né en 1955 (Forêt-Noire, Allemagne), journaliste diplômé du Centre universitaire de l'enseignement du journalisme de Strasbourg, Bernard Bocquel vient au Manitoba comme coopérant français en 1977 et il y reste. Il sera pendant plusieurs années rédacteur en chef et directeur du journal *La Liberté*, puis journaliste pour la Société Radio-Canada. Il publie deux essais aux Éditions du Blé, *Les Caricatures de Cayouche* (1992), et un grand reportage sur les 50 ans de la radio française au Manitoba, *Au pays de CKSB* (1996), qui lui vaut le prix Champlain en 1997.



ISBN 2-921347-90-3



9 782921 347907